



# Classeur

Meghan Archimi  
Zoé Bahy

# **CLASSEUR**

**I      Rencontres**

**II     Documentation**



# RENCONTRES

**18.10.23 11h - Romain Legros**

architecte paysagiste

**01.11.23 17h - Cécile**

administratrice d'un collectif

**13.11.23 9h - Benoît Beuret**

animateur social

**16.11.23 9h - Florine Wescher**

architecte

**20.11.23 11h - Jade Rudler et Alice Chénais**

architecte-urbaniste, architecte-urbaniste

**21.11.23 9h - L'inconnu**

architecte-urbaniste

**22.11.23 10h - Leika Barthe**

cheffe de projet démarches participatives à la Ville de Nyon

**22.11.23 13h - Vanessa Lacaille et Mounir Ayoub**

architecte paysagiste, architecte et critique d'architecture

**23.11.23 17h - Olowine Rogg**

urbaniste

**24.11.23 16h - Matias Echanove**

urbaniste

**27.11.23 14h - Muriel Sanchez et Anne Juillet**

coordinatrice de la participation à la Ville de Lausanne,  
adjointe au chef de division Espaces publics à la Ville de Lausanne

**28.11.23 10h - Séverine Lorrain et Francisco Da Cruz**

biologiste, chargé de missions en mobilité durable

**29.11.23 12h Karen Devaud et Carla Jaboyedoff**

psychologue, architecte

**29.11.23 15h - Melissa Pahlisch Pestalozzi**

architecte paysagiste

**07.12.23 11h - Patrick bouchain**

architecte - urbaniste - maître d'oeuvre - scénographe

### 18.10.23 11h - Romain Legros

Romain est diplômé en architecture du paysage et en Arts visuels – Pratiques artistiques contemporaines. Il a fondé le bureau En-Dehors avec Arnaud Michelet, basé à Lausanne et Sion.

*“J’ai suivi une formation en architecture et en paysage, puis j’ai poursuivi par une formation en arts visuels. Dans les écoles d’art, je suis considéré comme paysagiste, tandis que dans les écoles d’architecture, je suis perçu comme un artiste. J’ai l’impression que ce sont plutôt les projets que je réalise, en cours ou à venir, qui nous définissent. Je suis dans un moment de ma vie où j’ai l’énergie nécessaire pour essayer de transformer des espaces et répondre à des intuitions que l’on peut avoir. J’ai l’impression que, plus que d’être catégorisé comme paysagiste, artiste ou designer, je m’engage dans des projets et j’essaie d’avoir un discours cohérent qui donne des formes cohérentes aux choses qu’on est en train de transformer. Étant donné que je travaille sur des projets d’espaces publics impliquant le vivant, et par mon diplôme de paysagiste, je suis donc qualifié de paysagiste. Cependant, je ne me restreins pas à être classé dans une seule catégorie, paysagiste, architecte ou designer.”*

**Description de  
la pratique de  
participation,  
sentiment**

10 *“La participation pour moi, c’est un outil au service du projet, dans le sens où elle te permet aussi, en tant que concepteur, de voir un lieu autrement, de le ressentir, de le vivre complètement différemment, et peut-être d’avoir l’impression de vraiment le vivre avant de réfléchir à le transformer. On ne le fait pas, comme certains spécialistes le font, pour obtenir un document final qui explique ce que les gens veulent comme une sorte de cahier des charges participatif, mais on le fait parce qu’on sait qu’on va faire le projet derrière. On veut aborder le projet de manière plus ouverte, avoir ce sentiment soi-même, faire partie du lieu en tant que concepteurs. C’est cela qui m’a attiré aussi au départ, ce sentiment d’appartenance, de travailler avec un groupe, d’être dans une décision collégiale. Mais au service du projet, de ce qui va se faire et de ce que nous allons devoir faire à un moment donné en tant que professionnels. La responsabilité que nous allons devoir prendre, de placer quelque chose dans l’espace public, de transformer un espace, de consommer de la matière, de créer, de faire fabriquer, de faire payer ensuite, toutes ces responsabilités. Eh bien, je me sens beaucoup plus à l’aise ou beaucoup plus légitime quand je le fais de manière commune ou en ayant ce sentiment d’appartenance.”*

20

**Projet  
autonome,  
appropriation**

*“Il y a toujours ces questions: comment tu sors du processus de projet participatif ? Qu’est ce que tu laisses derrière ? Quels outils as-tu mis en place et comment toi, en tant que professionnel, peux-tu enchaîner des projets ?*

*Le projet doit être autonome. Il faut que les associations des différents groupes puissent se l’approprier. C’est un peu bizarre, mais je me pose la question aujourd’hui, s’il faut enchaîner les projets où s’il ne faudrait pas être dans un seul grand projet à la fois.”*

30

**Participation  
outil**

*“Pour nous la participation c’est un outil, c’est pas quelque chose qu’on fait automatiquement. Même si ça pourrait se faire, mais dans le monde réel ça dépend du temps à disposition, du budget, de la volonté des politiques à laisser un espace de parole dans les projets.”*

40 *“Au Quai” est une initiative citoyenne à Monthey, Valais, qui propose un projet de transition pour le réaménagement du quai de la Vièze. Des aménagements éphémères ont été installés, ainsi que l’aménagement d’AUKIOSQUE qui est une buvette participative qui accompagne la démarche de transformation de la rue en une place publique. La ges-*

**Communication et projet dans le temps, intégré des associations**

tion du kiosque est confiée à des associations locales, chargées notamment de l'action sociale, de l'intégration et de la jeunesse. L'été 2022, AUKIOSQUE accueille Pluri-Elles, une association interculturelle de femmes suisses et migrantes basée à Monthey.

- 50 *“Pour le projet d'aménagement le long de la Vièze à Monthey, on était dans un mélange entre participation et co-construction. Ou plutôt du co-montage, nous avons fait les plans en amont et on s'est fait livrer le matériel, ensuite nous avons fait le montage ensemble avec les habitants. Ce qui était intéressant et qu'on avait intégré au planning (cahier des charges), est le fait d'avoir plusieurs itérations, donc ce n'était pas qu'un geste.*
- 60 *Une année après la première intervention, on a convoqué les personnes qui s'étaient inscrites sur notre liste (de contact) pour continuer à faire des aménagements, pour finir par laisser le projet évoluer sans nous dans le temps. Pour laisser la place aux suivants, aux groupes qui veulent intégrer le projet qui ont peut-être aussi d'autres besoins. C'était super important pour nous, au fur et à mesure, de faire entrer des associations dans le projet pour qu'il devienne autonome, pour qu'il y ait une vie après. On a fait ces démarches pour que les gens puissent s'en saisir. Le volet communication était super important pour l'autonomie du projet : Qu'est-ce qui se passe sur le terrain ? Où en sommes-nous ? Comment peut-on s'inscrire ? Quels sont les prochains événements ? Cela représente un gros travail et cela permet d'activer l'espace, une appropriation possible et une compréhension des moyens d'appropriation.”*

**Légitimité**

- 70 *“Je pense que faire avec les gens, ça crée un projet différent. En tant que concepteur, tu te sens beaucoup plus légitime de réaliser des choses. Je suis mal à l'aise quand je vais dans un lieu où je ne connais pas grand monde, que je fais un projet, et puis je m'en vais. Il y a quelque chose bizarre. De manière rationnelle, je pense qu'évidemment, c'est une porte qui s'ouvre pour les gens qui participent. Mais je pense que je me sens beaucoup plus confiant, beaucoup plus en alchimie avec un lieu sur lequel je vais travailler quand j'ai fait un vrai travail avec les gens. C'est ma légitimité. Poser un projet et partir est questionnable dans notre métier.”*

80

**Gestion des conflits autour de la maquette**

*“Je pense que la communication avec le groupe de travail lors d'ateliers participatifs est très importante. Il faut essayer de croiser les regards des personnes, de les faire travailler ensemble au maximum. C'est ainsi*

*qu'elles pourront régler leurs différends ensemble.*

*(...)*

*Je pense que la technique consiste à fournir des outils aux gens pour faire du projet. Avoir des légendes très claires sur les maquettes, avoir travaillé en amont, avoir déjà préfabriqué certaines choses, avoir un langage clair. Et leur permettre de commencer à manipuler les éléments et à faire du projet. Plus on parvient à les transformer en «projecteur» pendant une soirée, plus on réussit à confronter leurs idées entre elles.*

*Cela réalise déjà un énorme tri. Ainsi, les gens peuvent se rendre compte de la complexité du métier, de la complexité des choix. C'est un véritable travail, ce sont des heures de préparation en amont, des heures pendant, et des heures de traduction. Il n'y a pas deux ateliers qui se ressemblent."*

**Projets tous  
similaires,  
tendre vers le  
pérenne**

100 *"Certains bureaux sont spécialistes de la participation. Cette participation trouve fréquemment sa finalité en des programmes dits éphémères, temporaires ou agiles. Ceci donne un certain langage à la construction. C'est-à-dire, des projets en bois qui émergent un peu partout en ville. C'est quelque chose qui m'a beaucoup attiré au début. Mais aujourd'hui, j'aimerais mettre de l'énergie dans des projets qui durent plus longtemps, ce qui implique de basculer dans d'autres matériaux plus pérennes. Et donc, en tant que professionnel, tu dois prendre le "lead" dessus et tu ne peux pas demander aux gens de le faire eux-mêmes."*

**Travail en  
maquette,  
habitant  
"projeteur"**

110 *"Si les gens croient que notre métier est qu'on arrive avec une orthophoto et des post-it, qu'on nous donne 10 mille idées, qu'on en prend quatre et qu'on en fait un projet. Cette situation dans le travail, ça n'existe pas. Je pense que considérer les personnes qui viennent comme des individus capables de contribuer au projet est respectueux envers elles. Mais cela implique qu'à l'atelier, tu viennes avec une pédagogie et des outils pour travailler à égal ou avec un langage que tu pourras immédiatement utiliser. Car si tu travailles uniquement avec des post-it, cela finit souvent par se limiter à la rédaction d'un rapport, contrairement à un travail en maquette et en couleur."*

120

**Profession-  
nalisation des  
démarches  
participatives**

*"On est actuellement engagés dans un projet où la démarche participative a été effectuée par un autre bureau. On a reçu un rapport et on prend conscience des étapes préalables. Ce que je constate, c'est que, avec la professionnalisation du métier, des experts de la participation émergent. Mais, ces experts travaillent souvent dans des bureaux qui ne réalisent*

*pas de projets concrets, ou qui se trouvent démunis lorsqu'il s'agit de passer à une réalisation plus pérenne. Ce type de projet est un peu bizarre pour nous, car nos contacts se limitent à la ville et aux politiques.*

- 130 *Personnellement, je préfère faire un projet de ce genre plutôt que de me limiter à la partie démarche participative sans contribuer à la réalisation. Dans ce cas, si c'est possible, on cherche à établir un contact avec les personnes concernées."*

**Poser les  
bonnes ques-  
tions**

*"Ce qui me plaît dans la participation, c'est le contact, c'est de fédérer des gens autour d'une thématique, d'arriver à faire en sorte qu'ils soient impliqués dans la construction de leur environnement. Mais concrètement, les gens veulent souvent la même chose, parce qu'on pose toujours*

- 140 *les mêmes questions. Même question, même réponse. Et c'est pour ça que les questions doivent être posées différemment pour que ça puisse évoluer. On commence presque à avoir des choses qui se ressemblent autant que les mauvais projets se ressemblent."*

**Les politiques**

*"Je pense qu'un projet participatif devrait coûter autant qu'un projet pérenne. Il ne faut pas que les villes commencent à croire qu'avec 20 mille francs, on fait un projet super qui ne restera que trois mois. Et ils viennent faire un discours et les gens sont contents.*

- 150 *Une démarche, si tu veux bien la faire, il faut de l'argent, mais aussi une volonté politique.*  
*Est-ce que les politiques veulent réellement se confronter à un groupe de population qui pourrait ne pas vouloir ce qu'ils veulent? Ou prendre plus de temps pour le projet ou se mettre en porte-à-faux?*  
*Ça fait que les politiques qui ne veulent pas vraiment ces contraintes lancent des démarches gentilles, semi-alibi."*

## 01.11.23 17h - Cécile

Cécile a le rôle d'administratrice dans le Collectif Etc. localisé à Marseille.

Lorsqu'elle se définit, elle fait référence aux valeurs du Collectif Etc. :  
*“En tant qu'administratrice de l'association, mon rôle est principalement celui de gestionnaire de la structure. Je ne suis ni architecte, ni porteuse de projets. Cependant, au nom de l'association, je peux affirmer que nous nous définissons comme des concepteurs et constructeurs. Notre but est de concrétiser les idées que nous dessinons, contrairement à la pratique fréquente chez de nombreux architectes qui consiste à projeter des choses improbables en laissant à d'autres la responsabilité de les construire sans savoir comment.*

*Nous appartenons à une école de pensée qui souligne l'importance d'être conscient de ce que l'on dessine et de comprendre comment cela sera réalisé. Dans un contexte où l'on parle beaucoup de la transition écologique, démocratique et sociale, l'une des dimensions importantes de notre travail est celle de l'humain, du lien social et de la frugalité. Ces éléments sont à la base de notre façon de concevoir et de travailler.”*

10 *“Il y a deux façons d’envisager le fait de faire de la participation. Il y a d’une part des obligations de concertation. Souvent, on mélange les questions de participation avec de la concertation, de la consultation ou de l’information. En France, la question de la concertation est dans la loi. Il y a effectivement une dimension obligatoire de certains projets menés par les collectivités pour faire de la concertation sur les grands projets urbains. Et du coup, ce sont souvent des réunions très formelles organisées par les collectivités qui vont plutôt faire de l’information et éventuellement faire un peu de la consultation. Tout cela est regroupé sous le terme de concertation. En réalité, c’est souvent décevant pour les gens qui participent parce qu’ils ne se sentent pas tellement pris en compte.*

*(...)*

*D’un côté il y a quelque chose qui est très institutionnel et de l’autre une espèce de demande de participation des habitants pour légitimer les projets. Dans ce cas, ils prennent des prestataires qui sont des organisations qui font de la concertation et qui sont censés d’une certaine manière avoir fait la participation légale et avoir bouclé cette question de faire participer les gens.*

20 *Dans ces organisations qui par exemple peuvent être chez des bailleurs sociaux c’est toujours un peu pareil. Ils vont prendre une équipe, qui fait de la concertation, il va y avoir des réunions publiques, et il va y avoir des bureaux de rue avec des rencontres, des propositions de faire travailler les gens autour d’outils dits participatifs et tout ça va se faire en quelques réunions, rencontres. Et va justifier le fait que les gens aient été associés au projet et donc c’est bon leur avis a été demandé. On les a écoutés et donc voilà, c’est fait quoi!”*

30 *“Comme c’est très institutionnalisé. C’est fait par des cabinets d’études qui sont soi-disant des pros de la participation et du coup on a des espèces de séances de 2h, lors desquelles les élus viennent faire leurs discours. Les professionnels de la concertation nous font des pseudo ateliers où on va nous filer quelques photos et nous dire: Qu’est ce que vous évoque ces photos ? Qu’est ce que ça pourrait vouloir dire ? ...*

*Des trucs où les personnes ont à peine le temps de réfléchir, de discuter. Pour moi, c’est un énorme mensonge tout ça ! En même temps, la légalisation est nécessaire car avant, on faisait des choses sans même informer les gens. Aujourd’hui on parle de participation alors qu’on devrait parler d’information. C’est presque pire, c’est un peu une trahison.*

40 *Donc j’ai l’impression que l’institutionnalisation pose problème. On nous vend du rêve, mais rien ne suit.”*



**Chantier  
participatif,  
appropriation**

*“Dans le collectif etc, on fait quasiment plus de concertation, parce qu’on préfère faire du chantier participatif par exemple, ce qui va être une façon d’intégrer les gens sur le chantier et de leur permettre de s’approprier les constructions et de se sentir parties prenantes de ce qui est fait.*

*On ne concerte pas, on ne consulte pas, mais on passe du temps ensemble, on construit ensemble.”*

50

**Aménagement  
urbain, laisser  
place au  
changement,  
faire ensemble,  
Faire du lien,  
co-construction**

*“On est souvent sur des projets qui sont plutôt de l’ordre de l’aménagement que de l’architecture. Sur des projets qui sont souvent de l’échelle de la microarchitecture, de l’ordre de l’aménagement. Dans ce contexte là, on dessine l’essentiel et on laisse des petits espaces de choses non fixées, qui peuvent se finaliser au moment du chantier; et donc ensemble, dans le cadre du chantier participatif. On ne fait pas de la co-conception, mais plutôt de la co-construction.*

*On fait une forme de participation qui est liée au fait de faire ensemble.*

60 *Lorsqu’on fait ensemble, on développe du lien. On est plutôt dans la dimension lien social et appropriation des projets.*

*(...)*

*D’une certaine manière, il y a un mensonge derrière tout cette idée de la participation, on n’a plus tellement envie d’y participer. On préfère assumer des positions. Dire qu’il y a des choses qu’on ne partage pas, mais par contre, travailler sur la question du lien et de l’appropriation. Ceci nous semble être beaucoup plus central.”*

**Expertise de  
l’architecte**

70 *“Si vous demandez aux gens ce qu’ils veulent, sur 50 personnes vous allez avoir 50 avis. Comment faire alors se rejoindre toutes ces demandes ? C’est souvent un casse tête et puis ça laisse beaucoup de personnes déçues. L’architecte a une certaine forme d’expertise sur comment concevoir des dispositifs, des propositions. On fait appel à nous pour cette expertise.”*

**Pérenne,  
éphémère**

80 *“On fait des choses qui sont souvent assez simples. On n’est pas sur des dispositifs extrêmement sophistiqués. On travaille sur des installations qui ne sont pas forcément pérennes, beaucoup avec le bois. Donc des matériaux qui ont une durée de vie qui est plus limitée. C’est plus de l’aménagement transitoire qui a pour vocation de tenter de développer des usages. C’est-à-dire de permettre aux gens de s’approprier l’espace et d’y développer toute une quantité d’usages différents.*

*Les aménagements produits ne sont pas figés dans leur usage, ils vont permettre différentes choses pour permettre d'ouvrir une possibilité nouvelle d'usage dans un espace."*

*(...)*

- 90 *Quand on est sur des projets qui s'étendent sur plusieurs années, assez fréquemment, il y a des changements de municipalités. Et donc, le projet change. Soit, on nous dit: Oui, on va vous rappeler. Mais on ne nous rappelle jamais. Soit, carrément, on nous dit: Finalement, ce qu'a fait la municipalité précédente ne nous intéresse pas! On s'arrête là.*

*Cécile: Pour la pérennisation des projets, le problème est qu'on travaille avec des matériaux qui n'ont pas vocation à durer 50 ans. Ce qui veut dire que derrière, il est nécessaire de pouvoir avoir des services techniques de la ville qui prennent en charge l'entretien de ces aménagements.*

- 100 *M&Z: Cet aspect n'est pas quelque chose qui pourrait être réglé au préalable dans le cahier des charges?*

*Cécile: Globalement, c'est des discussions qui ont lieu. On communique qu'il leur reviendra de faire l'entretien. Mais du coup ça relève après de la prérogative de la collectivité de mettre en œuvre ce qu'il faut. Dans certaines circonstances, on nous demande une sorte de carnet d'entretien dans lequel on a répertorié les matériaux, la visserie, les modalités de réparation. On fournit un mode d'emploi.*

**Permanence  
architecturale**

- 110 *"Au début, le collectif était nomade et s'installait sur les sites de projets. Cette dimension de résidence sur site faisait qu'on pouvait prétendre à de la participation au sens propre. C'est-à-dire, de vraiment faire de la concertation, de vraiment être en lien avec la population. Ensuite à partir du moment où le collectif s'est installé à Marseille, les projets menés ont été plutôt des projets de résidences courtes, de chantiers intensifs. On avait plus cette capacité à être en relation de manière tenue, dans la durée, avec les habitants qui étaient intéressés par le projet. C'est aussi pour ça qu'on a choisi de changer notre fusil d'épaule, parce qu'on était plus en mesure de faire ce travail de proximité."*

- 120 *(...)*

*Maintenant quand on nous propose des projets, où la dimension d'associer les habitants avec une grande proximité. On ne le fait que si on a sur place une sorte de correspondant ou une association locale qui va être vraiment en lien avec les gens. Si ce n'est pas le cas, on préfère ne pas le faire plutôt que d'y prétendre."*

*(...)*

130 *“On défend pas mal le principe de permanence architecturale. Donc de pouvoir s’installer sur site pendant plusieurs semaines, plusieurs mois, travailler en proximité avec les gens. Laisser le temps à des relations de se nouer. Ce n’est pas en étant sur place une semaine que ce lien peut se créer. Même si c’est très sympa une semaine de chantier intensive, c’est des moments très intenses, très festifs, où les liens avec les gens sont très chouette, mais il n’y a pas cette construction d’échange. Parce que ça prend du temps, on ne fait pas vraiment de co-conception.”*

**Travail en  
équipe**

140 *“On travaille en équipe avec les associations locales qui font la partie concertation. Par exemple, on peut fabriquer les outils qui vont leur être utiles. Des carrioles à vélo qui leur permettent d’avoir tout le matériel et de se déplacer pour aller à la rencontre des gens et pouvoir organiser des ateliers de rue. (...) Après cette phase, on travaille sur la conception avec d’autres architectes, urbanistes, paysagistes inclus dans le projet. On collecte tout ce qui a été généré par la concertation et l’utilise dans la conception de la suite.”*

**Faire du lien,  
avoir confiance**

150 *“C’est une question de temps et d’être sur place. De rencontrer les gens, d’apprendre à se connaître, de faire tomber la méfiance, les barrières ou la peur d’être face à l’expert. De notre côté, on a vraiment voulu que la participation soit agir ensemble, plutôt que de demander aux gens de quoi ils ont envie.*

*(...)*

*Notre approche est de produire quelque chose qui soit approprié pour que les gens soient en capacité de faire vivre ces espaces après qu’on soit venu. Quand une association avec tous ses adhérents et bénéficiaires fait appel à nous pour aménager un espace commun, qu’elle a un besoin identifié, on le fait avec elle. Elle participe à la conception et à la fabrication, c’est elle qui nous donne son cahier des charges. Ce n’est pas une communauté à créer. Par exemple, quand on travaille dans un quartier,*

160 *on va parler de la communauté des habitants. Mais en réalité, ce n’est pas une communauté, c’est des personnes.”*

*(...)*

*C’est l’association qui fait le travail de fond dans la durée avec les habitants. Ce n’est pas forcément notre action à nous. Notre action produit un impact fort sur la possibilité d’usages. On va venir une courte durée. On va faire un chantier qui dure d’une semaine à un mois maximum. Cette action-là va être transformatrice, va déclencher tout un tas de nouvelles façons de s’approprier l’espace. On joue sur la capacité transformatrice*

de notre action plutôt que sur la construction de la communauté elle-  
170 même.”

**Consommateur  
de la ville,  
méfiance**

“Ce n’est pas évident pour les habitants de spontanément se mobiliser  
parce qu’ils n’en ont pas l’habitude. La ville est gérée en dehors de nous.  
On est souvent des consommateurs de la ville. On attend que les services  
publics fassent ceci ou cela. La population n’est pas très souvent associée  
aux décisions. Il n’y a pas de savoir-faire des habitants pour s’approprier  
les choses. En France, lorsque la population s’engage à faire quelque  
chose, il y a une très grande méfiance des pouvoirs publics. Et inverse-  
180 ment, quand les pouvoirs publics lancent un grand programme de réhabi-  
litation d’un quartier, la population se demande toujours s’ils ne sont pas  
en train de se faire enfler. Il y a ce double rapport qui n’est pas sain. Il y  
a une tension qui n’aide pas à la réelle collaboration, coopération autour  
de projets.”

### 13.11.23 9h - Benoît Beuret

Benoît est un animateur social et travaille dans le quartier populaire de Schoenberg à Fribourg. C'est un activiste, ancré dans le réel et militant contre les injustices sociales.

*“Ma fonction est animateur socioculturel. C’est bien mais c’est un peu fourre-tout. Je dirais aussi médiateur et aussi constructeur. Bon, si je veux me « la raconter » un peu, je dirais que je suis créateur d’espace-temps et facilitateur d’utopie ! J’aime bien aussi dire défricheur des possibles. Je dis tout ça un peu en rigolant, mais...*

*J’ai grandi dans le quartier de la Jonction à Genève. Dans ce quartier très contrasté, tous mes potes venaient d’un milieu très populaire. Beaucoup de cette génération sont particulièrement parti « en vrille ». J’en ai perdu de vue plein, j’en connais qui ont fait de la prison, j’ai vu des situations très trash... Beaucoup disent qu’en « Suisse, ce genre de quartiers n’existent pas », alors que c’est une réalité. Depuis l’extérieur, on ne se rend pas compte de la misère sociale et financière qu’il peut y avoir. Bref, je suis très sensible à tous ces enjeux-là. Souvent, je peux être provocant et hargneux face à des politiques, mais parce que parfois, il y a des comportements en Suisse qui me font gerber en fait, tout simplement. Je pense que je suis quelqu’un qui ne peut pas travailler en dehors d’une notion d’activisme. En fait, je vais pas au travail, s’il y pas d’enjeu.*

*(...)*

*Parfois, certains disent “Notre rêve, c’est qu’il n’y ait plus besoin de travailleurs sociaux”. Moi je pense qu’au contraire, il faut des facilitateurs, c’est indispensable. Même dans mes projets associatifs personnels, j’aimerais qu’il y ait des gens qui puissent m’aider à être plus proche de mon projet, moins perdre de temps dans les questions administratives, la recherche de fonds... Je pense qu’on peut faire économiser énormément d’argent à la ville avec notre travail sur le terrain. “*

**Action directe  
et action au  
long terme**

*“Quand on parle de participation, je vois deux échelles d’enjeu dans ce quartier. Il y a ce qu’on va appeler l’action directe qui va se mettre en place dans ce jardin à travers différents types de projets. Il y a aussi l’idée de faire émerger, petit à petit, une conscience de ce qu’est l’urbanisme, de ce qu’est l’architecture, de comment les gens qui vivent dans le quartier sont légitimes pour s’exprimer sur les projets urbains ?”*

**Un jardin  
expérimental**

10

Au pied des immeubles, un petit coin de nature : dans le quartier du Schoenberg, le jardin partagé de Préfleuri est ouvert à toutes et tous. Ici on cultive ensemble et on récolte ensemble. Les jardinier·ères partagent leur savoir-faire, venus des quatre coins du monde, pour la culture des fruits et légumes.

Ce jardin est un lieu de rencontre multiculturel et multigénérationnel pour tisser des liens sociaux autour d’un projet commun. C’est un lieu qui favorise la biodiversité, permet de sensibiliser aux enjeux environnementaux et promeut une alimentation saine, de saison et locale

20

Le jardin est une plateforme pédagogique et d’insertion : diverses activités, ateliers, visites et accueil de classes sont organisés à destination du grand public ou de publics spécifiques. Vous pouvez contacter l’animateur socioculturel responsable du jardin, pour des demandes spécifiques. Le jardin partagé est un lieu ouvert, accessible à tout moment pour s’y promener ou s’y prélasser.

30

*“Ce qui faut savoir, c’est que ce **projet de jardin** est totalement Top down. Il a été initié par une volonté politique. Même si ce projet a été engagé pour certaines raisons, nous avons saisi l’opportunité pour y trouver le sens d’un projet « catapulte » et tendre vers une action bottom-up.*

*De mars à avril, ce jardin est un espace de rencontre à l’extérieur. Ce n’est pas forcément lié au jardinage parce qu’en fait, on est dans un espace public. Ici, les aménagements que nous construisons avec les gens sont hors normes, dans le sens où ils ne respectent pas forcément les normes. Rien n’est inscrit dans les plans. Et en fait, à travers cet outil, je défends la création d’un territoire d’expérimentation. Le but, c’est d’avoir une parcelle flexible sur laquelle les choses s’organisent au fur et mesure. Le tout dépend du monde qu’il va y avoir en fonction des saisons et du projet qui se redéfinit constamment. Je trouve que c’est un bel exemple parce qu’on parle d’urbanisme, on parle d’architecture, on parle de construction, on parle de faire ensemble, on parle de politique de quartier.*

40

**Un espace  
tolérant**

*“Dans ce quartier, il y a très peu d’espaces publics. (...) En fait, quand une femme ou un homme politique vient ici, il va dire “Mais il y a une belle vue, il y a des beaux espaces verts, etc.” Mais en réalité, au niveau du sol, ces espaces verts sont très stériles. Aussi, ces espaces verts ne sont pas appropriables parce que c’est des propriétés privées. Dans les faits, il est possible de les traverser, c’est toléré, mais ce n’est pas autorisé.”*

50

**Des  
associations de  
quartier non  
représentative**

*“ Souvent les associations de quartier sont considérées comme étant représentatives du quartier, mais ce n’est pas du tout le cas. En réalité, dans l’association, il y a que des personnes non racisées de 70 ans... Pourtant, c’est un quartier où il y a pleins de jeunes de toutes les nationalités, de toutes les origines... “*

**L’architecture  
est un levier  
pour améliorer 60  
un quartier**

*“Ce qui est hyper intéressant, c’est de resituer l’architecture et donc, la question de l’existant. L’existant, ce n’est pas juste un bâtiment, c’est un contexte, c’est l’urbain finalement. Et l’architecture est un des outils de l’urbain. L’urbain, c’est extrêmement complexe, c’est du social, de la culture, de l’économie, etc. Et si l’architecture est hermétique à tous ces autres enjeux, le risque est de créer des objets/des espaces totalement hors sol, qui ne servent pas. Je vois l’architecture comme un levier pour améliorer un quartier et non juste comme quelque chose de circonscrit en lui-même. Et toutes ces questions devraient figurer dans un cahier des charges précis, basé sur le travail de terrain. Enfin, si vous lisez le programme d’un projet d’architecture, c’est hyper pauvre. Et si vous lisez celui d’un projet d’urbanisme, ça l’est encore plus. Aujourd’hui en Suisse, on fait encore du zoning en disant qu’il faut de l’activité, du logement (...) mais ce n’est pas suffisant. Dans ce quartier, il nous faut quelque chose qui puisse permettre de mettre en valeur des activités qui aujourd’hui sont cachées, donc ces micro-entrepreneurs. Il nous faut une régie associative parce qu’on sait qu’on est à la limite de la légalité. C’est un exemple, et à travers ça, on comprend qu’il y a des nuances et des subtilités qui décrivent les besoins d’un lieu.”*

70

**L’ancrage**

80

*“Si j’avais un mandat de participation/concertation pour être accompagnant d’un projet, sans être animateur socioculturel dans ce quartier, je ne pourrais ni avoir les gens qui participent, ni avoir une analyse cohérente. Aujourd’hui, je revendique une participation liée à des gens ancrés sur le terrain.”*



**Faire émerger  
une légitimité  
d'agir**

90 *“Pour moi, la participation, c’est une forme de gouvernance à l’échelle du quartier qui ne doit pas reproduire les mêmes erreurs ou les mêmes formats que la démocratie directe. Les gens dans les associations de quartier sont des personnes qui votent, ils sont déjà représentés par le système mis en place. L’enjeu de la participation, c’est comment donner la parole aux gens qui ne sont pas reconnus et qui ne sont pas pris en compte dans les logiques de la démocratie directe. Et c’est extrêmement complexe, je n’ai pas la solution, mais je pense que la solution peut émerger par du long terme. C’est de l’écoute, de l’éducation, de la sensibilisation. Et une question qui me paraît essentielle pour comprendre l’enjeu c’est “Comment, dans un quartier qui est une cité dortoir, tu viens interroger les gens sur un plan de développement, alors qu’en fait, il n’y a même pas de fête de quartier ?” Pour moi, c’est graduel. Pour arriver à intéresser les gens à un plan de développement, il faut qu’il y ait une appropriation du quartier, une reconnaissance des enjeux, une montée en compétence, il faut que les gens aient quelque chose à dire et qu’ils se sentent reconnus. Mais avant d’en arriver là, il y a pleins de choses à mettre en place.*

*(...)*

*Ce qui est hyper important, c’est le “faire avec” qui est essentiel. C’est libérer le pouvoir d’agir, le pouvoir d’intervenir, qui ne peut pas se faire que par des idées.*

*(...)*

110 *Le but au final, ce n’est pas de produire des bancs en bois, mais on doit d’abord passer par le banc en bois pour ensuite produire un garage, puis ensuite produire un immeuble. Si t’es pas capable de faire un banc en bois, t’es pas capable de faire un garage, donc t’es pas capable de faire un immeuble.*

*(...)*

*Quand tu demandes aux gens de s’exprimer, le but ce n’est pas juste d’avoir leur avis, mais c’est de faire, de changer les choses. Et c’est le problème de la notion de concertation. C’est très différent de faire émerger que de proposer et dire oui ou non. C’est très différent d’approuver que de co-construire ou co-concevoir. Et quand tu me dis co-conception, ça veut dire pleins de choses en termes d’action !”*

120

**De l’appropriation plutôt que de la participation**

*“La participation en Suisse romande est interprétée comme de la concertation. Moi je veux faire de l’appropriation, pas de la participation. Bon, au niveau sociologique, je sais qu’elle est très compliquée cette notion d’appropriation, ce n’est pas la bonne non plus, mais c’était pour différencier les deux, exprimer une forme de gradation. Quand on dit partici-*



*pation, en fait, on dit concertation, bah quand on dit appropriation, peut-être qu'on peut entendre participation."*

130

**Un espace  
commun  
pour gérer les  
conflits**

*"L'espace public est totalement aseptisé. Donc faisons déjà des bons espaces publics, et si ça se trouve, les problèmes dans les immeubles et les problèmes d'architecture se résolvent uniquement par l'espace public. L'espace public, en fait, c'est le commun. Et il y a un potentiel énorme ! Déjà explorons ce potentiel et allons à fond là-dedans."*

**Une démocratie  
basée sur  
l'opposition**

140

*Mais qui a une capacité d'opposition dans un quartier populaire ? Si tu veux t'opposer au projet d'un promoteur dans ton quartier et que tu dois aller au fédéral, qui peut aller au fédéral ? Personne ! Croire que la démocratie s'exprime dans l'opposition, c'est du bullshit !*

**Prendre  
position**

150

*"Nous n'avons aucune objectivité dans nos pratiques. Moi je suis de gauche, ancrée dans une histoire qui est la mienne, mais je suis aussi un acteur de terrain parmi d'autres acteurs de terrain, avec une capacité d'influence et de facilitation. Quelqu'un qui vient avec un caractère objectif, ça ne va pas faire avancer les choses pour moi. Quand tu viens ici, tu dois être bouleversé et tu dois vouloir changer les choses. C'est ça la participation, c'est aller avec, c'est aller ensemble...Mais ce n'est en tout cas pas une démarche objective.*

*Pour parler du contexte suisse, j'utilise le terme de consensus forcé. On a une aptitude à aller vers le consensus, on est prêt à tuer pour ça quoi.*

*Quand tu fais de la participation, il ne faut pas simplifier la situation. Au contraire, le but c'est d'exposer au mieux la complexité du contexte. Et dans cette richesse que l'acte créatif, le moment où on va intervenir et faire émerger une forme, doit prendre une posture. C'est dans la différence, dans la diversité et dans la résolution créative des conflits*

160

*qu'émerge quelque chose de sensé, juste et ancré dans le réel. Tu ne dois surtout pas arriver à la fin, avec une analyse qui dit : ceux-là sont légitimes, mais pas ceux-là. Si t'as une personne qui dit "je ne suis pas d'accord !", il faut absolument l'écouter.*

*(...)*

*Si tu viens dans ce quartier et que tu essaies d'être neutre, c'est une erreur pour moi. Il faut montrer des possibles, prendre position. Il faut imaginer qu'il y a des gens, ça fait 15 ans qu'ils sont en migration depuis l'Afghanistan et ils débarquent ici, ils ne se posent pas 1000 questions, ils*

sont déjà juste au chaud. Du coup, mon rôle de facilitateur est lié à cette  
170 notion de gouvernance du terrain. Avec ce qu'on me dit, mes observations sur le terrain, je fais des propositions qui essaient de répondre aux problématiques du quartier."

**Des interventions réversibles**

"Il faut accepter que les interventions soient réversibles, agiles... Elles peuvent changer, évoluer. Je pense au propos de Raumlabor que j'ai lu dans un article : "Je crois que la différence entre la coopération et la participation – souvent à la base de compromis – est le processus décisionnel. Lors de la participation, telle qu'elle est comprise et pratiquée la  
180 plupart du temps aujourd'hui, le maître d'ouvrage demande aux citoyens ce qu'ils veulent, ce qu'ils attendent, puis quelqu'un prend une décision et fige le projet. La coopération telle que nous la comprenons débouche sur une série de décisions évolutives prises collectivement par tous les acteurs du projet. Ces décisions ne sont pas une moyenne de toutes les opinions."

En fait, il s'agit d'arrêter de considérer que l'architecture ou l'urbanisme, c'est une création nouvelle et plus rien. C'est plutôt aller dans un sens, rectifier, avancer... c'est l'incrémental, réversible, agile. On n'est pas dans des choses figées!"

190

**Comment trancher ?**

"Pour moi, la participation sert à donner corps au sujet sur lequel on va trancher et aussi, à définir quels sont les critères pour trancher.

Dans un projet urbain, ce n'est jamais une personne de terrain qui tranche, c'est au-dessus. Mais à l'échelle des petites interventions, celui qui aura la légitimité de trancher, est déterminé par le fait d'être acteur ou spectateur. On va toujours privilégier un acteur."

**Manger pour parler, fêter pour fédérer**

200 Par exemple, dans ce quartier, si tu ne fais pas à manger, les gens ne viennent pas. Mais si tu fais, tu peux parler du quartier. Et une fois que t'as parlé, tu fais une fête parce qu'ils t'ont rencontré à travers le repas. Et pendant la fête, tu mets en collaboration des jeunes et l'association de quartier... Les jeunes sont actuellement dans un processus de création d'une autre association parce qu'ils ne se sentent pas représentés par les membres de l'association du quartier.

(...)

Une fête de quartier, c'est qualitatif. Ça amène de l'animation, il y a des concerts, de la nourriture, une projection. C'est un moment dans l'espace  
210 public, c'est juste génial ! Enfin, dans ce quartier-là, ça a une importance

*énorme. On a relancé les fêtes de quartier il y a deux ans et les gens viennent te remercier en te prenant dans les bras, c'est très fort !*"

**L'interservices  
pour traiter  
la réalité  
complexe du  
terrain**

- "La participation est l'occasion de mettre en contact direct les problèmes de terrain et les services de la Ville. Quand on fait une démarche de concertation, c'est dans un contexte précis et complexe. Il est essentiel que tous les services de la Ville viennent en profiter et être à l'écoute. Aujourd'hui, c'est le manque de collaboration entre les services qui empêche de faire avancer les choses. Ils se renvoient la balle. Dans certains contextes, c'est plus simple de savoir à quels services il faut faire appel, mais qu'est-ce que la vie de quartier ? Ça concerne quels services ? Je pense que c'est la mise en intelligence des services qui permettra de comprendre les vrais enjeux.*
- 220 *Par exemple, le projet de cheminement à travers le quartier implique le service de l'urbanisme parce qu'il faut mener une interaction avec les propriétaires privés, il implique aussi le service des espaces verts parce qu'il faut les entretenir, il implique la cohésion sociale parce que ce serait génial que ça crée de l'emploi dans le quartier, avec des jeunes. et*
- 230 *puis il implique aussi l'éducation parce que ça pourrait devenir un projet pédagogique.*
- (...)*
- Mon père, ancien urbaniste à Genève, disait toujours que le premier boulot qu'il faudrait faire quand tu arrives au service de l'urbanisme, c'est d'exhumer toutes les études qui sont dans les tiroirs."*

**Faire pour  
s'ancrer à un  
lieu**

- "Dans le quartier, je suis connu parce que je travaille dans le jardin. Donc, ils savent que je ne suis pas n'importe qui, reconnaissent ce que*
- 240 *je fais et du coup, ils m'écoutent. Il y'a des gens dans le quartier qui m'aiment, et d'autres qui ne m'aiment pas parce qu'ils trouvent que c'est n'importe quoi le projet du jardin. Mais le fait d'avoir une activité visible dans le jardin, c'est la porte d'entrée vers la rencontre. Ça peut être autre chose, comme créer de l'évènement, mais l'idée c'est de s'ancrer dans le lieu par de l'activité."*

**Les outils de  
l'architecte**

- "En termes d'outil pour parler d'espace, ça peut être à peu près n'importe quoi : de la découpe de papier, de la pâte à modeler, du discours,*
- 250 *du jeu, etc.. Par contre, ce qui est clair, c'est de bien être conscient que les outils classiques d'un architecte sont incompréhensibles. Moi, j'aime beaucoup les visites sur site, dessiner au sol les choses, être à l'échelle*

*I:1, les gabarits. C'est un truc qui aide beaucoup."*

**Un espace hors  
norme auto-  
géré**

*"Aujourd'hui, la norme fait qu'on est dans des espaces publics aseptisés. Alors qu'ici, j'ai plus de tolérance parce que c'est un espace géré. J'ai des constructions qui ne sont pas dans les normes, mais je suis là 3 fois par semaine, donc je peux voir quand il y a un truc qui commence à se*  
260 *dégrader.*  
*(...)*  
*C'est cette pensée liée à l'infrastructure, cette logique de la droite clas-  
sique de faire des gros projets d'infrastructure pour nourrir l'économie.*  
*Je vois les choses autrement, je prône deux choses :*  
*- Des projets qui ont moins d'empreinte. Cela pour des raisons écolo-  
giques, mais surtout pour des raisons de réversibilité, d'agilité et d'adap-  
tation ;*  
*- Et je suis pour que l'argent soit donné à des personnes et non pas à des  
objets. Quand je dis personnes, ça veut dire qu'on utilise l'argent pour*  
270 *payer quelqu'un qui va gérer un espace. L'exemple de ce monsieur qui  
gérerait l'espace de jeu à **Baby Plage à Genève**, c'est un espace autogéré,  
totalement hors normes. Mais vu qu'il y a quelqu'un qui prête attention à  
cet endroit-là, ça fonctionne. Et on crée des endroits particuliers avec des  
gens particuliers, pas avec la norme.*  
*Je crois fondamentalement en l'espace géré et je crois en le fait que l'es-  
pace public doit générer de l'argent dans le quartier, pour le quartier."*

**Impliquer  
des jeunes et  
valoriser leur  
travail**

280 *"Je pense que l'économie circulaire est hyper importante dans un quar-  
tier. Par exemple, à Paris, avec le projet Agrocité, ils ont créé un jardin.*  
*Du coup, tu crées le compostage et ça crée un poste. Tu te rends compte  
qu'en fait il faut un atelier de fer pour les outils, donc tu crées un autre  
poste, etc. Enfin voilà, et ici, si on fait un projet de cheminement, je n'en  
ai rien à faire qu'il soit livré par le service de la ville, je veux qu'on le  
fasse avec les jeunes en insertion du quartier et qu'ils soient reconnus  
pour ce qu'ils ont apporté. Et je l'ai vu, ça apporte énormément aux  
jeunes du quartier quand on fait du chantier, pour leur intégration, leur  
valorisation et la reconnaissance de leur travail."*

290

**Qu'est-ce que  
l'urbanisme ?  
Qu'est-ce que  
l'architecture ?**

*Mais qu'est-ce que c'est l'urbanisme ? Qu'est-ce que c'est l'architecture  
? Il faut redonner corps à ces matières. Être architecte, ce n'est pas juste  
construire un immeuble, c'est construire un habitat avec des habitants.*  
*Être urbaniste, ce n'est pas faire du zoning, c'est faire de l'urbain.*

### 16.11.23 9h – Florine Wescher

Florie est diplômée en architecture. Elle porte l'association Chantier Ouvert avec Alice Dunoyer depuis 2015. Elle travaille à temps partiel pour l'association.

*“C’est une question qu’on se pose souvent avec tous mes ami.es architectes en ce moment. Quand on nous demande ce qu’on fait dans la vie, et bah des fois, on a pas envie de dire qu’on est architecte, et ça arrive assez souvent en fait. C’est horrible. C’est comme si on avait un peu honte de le dire quoi.(...) On reste architecte quand même, mais avec Alice, on se définit aussi par d’autres choses. On est des bâtisseuses, on fait de l’éco construction, on fait de la thérapie humaine... Mais on reste des architectes. Et je pense qu’il ne faut pas non plus se définir autrement que par le terme. Moi, ça me fait plaisir de me dire que je suis une architecte qui se met à l’écoute de l’autre et qui a une posture d’empathie. (...) La dernière fois qu’on en a parlé, on était que des filles. On s’est dit que quand même, c’était important qu’on se dise architecte, et qu’on assume cette posture, aussi en tant que femme “*

**La démarche participative comme outil pour faire-valoir des projets**

- 10 *“À plusieurs reprises, on a été mandaté pour faire de la sensibilisation pour les enfants pour des rénovations d’école. Et souvent, on nous a demandé de faire passer le projet auprès du public pour qu’ils reçoivent moins d’oppositions. Notre objectif en acceptant de faire ce types de projets, c’était de toucher un jeune public en leur apportant une plus grande capacité à avoir un regard critique sur ce qui se passe autour d’eux. Mais aujourd’hui, on accepte plus ce genre de projet parce qu’on trouve que ce n’est pas juste. On se rend compte que parfois, l’outil de la participation est une forme de faire-valoir pour des projets qui ont de la peine à passer. Et on le sent venir parce qu’on vient vers nous toujours trop tard dans le processus pour que la population puisse réellement être intégrée.”*

**Avoir une autonomie financière pour être en accord avec ses convictions**

- 20 *“Le bien commun, c’est quelque chose qui est utile à la société. Au début, on acceptait un peu toutes sortes de projets, mais maintenant, on dit non. Au fur et à mesure des années, on a pu expérimenter et comprendre quels étaient les enjeux politiques et comment est-ce que la ville y répondait. Et on s’est rendu compte que la ville ne nous suivait pas forcément.*  
*(...)*  
*On s’inspire beaucoup du travail de Bouchains, et lui fait de la politique. Et à travers ses projets, il a su être malin, trouver des stratégies pour contourner ce problème. Mais nous, c’est un peu délicat parce qu’on est payé. Donc pour être en accord avec nos convictions, on préfère dire non à certains projets, ou alors avoir une autonomie financière. Ça veut dire, ne plus être payé par un mandat, mais plutôt d’initier nous même des projets et trouver des financements sous forme de subventions. Et en tant qu’association, c’est possible.”*

**Se mettre au service de**

- 30  
40 *“Concertation ou consultation, pour moi c’est la même chose. Dans ma pratique, j’ai pas réussi à trouver de manière de les différencier. Et leur signification, c’est le fait d’accueillir les témoignages des personnes consultées ou concertées. Ça peut être un public cible ou un large public, mais en tout cas il est défini parce que souvent quand ça l’est pas, ça part dans tous les sens. (...) Et dans ces moments-là, on est à l’écoute de tout ce qui vient de l’imaginaire, de la narration. On questionne. Et tout ce contenu récolté, on l’appelle “la matière grise” qu’on considère comme de la matière première pour faire du projet. On se fait canaliser par elle, on s’imbibe d’elle comme une éponge pour finalement restituer quelque chose en restant les plus fidèles à ce qui nous a été donné. En fait, il y a un truc un peu sublime qui se produit, un processus un peu magique dans*

*lequel on s'oublie, on se sépare de notre égo, de la forme architecturale pour se mettre au service de."*

**Faire ensemble  
et Créer une  
mémoire  
collective**

50 *"Et la participation, c'est quelque chose qui est plus dans l'action, dans le faire ensemble. Ces actes créent une mémoire collective et donne une plus value à un projet qui est de l'ordre de l'expérience commune parce qu'on s'attache à lui. La participation c'est rendre le projet plus ouvert et plus hospitalier, pour que chacun puisse y trouver sa place. Pour qu'il puisse évoluer au fur et mesure, il ne doit pas être trop fermé, trop défini ou trop dessiné.*

*(...)*

*La participation c'est faire de la construction, toucher de la matière avec les ouvriers. C'est aussi collaborer avec les artisans, dès le début du projet. Donc après avoir concerté, on va directement voir l'artisan et on co-construit avec lui.*

*(...)*

60 *Pour l'instant, on a encore jamais fait d'atelier de construction avec les habitants. On va essayer de le mettre en place dans un prochain projet, mais on a de la peine à obtenir le budget pour le faire."*

**Faire de la co-  
construction  
pour que le  
projet soit  
mieux intégré**

70 *"Au Lignon, on est sur un projet pour faire de l'aménagement dans l'espace public pour les jeunes et il y a une vraie volonté de la Ville de faire ce projet en co-construction. Dans ce cas-ci, c'est vraiment essentiel de travailler avec les jeunes pour que l'objet architectural soit bien accueilli. Comme c'est un quartier problématique, il y a une plus value à faire du chantier participatif pour l'acceptation du projet, pour qu'il soit intégré dans les usages de l'espace public dès le début. Si on prend l'exemple de **Bellastock à Bobigny**, ils ont posé un banc et puis ça a créé des frictions de dingue. Cette action éphémère n'a pas été comprise, et le voisinage s'est plaint des nuisances sonores, donc il y a été détruit."*

**Un génie du  
lieu comme  
trace du  
processus**

M&Z : *Comment le projet est-il modifié par un processus de collaboration avec la population ?*

80 Florine : *Je dirais que dans l'invisible des lieux, il y a une trace de ce processus. Cet invisible, c'est un peu le fantôme du futur projet qui se met en place, comme une forme de génie du lieu, qui émane de toutes les énergies impliquées dans le projet.*

*Les gens sont des experts du quartier, ils savent de quoi ils ont besoin et ont déjà des formes de réponse en tête. Même s'ils n'ont pas les mots ou*



*les outils qu'il faut, le besoin est là, et notre rôle c'est de le révéler.*

**Guérir la ville**

90 *“Bouchain parle d’obstacles. Quand on a mal quelque part, notre corps est figé par un obstacle. Il n’y a plus de mouvement, il est stoppé. Et dès ce moment-là, il y a une friction. Donc l’idée c’est de remettre du mouvement, de l’émerveillement, de rétablir des liens pour que le corps recommence à respirer, à vivre. Et j’ai l’impression qu’on devrait agir sur la ville de la même manière qu’on agirait sur le corps.”*

**Démocratiser  
les outils de  
communication**

100 *“On essaie de toujours réfléchir à une manière de communiquer le plus démocratiquement possible. Donc tout ce qui est plan, coupe, c’est super compliqué pour les gens de se projeter avec des hachures, les différentes colorimétries, etc. Tu le vois dans leurs yeux. Donc on privilégie toujours l’orthophoto et l’axonométrie aussi, parce qu’il y a une échelle et une vue tridimensionnelle.*

*(...)*

*La maquette ça n’a pas du tout marché. Ils ont tous fait un truc conforme comme le container, ils n’arrivaient pas à monter en 3d. Donc on fonctionne plus avec des images de références et des textes. Avec ces outils, on les fait réagir, ils nous disent “ça oui”, “ça non” “il manque ça”, etc. et ensuite, nous on arrive avec une forme architecturale issue de tout ce processus. Et la plupart du temps, les gens sont surpris et satisfaits du résultat.”*

110

**Psychanalyser  
la ville pour  
comprendre  
son inconscient**

120 *“On essaie de trouver plein de différents outils pour récolter la matière grise. Un autre outil qu’on utilise, ce sont les questionnaires chinois. L’inspiration vient de l’agence nationale de psychanalyse urbaine (ANPU). C’était un groupe de personnes provenant de différentes disciplines, il y avait un urbaniste, psychologue, comédien,... Et ils psychanalisait des villes ou des quartiers d’une manière un peu burlesque. Par exemple, ils étaient venus à Genève, aux bains-des-pâquis, ils s’étaient assis au milieu sur des chaises longues et ils proposaient un questionnaire chinois au public. Les questions ressemblaient à “Si votre ville est un légume, lequel serait-il ?” Et en fait, l’idée était de faire émerger des réponses de l’inconscient ou plus intuitives. De sortir de nos échanges centrés sur les problèmes, qui bloquent souvent le processus, pour laisser place à un degré plus comique et surprenant.”*



**La patience qui  
révèle**

“Dans ces moments de création, on se met souvent en groupe, en cercle. Avec Alice, on se met au milieu et on laisse venir les choses, on ne force rien. On se regarde dans les yeux, on veille à avoir un regard de confiance et d’être vraiment à l’écoute du silence. Ça nous gène pas du tout le silence, et des fois à la HEAD, on attendait un sacré moment avant qu’un.e étudiant.e lève la main et ose témoigner. Et si rien ne vient, c’est ok aussi. On utilise aussi un outil de Joanna Macy qu’elle explique dans son livre *Le travail qui relie*, et l’idée c’est de désenclaver tout blocage et problématique lié à l’environnement, parfois lié à des problèmes très personnels. Donc c’est un travail en groupe, très intimiste, qui peut durer une journée. Et le but c’est de créer une cohésion de groupe où chacun.e y trouve sa place, pour commencer un projet dans un cadre plus positif, en quête de solutions et non de problème.”

140

**Avoir des  
responsabilités  
pour se sentir  
impliqué**

“Quand on travaille avec les enfants, on se demande toujours comment amener de l’ambition plus collective. Ce qu’on remarque c’est qu’il faut que le sujet soit engageant pour eux. Si on leur demande juste leur avis, ça les intéresse pas des masses, ils sont comme nous, ils ont besoin de concret. En 2018, on a travaillé avec les enfants de l’école des grottes sur un projet relié au **bâtiment social de Fort-Barreau**. On nous a demandé de faire des bâches avec les enfants, pour les afficher pendant le chantier et même après, visible depuis la ville et dans le bâtiment. Le but était d’embellir ce lieu avec des dessins pleins de personnages, de couleurs, de joie ! Et ils s’y sont mis corps et âme à dessiner toutes ces belles choses pour les gens qui habiteraient là. Les enfants ont même fait un discours devant des politiques et c’est là que c’est hyper intéressant. On leur a donné une responsabilité très claire, qui sera visible et communiquée. Et c’est vrai que s’il n’y a pas de projet concret, c’est difficile d’y donner un sens commun.”

150

**L’énergie  
d’un collectif  
composé d’une  
multitude de  
singularité**

“Après dans tout collectif, il y a toujours différents rôles. T’as celui qui va rien dire et faire la gueule tout du long. Et par son énergie, il amène forcément quelque chose. T’as celui qui va rigoler de tout, celle qui va imaginer facilement et tirer l’autre, t’as celui qui va penser qu’à lui. Mais en fait, tous ces comportements font réagir les autres, et c’est là, tout l’art de la médiation. Il faut réussir à rebondir, questionner et puis proposer. (...) Pour réduire le plus possible les blocages, on supprime toutes sortes de phrases de notre discours comme “Ah ça on peut pas”. En tout cas pour les premiers ateliers. Et nous, après, on sait dealer avec toutes ces informations.

160

Meghan : Et comment vous faites pour ne pas décevoir les participants ?  
170 J'ai l'impression que c'est un risque en leur permettant de rêver et de se projeter dans un imaginaire sans limite.

Florine : Les règles doivent être énoncées clairement dès le début. On leur explique qu'on va vivre une expérience ensemble, on leur expose le cahier des charges et l'objectif du processus. Et on veille à ce que les gens aient bien compris les enjeux et les possibles du projet."

**La  
sensibilisation  
sur le chantier**

180 "Il y a quelque chose d'assez impressionnant lorsqu'on rentre sur un chantier, de voir les différentes étapes et de voir la matière se transformer. Les gens sont toujours très curieux, et posent beaucoup de questions. On essaie d'expliquer le processus du chantier mais aussi celui du projet. Ce qui est intéressant aussi, c'est de passer de la grande échelle du projet jusqu'au petit détail constructif. Et en fait, quand tu prends le temps d'expliquer l'entièreté du processus, sur site, les gens comprennent beaucoup mieux le projet. Donc c'est vraiment une forme de sensibilisation. "

**Construire  
l'idée en  
échangeant  
avec l'autre**

190 "C'est vrai qu'on fait quand même filtre, et on pose aussi des questions qui sont orientées. Parce qu'on est des êtres non-objectifs, on va jamais poser une question qui est dissociée de nous. C'est tout l'art de la question. Après, puisque tu ne connais pas la personne avec qui tu interagis, tu ne sais pas ce que la question va amener. Et c'est pendant que la personne répond que toi, tu dois construire l'idée. C'est pas avant, c'est pendant. Donc finalement, le réel enjeu, c'est la première question, c'est la première action que tu crées avec l'autre. Mais forcément, t'as l'intuition. "

**La dernière  
pierre du  
projet se pose,  
et c'est le  
début...**

200 Florine : On s'est questionné avec les étudiants de la HEAD sur la question du care et de la maintenance. Et on se demandait s'il n'y avait pas quelque chose à faire dans la participation mais de l'après coup, pour prendre soin de.

M&Z : Oui, c'est d'admettre que le projet ne s'arrête pas au moment où la dernière pierre a été posée, mais que c'est surtout le début de quelque chose.

## 20.11.23 11h - Jade Rudler et Alice Chénais

Jade étudie les liens : liens entre les gens, liens entre les lieux et surtout, liens entre les gens et les lieux. Elle réalise une thèse en urbanisme et sociologie. Alice est une architecte-urbaniste. Depuis 2016, Jade et Alice collabore au sein de l'Atelier OLGa.

*Jade : Moi je dirais que je me définirais d'abord comme médiatrice parce qu'on crée des espaces de discussions et de débats constructifs tout en rétablissant un lien entre les autorités et les gens qui sont sur le terrain. J'utiliserais aussi le mot traductrice pour me décrire, parce qu'on apporte des réponses spatiales à tout plein d'informations. On se rend compte qu'il y a d'autres gens qui font un peu la même médiation que nous, mais qui font pas la traduction spatiale parce qu'ils viennent plus de domaines comme les sciences sociales, la géographie, etc. Ils sont très compétents pour la partie médiation, et celle de l'analyse du problème détecté, mais je pense que nous, notre particularité, c'est d'avoir les deux. On arrive à prendre conscience de ces problèmes et on y répond par des propositions spatiales et concrètes. Je pense que c'est vraiment propre à notre formation.*

*Alice : Je suis totalement d'accord avec tes mots, et pour compléter, je dirais que je me suis beaucoup questionnée sur ce que c'est le métier d'architecte pendant mes études. Aujourd'hui, je me sens maintenant plus à l'aise de prendre le rôle de l'architecte, mais c'est juste parce que je lui donne une autre définition que ce qu'on m'a enseigné pendant mes études.*

*Jade : Et quand tu dis architecte, tu entends conceptrice et planificatrice, c'est ça ? Aujourd'hui, tu sens légitime de prendre ce rôle ?*

*Alice : Oui c'est ça, Je me sens plus à l'aise de prendre certaines décisions, et pas juste être à l'écoute et puis faire ce que les gens veulent. Parce qu'en réalité, ce que veulent les gens aujourd'hui, n'est pas forcément la même chose demain, qui vient ? qui ne vient pas ?*

*Et la création de l'Atelier OLGa m'a permis d'expérimenter et de façonner ma vision du métier d'architecte. Je me sens plus confiante de dire que faire des dessins ça apporte quelque chose, faire des choses qui sont imparfaites apportent aussi quelque chose. Et c'est plutôt agréable d'avoir pu prendre ce recul sur mes études.*

**Faire avec les gens**

*“Faire de la participation, ça veut un peu tout et rien dire, donc je m’identifierais pas comme une personne qui fait de la participation. Après, c’est vrai qu’aujourd’hui, on répond aux mandats qui font des démarches participatives. Je me sens pas très à l’aise de dire aux gens “Venez participer”, je préfère dire que je fais avec eux.” - Alice*

**Convaincre les politicien·nes avec une force de proposition**

10

*“Au même titre que la population qui participerait, on a pas non plus une marge de manœuvre énorme. Finalement, c’est au niveau politique que ça se joue, et nous, on a une force de proposition. On choisit de baser nos propositions sur ce qu’on ressent comme étant juste par rapport à des retours qui viennent du site, notamment à des gens sur place, mais toujours à travers le filtre de nos convictions. Donc on est un peu pareil que des experts d’usages, parce qu’en fait, on a nos convictions et on a aussi besoin de convaincre les politicien·nes d’aller dans notre sens. Et parfois ça bloque.” - Jade*

**Garantes de la compréhension du cadre et de montrer des possibles**

20

*“On a pas le pouvoir dans les projets. Nous, on est garante de la compréhension du cadre dans lequel on pourra faire le projet. Notre rôle, c’est de se renseigner sur les contraintes techniques, les volontés politiques et les possibilités d’évolution. Et c’est seulement après ce travail en amont qu’on part à la rencontre des gens. On se rend sur le site, on leur expose le cadre et on entame le dialogue. Finalement, on est un intermédiaire qui traduit ce qu’on capte du terrain. Et cette matière, elle émerge de notre observation analytique qui nous permet d’identifier des potentiels spatiaux, mais aussi de nos discussions et réflexions avec les gens.*

*(...)*

30

*Typiquement pour la place de la gare de Renens, on est arrivés et on demandait aux gens “C’est quoi cet endroit pour vous ? Qu’est-ce que vous aimeriez y faire ?” Et les gens nous répondaient “Mais c’est rien cet endroit, c’est un trottoir géant, je le traverse et je me casse direct.” Du coup, pour eux, c’était pas un lieu en tant que tel, il n’y avait pas d’intérêt. Nous, si on s’arrête à ça, on fait rien. Donc on comprend qu’il ne peut pas y avoir d’attente pour ce lieu parce qu’en fait, les attentes dépendent des possibilités que l’on perçoit. Si tu te dis “Ah mais cet endroit pourrait être cool, donc j’aimerais qu’il soit transformé”, c’est que t’as déjà fait l’effort de percevoir les possibilités ou alors, tu as les capacités de les percevoir. Et nous, on a l’impression que notre formation d’architecte nous donne des compétences pour percevoir les potentiels, ouvrir le champ des possibles. Et dans ce cas, le but du test était de montrer ce qu’on pouvait y faire. Dès qu’on a mis le mobilier, ça a été*

40

pris d'assaut par les gamins, les gens venaient télétravailler avec leur ordi, des gens posaient leur sac pour fouiller dedans,... Et finalement, ce lieu est devenu une place, alors que c'était un lieu de passage." - Jade

**Travailler avec ceux·celles qui sont déjà là**

50 *"Tous les événements qu'on organise, on les fait dans l'espace public. On essaie d'interpeller les gens et on discute avec eux spontanément. (...) On travaille aussi avec des animateur·ice·s socioculturel·le·s ou des associations locales qui connaissent déjà des gens du site. De cette manière-là, les gens se sentent plus en confiance pour venir vers nous et entamer le dialogue. Donc, on voit ces personnes comme une sorte de point relais qui nous permet d'entrer plus facilement en contact avec les gens. Et avant ces moments de rencontre dans l'espace public, on veille à cibler ces personnes qui pourront être de bons relais auprès de la population. (...)*

60 *On est passionnée par le processus de la permanence architecturale comme Sophie Ricard l'expérimente, par exemple. Mais on trouve aussi cool de travailler en réseau avec les gens qui sont en permanence sur le terrain. Par exemple, les animations socioculturelles qui sont là, c'est leur travail d'être sur place, et nous, on bosse avec eux. Et d'ailleurs, ils identifient plein de trucs qui pourraient être mieux ou fait différemment, donc leurs remarques sont très constructives pour le projet. Et finalement, ce qui est peut être plus intéressant qu'avec la permanence architecturale, c'est que là, les gens restent après le projet, il y a une continuité."*  
- Jade

**Des interventions réversibles pour représenter l'intérêt général**

70 *"Quand on arrive sur un site, on a aucune idée de ce qu'on va faire comme projet. Et c'est justement à travers toutes ces rencontres qu'on va modeler le projet. Et puisque'on commence toujours par faire des tests dans l'espace public en question, ça nous évite la privatisation de telle association parce qu'elle est venue nous voir plusieurs fois. Donc le format du test nous permet d'intervenir s'il y a une appropriation trop forte de certaines personnes qui empêche d'autres de se sentir à l'aise. Notre rôle, c'est de représenter l'intérêt général et de veiller à ce que plusieurs scénarios restent possibles. On ne veut pas être juste les porte-paroles des personnes qui sont hyper présentes."* - Jade

80

**les surprises nourrissent le projet**

Alice : *C'est vraiment à travers toutes ces rencontres qu'on se sent légitime à dessiner des projets. Et ce qui est vraiment intéressant, c'est de toujours avoir cette possibilité de modifier ce qu'on avait imaginé, pen-*

*dant qu'on est en train de construire, basé sur les gens qui viennent avec de la motivation et du dynamisme. Ce sont ces surprises qui nourrissent le projet autant qu'elles nous nourrissent.*

Jade : *On préfère travailler de cette manière plutôt que d'avoir une ligne qui nous guide, et qui finalement, va plus nous apporter des emmerdes à gérer pour que le projet soit réalisé tel qu'on l'a imaginé au début.*

**Un geste fort  
mais réversible**

Alice : *Si tu proposes quelque chose où t'essaies de faire en sorte que ça convienne à tout le monde, j'ai l'impression que ça aboutit à un résultat un peu moyen.*

Jade : *Ouais ! un truc un peu fade.*

Alice : *Les personnes qui avaient envie d'un changement, elles sont un peu déçues parce qu'on a changé que ça. Les personnes qui voulaient que rien ne change, bah on a quand même changé quelque chose. Donc on décide de faire des gestes un peu forts mais basés sur les discussions qu'on a eues avec des personnes. Et puis ces gestes-là, puisqu'ils sont réversibles, au pire, on peut revenir en arrière. C'est pas un geste fort qui devient un chantier de 10 ans, caché derrière des barricades, et qui restera des années parce qu'on a injecté des millions dedans.*

**Un dialogue  
avec un projet  
réalisé à  
l'appui**

“Souvent, au début du processus, les gens sont un peu sceptiques. Ils se demandent si c'est encore un truc participatif de plus qui au bout de 4 ans, rien n'en ressort. Et puis dès qu'on commence à transformer, tout le monde est enthousiaste. Ça leur fait du bien qu'il y ait des vraies transformations et qu'elles soient vraiment basées sur des discussions. En plus, quand on est sur place, les gens peuvent venir nous poser des questions s'ils comprennent pas quelque chose. On essaie de toujours avoir une transparence, de leur faire un retour, d'établir un vrai dialogue et une relation de confiance tout au long du processus. On veille toujours à informer la population des prochaines étapes sur les documents qu'on expose dans l'espace public pour assurer un suivi, même s'il n'y a plus de prise de décision.” - Jade

**Processus  
d'activation de  
l'espace public**

*Pour chaque projet, le processus va être ponctué d'événements qui auront chacun des objectifs différents, et ça va varier selon l'ampleur du projet et du site. Mais finalement, il y a quand même une forme de ligne directrice qui guide nos projets. Ça se traduit d'abord par un diagnostic, puis de la conception et finalement de la construction. Tout ça, on le fait avec les gens. Après ça, on va faire le point sur ce qu'on a construit dans l'es-*



*pace public. Idéalement, on espère pouvoir revenir pour faire des adaptations. Et à la fin, on transmet une synthèse qui préconise des choses pour la suite, c'est ce qu'on appelle stratégie d'activation. - Alice*

130

**La co-  
construction  
sur site**

Alice : *Notre outil principal c'est de construire des choses ou faire des chantiers avec les gens. On a toujours du bois qu'on transforme sur place, il y a de la peinture pour marquer des choses au sol et de la végétation à planter. Ça permet aux personnes de mettre la main à la pâte selon leurs compétences et leurs envies. Et c'est cette étape en particulier qui nous motive, celle de faire des constructions qui ne sont pas figées avec toutes les personnes intéressées, même si elles n'ont pas suivi tout le processus. Et parfois, des gens viennent faire des propositions le jour même du chantier et si on a les ressources, on y va ! Le meilleur exemple c'est à la rue du midi. C'est un gars du café qui fait l'angle qui nous a dit "eh, là en face, vous voulez pas construire un truc ?" et nous on avait pas du tout prévu. Cette fois-là, on était pas assez pour le faire mais on avait plein de bois. Du coup, il a appelé un de ses potes et ils ont construit le truc qui était le plus utilisé de toutes les constructions qu'on a faites. Jade : Du coup, Alice elle a regardé avec eux, quelles étaient leurs envies par rapport à ce mobilier là, et du coup elle a fait un croquis pour que ce soit compatible avec notre système constructif. Et au final, ça s'inscrivait vraiment bien avec le reste.*

150

**Des  
interventions  
éphémères  
pour des  
aménagements  
pérennes**

*"Quand on voit qu'il y a tout le temps du monde qui utilise ce qu'on a construit, on est trop contentes et on se dit que ça fait du sens. Puis parfois, c'est pas utilisé et en fait, c'est pas très grave parce qu'on a pas dépensé beaucoup de temps, ni beaucoup d'argent... En revanche, on prend bien note de ces observations pour l'évolution du lieu. Donc ces interventions éphémères sous forme de tests permettent d'avoir un aperçu rapide d'une nouvelle configuration de l'espace pour ensuite, proposer des aménagements pérennes." - Alice*

160

## 21.11.23 9h – L'inconnu

Il est architecte-urbaniste dans la pratique depuis un quart de siècle.

*“Je suis architecte et j’ai envie de faire de l’architecture. Mais j’ai une pratique que je considère comme insatisfaisante. Ma pratique consiste à répondre à des mandants esclavagistes qui me demandent de faire des choses auxquelles je ne crois pas. J’aimerais faire plus de coopératives, mais malheureusement, il y a toujours des règles comme le marché public qui ne nous laissent pas sortir de la case dans laquelle on est mis. L’architecte doit répondre aux prestations décrites dans la norme, qui sont de mauvaises prestations parce qu’elles ne parlent pas de participation ou de plan financier. Je ressens une frustration. Dans le bureau dans lequel je suis, on cherche à se connecter au monde, on cherche à se sensibiliser, c’est ce qu’on dit depuis 25 ans, mais on est complètement inaudible. On a toujours fait beaucoup de politique et d’associatif. Il faut y aller avec une cuirasse épaisse et se battre pour des causes qui sont en dehors de ce qui est payé au sens de la norme SIA 102.”*



**Définition de participation, définir des programmes qui sont de l'ordre politique**

10 *“De façon très générale, la participation, c’est le fait de faire intervenir d’une façon ou d’une autre des usagers dans le processus de projet. C’est un peu ce qu’on entend en général par participation. Dans les faits, le processus de projet commence avant le projet. Donc il y a un plan de participation qui se fait lorsqu’on doit définir des programmes qui relèvent du politique, en amont, avant même le concours d’urbanisme, pour qu’il y ait des éléments de la participation qui viennent au concours d’urbanisme. Ensuite, il y a de la participation qui consiste à demander des choses à des gens en vue de la réalisation d’un projet. Et puis il y a de la participation dans la vie d’après.”*

**Participant consumériste, participation alibi, sanctifier la parole citoyenne**

20 *“Au début, c’était beaucoup de participation, un peu façon soixante-huitarde. L’objectif était de piéger les gens. Cela consistait à dire : «on a fait une démarche participative. Donc maintenant, on a la légitimité». Le chantage à la démarche participative, ça existe beaucoup et a une capacité sans complexe à dire : «On a fait une démarche participative.» Alors que si on regarde effectivement qui était à ces démarches, ce sont toujours les mêmes personnes, représentant des lobbies. Cette énergie-là permet de faire passer des idées ou des choses. Donc à la fin, on peut dire que les gens ont dit ça, la parole citoyenne est toujours sanctifiée. C’est vraiment quelque chose d’extrêmement intouchable. C’est même une parole encore plus forte que la parole politique. Ça coupe le débat politique parce que c’est à ça que ça sert. Lui couper de sa portée politique, c’est-à-dire de sa portée représentative. Certaines phrases dites par les habitant·es peuvent apparaître comme très belles, et donc comme très justes, alors qu’elles sont en réalité très uniques. Mais c’est aussi la beauté de la participation, car il ne faut pas chercher systématiquement à ce qu’elle soit représentative du plus grand nombre.”*

30

**Participation basée sur un projet commun, rôle de l’architecte**

40 *“Pour moi, le rôle de l’architecte et son lien à la participation, c’est qu’une participation doit être basée sur un projet. Ce qui relie la participation à tout son sens, c’est le projet et non la décision et le fait d’avoir raison. C’est le fait qu’on se lance dans un processus qui mène à un projet. On a une idée ensemble et on la mène à bien, on concrétise quelque chose. Ça peut être de l’architecture, mais c’est surtout cette idée de projet. C’est vraiment quelque chose d’extrêmement important parce que ça veut dire une culture du projet pour les participants. Donc c’est comprendre l’ensemble des conséquences, l’ensemble des critères qui font qu’on fait un choix, qu’on navigue, qu’on cherche. Ce n’est pas unilatéral. Quand les gens sont là, il faut les utiliser pour les choses où*

*c'est utile d'avoir des gens. Si on pose une question, elle doit être utile au projet. S'il n'y a pas ce lien au projet, cela ne sert à rien. On n'arrive à aucune espèce de choses intéressantes.*

*En gros, c'est se soumettre à un collectif, soumettre l'individu à un projet commun. Ça, c'est une des forces de la démarche participative. Mais il faut déjà admettre que le commun est supérieur au projet, à la somme des choix individuels. Ça donne un projet qui est meilleur, il y a une synthèse.*

50 *La synthèse, c'est qu'on ne peut pas se lancer dans une démarche participative sans culture du projet et sans culture du bien commun, c'est-à-dire un projet. ”*

**Savoir poser les  
bonnes ques-  
tions**

*“Un des grands enjeux de la participation est de se poser la vraie question, et d'être loyal, d'être honnête vis-à-vis de cette question. Lorsqu'on fait de la participation, il faut d'abord avoir des valeurs communes. Ces valeurs communes sont implicites.”*

60

**Sans culture du  
bien commun,  
honnêteté**

*“C'est une idée de transformation de notre rapport au monde, qui engendre toujours ces questions éthiques, morales, politiques. Pour moi, c'est une question qui est finalement de plus en plus mal posée. La question de la participation, c'est qu'on devrait plutôt réapprendre la culture du rapport de force, la culture de qui nous sommes. Apprenons à nous connaître soi-même. C'est-à-dire, avant de dire à quelqu'un “je vais te demander ton avis”, la personne devrait se poser la question “suis-je habilité à donner mon avis ?” C'est la transparence minimum. On doit déclarer ses intérêts, c'est une obligation, et aussi une façon honnête de considérer que tout discours est situé.*

70

*(...)*

*Il faut se connaître soi-même, connaître ses biais, connaître ses intérêts, et être honnête vis-à-vis des autres pour se lancer dans une démarche participative. C'est pareil pour les architectes ou les collectivités publiques qui, eux, ont une finalité. Quand on pose une question, il faut dire à quoi ça va servir !”*

**Culture du  
bien commun  
comme outil**

80

*“Il faut cette culture du bien commun pour que les gens sachent qu'en-semble, on va choisir quelque chose dont la finalité n'est pas moi, mais nous. Je pense que la culture du bien commun et la culture du projet sont suffisantes comme méthodologie, comme outil.”*

**Est-ce que tout le monde devrait participer ?**

90 *“La participation qui émane de l’initiative des habitants marche mieux, mais ça ne permet pas ce que disent systématiquement les détracteurs du système : “Oui, mais bon, il y a des gens qui n’y participent pas.” C’est toujours très unilatéral. On est dans une société unilatérale. Si ça ne marche pas pour 100 % de la population, c’est nul. C’est complètement débile de penser comme ça. Il y a des gens qui ont des cancers, qui n’ont pas envie de participer, qui ont une dépression, qui sont malades ? On va impliquer les gens qui n’ont pas forcément envie d’être impliqués.”*

**Avoir un espace commun pour créer la culture du commun**

*“Il faut un esprit coopératif. On fait cela pour changer le monde et non pour défendre son propre intérêt. Alors que dans le monde, c’est exactement l’inverse, c’est chacun pour soi, et surtout, on défend que son propre intérêt, que ce qu’on sait.*  
(...)  
100 *Je pense que la participation sert à la vie. Elle ne sert pas forcément à améliorer le projet. Il faut un espace de participation, et la participation, c’est ce qui se passe après. Donc à partir du moment où on a l’espace, qui est quand même le travail des architectes, on produit de l’espace et un mécanisme qui permet de financer ces espaces, c’est d’architecture. La participation, c’est beaucoup une question d’empowerment, de déclencheur. Donc l’architecture sans participation, potentiellement, ça fait des locaux vides. Il faut une possibilité de dialogue. Cette mécanique-là fonctionne quand on a le bon espace et le bon usage.”*

110

120

## **22.11.23 10h - Leika Barthe**

Leika Barthe est diplômée de la Haute École du Paysage, d'Ingénierie et d'Architecture de Genève (HEPIA). Elle travaille actuellement au Service du Territoire à la Ville de Nyon en tant que cheffe de projet démarches participatives.

*“Je me considère comme urbaniste pour le vivant. C’est-à-dire concilier la dimension humaine et la question des invisibles : le sol, l’environnement, les couloirs biologiques, les ressources en eau... Et donc la cohabitation entre les deux. Je trouverais très intéressant de faire de la participation dans le service de l’environnement et de se rapprocher de la dimension paysagère.”*

**Expertise  
d'usage**

*“Je trouve que c’est intéressant que je vous donne le point de vue d’une administration, pour que vous vous rendiez compte du contexte dans lequel on s’insère. L’enjeu est très différent que dans un bureau, une association.*

*Ce à quoi je porte vraiment attention, c’est l’expertise d’usage, la représentativité des personnes qui utilisent des espaces publics. Aujourd’hui c’est une nouvelle expertise qu’il faut mettre en place quand on parle de participation et d’usage dans l’espace public. C’est une réalité du terrain qu’il faut faire émerger pour être juste dans les propositions et pour améliorer les projets, faire en sorte que les personnes aient envie d’aller dans ces espaces. On fait ces espaces pour les personnes, les utilisateur·rice·s et donc il n’y a pas de raison qu’ils·elles ne soient pas consulté·e·s et pris en considération.*

*C’est très complexe la ville et il faut une pluridisciplinarité, les ingénieurs, les architectes, les paysagistes ont fait la ville. Aujourd’hui il y a toujours de nouvelles formations qui apparaissent, il faut de plus en plus de compétences. C’est complexe. Je pense que jusqu’à présent on faisait la ville depuis les bureaux, évidemment avec des outils pour aller sur le terrain, faire des diagnostics sensibles, des choses qui se rapprochent de la réalité du terrain (en 2D, hors sol), mais tant qu’on ne vit pas cet espace, ça reste une projection personnelle. C’est là que l’expertise d’usage est précieuse, car elle permet de confronter la théorie à la réalité du terrain. C’est une expertise à prendre en compte si on veut améliorer la qualité de vie des gens.”*

**Professionnalisation, droit à l’erreur, faïtière, éviter les démarches alibi**

*“Aujourd’hui, la participation est extrêmement professionnalisée, on a un socle beaucoup plus solide. La crédibilité du processus s’est consolidée. Aujourd’hui, c’est plus confortable de travailler dans le domaine et d’être plus transparent. Ça fait du bien qu’il y ait une faïtière, que de plus en plus d’étudiants s’y intéressent, qu’il y ait de plus en plus d’ouvertures de postes de coordination pour les démarches dans les administrations. Et pourtant, ce qui est génial, c’est que c’est l’une des seules disciplines dans lesquelles on peut encore faire des erreurs et continuer à apprendre.”*

*(...)*

*“Je pense que le bureau qui fait de la participation et celui qui fait le projet doivent être dissociés. Certains architectes ou urbanistes doivent faire de la participation parce que c’est une demande. Jusqu’à maintenant, on s’est improvisé facilitateurs, sur le tas, mais il y a des bureaux aujourd’hui qui se sont spécialisés là-dedans. C’est extrêmement important de comprendre que des démarches participatives, ça s’organise,*

*ça se planifie et que c'est un métier qui implique un budget et des ressources. Ce facilitateur a besoin de recul, autant sur le projet que sur ce qui sort de la démarche, et a le rôle d'être impartial. C'est une discipline complexe. Dans l'administration pour laquelle je travaille, en mandatant des professionnels, on cherche l'impartialité dans le processus. Cette professionnalisation permet au bureau de gagner en crédibilité et ça permet aussi d'éviter au mieux des démarches alibi."*

50

**Transparence,  
restitution,  
rôle de la ville:  
garante du pro-  
cessus**

*"La ville fait appel à des mandataires et doit être garante, et doit s'assurer de l'intégration dans le projet des informations issues des démarches participatives. Car il faut, dans la restitution finale, être capable de dire : ce que tu as pris en compte, sous quelle forme, ce qui n'a pas pu être pris en compte, pourquoi, expliquer qu'il y a des choses qui ne peuvent pas être prises en compte maintenant mais plus tard, dans quel cadre, dans quel projet.*

*Cette transparence, c'est un énorme travail entre les mandataires et nous, la ville. Idéalement, chaque personne qui a participé aux ateliers devrait retrouver une réponse à ses questionnements dans la restitution finale. C'est pour cela que nous mettons de l'importance sur la restitution."*

60

**Processus ité-  
ratif**

*"La démarche participative est intégrée, désignée dans toute la réflexion globale du processus de projet. C'est-à-dire : Est-ce qu'il est nécessaire d'intégrer des données du terrain dans le cahier des charges ? Est-ce qu'il y a un besoin de vérification sur le terrain à travers une démarche lors de l'élaboration du projet ? Est-ce que pendant l'avant-projet, il faut déjà faire quelque chose sur le terrain ?*

70

*Tout est réfléchi dans le processus global du projet car on doit prévoir des budgets et des ressources. On se donne maintenant les moyens de le faire. Le but étant toujours de nourrir les projets et de les améliorer. On fait un processus itératif, dans le sens où il y a un groupement d'experts et des démarches participatives, et on fait des allers-retours entre les deux. Et c'est donc au mandataire chargé des démarches d'être capable de livrer des documents qui soient appropriés par l'expert chargé du projet. À mon avis, c'est pour cela que la professionnalisation de la pratique est importante, car il faut d'un côté être capable d'être transparent et de rendre quelque chose aux habitants, mais aussi des livrables pour les techniciens qui n'ont pas le même langage. Donc il s'agit de savoir comment, en tant que professionnel de la participation, parvenir à rendre des livrables qui ne dénaturent pas ce qui a eu lieu dans les ateliers, tout en permettant que ce soit intégré dans le projet."*

80

**Méthode  
expérimentale  
pendant le  
processus**

Z&M: *Est-ce que c'est forcément mieux d'intégrer l'expertise d'usage dans le processus du projet?*  
Leika: *Alors, ce qui est intéressant à faire pour le savoir, c'est le monitoring, c'est-à-dire de faire une évaluation sur l'expérience. Ce sont des réflexes qu'on n'a pas assez dans des administrations ou des bureaux aujourd'hui. Mais c'est un point sur lequel, en 2024, j'ai envie de mettre de l'énergie. Pour comprendre la finalité, et qu'est-ce que ça a apporté dans un quartier, par exemple. Mais ce qui est dur, c'est que les projets urbains durent des années, d'où l'importance d'avoir des projets assez concrets qu'on puisse expérimenter rapidement.*

**Le consensus,  
confrontation  
des points de  
vue, tension  
porteur de  
projet**

100 *“Tendre vers le consensus, je ne pense pas que ça fasse de bons projets. Personnellement, c'est le projet mi-chaud. Je pense que lorsqu'on consulte, il faut croiser les regards. Quand on va chercher les publics cibles qu'il faut confronter entre eux, c'est important. C'est là où les choses peuvent émerger. Il faut comprendre où est le frottement, comprendre les conflits, les problématiques de chacun et voir comment on peut en discuter et faire en sorte que ça marche. Faire se croiser les regards qui doivent se croiser. Et voir s'il y a des potentiels de synergie. Souvent ce sont les personnes les plus conflictuelles qui sont les plus revendicatrices et porteuses de projets.”*

**Législation et  
dérivés**

110 *“C'est une obligation depuis quelques années, et cela a engendré beaucoup de problèmes. Il y avait une obligation de consulter en fonction de l'ampleur des projets, ce qui a entraîné des dérives comme les “démarches alibis”. Pour les mandataires (architectes ou urbanistes), les processus de participation effectués se limitaient à de l'information. En réalité, je pense que c'est pour cela qu'on a précisé ce qu'est la participation entre l'information, la consultation, la participation et la co-construction. Il y a eu de l'amalgame sur la nature de l'information transmise; c'était simplement de l'information. Ce qui n'était pas très démocratique.*  
120 *Aujourd'hui en Suisse, les bureaux d'études ou les administrations qui disposent de postes dédiés à la participation, ne font plus de dérives. Je pense que pour ceux qui n'ont pas encore compris ou intégré cette dimension, il y a encore des lacunes.*  
*Mais selon moi aujourd'hui on a outrepassé les dérives et les démarches alibi et personnellement je ne pense pas que cette loi soit extrêmement contraignante.”*



**Les mandataires doivent atteindre les publics cibles, la ville coordonne**

130 Z&M: *Comment la ville peut-elle gérer l'inclusion des personnes en marge dans des projets? Sachant que tout le monde n'a pas toujours envie d'inclure tout le monde? Par exemple, des personnes d'un quartier peuvent être contre le fait que des jeunes viennent fumer en dessous de chez eux, ou il y a des SDF et leur présence n'est pas désirée. Comment fait-on pour intégrer ces personnes, qu'une majorité veut exclure de la ville, dans un projet à travers la participation? Est-ce que la ville a envie d'inclure toutes ces populations?*

Leika: *Tu me parles de la dimension du public cible. Ces publics, la ville les identifie en amont, elle a une liste, une marche à suivre et des recommandations qu'elle transmet aux mandataires. Ensuite, c'est un travail entre la ville et les mandataires afin d'atteindre ces publics. Il faut aller chercher les gens et voir si on doit croiser les regards.*

140 *S'il y a du mécontentement, c'est un autre sujet et c'est une question de point de vue. Mais il ne faut pas déplacer les personnes. Par exemple, pour le cas des marginaux, il est important qu'ils trouvent leur espace et qu'il y ait une bonne cohabitation dans la ville.*

*Mais ce n'est pas facile. Je pense qu'il y a de gros ratés et des choses qu'on ne maîtrise pas. Et sans le vouloir, on exclut des personnes. C'est un gros travail du mandataire de réussir à atteindre les publics et de comprendre comment il fonctionne. La ville fait en sorte que les objectifs soient atteints et est là surtout pour coordonner.*

150

**Ligne directrice de la ville, intention politique**

*“La ville de Nyon, les municipaux, ont intégré plusieurs lignes directrices, dont l'un de leurs souhaits est de renforcer la démarche participative et le laboratoire d'usages (expérimentation dans l'espace public). C'est une ligne directrice qui nous guide pendant toute cette législation. Et ça, c'est fort pour nous (au service du territoire), pour porter ces projets de démarche participative. (...) Ce n'est pas forcément dans les projets urbains, ça peut être des démarches participatives dans le social, dans la culture, dans le service d'infrastructures, dans le service d'environnement. Tous les différents services aujourd'hui, comme c'est une ligne directrice globale pour la ville, sont fortement invités à aller consulter la population.”*

160

**Rôle de la participation: sensibiliser et accompagner les habitants**

*“Et je pense que la participation a le rôle de sensibiliser la population à certaines thématiques. C'est aussi une façon de comment accompagner les habitants. Ce n'est pas que recueillir, mais c'est aussi faire changer en changeant l'espace public, tu peux changer les mentalités. La participation pourrait avoir ce rôle plus vertueux, dans le sens où on change les*



*pratiques.*

170 (...)

*Du moment qu'une participation est payée par quelqu'un, forcément on pourrait dire que c'est biaisé de principe. Alors qu'avec la sensibilisation, il pourrait y avoir du potentiel dans le futur. Parce qu'une sensibilisation a priori elle n'a pas d'objectif de réalisation, elle est là pour faire prendre conscience aux gens de leur environnement."*

180

## 22.11.23 13h - Vanessa Lacaille et Mounir Ayoub

Le laboratoire d'architecture est créé en 2013 par Vanessa Lacaille et Mounir Ayoub. Ils travaillent en Europe et en Afrique sur des projets d'architecture, de paysage, des études de territoires ainsi que des projets éditoriaux et curatoriaux. Ils abordent des thèmes globaux tels que la problématique des frontières, des nomades et de la migration. Leur approche se concentre sur un travail avec des individus ancrés localement, témoignant d'un engagement politique dans des endroits où la sens semble absent.

Vanessa: *“On travaille ensemble, mais on a chacun notre manière de faire. On n'a pas les mêmes réponses. Ce n'est pas du tout consensuel, et c'est pour cela qu'on travaille ensemble. Nous partageons une croyance commune, bien que nos points de vue soient totalement différents.”*

Vanessa est architecte et diplômée en paysage. Elle étudie l'architecture en France et aux Pays-Bas avant d'obtenir un master en paysage à Versailles.

Vanessa: *“Je suis plutôt une chercheuse de sens. Je cherche à donner du sens, à comprendre le sens, ou à faire sens. Qu'est-ce qui a du sens dans ce que l'on produit, dans ce que l'on fait ? Et comment ce sens hyper spécifique à un endroit pour une personne peut-il nous révéler quelque chose sur l'ensemble du monde ? Cela m'obsède en permanence. Si l'on n'essaie pas de faire sens ou de révéler du sens, effectivement, on fait les choses pour nous-mêmes.”*

Mounir est architecte et critique d'architecture. Après des études en Tunisie, France et Suisse, il suit des cours en sciences sociales à Paris.

Mounir: *“Comme le mentionne Francesco Careri, on peut se définir comme architecte humaniste. Humaniste dans le sens de la Renaissance des grands savants arabes du 12-13ème siècle ou de la Renaissance italienne. J'apprécie le côté humain dans «humaniste». Cela peut sembler un peu pédant, mais je me définirais comme humaniste. L'espèce humaine m'intéresse beaucoup, mais pas l'humain habitant local. L'être humain de façon générale, ça me parle plus que “habitants”. Je suis content d'être architecte. Je pense que les architectes étaient les plus humanistes, englobant la peinture, la sculpture, tous les Arts. Cela confère une certaine figure pédante, prétentieuse, autoritaire, mégalomane, mais aussi un peu universaliste. L'idée est d'essayer de faire le bien pour les hommes et les femmes dans leur diversité, sans chercher une identité spécifique. Cependant, les architectes n'ont pas le monopole de l'humanisme.”*

**Participation  
ou participatif,  
nécessité  
d'avoir des  
compétences  
pour faire avec,  
l'acte de projet  
est un acte  
participatif**

- Vanessa: *Qu'est-ce que cela veut dire de participer ? Et quel est le pourcentage ou la proportion de la participation dans le projet ? Participer, est-ce simplement donner son avis ou plutôt participer activement ? Souvent, lorsqu'on définit notre pratique, on préfère dire que l'on travaille avec les habitants, que l'on collabore avec ces personnes sur le terrain, plutôt que de dire que l'on «fait» de la participation.*
- 10 Mounir: *Dans le bureau, il est vrai que nous avons eu, depuis quelques années, des mandats de participation de la part d'institutions publiques, bien que je pense que nous en avons réalisé avant d'utiliser ce terme. Je ressens également une certaine gêne à l'égard de ce mot, car je ne souhaite pas être casé. Sincèrement, je suis architecte, j'ai envie de faire de la forme, mais collaborer avec les habitants m'intéresse beaucoup. Je ne veux pas que la participation soit un simple prétexte, ni être perçu comme un architecte utilisant les gens pour faire de la forme.*
- Vanessa: *Faire de la participation, qu'est-ce que cela signifie réellement? Est-ce inclure les habitants, les acteurs ou toutes les personnes impliquées sur le terrain dans le processus de projet? Dans ce cas, il s'agit de faire quelque chose de participatif. Mais ce n'est pas faire de la participation. La participation est-elle une dimension complètement autonome?*
- 20 *Ou au contraire, est-ce une question transversale qui doit être intégrée dans de nombreuses pratiques différentes?*
- Mounir: *On mène le projet normalement et on essaie de toujours faire les choses avec les habitants.*
- Vanessa: *Oui, et je pense que c'est probablement pour ça qu'on n'arrive pas à dire qu'on fait de la participation, parce que ce terme «faire de la participation» est un concept très abstrait. On réalise un projet avec des gens, ou à la limite, on fait un projet participatif, collaboratif ; ça devient un adjectif de ce que c'est. Mais en réalité, qu'est-ce que c'est que la participation ?*
- 30 Mounir: *En fait, toi, tu n'aimes pas qu'on dise que tu fais de la participation.*
- Vanessa: *C'est ça, moi j'aimerais que ce soit une donnée de départ. Ce n'est pas quelque chose qu'on rajoute comme une épice sur un plat. C'est quelque chose qui doit faire partie du projet, certes de différents degrés, de différentes manières. Mais déjà l'acte de projet c'est un acte participatif, tu fais jamais rien tout seul. Déjà quand tu travailles avec des ingénieurs ou des communes. Et la moindre des choses c'est d'y ajouter les habitants.*
- 40 Vanessa: *La participation, pour moi, ce n'est pas une discipline, ce n'est pas un acte, c'est un positionnement. Est-ce qu'on est prêt à travailler*

**Architecture  
comme posi-  
tionnement,  
devoir de l'ar-  
chitecte**

*ensemble, est-ce qu'on est prêt à développer un dialogue? Et forcément, selon l'échelle, selon les projets, il n'y a pas qu'une seule réponse ; il faut qu'on élabore des outils pour vraiment travailler ensemble. Et ces expériences permettent aussi d'essayer des choses.*

50 *Mounir: Par exemple, pour un projet en cours au sein du laboratoire (le laboratoire d'architecture), pour lequel on sollicite l'avis de la population sur l'avenir de leur ville dans le cadre de l'écriture d'un PDCom (plan directeur communal), nous sommes en cours de processus. On a pas encore réussi à poser les bonnes questions.*

*Vanessa: C'est vrai, nous avons beaucoup discuté avec les habitants, les avons beaucoup écoutés, mais maintenant nous avons le devoir de formuler, mais aussi de dialoguer, de redonner quelque chose et de lire entre les lignes. Quand les gens nous disent qu'il faut mettre des arbres partout, à chaque fois il y a une raison différente pour cette végétalisation de la ville. Parfois, cela peut être pour le confort de l'usager, parfois pour l'environnement, parfois pour les liens sociaux. Et notre travail consiste à voir à travers toutes ces propositions quel est l'enjeu caché.*

60

**Plusieurs  
oreilles pour  
écouter une  
habitante,  
relation intime**

*Vanessa: On a plutôt intérêt à avoir les compétences pour travailler avec la ou les personnes qui sont susceptibles d'habiter les espaces que l'on crée en tant qu'architecte. C'est même plutôt une nécessité.*

*(...)*

70 *On nous dit souvent qu'il faut mettre notre expertise au service, à disposition de l'habitant. Mais ce que nous aimons, c'est être nombreux pour écouter une seule personne, pour travailler avec un seul habitant. C'est le renversement de la proportion. C'est une habitante entourée de plusieurs compétences différentes. Je pense qu'il faut plein d'oreilles pour écouter une personne dans toute sa complexité. Nous sommes tous là pour travailler avec elle et pour l'entendre. En revanche, dans la planification urbaine, où la proportion est inversée, c'est très difficile pour nous.*

80 *Mounir: En fait, on doit appréhender un habitant dans toute sa complexité. Sinon, lorsque l'on se retrouve avec 20 personnes alors que nous ne sommes que 4, ça devient du bavardage. Dans ce genre de situation, il faut donner la parole à tout le monde, mais on n'a pas le temps de répondre à chacun. Il y a quelque chose de très superficiel. Cependant, il est vrai que normalement, on parvient plutôt à inverser les proportions, ou du moins à maintenir une échelle de proportion maîtrisable. Ainsi, chaque personne peut déployer son savoir, évitant que cela ne devienne simplement une séance publique d'information.*

*Vanessa: Oui, sinon, la relation qui s'établit, c'est : un architecte contre*

*des habitants. Donc, une figure contre une autre figure, et ce ne sont plus des personnes.*

90 Mounir: *Je crois qu'on essaie de trouver quelque chose de l'ordre de la relation intime avec les gens pour appréhender la complexité, plutôt que de recourir à un grand forum public. Sans être obscène ni entrer dans le domaine personnel, mais il y a une relation de proximité, d'être au plus près des sensibilités et des points de friction. Cela nous permet de savoir à qui nous parlons et d'acquérir une connaissance approfondie de la connaissance "habitante".*

Meghan: *Mais alors, comment faire dans la situation où il y a beaucoup de monde ?*

Mounir: *Je pense qu'il faut voir beaucoup de gens individuellement ou en petit groupe, mais pas en grand groupe.*

100

**Le temps long,  
représentativité,  
consensus,  
singularité,  
imperfection,  
poétique, tolé-  
rance, c'est du  
travail**

Vanessa: *Il y a dans la participation et dans d'autres domaines ce rapport de temps et d'efficacité. Il faut un résultat rapide, tout de suite. Mais travailler avec les gens, ça veut dire prendre le temps d'établir une relation. D'avoir le temps de travailler. Ce n'est pas de la discussion, on n'est pas au comptoir d'un bar, c'est du travail. Autant pour nous que pour l'habitant. Et pour ce faire, il faut déployer des moyens en temps importants. L'intérêt c'est de pouvoir intégrer la diversité des points de vue et d'avoir le moyen d'échanger.*

110 Mounir: *Ça pose la question de la représentativité. C'est une question que les politiques nous posent souvent et qui revient fréquemment sur la table. Est-ce que vous avez consulté tout le monde ? Mais même avec un gros budget, on ne peut pas consulter tout le monde.*

Meg: *Qu'est-ce que vous en pensez de cette représentativité ?*

120 Mounir: *L'idée, c'est de maintenir la diversité, la complexité dans l'espace public, dans la ville. Les contradictions et les oppositions, parce qu'on croit qu'une ville est riche justement parce qu'il y a des contradictions, des oppositions, des accidents, des imperfections. Et il suffit de voir quelques dizaines de personnes pour les relever. Mais pour moi, la question de la représentativité parle de l'idée du consensus. Alors que nous, on essaie plutôt de révéler 10-15-20-30 singularités, spécificités ou peut-être des moments poétiques dans la ville. Les moments de tolérance aussi. C'est dans les moments de marge et d'imperfection que la ville tolérante peut se créer.*

*On se bat pour garder de la singularité et de la spécificité et de ne surtout pas faire de la planification par consensus.*

Meghan: *Dans ce cas, serait-ce une sorte de recherche de cohabitation de*

*toutes ces singularités ?*

Mounir: *Oui, carrément, mais je dirais même une juxtaposition, même par conflit. Qu'on ne s'aime pas, ce n'est pas très grave, mais il ne faut pas qu'on se batte. Mais qu'on soit voisin, que tu puisses toi vivre et moi aussi.*

**Consensus, co-habitation**

Meghan: *Mais c'est quoi cette différence entre tolérance et consensus? J'ai l'impression qu'on cherche à faire ça quand on parle de consensus.*

Mounir: *Alors non, le consensus, c'est que tu baisses ton niveau d'exigence intellectuelle et de radicalité intellectuelle, et moi aussi. Alors que la cohabitation veut dire que tu existes avec ton idée et j'existe avec la mienne, et qu'on reste ensemble. Le consensus, c'est quand on se base sur un minimum commun, sur une espèce de vague base banale, et du coup, il y a un risque de frustration des deux côtés.*

Vanessa : *Par exemple, dire qu'il faut végétaliser la ville, tout le monde est d'accord pour le faire, une fois que tu dis ça, c'est le consensus. Par contre, la mise en œuvre est impossible, car elle pose des questions où il n'y a pas consensus. Est-ce qu'on impose les futurs projets ? Est-ce qu'on interdit de couper des arbres ? ...*

*Le problème est que le consensus, on arrive à le faire sur des choses générales, génériques, mais on va forcément buter sur l'application, sur l'opérationnel.*

Mounir : *Et c'est pour cela que la majorité des projets bloquent ou sont imposés de force par les politiques ou des promoteurs, par des gens de pouvoir.*

Zoé: *Comment faire alors pour travailler avec toute la complexité ?*

Mounir : *Moi, je pense qu'il ne faut pas de planification, d'urbanisme. Il faut travailler dans l'existant, dans les marges, il faut chercher un bout de possible pour améliorer l'ordinaire.*

Vanessa : *Oui, et on se rend compte qu'aujourd'hui les questions de planifications ont perdu un peu de leur sens parce qu'on ne peut plus projeter aussi loin en étant sûr de la manière dont ça va évoluer.*

160

**Respect par la réponse, les connaître en faisant avec avec nos outils d'architecte, formuler les questions ensemble**

Meghan: *J'ai l'impression qu'il y a une sorte de hiérarchie. Quand vous donnez la parole aux habitants, vous essayez de renverser les rôles. C'est-à-dire, vous laissez à l'habitant prendre une part plus grande dans le projet, comme si vous vous retiriez un peu. Et du coup, cela permet aux habitants d'entrer aussi dans le projet.*

Mounir: *Moi, je crois que c'est un dialogue. Je pense que leur donner la parole et qu'ils la gardent tout du long, et qu'on ne réponde jamais, c'est autant méprisant et condescendant que si on prenait la parole et*

- qu'on ne la leur donnait pas. Répondre à quelqu'un, c'est le respecter.*
- 170 *Je n'aime pas trop écouter dans le vent, mais on fait des choses avec les gens. On pense ensemble avec des mots, avec les mains, avec des bouts de carton. On pense avec les outils qu'on met à disposition. Il n'y a pas de meilleures manières de connaître quelqu'un qu'en faisant avec lui. Et après, on doit répondre. Les gens donnent quelque chose, et on doit leur proposer quelque chose.*
- Et pour cela, je suis très classique. Nos outils, c'est le plan, la coupe, le dessin, la maquette. On doit répondre avec nos outils. Donc c'est clairement un dialogue et dans ce dialogue, nous existons en tant que professionnels, en tant qu'architecte. Sinon, c'est du populisme, la fameuse liste*
- 180 *du Père Noël.*
- Vanessa : Et je pense aussi que quand on travaille avec des gens, on ne se contente pas de leur poser des questions auxquelles on a déjà les réponses pour les amener à dire ce qu'on a envie qu'ils disent. Mais en travaillant ensemble, on essaye de fabriquer les questions que l'on se pose ensemble. C'est en travaillant ensemble qu'on commence à se poser les vraies questions, dans le dialogue. Souvent, les projets apportent une réponse, mais quand ils sont critiqués, c'est qu'ils apportent une mauvaise réponse.*
- Mounir : Oui, il ne faut pas venir avec les questions ; les questions, on les*
- 190 *pose collectivement en travaillant.*

**Mise à disposition des outils de l'architecte, garder la complexité, ne pas vulgariser**

- Mounir: On n'a jamais pensé à un projet en dehors des outils, en dehors de ce qu'on utilise, le plan, la coupe, la maquette et si on met notre casquette d'urbaniste, c'est l'outil texte. C'est-à-dire si on fait un projet d'architecture avec les habitants, donc si on fait des maquettes, on en fait avec les gens. Pour moi, il n'y a pas d'outils spécifiques pour la participation. L'outil, c'est l'outil. On ne cherche jamais à vulgariser, on garde la complexité de l'outil tel qu'il est.*
- 200 *Vanessa: Pour moi, l'outil, c'est celui qu'on déploie pour faire un projet. Ça dépend plutôt de ce pour quoi on travaille. C'est-à-dire que si on fait un projet participatif, il a un objectif et quel est son objectif ? Un projet de programme, d'espace, de représentation, de texte de loi. Donc, on va déployer nos outils qui sont en fonction de nos objectifs de projet.*
- Mounir: Quand on fait des maquettes avec les habitants, c'est un outil architectural, mais l'outil appartient à tout le monde.*
- Meghan: Donc si je comprends bien, vous ne passez pas par un autre moyen pour ensuite en faire une traduction ?*
- Mounir: En principe non.*
- 210 *Vanessa: Ce qu'on fait, c'est de mettre à disposition nos outils. Parce que*



*ce sont les nôtres, ce sont ceux qu'on utilise et qu'on manipule pour faire ensemble avec les habitants. On se rend compte que l'outil de la maquette est utile dans plein de situations, notamment pour la projection de l'imaginaire. La maquette sert à imaginer plein de choses. Ce n'est pas le seul outil, mais c'est un très bon outil.*

*Meghan: Et l'outil maquette, vous sentez qu'il est accessible pour les personnes avec qui vous travaillez?*

*Mounir: Oui. Il y a cette phrase qu'on cite souvent : Quand tu donnes un crayon à un habitant et que tu lui dis "dessine-moi un plan ou une*  
220 *carte", il te rend le crayon et te dit que c'est ton job en tant qu'architecte, et qu'il n'est pas un spécialiste. En revanche, la maquette a un côté ludique et c'est très incarné. Un dessin, c'est un outil de pouvoir de l'urbaniste ou de l'architecte. Mais la maquette, c'est un jeu, donc à mon avis, c'est très appropriable. Pour moi, le plan est très difficilement appropriable pour les gens, parce qu'il faut des connaissances un peu "scientifiques" pour dessiner un plan, c'est moins ludique. C'est un outil de domination.*

*Vanessa: Parfois tu commences par un bout de dessin et puis tu construis et tu continues avec un bout de dessin, mais on n'utilise pas le plan seul.*

230

**Espace public  
comme somme  
d'intérêt  
diverse, rendre  
honneur à  
la diversité,  
inverse de  
consensus**

*Z&M: Comment passer de l'intérêt individuel à l'intérêt collectif?*

*Mounir: C'est d'essayer de faire la superposition dans l'espace public d'une somme d'intérêts divers, contradictoires et opposés.*

*Meghan: Donc pas forcément représentative ?*

*Mounir: Non, parce que sinon ça fait des jolies places chiantes. Des places peuvent avoir une concomitance de pouvoir, d'acteurs, d'intérêts, et tout ça vit dans une espèce de juxtaposition qui, à mon sens, est très belle. Je ne dis pas qu'il ne faut pas réaménager les places et les rendre*  
240 *plus accueillantes, mais il ne faut pas effacer la diversité et l'altérité, la complexité, la contradiction, le collage dans l'espace public. Si on fait une place, il ne faut pas qu'elle soit toute bien dessinée, désignée.*

*Vanessa: Ce qu'on aime bien aussi, c'est de rendre hommage à cette diversité de points de vue. Si on travaille sur l'espace public, on ne va pas faire quinze entretiens individuels et faire un collage sur le terrain nous-mêmes des points de vue. Il faut aussi un moment de partage de ces différents points de vue. Par exemple, pour les maquettes, il y a toujours un moment où on les montre toutes ensemble, où on les explique toutes ensemble, et c'est là que tu commences à voir l'intérêt de chacun et*  
250 *que chacun puisse comprendre l'intérêt de l'autre. Et je pense que c'est comme ça que tu peux imaginer la cohabitation. Ce n'est pas quand tout le monde est d'accord, mais c'est quand tout le monde a entendu l'autre.*



*Et c'est pouvoir échanger en gardant son individualité.*

*Si on garantit à une personne son intégrité de penser, elle est plus à même d'écouter l'autre aussi. Alors que si tu es sur une négociation de ce que tu vas perdre, tu es plus sur la défensive, parce que tu défends n'importe quel bout de gras.*

*Déjà donner l'opportunité d'écouter, c'est énorme.*

Mounir: *Et aussi de faire exister les paradoxes, les concomitances, qui*  
260 *est l'inverse du consensus.*

**Architecture  
figée,  
irréversible,  
moment de  
convivialité**

Vanessa: *La négociation et la résistance, c'est quelque chose qui existe tout le temps dans l'espace public, tout est toujours en constant ajustement. En fait, quand on regarde les grands rêves de planification d'espace public, on retrouve toujours cette envie de convivialité. Mais si on regarde bien, ces moments incroyables de convivialité, c'est ce qu'on trouve souvent dans ce qu'on appelle le pittoresque, l'ordinaire, le vernaculaire. En fait, on essaie de planifier et de refaire des choses qui sont*  
270 *apparues complètement spontanément. Et on se bat pour reproduire de manière ordonnancée et cohérente l'ordinaire qui est apparu avec l'opposé des outils qu'on met à disposition dans l'espace public. En fait, on n'apprend pas à regarder comment ça s'est fabriqué, mais on essaie de le reproduire. Donc, nous, c'est ça qu'on essaie de travailler en repartant du terrain, et donc avec les habitants. Pas pour qu'on réalise exactement tel quel ce qui existe déjà, mais pour comprendre ce qui est en jeu dans ces endroits.*

**Démocratie**

Vanessa: *Dans la participation, il y a cette confusion. Est-ce qu'on attend*  
280 *une démocratisation de la participation ? Donc rendre les choses démocratiques, chacun a son mot à dire, chacun a son droit de vote, etc. Ou est-ce qu'on cherche à impliquer, à faire en sorte que les projets soient aussi portés par ceux qui vont les vivre ? Ce sont deux directions qui ne sont pas forcément opposées. Parfois, c'est une question d'échelle de projet. Peut-être que plus on est sur une échelle de planification, plus on est sur un aspect plutôt démocratique que participatif. Mais ce n'est pas facile de faire la différence.*

**Le vrai client  
du projet  
c'est celui qui  
habite, pas  
celui qui paie,**

290 Vanessa: *«Participation» est un terme qui semble être né il y a une dizaine d'années, très actif dans l'aménagement du territoire. En fait, c'est quelque chose qui existe déjà depuis très longtemps, mais c'est juste qu'on ne l'a pas nommé et on ne l'a pas extrait du reste du projet.*  
Mounir: *Quand on enseignait à l'EPFL, on avait le rêve de faire un cours*

**Difficulté  
de trouver  
l'habitant de  
l'espace public**

*d'histoire de l'architecture écrite par l'apport des habitants dans les projets. Parce qu'on raconte toujours l'histoire de l'architecture par le récit des architectes donc de la conception dans les bureaux et de la construction, mais pas comment les projets se sont réalisés grâce à l'apport des habitants.*

300 (...)

*J'ai toujours dit qu'un médecin a des patients, il soigne des personnes, mais en architecture on a des clients, et même quand on construit un immeuble collectif, on ne sait pas pour qui on construit. On essaie de connaître les gens pour qui on construit. On travaille avec quelqu'un, la personne est identifiée, avec ses névroses, ses qualités, sa maladie, son âge, ses défauts... On est encore l'un des seuls métiers qui considère qu'il y a des usagers. Il y a une sorte de générique comme ça. On travaille encore pour des clients. On dit que c'est incroyable de travailler avec des habitants, mais habiter ça fait partie de l'architecture, c'est la discipline de l'architecture. Donc un malade, c'est du domaine de la médecine et un habitant pour moi, c'est le client naturel de l'architecture.*

310

*Vanessa: Un client, c'est le rapport financier, mais le vrai client, ce n'est pas celui qui paye, c'est celui qui habite !*

*Mounir: Oui et c'est pour ça que je suis encore mal à l'aise dans l'espace public parce qu'on n'arrive pas à trouver qui habite. Il y a un truc bizarre, un truc qui est neutre. Il y a un truc qui doit être super consensuel dans l'espace public et ça doit marcher pour tout le monde. Il y a un truc qui abstrait l'habitant dans l'espace public.*

320

**Travailler avec  
les habitants  
pour inventer  
un nouveau  
langage de  
l'architecture,  
se rattacher  
à la réalité  
du terrain,  
politiser  
l'architecture**

*M&Z: Est-ce que ça apporte quelque chose à l'architecture de faire avec ?*

330

*Mounir: Oui carrément ! Travailler avec les habitants, c'est une manière de renverser la table. C'est de foutre en l'air le langage. Ça ne veut pas dire mépriser toute l'histoire de l'architecture, du langage, de la forme, de la théorie. Mais travailler avec les habitants, c'est une manière de renouveler le langage et d'inventer un nouveau langage. C'est une révolution dans le sens premier du terme. C'est de changer la manière de faire l'architecture en travaillant avec les habitants. C'est adieu au langage ! C'est essayer de ne pas répéter les stéréotypes qu'on a appris. En allant avec les habitants, on prend le risque de réinventer l'architecture. Et après évidemment c'est des projets qui correspondent aux gens qui sont là.*

*Vanessa: Moi, en ce qui me concerne, ça permet de réancrer un peu l'architecture. Dans ce qu'on nous enseigne dans les écoles d'architecture, on a cette idée de construire "pour", on a cette idée de projeter "pour*

*l'humanité, l'usager" (pas l'habitant mais l'utilisateur de ce qu'on fait). Mais par contre, c'est très déconnecté de la réalité, du coup travailler avec les habitants, c'est une manière très pragmatique de se rattacher à*  
 340 *la réalité du terrain, à sa complexité. Parce que quand tu travailles avec les habitants, t'as pas qu'une seule réponse, qu'un seul point de vue. T'es obligé de remettre en cause le fait qu'il puisse y avoir une seule réponse, un seul projet parfait. T'es obligé de faire des choix. Certes, ils sont difficiles, mais au moins quand tu es ancré et que t'as des interlocuteurs devant toi qui ont des prénoms, des vies, des parcours. T'as un moment où tu peux comprendre ce qu'est la réalité de ce que tu fais et pour qui tu le fais. Ces personnes sont diverses et paradoxales, exactement comme nous le sommes dans notre métier. Cela permet d'éviter d'avoir une vision simplifiée et dépolitisée de ce que peut être l'architecture.*  
 350 *Mounir: Ce qu'on essaye de faire, c'est plutôt de politiser l'architecture. Repolitiser.*  
*Vanessa: Et au sens premier du terme. Politiser au sens de remettre de la politique, de la discussion sur la table. Pas forcément de l'opinion politique "gauche" "droite", mais de se mettre à discuter autour de la table.*

**Architecture engagée, politique**

*Mounir: C'est un point sur lequel on n'est pas modeste du tout. On essaie de faire une architecture politique, engagée politiquement. Après l'outil pour y parvenir, on peut l'appeler participation, ça m'est un peu égal, mais c'est l'arbre qui cache un peu cette forêt d'un engagement politique,*  
 360 *citoyen dans l'espace public et dans les thématiques actuelles de notre temps. Et si la méthode, tu veux l'appeler participative, ça me va. Par contre, ça me ferait chier qu'on me dise que mon architecture n'est pas engagée politiquement. De l'architecture populaire, politique et sociale. Pour moi, la raison n'est pas la participation, pour moi, la raison finale c'est de faire un projet engagé politiquement. Mais après, pour faire un projet populaire, social et engagé politiquement, il faut aller voir les habitants.*

**Danger de créer une discipline à part entière**

*Vanessa: C'est pour ça que je trouve ça dangereux d'en créer une «discipline», de la séparer finalement de toute sorte d'autre discipline. Parce qu'en fait, tu crées une espèce de concept très abstrait de ce qu'est la participation. Ça devrait être une qualification, mais pas un concept en soi. Parce qu'après, il peut y avoir toutes sortes de dérives, ça peut devenir de la communication, par exemple.*  
 370

*Mounir: L'expertise d'usage, c'est un terme vachement à la mode ça. Il y a l'expertise du scientifique, l'expertise de l'ingénieur, l'expertise de*

**Expertise  
d'usage, faire  
avec n'exonère  
pas du devoir  
de la prise de  
décision**

- 380 *l'architecte, et il y a l'expertise d'usage... "Ils savent, les gens, ce qu'ils veulent pour leur places" il y a un truc un peu où on va leur demander et ils savent ce qu'ils veulent. Ça incarne du coup le consensus pour moi.*  
*Vanessa: Oui, et l'expertise d'usage, elle est différente selon l'usage que tu en as. Donc, pour une même personne, tu peux avoir une expertise d'usage de cycliste à un endroit précis, mais pour cette même personne, quand elle passe sans vélo, ou avec ses enfants, elle n'est plus la même.*  
*Mounir: Et en plus, ce qui est vachement pervers dans ça, c'est que les gens changent d'avis. Cette personne qui est super experte, le lendemain elle a changé d'avis parce qu'elle a vu, vécu quelque chose. L'expertise, elle est très "flottante" quoi.*
- 390 *Vanessa: En fait, c'est plutôt l'usage de quelqu'un pour quelque chose à un endroit et à un moment. Alors c'est très intéressant, tu peux avoir plein de détails, tu peux découvrir plein de choses, mais ce sont des détails d'une personne à un endroit, et une autre personne te montrera d'autres choses au même endroit. Mais ce sont des personnes avec toute leur complexité qui te montrent ça. Et après, toi, tu en fais quelque chose de toutes ces histoires.*  
*Mounir: Et la participation n'exonère pas du devoir de décision à la fin. De toi derrière ton écran et tu fais. On discute, on écoute, mais à un moment donné, on prend des décisions, un peu autoritaires. Mais on les*
- 400 *prend d'une manière consciente avec de la modestie. Tu les fais enrichies d'un tas de complexité.*

### 23.11.23 17h - Olowine Rogg

Olowine est urbaniste indépendante, localisée à Genève, elle collabore avec de nombreux professionnels des métiers de l'aménagement et des sciences sociales pour coordonner et faciliter la participation des habitants et des usagers dans la fabrique de la ville.

*“Je suis urbaniste. Ma spécialité dans ce métier c'est de faire la ville avec les personnes. Mon rôle est de coordonner. On pourrait dire que je suis une urbaniste facilitatrice parce que je facilite le projet urbain, que ce soit dans la participation, dans l'acceptation, dans la coordination. Avant je disais être une secrétaire participative. Ce n'est pas très précis contrairement à d'autres métiers, c'est un peu un nouveau métier. C'est un métier non défini qui s'apprend sur le terrain.”*

**Un modèle possible des étapes d'une démarche participative**

10 *“Pour moi le mot participation peut s'utiliser dans beaucoup de situations et qui est un peu fourre-tout. On n'a pas tous la même représentation. J'aime mieux utiliser les termes contribuer, co-décider, co-construire, qui sont plus spécifiques. J'aime mieux qualifier mon travail d'accompagnement de projet urbain participatif. Quand il y a un projet urbain, un projet d'immeuble, de plan localisé, de réaménagement d'une route et qu'un processus participatif est demandé dans le cahier des charges, on me sollicite pour l'accompagner. Je conçois ceci comme un processus d'accompagnement.*

*Si les autorités veulent un processus participatif, c'est qu'elles veulent que les gens puissent participer, ce n'est pas de la simple communication.”*

*(...)*

20 *Certes, la participation implique de l'information. On doit d'abord informer, expliquer les enjeux et ensuite on discute. À ce moment, un dialogue s'installe. Les gens participent dans leur rôle respectif. L'expert, l'architecte, le paysagiste, l'ingénieur participent aussi à ce processus. Et si on demande aux habitants ou aux usagers de participer, on les laisse dans leur rôle d'habitant, d'utilisateur. C'est ça qu'il faut savoir orchestrer.*

*Information, dialogue, participation, contribution sont les mots utilisés. Ensuite, il y a de nouveau un temps de travail du projet.”*

**Processus participatif**

30 *“Le format qui s'applique de plus en plus aujourd'hui est le suivant : On informe des enjeux, les personnes intéressées participent, on fait un diagnostic en interviewant, en écoutant les attentes, les rêves et les besoins. Cette première étape est très ouverte. Ensuite les informations sont moulinées par les experts qui les traduisent en principes, en esquisses, tout en prenant compte des contraintes. Les participants réagissent. Et on intègre à nouveau les réactions. La participation doit permettre d'intégrer les remarques et les idées. Le projet peut alors se préciser tout en laissant de la place aux réactions. Pour finir on fait une restitution informative avant la dépose d'autorisation pour remercier les personnes et être transparent. J'utilise ce modèle quand je travaille avec des groupements d'ingénieurs, d'architectes sur des gros projets d'aménagement dans l'espace public.”*

40

*“Les architectes, urbanistes et ingénieurs ont leur rythme et beaucoup de contraintes. L'apport habitant, le diagnostic, leur*

**Rôle architecte ingénieur** *permet d'affiner leur projet et de savoir s'ils sont dans le juste et leur permet d'avoir une meilleure compréhension du terrain. Mais c'est eux qui dessinent et qui ont le crayon en mains, qui ont la responsabilité du projet. C'est un peu une participation contributive si on veut."*

**Qui décide** 50 *M&Z: Est ce que les personnes qui prennent part au projet peuvent réellement prendre des décisions?*

**Qui paie** *Olowine: C'est assez rare quand on parle d'espace public. En 20 ans d'exercice, je n'ai jamais vu une prise de décision par l'assemblée qui participe. Les instances décisionnelles sont multiples, il y a le maître d'ouvrage (collectivité publique ou privé), les instances administratives et publiques chargées des dossiers d'autorisation, de la conformité et des dimensions légales ou encore le conseil municipal chargé du vote des budgets. Finalement, c'est celui qui paie qui décide. Dans la participation il y*

**Qui a le dernier mot** 60 *des modèles qui permettent de déléguer une part de la décision. On peut retrouver ce format dans les **contrats de quartier** ou dans les **budgets participatifs**. Pour un quartier, le conseil municipal donne une enveloppe d'argent pour que les habitants fassent un projet. Ils s'organisent, portés par les communes, souvent les services sociaux.*

**Au service des habitants** 70 *"Je suis indépendante, je travaille pour qui veut bien m'embaucher. Au départ j'ai commencé en venant de la filière sociale, en apprenant le métier sur le tas. Je ne suis pas travailleuse sociale à la base, j'ai appris à être animatrice socioculturelle. Au départ j'étais au service des habitants (réunis en association) qui recevaient une somme pour me rémunérer et je faisais ce qu'ils me disaient, je défendais les habitants et je faisais le lien, la coordination avec les autorités."*

**Participation aujourd'hui et institutionnalisation** 80 *"La participation telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, souvent c'est de la contribution, selon l'échelle d'Arnstein. (...) La participation aujourd'hui est mieux admise qu'il y a 20 ans. On a moins peur des habitants. Il y a toujours une crainte mais notre rôle est justement d'animer ces démarches participatives."*

*(...)*

*L'institutionnalisation est nécessaire parce qu'on est plus dans*



une situation de soumission, les gens ont besoin de comprendre. S'il y a de l'incompréhension, on se retrouve face à un conflit. C'est mieux d'associer, au moins une partie de la population (sachant que le taux de participation reste faible) pour qu'elle puisse devenir ambassadrice des projets, comprendre les enjeux et les expliquer plus loin."

90

**Participation  
dans le temps  
long, dialogue,  
actrice du  
quartier, co-  
hésion sociale,  
commun et pas  
consommateur**

100 "La participation doit s'inscrire dans le temps ! Le schéma « trois ateliers et après on disparaît », selon moi, c'est pour cocher les cases. Il est plus intéressant d'impliquer les habitants dans toute la durée d'un projet. C'est elles qui restent sur le site après, elles sont des médiatrices, elles sont actrices de leur quartier. Il faut un dialogue continu pour régler les problématiques. La participation dans le temps, c'est les projets que je préfère. Ça crée de la cohésion sociale. Les gens ne sont plus juste des consommateurs mais les gardiens de ce qui a été décidé.

(...)

Aujourd'hui on crée des parcs publics et on le consomme. Mais si on envisage ces parcs comme communs, ça implique la notion de prendre soin d'un espace communautaire ensemble. Mais la question c'est comment on coordonne ce commun. Le commun c'est d'essayer de faire un modèle de gouvernance qui permet à tout le monde de faire sa part et d'être content. Que ce soit gagnant-gagnant !

110 (...)

On ne participe pas pour un gain immédiat non plus, c'est pour une qualité de vie communautaire!"

**Du discours  
individuel a  
commun**

120 "Avec la participation je pense qu'il y a quand même quelque chose de l'ordre du commun, du communautaire. On ne le fait pas par intérêt personnel. Quand on fait une assemblée, qu'on met les gens autour d'une table, les personnes comprennent très vite qu'elles ne peuvent pas défendre uniquement leur désir personnel. Elles comprennent tout de suite qu'il n'a pas lieu dans ce genre d'espace. L'idée individuelle est très vite partagée et devient très vite communautaire. Les gueulards ne restent pas très longtemps... ou bien ils entrent très vite dans le projet et co-construisent."



**Médiation  
entre les  
différents  
métiers, rôle  
des architectes**

130 *“On a beaucoup de métiers autour de la table, moi j’ai une forme de neutralité. Si un architecte propose un projet qui se fait démonter, il ne peut pas animer. Moi je fais tampon, je peux prendre les coups parce que je ne suis pas émotionnellement dans l’œuvre. Les architectes sont là pour expliquer et défendre leur projet, nous on fait l’intermédiaire. Il ne faut pas avoir peur d’ouvrir la discussion mais il la faut cadrer, il faut des techniques d’animation de séance et en général ce n’est pas le rôle de l’architecte.”*

**Démocratie  
participative**

140 *“La démocratie participative en Suisse peut paraître un peu incongrue parce qu’on a le droit à l’initiative, au référendum... On a une démocratie représentative. Selon mon interprétation, la démocratie participative c’est plus une démocratie à l’échelle locale, d’un quartier, d’une petite ville. C’est une démocratie par projet, par opportunité. On s’organise et on ne regarde pas si t’as un passeport suisse, si t’as le droit de vote. C’est une démocratie qui doit s’articuler avec la démocratie représentative qui est parfois un peu déconnectée du terrain, surtout dans les grandes villes.”*

**Bien fait pour  
le projet**

M&Z: *Est ce que ça améliore le projet?*  
150 Olowine: *Ça apporte beaucoup de bonheur. Le projet est parfois un peu amélioré. La plus-value c’est la cohésion sociale et le lien qui est importante pour le projet. Ça tisse des réseaux de solidarité. Il faut essayer de toucher la démocratie représentative et de les (les politiques) intégrer. Sinon on peut se retrouver devant des gros écueils. Un projet peut être fait avec les gens mais il peut y avoir un recours, et là on est face à une grande déception. On n’a aucune assurance.*  
M&Z: *Comment faire avec les projets quand ils durent des années?*  
160 Olowine: *On représente une tranche de la population aujourd’hui et c’est nos successeurs qui doivent vivre avec.*

**Comment  
arriver à une  
décision ?**

M&Z: *Comment défendre une décision habitante jusqu’au bout, sans qu’elle soit tranchée par les politiques?*  
Olowine: *Un exemple, la ville voulait réaménager une rue, il y avait deux clans au niveau de la population qui se sont créés. Un habitant a réussi à convaincre la tablée qu’il fallait garder*

les places de parking. Les commerçants l'ont suivi. D'autres ha-  
170 bitants voulaient une rue plus « sympa ». Deux aménagements  
temporaires ont été faits par la ville. Mais il y a eu statu quo, le  
projet de la ville a été annulé parce qu'aucun accord n'a été trou-  
vé. Il n'y a pas eu de consensus et la ville a abandonné. La ville a  
alors dit : "Si la participation est faite pour annuler nos projets,  
à quoi bon". A mon avis, on est arrivé à cette situation parce  
qu'elle n'a pas posé le cadre en amont et n'a pas pris de décision  
claire sur la question du stationnement. On doit à un moment  
donné assumer une décision, une envie, qui après devient une  
donnée non négociable. Donc le cadre est très important.  
180 (...)  
L'essentiel c'est le rôle de chacun, c'est un jeu d'acteur !

### 24.11.23 16h - Matias Echanove

Matias est un urbaniste ayant étudié l'économie et la politique, il exerce depuis une dizaine d'années à Genève et en Inde. Sa pratique consiste à faire appel à la population pour des projets urbains. Il est un des co-créateurs du collectif urbz.

Lorsqu'il se définit, il fait référence aux cofondateurs Rahul Srivastava, Amin Khosravi et lui-même:

*“Nous nous définissons comme Urbanologistes. C'est un mot inventé. Pour nous, il représente cette fusion entre l'anthropologie et l'urbanisme qui nous est primordiale. Nous nous intéressons au quartier en tant que formation sociale, que processus, que lieu culturel, mais aussi en tant que lieu économique. Ces dynamiques sociales qui donnent forme, nous intéressent. On revendique cette nouvelle pratique émergente qui consiste à concevoir la ville depuis les quartiers, depuis les usages et avec les gens plutôt que de la concevoir comme ville nouvelle alors qu'elle a toujours existé.”*

**émotion partagée, travail ensemble pour un but commun, le narratif**

10 *“Le projet participatif va toujours au-delà de l’espace qui n’est qu’une seule dimension du projet. L’architecture est donc un outil de représentation extrêmement utile permettant de bien communiquer et de raconter des histoires, mais l’histoire commune élaborée ne peut pas être réduite à des dessins, des plans ou des intentions spatiales. Le narratif, le récit du projet peut émerger de plein de façons différentes. La communication est un aspect important. Elle ne se réduit pas à l’oral, à l’écrit ou au visuel, mais il faut être attentif à ce que le lieu nous dit et communiquer avec toutes les entités sur place, être capable d’intégrer le non-humain par une observation attentive, une forme d’écoute. Nous travaillons à travers le visuel, mais aussi avec le sensible et les émotions partagées lors des moments vécus ensemble.”*

**Rationalité communicative, une vision partagée, «point de tension créatif**

20 *“Certaines choses relèvent du consensus, et à ce sujet, il y a différentes écoles. Lorsqu’on est plusieurs personnes autour d’une table et qu’on parvient à parler ensemble de choses qu’on comprend tous comme étant vraies, dans le respect mutuel et de manière sincère, il s’agit de rationalité communicative. En revanche, si quelqu’un amène une idée délirante, il n’est pas possible que ça entre dans le discours commun. On a l’obligation de dire des choses que les personnes peuvent comprendre comme vraies.*

30 *Pour la création d’une coopérative par exemple, on est obligé d’avoir une sorte de cadre, de référence commune au niveau des valeurs ou des normes pour que le dialogue puisse se construire. C’est des groupes assez homogènes qui se regroupent autour d’une table, puis qui ensemble imaginent leur projet commun. Pour le projet urbain, c’est plus compliqué parce qu’on a tellement de parties prenantes différentes et c’est parfois très dur de parler le même langage. On n’a pas forcément les mêmes cadres de référence, même si certains peuvent être communs, on peut parfois avoir différentes perceptions de la réalité. Mais si on se base sur du concret, on retombe à 95% sur des choses sur lesquelles on peut se mettre d’accord. Mais cela ne veut pas encore dire qu’on a confiance en l’autre. On n’est pas forcément sûr que les personnes soient authentiques dans leur manière de s’exprimer. On peut se dire, “elles ont peut-être des motifs cachés”. Avoir confiance est primordial. Quand tous ces éléments ne sont pas réunis, il faut accepter qu’il y ait des tensions et surtout ne pas mettre sous le tapis ce qui fâche, on pense qu’il faut que ce soit sur la*

40 *table ! C’est un des rôles de la médiation dans une démarche de concertation ou de participation de pouvoir vraiment faire ressortir les points de tension.*

*Ce n’est pas facile parce que dans beaucoup de culture humaine, on a*

*une sorte d'anxiété a vouloir être d'accord et c'est dur de ne pas l'être. Ils peuvent être résolue par les personnes du groupe ou par les personnes qui travaillent sur le projet, typiquement par un architecte par en résolution créative. Et s'il n'y a pas de résolution, il faut faire le projet autour de ces points de tension et surtout ne pas les ignorer. Si tu l'ignore, comme en psychologie, ça ressort ailleurs. C'est donc toujours plus sain de faire avec."*

50

**Architecture  
c'est l'outil,  
contraintes  
des mandants,  
le cadre,  
Opposition**

*"Même si une démarche à un objectif préalablement défini, on ne va pas mettre de cadre sur ce que les gens nous disent. Car automatiquement les personnes déjà septiques parlerons hors cadre. On est conscient de l'objectif et que la démarche doit aller dans le sens du projet. Au moment où l'on vient dans une démarche c'est pour être constructif pour le projet, ce n'est pas pour autant que les désaccords sont effacés. Les informations hors cadre sont très importantes, et c'est notre devoir de les faire remonter car il s'agit souvent d'éléments qui n'ont pas été perçus en amont.*

60 *On est là pour permettre aux personnes de s'exprimer. Par exemple dans les projets, l'animation (événement dans l'espace public) est majoritairement absente, et on ne parle que d'aménagement spatial, alors que cette dimension est primordiale dans l'espace public. Il faut savoir que si on est contre le projet, il y a d'autres biais pour s'y opposer qui sont d'ordre politique ou légal."*

**garder la  
complexité,  
pas de  
simplification  
pour  
communiquer,  
cerveau absolu**

70 *"Quand on va rencontrer le public, qu'on ouvre le dialogue, le public est pour nous le cerveau absolu qui dispose de tellement de perspectives. On essaye de ne jamais présenter un projet de manière simpliste ou de manière réductive. Si on dé-complexifie le projet, les personnes vont remettre en question les informations omises, donc il vaut mieux ne pas prendre les gens pour des imbéciles. On refuse de simplifier même si au départ d'un projet le mandant nous dit souvent que le projet est trop complexe pour être expliqué dans son ensemble aux participants d'une démarche. Peut-être que les gens ne comprendront pas tous les aspects du projet, mais ils comprendront qu'il est technique et qu'il y a des aspects qui nous échappent. On peut parler, et expliquer les raisons, autant les contraintes d'ingénierie que financière."*

80

*"Dans le canton de Genève, la concertation est obligatoire pour tous les projets. On voit encore des projets arriver où les planificateurs réalisent qu'il faut faire de la concertation sur le tard et cette contrainte devient*

**obligation de  
concerter mais  
pas d'obliga-  
tion d'intégrer  
les résultats**

*une case à cocher. Ça c'est terrible ! Ce sont pour nous des projets d'une génération passée. Ce ne sont vraiment pas de bons projets. Au final, il est vrai qu'il y a une obligation de concerter, mais pas d'intégrer les résultats de la concertation dans les projets."*

90

**la participation  
atout pour la  
ville, projets  
qualitatif**

*"On ne sait pas faire des projets qui ne correspondent pas à nos valeurs. Ce n'est pas une pratique commerciale, le jour où on fera ça pour de l'argent, je changerais de métier parce que ça ne paye pas beaucoup. On est convaincu que la participation bénéficie à la ville, au projet urbain et qu'en plus d'être moralement juste c'est qualitativement très intéressant. Avant tout, pour nous, c'est la qualité qui en ressort qui nous intéresse même si on pense également que d'un point de vue opérationnel et économique, la participation peut rendre les projets plus efficaces. On pourrait dire qu'on est activiste dans le domaine de la participation, mais ce n'est pas dogmatique, c'est comme un artisan qui aime bien travailler le bois d'une certaine façon et qui aime bien le bois de qualité. C'est cet amour du métier qui fait qu'on continue à le faire."*

100

**évolution au  
niveau des ad-  
ministrations  
publiques,  
bienfait de la  
participation,  
diminution des  
recours**

*Matias: De manière générale, depuis quelques années, depuis que la concertation est devenue quelque chose d'important en Suisse romande, je pense que les administrations publiques se sont vraiment détendues. Au début elles étaient vraiment très, très tendues.*

*M&Z: À quel niveau ?*

*110 Matias: Elles se disaient : "Mais du coup, ça remettra en question le projet. Ça va devenir impossible. Puis on va faire une liste de souhaits et ça va aller nulle part, tout va être irréalisable. Et en plus les gens vont être frustrés". Maintenant je pense qu'elles voient que quand tu structures bien une démarche, tu arrives à des résultats qui permettent de bonifier le projet et de le rendre possible. Donc à mon avis, il n'y a rien à craindre de la concertation. Au contraire, si on ne la fait pas, le mécontentement ressort d'autre manière, par des recours et des tensions.*

*M&Z: Ce que tu décris c'est cette crainte de l'avis public.*

*Matias: Oui exactement.*

120

*Matias: Pour nous le meilleur projet possible, c'est lorsqu'il y a une relation très forte entre le projet et la concertation. Ce sont des projets participatifs, dans le sens où ils émanent et prennent forme grâce à la participation. L'articulation est souvent compliquée lorsqu'il y a des acteurs qui s'occupent de la concertation et d'autres du projet, car en gé-*

**projet indis-  
sociable de la  
participation,  
complexité des  
rôles, travail en  
équipe**

130 *néral ce n'est jamais dans les bons timings. Soit le projet est déjà fait et on nous dit, "il faut concerter". Soit ça démarre ensemble mais ceux qui font le projet avancent 10 fois plus vite. Après ça ne veut pas dire que ça doit être à une seule équipe de faire les deux. Il peut y avoir une problématique là-dedans aussi. Par exemple, qui mandate l'équipe d'architecte ou d'urbaniste ? un client privé ? Si la même équipe fait les deux, ça peut être manipulé, ce qui intègre une autre complexité ! Mais en réalité, je pense, qu'il n'y a pas de raison que ce ne soit pas bien intégré. Après ça ne veut pas dire que ce ne sont pas différents métiers qui travaillent ensemble dans la même équipe. Un travail d'équipe c'est important !*  
*M&Z: Oui, dans ce cas, il y aurait une connexion entre les différentes entités : un bureau qui fait plus le lien entre les habitants et le projet, un autre qui fait que le projet. Cela pourrait-il fonctionner ? Ne faut-il pas*  
140 *être forcément un bureau qui fait à la fois le projet et la consultation?*  
*Matias: Oui, mais par contre on est assez sceptique sur une approche du projet urbain purement spatial. Pour nous, cela est ultra réducteur.*

**un projet qui  
ne part de rien,  
ça n'existe pas,  
on est jamais  
dans un vide**

*M&Z: Comment faites-vous quand un projet part de rien ?*  
*Matias: Mais un projet qui ne part de rien, ça n'existe pas !*  
*M&Z: Même quand on fait tabula rasa et qu'on détruit tout ?*  
*Matias: C'est très théorique comme question parce qu'il y a toujours quelque chose. Même s'il y avait une destruction comme point de départ*  
150 *et un champ complètement libre, il y aura forcément un contexte. Il y a des gens qui vivent autour et les choses étaient là avant qui sont une source d'inspiration. Il y a une topographie, un climat, des écosystèmes. Donc il n'y a rien qui existe dans un vide. Même si on a tendance, et c'est ce que je décris comme l'urbanisme et l'architecture du XXème siècle, à faire des cases vides pour qu'on puisse les remplir; même si on nettoie bien la petite case, autour il y a tout le reste.*

**limite de la  
pratique, qui  
décide ?**

160 **“Delta V”:** Suite à un appel d'offre, la Ville de Versoix et l'Office de l'urbanisme du Canton de Genève ont mandaté le collectif *urbz* pour produire un avant-projet de PLQ (plan localisé de quartier) à travers un processus participatif permettant à toutes et à tous de s'exprimer et de contribuer. Aucun plan de quartier n'a à ce jour pu être réalisé sur ce site qui est pourtant en zone de développement depuis les années 1960, et ce malgré les efforts des autorités et des propriétaires.

*“Tout était cohérent, le tout respectait la réglementation, mais la forme a déplu à un chef de projet, architecte, il a stoppé le projet car la forme*



170 *lui a déplu, malgré l'engouement des habitants. Pour l'anecdote, ils se sont même une fois levés lors d'une restitution publique pour applaudir tant ils l'appréciaient. Dans ce cas, on s'est demandé s'il fallait pousser pour qu'il se fasse et donc devenir activiste pour le projet. Notre limite était de dire : "on a fait un projet professionnel parce qu'on était mandaté, et du coup on ne va pas entrer dans le mode activiste malgré l'enthousiasme des personnes qui ont travaillé avec nous et qui portaient le projet". C'est finalement la responsabilité de l'administration et de l'État de prendre la décision sur l'avenir de ce projet, de son abandon ou de sa suite. Je suis sûr malheureusement que pour ce genre de cas, ils vont faire un nouveau projet et ne pas le sortir du tiroir."*

180

**processus sur long terme, groupe de suivi**

*"Pour les projets urbains qui s'étalent sur des années (comme Delta V), idéalement il ne faudrait jamais lâcher la démarche, il faudrait qu'elle continue. Et ça pourrait être pris en charge par des milieux associatifs actifs dans un quartier ou des groupes de suivi qui auraient les qualifications pour le faire, pas forcément l'Etat. Les projets urbains prennent du temps et tant mieux."*

**légitimité de faire**

190 *"Puisque qu'on a concerté la population, on était confiant sur le projet qu'on propose et qui est plus à même d'être pertinent pour les gens."*

**Pérennité**

*"Nous croyons beaucoup en l'approche incrémentale et temporaire qui peut paraître peu solide ou peu pérenne. Et pourtant elle se consolide car elle fait du sens du point de vue des usages. En effet on pense que les villes se construisent aussi comme ça et c'est bien de permettre aux choses de s'alimenter, de se consolider et de prendre forme à travers les usages."*

200

**rôle de l'architecte et de l'urbaniste, design qui contribue à la participation et vice versa**

Matias: *Notre question c'est toujours : comment fait-on en tant qu'urbaniste, que designer, qu'architecte pour intervenir dans un quartier qui se construit de manière incrémentale, à travers des processus participatifs par défaut ? Comment le design peut contribuer à la participation ? On ne questionne pas le fait qu'il faut des architectes, mais on pense qu'il y a beaucoup de choses que l'architecture et le design urbain peut apporter, mais comment est-ce que ça s'intègre dans les processus existants.*

M&Z: *Oui c'est ça : qu'il y ait un échange et pas de hiérarchie entre les deux. Que l'architecte alimente ce qui existe et ce qui existe alimente l'architecte."*

210



## 27.11.23 14h - Muriel Sanchez et Anne Juillet

Muriel est diplômée en géographie. Actuellement, elle occupe le poste de Coordinatrice de la participation à la Ville de Lausanne. Anne a un diplôme en urbanisme et en aménagement du territoire. Elle occupe le poste d'adjointe au chef de division Espaces publics à la Ville de Lausanne. Muriel et Anne collaborent régulièrement au sein de l'Administration lausannoise.

*“Je suis quelqu'un d'engagée et aujourd'hui, je porte non seulement mes convictions mais aussi celles d'une politique publique. (...) J'essaie d'avoir le rôle d'accompagnatrice dans les projets qui visent à être participatifs. J'aimerais aussi être un peu innovante, ouvrir les possibles et aller chercher dans l'imagination. Ça peut faire un peu peur parce que ça sort du cadre, mais je crois que c'est essentiel de tester des choses avec cette notion du “droit à l'erreur.” (...) J'aime ce côté un peu “Et si...” et puis de le faire ensemble.” - Muriel*

*“J'essaie de veiller à ce qu'il y ait un peu d'humain dans nos projets d'aménagement, de mobilité, de route... J'aimerais qu'on remette l'humain au centre de la réflexion, et qu'on se pose les bonnes questions... Pour qui on aménage? Avec qui on aménage ? Je me sens un peu porteuse de ça dans mon service... Il faut faire des liens avec les gens, à l'interne, à l'externe. (...) Ça faisait longtemps que je pensais pas à ça, je préfère travailler sur le processus plutôt que sur le projet. Moi, je suis aménagiste de formation, et je travaille depuis toujours avec des ingénieurs et des architectes. Et je me rends compte que ce qui m'importe le plus, c'est plus le processus que le résultat. Du moment que le résultat final est fait avec les gens, selon moi, il répond au besoin.” - Anne*

**Donner la voie  
à ceux·celles  
qui ne votent  
pas**

*“On veut avoir la voix des gens qui ne votent pas. (...) 52% de la population à Lausanne est étrangère et/ou mineure. Donc il y a plus de la moitié de la population qui n’a pas de voie d’expression.” - Muriel*

**Toucher les  
publics en  
marge**

10 *“Si vous tapez «citoyen» sur le site de Lausanne, c’est «une personne suisse de plus de 18 ans». La participation cherche à toucher tout le reste justement. Et si on veut vraiment aller toucher ces personnes-là, on doit se donner les moyens pour ne pas faire une séance d’info de 5 à 7 avec quelques questions où on aura les mêmes personnes suisses, majeures et hautement qualifiées, qui peuvent voter ou sont déjà impliquées au conseil communal ou dans une association. Sinon, eh bien, on risque de remettre de l’argent public dans une stratégie qui va réalimenter des inégalités !” - Muriel*

**Avoir une  
méthode pour  
avoir un public  
représentatif**

20 *“Dans le monde de la géographie et de la sociologie, il existe des méthodes quantitatives et qualitatives pour être représentatif d’une population. Donc, si on veut faire un sondage en ligne pour recueillir l’avis des personnes sur un aménagement, il s’agirait d’être un peu scientifiquement conscient de ce qu’on est en train de mettre en place. Imaginons que je suis ingénieur ou architecte et que je m’improvise sociologue en posant quelques questions en ligne, avec un QR code, et elle est belle ! Est-ce que mes questions sont bien formulées ? Quelques personnes répondent à mon sondage, mais qui sont ces personnes ? Quel est mon panel ? Si on reçoit les réponses de 500 personnes, peut-être qu’on a eu les mêmes 500 personnes... Ensuite, on pourrait avoir un regard statistique. Si on a un quartier de x personnes, combien de personnes devrait-on avoir pour avoir un échantillon représentatif ? On sait que dans ce quartier, il y a x % de telle ou telle population, x % de personnes mineures et x % de personnes majeures, etc. On va chercher ces personnes et constituer un mini-public, donc peut-être qu’on a que quinze personnes, mais cela suffit pour obtenir des données représentatives.” – Muriel*

30

**La démarche  
participative  
comme  
moyen contre  
l’opposition  
citoyenne**

40 *Anne : Lorsqu’on mène des démarches participatives pour certains projets, puisque les gens ont pu s’exprimer et que nous avons pu répondre à leurs besoins en adaptant le projet, on a beaucoup moins voire pas du tout de recours aux enquêtes publiques parce que les gens ont compris le projet. Donc en fait, on est gagnant partout. Et c’est tellement plus satisfaisant pour tout le monde que ça se passe bien, plutôt que d’être toujours dans la confrontation. (...) Et même s’il y en a qui sont encore*

*contre, bah finalement ils n'osent plus trop s'opposer parce qu'on a tellement expliqué, proposé, adapté les choses, etc. que s'ils s'opposaient, ils ne gagneraient pas.*

*Muriel : (...) Dans le cas où il y a des oppositions, ça permet d'identifier les potentiels blocages avant qu'ils se cristallisent.*

**Les professionnels de la participation au service du processus**

- 50 *Anne : On privilégie des professionnels de la participation - en voie d'être professionnalisés - parce que ça demande une expertise particulière. Les habitants peuvent être plus à l'aise pour échanger avec une personne neutre, externe à la ville.*
- Muriel : C'est une personne qui doit avoir une posture basse. Elle ne doit ni donner son avis, ni prendre parti pour les habitants ou la Ville. Elle doit être au service du processus, pas au service du projet. Son objectif, c'est que tout le monde puisse s'exprimer, que le timing soit garanti et que les besoins, les envies, les craintes soient récoltées.*
- (...)*
- 60 *Faire une démarche participative dans un quartier où les personnes n'ont pas l'habitude de parler en public ou parlent peu français, ça nécessite une approche qui concerne le travail social, d'animation communautaire, etc.*

**Le cadre est défini**

*"Quand on fait un projet, on a déjà un objectif dès le début. Il est clair et il est indiqué par les politiques publiques de la Ville. On ne s'en cache pas, on travaille pour le politique et pour les politiques publiques." - Anne*

70

**La professionnalisation pour de meilleure démarche participative**

- "Si on professionnalise la participation, peut-être que ces personnes pour qui c'est un vrai job, pourront être plus efficaces et pourraient perdre moins de temps avec la bonne méthode, au bon moment et pour le bon public.*
- (...)*
- Si on ne fait pas participer les bonnes personnes, bah on aura pas les bons besoins et on va pas améliorer la qualité des projets.*
- (...)*
- 80 *En gros, si la démarche s'est mal faite, on aura que des inconvénients et peu d'avantages. Donc il faut absolument améliorer la qualité des démarches participatives.*
- (...)*
- J'ai l'impression qu'on est quand même dans une phase où la participa-*

*tion est de plus en plus acceptée et comprise. Et je pense que sa professionnalisation est une bonne manière de la mettre en place.” - Muriel*

**La profession-  
nalisation pour  
un processus  
neutre**

- 90 Muriel : *Mais pour des projets avec des enjeux politiques, c’est hyper bien pour la ville d’externaliser.*  
(...)  
Anne : *Avoir des mandataires externes, pour nous, c’est important pour garder une forme de neutralité de la démarche. Alors on s’entend, un mandataire en participation ne va pas forcément être neutre parce que personne peut l’être à 100%. Mais on sera moins accusé de parti pris par la population. (...) On a toute une panoplie de mandataires qui sont possibles en fonction du projet, comme tu disais, certains sont architectes et font de la participation, il y en a qui font que de la participation, etc. Mais voilà, nous d’un point de vue projet, on privilégie des professionnels*  
100 *de la participation ou en voie d’être professionnalisés.*  
(...)  
Anne : *Une chose qui est très importante pour nous, c’est d’avoir confiance en nos mandataires. Ce lien de confiance assure que certaines informations confidentielles ne soient pas dévoilées.*

**L’ordre est po-  
litique**

- Muriel : *Si on se rend compte qu’un projet engendre une forte mobilisation citoyenne, que la presse s’en mêle, etc. Même si le cadre politique est donné, peut être que ça va le remettre en question.*  
110 Anne : *Le cadre peut évoluer en fonction des revendications, etc. Mais l’ordre viendra quand même du politique.*  
(...)  
Muriel : *Toutes les démarches ne viennent pas de la volonté politique, parfois, elles viennent de l’initiative citoyenne.*  
(...)  
Anne : *D’ailleurs, les gens qui savent le mieux manier les outils de la démocratie locale vont directement auprès du politique. Les habitant-e-s parfois un peu expert-e-s ou conseiller-ère-s communal-e-s passent même plus par nous, ils vont directement à la porte de la direction, donc les*  
120 *élus.*

**Le rôle de  
l’architecte, le  
rôle du profes-  
sionnel de la  
participation**

*“Je pense que c’est nécessaire de déléguer à des professionnels de la participation. Si on confie la mission à un bureau qui a une double casquette, à la fois concepteur de l’aménagement et responsable de solliciter l’avis des personnes concernées, il existe un risque que, en tant que*

concepteur du projet, il le défende plus qu'à le soumettre réellement à une consultation parce qu'il y a toujours une question d'ego. (...) Ou alors, on peut imaginer un bureau transversal, dans lequel il y a des personnes au services du projet, des dessinateurs, etc. et puis des personnes, qui ont un profil plus d'un sociologue ou d'un géographe, au service du processus. Ce serait un même mandataire avec deux couleurs différentes." - Muriel

## **La crainte du dialogue**

Anne : Dans le temps, nos politiques avaient peur de générer des idées, des besoins, des envies au sein de la population. En ouvrant la porte au dialogue, les politiques pensaient qu'ils ne seraient pas en mesure de réaliser les demandes par crainte que ça ne rentre pas dans leur planning, grosso modo.

(...)

Muriel : Aujourd'hui, c'est de moins en moins vrai. Nos politiques sont quand même plus sensibles à l'idée de la démarche participative. Mais il fut un temps où, effectivement, il ne fallait pas en faire pour éviter que la population monte en compétence et qu'elle ait des outils pour s'exprimer.

## 28.11.23 10h - Séverine Lorrain et Francisco Da Cruz

Séverine est biologiste et passionnée par les plantes. Elle fait partie du comité qui a fondé Envie Montchoisi en 2018.

*“Ça me fait du bien de jardiner. J’aimerais bien que les gens prennent conscience que les plantes existent et qu’il n’y a pas besoin d’aller dans une forêt pour voir la nature, il suffit de regarder autour de soi pour admirer de jolies plantes. Une fois qu’on les regarde et qu’on leur donne de l’attention, on les respecte, et quand on les respecte, on y fait attention. Le but c’est de prendre soin de notre environnement. (...) J’aime bien créer du lien et que les gens soient heureux. Ça fait partie de ma personnalité. Et par exemple, l’Avenue est à vous, ce genre d’événement un peu communautaire où les gens sortent de chez eux, font des choses ensemble et sont heureux, ça me fait du bien !”*

Francisco est chargé de missions en mobilité durable. Il est bénévole pour différentes causes pour être en accord avec ses convictions. Il rejoint Envie Montchoisi après sa fondation.

*“En ce qui me concerne, Envie Montchoisi, c’est un engagement parmi d’autres. Je suis d’une nature qui est très engagée dans tout un tas de trucs. Par contre, étant un hyper engagé chronique, je dois gérer ma charge d’engagement. Aujourd’hui, j’ai trouvé un équilibre. En rentrant dans cette association, j’ai rencontré des gens chouette comme Séverine. C’est comme une pièce de puzzle qui s’aligne dans les différentes choses que je fais, et ça me plaît.”*

**La naissance  
de l'association  
Envie Mont-  
choisi**

*“L’association a été créée en 2019 d’une initiative prise par Danielle Mersch. Elle a placardé des affiches un peu partout dans le quartier en disant “Si ça vous intéresse de jardiner dans le quartier, venez tel jour à telle heure, et on en parlera plus.” Et on s’est retrouvé dans une salle d’une APM avec une trentaine de personnes, à discuter de ce qu’on voulait faire. Il n’y avait pas plus d’idées que celle d’avoir envie de jardiner.” - Séverine*

**Les contraintes  
du terrain et de 10  
l’administra-  
tion, la gestion  
de l’espace  
commun**

*Séverine : J’ai pas l’impression qu’on ait eu beaucoup de contraintes de la part de la Ville. Elle nous a indiqué les espaces dans lesquels on pouvait jardiner, et nous a demandé d’avoir un responsable à contacter en cas de besoin. (...) Finalement, c’est plus des contraintes pratiques qu’on a parce que quand on veut jardiner, on a besoin d’eau et la plupart des accès sont chez les privés.*

*Francisco : Et là, on touche à de l’administratif. La Ville encourage les gens à faire un certain nombre de choses par eux-mêmes, sans forcément mettre à disposition les moyens nécessaires à le faire correctement. Et je pense que la raison pour laquelle ils ne mettent pas plus à disposition, c’est parce que ça poserait d’autres questions. Notamment, qui gère le 20 tuyau d’arrosage qui pendouille ? Je suis assistant concierge dans les immeubles que j’habite, et il y a des robinets qui ont dû être fermés parce que des gens venaient les utiliser n’importe comment. Donc mettre à disposition un robinet dans l’espace public engendre la question de qui est en charge ? Qui est responsable quand il y a des abus ? Et dans ce cas-ci, la contrainte administrative ne réside pas dans un document à remplir ou une autorisation à obtenir, mais plutôt dans un cadre qui dessert les activités non-professionnelles. Et on ne peut pas attendre le même niveau d’exigence qu’une activité professionnelle qui cherche à être cadrée et normée.*

30

**La Ville parti-  
cipe à un projet  
citoyen, les ci-  
toyens s’appro-  
prient l’espace  
public**

*Séverine : La Ville a participé à la fabrication de bacs dans l’un de nos projets. Il devait être démontable, donc on a eu l’idée de faire des bacs tressés. Un jour, la Ville nous a contactés et proposés d’aller récupérer des branches de noisetier. On est allé une journée pour traiter les branches et elle nous les a livrées plus tard. Sur ce coup, elle nous a vraiment beaucoup aidé.*

*Francisco : Et une chose que j’ai trouvée très chouette, c’était l’invitation aux gens du quartier pour venir mettre la main à la patte lors du tressage. Il y avait quelques parents qui venaient montrer à leurs enfants comment faire. Et du coup, quand ces familles repassent plus tard, ça 40 génère un petit sentiment de fierté et se disent “j’ai contribué à ça.” Je trouve ça fantastique comme appropriation.*



**L'étincelle du début**

*“Quand on monte une association, il y a une sorte de gros élan qui se crée. C'est un peu comme dans un couple en fait, au début c'est cool, c'est génial et puis après, il faut gérer et trouver des compromis. Donc voilà, ça fait 5 ans que ça existe, on est un peu dans le creux de la vague, mais c'est ok. L'idée, c'est de prendre conscience que c'est là, et de ne pas penser que c'est la fin du monde et qu'il faut tout arrêter.” - Séverine*

50

**Communication, La ville s'est approprié une initiative citoyenne et la subventionne, tradition pour réunir**

Séverine : *On a créé un site web qui nous permet de communiquer les info au reste du quartier. Dans les lieux de jardinage, on a mis des panneaux pour tenir les passants au courant. Ce qui marche le mieux, c'est de coller des affiches sur la porte d'entrée des immeubles du quartier quand il y a des gros événements. (...) Quand c'est l'**Avenue est à vous**, où l'avenue est vraiment fermée à la circulation, on affiche pour prévenir tous les riverains. Et depuis quelques années, l'avantage, c'est que la Ville prend en charge les impressions des flyers et des programmes qu'elle distribue dans les boîtes aux lettres.*

60 (...)

Francisco : *L'Avenue est à vous s'est vraiment institutionnalisée parce que c'est dans le cadre de la **Semaine de la Mobilité**. C'est devenu un gros événement qui est en cohérence avec un ensemble d'événements au sein de la ville. Par contre, pour d'autres choses comme les **Marches aux lampions**...*

Séverine : *...alors là on dépend du bouche à oreille, parce qu'on est totalement indépendant sur cet événement-là.*

Francisco : *Et puis, plus on répète un type d'événements parce qu'il fonctionne bien, plus l'événement gagne en crédibilité. L'Avenue est à vous et*

70 *la Marche aux lampions sont vraiment deux moments dans l'année où les gens du quartier sont présents et se rencontrent dans l'espace public.*

**Prérequis pour prendre des initiatives citoyenne**

Séverine : *L'avantage quand même, c'est que Danielle est très procédurière. Donc c'est elle qui va faire les demandes d'autorisation de manifestation à la Ville. Et je suis toujours étonnée, mais la Ville dit jamais non !*

Francisco : *C'est aussi parce qu'on s'inscrit dans les politiques de la Ville. Et puis, les personnes qui font les demandes ont des doctorats.*

80 *C'est quand même des gens qui sur le papier sont un minimum capables de transmettre un peu de confiance.*

Séverine : *C'est vrai que pour l'**Espace de la prairie**, on a pu avoir un accès à l'eau parce que Danielle s'était renseignée sur le propriétaire et lui avait écrit une demande en lui exposant combien ça allait lui coûter;*

*et on avait signé de nos noms parce qu'on était Docteurs. Donc effectivement, ça donne une crédibilité à l'association.*

**Quels sont les freins ?**

90

Francisco : *Et finalement, avant d'être coupé par l'administration, on va être coupé par le manque de bras ou le manque de ressources.*

MZ : *Donc les projets vont s'arrêter par manque d'enthousiasme, plutôt que parce que la Ville pose trop de contraintes.*

Séverine : *Je dirais que les gens manquent de temps surtout.*

(...)

Francisco : *Pour les activités de l'association, on a pas de local attitré. Pourtant, il y a une école, il y a des bâtiments publics, mais les contacts n'ont pas forcément donné lieu à une évidence. Il n'y a pas eu de demande formelle qui a été refusée, mais la demande n'a jamais été faite*

100

*puisqu'on a senti qu'il n'y avait pas de répondant. C'est souvent au premier contact que tu sens si ça sert à quelque chose de faire la demande formelle.*

**Une association représentative ? Une ligne politique ?**

Séverine : *Pour l'instant, on est la seule association de quartier à Montchoisi.*

Francisco : *Et elle est encore récente, et il y a encore pas mal de questions à étudier. Est-ce qu'on est une association représentative du quartier ou juste d'une portion ? Dans des cas concrets, quand on nous demande de véhiculer un message, est-ce qu'on le véhicule ? Est-ce le rôle de l'association de prendre un positionnement politique ? Est-ce que l'association veut avoir une ligne politique et la défendre, ou est-ce qu'elle veut juste être légère dans les activités qu'elle propose et la plus inclusive possible ?*

110

Séverine : *C'est vrai que jusqu'à maintenant, on a mis tous ces questionnements sous le tapis. Enfin, on ne s'est jamais vraiment posé de question.*

Francisco : *Et comme tu l'as si sagement dit : «À trop se poser de questions au début, on ne fait rien.»*

120

MZ : *Est-ce que vos interventions, qui créent des espaces verts dans le quartier, sont politiques ?*

Séverine : *Alors moi, j'aimerais dire que non, comme ça je me dédouane et je botte en touche. Mais je pense que Francisco sera moins dans le déni que moi.*

Francisco : *Je pense que ce n'est pas apolitique. Par contre, c'est apartisan, et c'est une nuance très différente. Plus personnellement, ce que j'ai envie de proposer dans l'association, c'est plutôt quelque chose d'apar-*

tisan, dans le plus grand respect possible d'un maximum des différentes personnes du quartier, y compris les gens qui ont des opinions radicalement opposées aux miennes. Je veux quand même leur laisser une place  
130 parce que pour moi, c'est ça la fonction d'une association de quartier.

**Plus de liens,  
mais pas plus  
de mains**

MZ : Est-ce que vous sentez qu'il y a une différence dans la vie de quartier depuis que vous avez fait des interventions dans l'espace public ? Est-ce que les usages ont changé ? Est-ce qu'il y a plus d'implication habitante ? Séverine : Je dirais que concernant le jardinage, il y a eu un gros effort au début. Au départ, il y avait une dizaine de personnes par groupe d'intérêt, mais aujourd'hui, il n'y a plus que deux personnes qui s'occupent de ce qu'on a mis en place. Donc je dirais qu'il n'y a pas plus  
140 de personnes qui s'impliquent. La différence que je perçois, c'est que quand je jardine, les gens s'arrêtent plus spontanément pour discuter, pour me poser des questions parce qu'ils sont curieux. Donc ça crée un peu plus de lien, disons.

Francisco : Je dirais que pour les gros événements comme l'Avenue est à vous, les gens viennent assez spontanément nous aider pour porter des tables le jour J. Mais c'est parce que c'est un coup de main qui ne coûte pas grand-chose sur le moment. Mais pour les activités plus engageantes, c'est plus compliqué à créer et puis à maintenir surtout.

(...)

150 Séverine : Il faut une personne moteur pour un projet, et de préférence, plusieurs pour que la charge ne soit pas trop lourde. Et en général, si ces personnes ne sont plus là, ça s'éteint. Francisco : Et puis, il y a aussi la question de la transmission. Il y a une première génération qui crée la chose, mais qu'est-ce qui suit ? Donc on en vient à la conception de la relève, qu'il faut tenter de mettre en place pour éviter que ça retombe comme un soufflet.

**Un facilitateur·ice**

MZ : Suite à nos rencontres pour ce travail de master, on a souvent parlé  
160 de maison de quartier dans laquelle une personne pourrait avoir le rôle de coordinatrice et qui reste au fur et à mesure du temps. Vous avez une maison de quartier ?

Francisco : On est trop bien lotis pour justifier une maison de quartier. Donc investir dans la facilitation d'activités sociales, ce serait accentuer des déséquilibres d'un point de vue politique. Et puis, immobilièrement parlant, le mètre carré est trop cher pour ouvrir une maison de quartier.

Séverine : Après, la Ville a mis en place un poste qui s'appelle Coordinateur de quartier, et son rôle c'est de faciliter la vie aux associations pour tout ce qui est démarche à la Ville.

Francisco : *C'est une personne qui est l'interface entre les demandes de l'extérieur vers l'intérieur pour essayer d'identifier les synergies intéressantes. Elle est là pour l'ensemble des demandes. Et normalement, il doit répondre prioritairement aux quartiers qui ont moins de ressources.*

**Former les associations pour les inclure dans les démarches participatives, Gratification**

Francisco : *À partir du moment où il y a une décision et qu'on ouvre à la codécision, ça pose plein de questions. Ça s'est d'ailleurs professionnalisé, puisqu'il y a ce nouveau poste qui a été créé «cheffe de participation et de durabilité», occupé par Muriel Sanchez. Le poste a été créé pour donner un peu de structure à ces processus, ils ont d'ailleurs un guide de la participation.*

180 (...)

*J'ai fait plusieurs démarches participatives en tant qu'organisateur, participant et même enquêteur de l'intérieur. Et dans ces démarches, on ne peut pas complètement les faire avec des gens non habitués ou non formés. Par contre, le jour J, il y a souvent besoin de gens pour aller animer les tables. Et je trouve que c'est dommage que la Ville ne se serve pas davantage des associations de quartier pour lancer une démarche participative, préformer les gens de l'association pour être des facilitateurs de tables. Et puis ensuite, pouvoir faire un effet de levier et augmenter la quantité de gens qu'on arrive à accueillir dans une démarche participative. D'ailleurs, j'imagine assez volontiers qu'une association comme la nôtre, qui est un minimum structurée, puisse amener quelques personnes intéressées pour se former comme facilitateur-ice. Et peut-être que cette formation pourrait même devenir semi-professionnelle pour qu'il y ait une forme de reconnaissance au sein des bénévoles qui prennent le temps de se former. Ça serait dans un monde idéal.*

190

MZ : *Est-ce que vous pensez qu'on devrait payer les personnes qui participent à ces ateliers-là ?*

Séverine : *J'ai toujours l'impression que l'argent biaise un peu. Je pense que les gens qui veulent participer vont participer parce que c'est dans leurs convictions. Par contre, il faut toujours apporter une compensation aux bénévoles, pas une compensation financière, mais plutôt sous forme de cadeau, comme une entrée au musée ou autre chose selon les intérêts.*

200

Francisco : *Il y a beaucoup d'entre-deux dans la participation parce qu'il y a encore énormément de flou. Et d'ailleurs, il y a la **Faïtière de la participation romande** qui a donné lieu à la création de la **Faïtière nationale**. En gros, c'est quelques bureaux et quelques personnes clés qui sont derrière tout ça. J'ai fait partie de quelques réunions, et on sent que c'est un domaine qui essaie de se structurer parce que, précisément, il manque de structure et de clarification.*

### 29.11.23 12h - Karen Devaud et Carla Jaboyedoff

Karen et Carla sont amies d'enfance. Les enjeux de la migration sont au cœur de leur pratique. Elles œuvrent pour une justice sociale. Elles ont fondé l'association KRAFT. KRAFT a pour mission d'améliorer la qualité de vie et l'inclusion des individus et des communautés dans leur environnement construit, urbain et social.

Karen a un Master en psychologie clinique. Elle travaille à 30% dans l'association et, à côté, elle travaille en tant que psychologue psychothérapeute avec des personnes migrantes.

*Karen : Mon travail dans Kraft m'amène de la liberté, ce qui me permet de tester des choses hors cadre. Il y a quelque chose de différent, d'un peu alternatif, de novateur, du militantisme sans être militante.*

Carla est diplômée en architecture de l'EPFL. Actuellement, elle est adjointe scientifique à la HEC-SO, Genève dans un centre pour la transition des villes et des territoires interdisciplinaire. La mission est de monter des enseignements et de programmer des recherches sur des enjeux de transition territoriale avec une approche interdisciplinaire.

*Carla : J'ai longtemps eu le syndrome de l'imposteur en tant qu'architecte, alors que maintenant je le revendique de plus en plus. Voilà, je suis architecte. Et en même temps, dans les imaginaires communs, c'est très réducteur aussi. Mais ça me va d'avoir cette liberté de me définir et de me redéfinir constamment. On a l'illusion d'avoir une liberté de tester, en tout cas, on a cette opportunité de poursuivre certains idéaux, certaines envies.*

## Posture

- Karen: *J'ai été très vite sensibilisée à la question de la posture en tant que psychologue. Comment fait-on quand on rencontre une personne? Est-ce une posture horizontale ou hiérarchique, par exemple quand on rencontre un patient? Ces questionnements sont venus en 2015, quand il y a eu cette dite crise migratoire avec l'arrivée de beaucoup de personnes de Syrie et d'Erythrée. Je me posais la question de comment faire pour accueillir ces personnes en tant que psychologue, sachant qu'il y a beaucoup de différences culturelles et des avantages en tant que femme européenne. Comment faire avec toute cette asymétrie pour rencontrer*
- 10 *des personnes? Cette question de posture nous a beaucoup questionnées, Carla et moi. Aussi dans le rapport à la ville en tant qu'architecte et le travail avec les gens. Il m'a fallu quelques détours par l'interdisciplinarité pour comprendre quelle posture avoir.*
- Carla: *Lors de mes études et à la fin de mes études, je me suis très vite éloignée de la pratique architecturale traditionnelle. Je trouvais que ma formation était lacunaire à plein de niveaux et notamment sur ces questions de postures. Sur ces questions de comprendre le rôle de l'architecte d'un point de vue technique et sociétal et de comment il s'insère dans la manière de faire projet aujourd'hui. Entre 2013 et 2015, la question de la*
- 20 *participation émergeait de plus en plus ainsi que la question des enjeux migratoires, qui me questionnaient sur le rôle de l'architecte vis-à-vis de ces enjeux. Avec les outils que j'avais, au fil du temps, je n'arrivais qu'à des impasses.*

## Enjeux de migration, posture

- Carla: *Je me questionnais sur ces grands camps informels qui se construisaient en Europe. Il y avait beaucoup d'approches différentes pour les construire. On est donc parti à Calais.*
- Karen: *On ne savait pas vraiment quelle approche avoir. On avait des*
- 30 *contacts là-bas qui avaient une posture d'aide humanitaire dans le camp. On s'est beaucoup questionné par rapport à cette posture. Ils nous ont mis en contact avec des personnes migrantes avec qui on a pu passer du temps. On a fait un travail par une approche sensorielle, par notre intuition. On s'est posé les questions suivantes : Comment se sent-on quand on est dans ces petites cabanes, quand on n'a pas de point d'ancrage, quand on est dans la "jungle de Calais"? On n'avait nous-mêmes pas de point d'ancrage et on se baladait dans cette "ville" à moitié vide et on a pu ressentir beaucoup de choses, notamment sur l'architecture des camps, sur la manière d'amener de l'aide, sur la posture des personnes*
- 40 *qui aident, sur les infrastructures, sur le lien au territoire environnant et à la société d'accueil. Et ce qui nous a beaucoup habité, c'est la question du lien. C'est en revenant qu'on s'est dit qu'il y avait quelque chose à*



*faire sur l'information donnée à la population autochtone à propos des personnes qui viennent trouver refuge.*

Carla: *Et de la mise en lien d'un point de vue territorial sur ces campements contraignants, restreignants qui s'inscrivent dans un territoire plus large. Parfois d'accueil, parfois de rejet selon les politiques qui sont en place. Et c'est avec ça qu'on peut peut-être arriver à ces questions de participation. Notre intuition était de dire que moi en tant qu'architecte,*  
50 *je n'ai pas les outils, mais je peux comprendre des aspects spatiaux, et par mon apprentissage d'urbanisme, la compréhension des jeux d'acteurs.*

Karen: *Et moi en tant que psychologue, je ne peux pas vraiment comprendre le vécu des personnes parce que je ne l'ai moi-même pas vécu. Donc ça nous a poussés à aller vers les personnes concernées.*

Carla: *Et où on a trouvé de la complémentarité dans nos disciplines. Parce que Karen pouvait amener des outils concernant la posture, concernant les processus. Des réponses sur : comment on travaille avec, quelle est l'éthique qu'on y met. Tous ces aspects pour lesquels je n'avais*  
60 *aucune clé. Et en même temps, avoir un regard plus spatial et politique de l'inscription de l'infrastructure de l'accueil dans le territoire suisse.*

Karen: *Donc on s'est mise à faire de la participation au moment où on a décidé de créer une exposition sur les parcours des demandeurs d'asile en Suisse. On s'est dit que les personnes autochtones devaient comprendre ce qui se passe. On est donc allées à la recherche de personnes qui ont vécu la procédure d'asile pour recueillir leur témoignage, et surtout travailler avec elles dans la création d'un dispositif immersif dans lequel les visiteur·euse·s pouvaient s'immerger, en parcourant les différentes phases de la procédure d'asile. Notre entrée dans la participation,*  
70 *c'était une participation très sociale. On est allées à un niveau très micro dans les relations avec ces personnes qui nous ont livré leur vécu assez intime.*

Carla: *Pour monter ce projet, on était une équipe de quatre personnes. Et déjà là on n'était pas que les deux. On collaborait aussi avec le musée de l'immigration, mais en soi on avait une liberté quasi totale. Pour le choix du lieu, on voulait le faire hors cadre, hors musée. Il y avait une zone qui n'était jamais représentée dans les récits des personnes, c'était la vieille ville de Lausanne parce que c'est un lieu qui n'est ni habité, ni approprié. Du coup, on a occupé la place de Saint-François pendant la nuit des musées. C'était une manière de rendre l'installation bien visible. C'était une*  
80 *aventure collective expérimentale. L'installation est un parcours immersif où les visiteurs peuvent déposer une demande d'asile. Ils vont ensuite être confrontés à des récits de personnes qui ont vécu l'asile. Ceci crée une confrontation directe. C'est un moment précieux parce que ça permet*



*d'offrir un temps d'écoute et de parole. On continue à faire cette exposition une fois par an dans les écoles.*

*Karen: On est allées à un niveau très loin dans la participation.*

*(...)*

90 *Karen: C'est compliqué d'expliquer à une personne qui a l'impression qu'elle a perdu complètement son pouvoir d'agir, qu'en fait elle peut avoir une voix, une place dans un projet.*

*Carla: Cette expérience nous a confortées dans l'idée qu'on aimait travailler avec les personnes concernées, que ça faisait sens pour les personnes avec qui on a travaillé. Et on se rend aussi compte que parfois les personnes c'est autre chose qu'elles viennent chercher, du lien social par exemple. Il y a plein de raisons pour les personnes de participer et de s'engager.*

*(...)*

100 *Karen: On a vu à quel point pour faire du communautaire il faut mettre de l'énergie, de la présence, de l'explication, créer ce lien-là pour créer quelque chose de collectif.*

*(...)*

*Carla: Une des questions qu'on se pose est : Comment peut-on intégrer des personnes en regardant plus les enjeux d'injustice sociale ? Que si on veut participer et qu'on a les capacités matérielles et psychiques, on peut le faire, car on est dans un cadre démocratique, en revanche il y a beaucoup de voix qui ne sont pas entendues.*

**Commencer  
l'association  
par un projet,  
complexité du  
travail avec  
des personnes  
migrantes,  
médium  
artistique**

110 *Karen: On voulait commencer l'association par un projet, en se disant que c'est en faisant qu'on peut voir où on va. C'était un projet qui visait à accompagner le déménagement d'un foyer pour migrant mineur non accompagné. On a fait ce travail avec les éducateurs. Ils étaient d'avis que c'était important de favoriser l'inclusion du foyer dans le quartier. On a fait tout un travail sur la pratique du quartier par les jeunes, sur leur visibilité au sein du quartier et la création de liens avec le quartier. Création de liens aussi avec les ressources, parce que souvent ils sont un peu hors sol, ils vont à l'école à un endroit, chez les médecins à un autre et ils ont assez peu d'ancrage dans un quartier. La démarche a duré 2 ans. On voulait partir sur quelque chose de communautaire, mais*  
120 *on s'est vite rendu compte que ça ne marchait pas parce que c'était difficile de créer une cohésion de groupe, de suivi. Ce sont des jeunes qui sont cabossés donc faire confiance n'est pas évident, et s'inscrire dans un lien dans la durée non plus. Il y a aussi des enjeux institutionnels qui ne sont pas faciles à gérer pour qu'on ait une grande présence dans un foyer. On a baissé un peu nos attentes et on a fait un projet dit participatif.*

Pour nous, le projet participatif était de proposer aux jeunes des activités à travers le médium artistique ou par le travail sur le territoire, par les ressources sociales. Pour qu'ils puissent avoir le choix de participer avec les médiums qu'ils souhaitent utiliser. Mais on était moins dans une dimension de renforcement du pouvoir d'agir net, contrairement à l'expérience de l'exposition.

Carla: On a collaboré avec une institution cantonale qui a ses enjeux propres, politiques et de mission. Ces enjeux contraignent beaucoup plus le projet.

**Posture,  
symétrie,  
asymétrie,  
dévoilement de  
soi**

Karen: On parlait de posture, de symétrie et d'asymétrie. Un outil qui fait que tu es moins asymétrique avec les personnes, c'est le fait de se dévoiler soi-même. On s'est beaucoup dévoilées, on a parlé de nous, les interprètes (indispensables pour la communication et la création du lien) ont parlé d'eux. Il y a une sorte de dévoilement de soi qui permet de créer ces liens.

Carla: Les interprètes sont autant des acteurs du projet que nous.

**Attente de  
résultat,  
cadrage,  
processus**

Carla: Dans les projets dans lesquels on fait de la participation, il n'y a pas vraiment d'attente de résultat, à part le fait qu'on essaye de guider vers quelque chose. Il y a toute une réflexion sur le cadrage. Quels sont les espaces de liberté, quels sont les espaces de contraintes pour pouvoir créer quelque chose ou amener vers quelque chose. Plus on avance, plus on revisite la question de la liberté totale, dans le sens où il n'y aurait pas de liberté d'action. Par contre, on essaie d'amener un cadre qui permet de guider et qui permet d'accompagner les personnes et nous, vers un objectif qui peut être large. Sinon, on ne sait pas où on va, personne ne sait où on va et on finit par ne rien faire.

Karen: Ça, c'est l'une des spécificités du travail avec les populations plus précaires, plus vulnérables. S'il n'y a pas ce cadre, les personnes sont perdues.

Carla: Il y a des situations personnelles qui peuvent être très dures. Il n'y a pas forcément la liberté d'esprit et pas forcément de disponibilité matérielle, ou pas forcément l'envie. Il y a plein de choses qui viennent contraindre la participation. On répond à ça avec la création d'un cadre qui soit clair mais déplaçable.

Karen: Un cadre décadrable. On garde un cap, mais on laisse toujours la porte ouverte à la discussion.

Carla: On a certaines obligations de résultat, comme on travaille avec des institutions et il faut donc justifier le financement.

- Karen: *Mais les résultats sont dans le processus. Et ça, c'est la grande*  
 170 *force du travail interdisciplinaire. Nous, psychologues, travailleurs so-*  
*ciaux ou animateurs socioculturels, on met en place des choses et on*  
*regarde. On n'est pas maîtres complètement du résultat. C'est là qu'il y*  
*a un bout de lâcher-prise. On propose des choses, ça ne marche pas, on*  
*change. On réévalue constamment et on ajuste. Ça fait partie du proces-*  
*sus.*  
*Alors que pour les architectes, il y a une forme de pression à la perfor-*  
*mance, à la production. Il faut produire et montrer quelque chose. Un*  
*produit fini et joli. Mais quand on fait avec les gens, ce n'est pas toujours*  
*joli. Dans nos projets, on ne cherche pas l'esthétique.*  
 180 *Carla: Après, on la cherche pour qu'on ait du plaisir.*  
 Karen: *Oui, c'est plus une esthétique propre au groupe qui travaille mais*  
*ce n'est pas pour les financeurs.*  
 Carla: *La question du résultat, c'est clair qu'elle est dans le processus.*  
*On a des financeurs qui financent le processus de projet et les objectifs.*  
*On pose des objectifs qui sont ceux de la participation, donc il va s'agir*  
*d'atteindre un public cible, de le faire participer, d'augmenter ces compé-*  
*tences. Un objectif pourrait être, par exemple, d'élargir les pratiques du*  
*territoire, par une production cartographique au sens large.*  
*On a des objectifs au sens large mais qui touchent plus le résultat du pro-*  
 190 *cessus de participation, d'acquisition de compétence plutôt que le résul-*  
*tat final.*

**Outils, médium  
interdiscipli-  
naire, perte de  
contrôle**

- M&Z: *Quels outils, méthodes utilisez-vous pour travailler ?*  
 Karen: *Il y a des discussions en groupe, mais souvent on utilise des mé-*  
*diams. La parole vient un peu en secondaire dans notre approche. Ça*  
*peut être des médias artistiques, prise de son, vidéo, jeux corporels, jeux*  
*de théâtre pour prendre conscience de soi dans l'espace, exploration du*  
*territoire à l'extérieur, des cartes mentales, de la maquette.*  
 200 *Carla: On collabore souvent avec des artistes. Très schématiquement, on*  
*a un cadre social, un cadre artistique et un cadre spatial territorial. Et*  
*ces cadres se répondent entre eux. On mixe nos outils.*  
 Karen: *On se pose la question si ce ne serait pas une pratique transdisci-*  
*plinaire.*  
 Carla: *Pour nous (KRAFT), la participation, elle ne peut pas être disci-*  
*plinaire, on ne peut pas faire ce qu'on fait de manière disciplinaire, ce*  
*serait insensé. Donc on est obligé d'être interdisciplinaire, voire trans-*  
*disciplinaire. Mais c'est quelque chose qu'on questionne toujours dans*  
*notre pratique. Parfois, on a trop voulu tout faire et du coup, on ne fait*  
 210 *rien vraiment. On se pose des questions sur nos prochains ateliers, si on*

*devrait pas avoir un lead disciplinaire et plutôt ajouter à ça des “assistants” disciplinaires. Il faut qu’on arrive à pondérer.*

*Ce qu’on fait maintenant, ce sont plus des projets d’action sociale qui s’inscrivent dans un territoire et qui ont une visée d’inscription territoriale. On commence à travailler plus avec des architectes comme consultante pour réfléchir à ces processus-là.*

*Et dans ce cas, entre en jeu la nécessité de production, du processus du projet d’architecture, etc.*

Karen: *Le terme participation dans ce cadre-là prend encore une autre*  
220 *forme.*

*Carla: Mais on est vraiment au début donc on ne peut pas vraiment parler de retour sur expérience. Ce qui est important quand on travaille avec des architectes, c’est de savoir s’ils sont prêts à se poser des questions sur leur pratique. Il y a une nécessité de changer un peu la manière de faire du projet, traditionnel.*

*Karen: Donc perdre une partie du contrôle. Quand tu n’es plus seulement l’architecte à faire le projet, il y a une perte de contrôle qui n’est pas négligeable.*

*Carla: Et qui vient complexifier aussi. Rien que l’architecture est déjà*  
230 *très complexe avec un jeu d’acteurs chargé. Il faut avoir l’envie de se lancer dans cette incertitude. Et vouloir aussi intégrer les acteurs sociaux et culturels dans le processus. Il va falloir les écouter vraiment, pas juste dire on a parlé avec eux.*

*Carla: Derrière le mot participation, il y a 1001 possibilités, c’est dépendant de l’agenda du projet et des besoins. Si on veut adresser les enjeux d’injustice sociale qui sont importants, on est obligé de le faire en intégrant des disciplines et des acteurs qui ne sont pas forcément sollicités traditionnellement.*

240

**Atteindre  
d’autres  
publics,  
temporalité,  
travailler avec  
l’existant**

*Karen: C’est souvent un peu le même public qui va dans les ateliers standards. Je trouve très bien qu’ils viennent. Mais il faut atteindre aussi d’autres publics. Et je pense qu’il y a une question de temporalité. Les projets d’architecture sont courts et longs en même temps, et il faut donner des résultats. Pour faire quelque chose de pleinement participatif, il faut être sur place, créer des relations, et ça prend du temps.*

*Carla: Ou s’inscrire dans de l’existant. Et ce qu’on dit aussi, c’est qu’il n’y a pas besoin de reconstruire des cadres de participation, mais savoir*  
250 *identifier les liens déjà existants. C’est un effort monumental de rassembler les gens, de les mobiliser. Ce qu’on met en avant, c’est comment on peut travailler avec un réseau qui est existant, avec des écosystèmes sociaux qui existent. Ils sont peut-être à renforcer, mais ils sont là. Il faut y*

*ajouter un gros jeu de médiations.*

**Transparence,  
dérives**

Karen: *Je pense qu'il y a une question de transparence du terme et de nos actions. Il ne faut pas se cacher derrière un truc. Si c'est un projet de concertation, c'est super, mais il faut être transparent par rapport à ça. Même si c'est de l'information, c'est très utile, mais c'est de l'informa-*  
260 *tion et pas de la participation.*

Carla: *Ce qu'on peut voir un peu dans les projets urbains, c'est que tout le monde se trouve contraint. Les personnes qui participent parce qu'au final elles n'ont pas tant de pouvoir d'action que ça. Les porteurs de projet se retrouvent confrontés à des gens mécontents, ils doivent justifier leurs choix, et finissent en burnout. Il y a un peu une usure. Il faudrait plutôt remettre en question un fonctionnement systémique. Il faut être transparent, honnête de ce qu'on peut ou ne peut pas faire.*

Carla: *Dans nos parcours disciplinaires, on ne trouve pas ces espaces, ni dans nos travaux institutionnels.*

270 Karen: *Mais on a décidé de ne pas s'opposer aux institutions, mais plutôt de travailler avec elles.*

**29.11.23 15h - Melissa Pahlisch Pestalozzi**

Melissa est architecte-paysagiste, elle fait partie de l'association Ville en tête. Elle a aussi travaillé au sein de la Ville de Lausanne.

“Actuellement, je suis en congé maternité. Et ma cheffe m’a dit que même si on apprend énormément de compétences quand on devient parent, ce ne sont pas des compétences reconnues, sans compter l’absence qui fait un trou dans la carrière. Je trouve ça hyper dommage ! Parce qu’on apprend à avoir le sens des priorités, à gérer le temps, à gérer le stress, etc. Mais bref, c’était une petite aparté

(...)

Pour me définir dans ma pratique, j’ai envie de citer une phrase qui dit qu’un bon espace public c’est un espace très inclusif dans lequel chacun peut s’exprimer et en bénéficier. C’est clairement pas facile, parce qu’on se rend très vite compte qu’en voulant être le plus inclusif, c’est impossible de répondre à tous les besoins. Mais cette phrase me parle énormément parce que l’humain est fondamental dans le destin de l’espace public et c’est ce que j’essaie de faire.”

**La rencontre  
entre les deux  
mondes**

*“La participation publique, c’est l’exercice du droit démocratique sur des projets urbains. Et plus concrètement, c’est la rencontre entre les experts d’un site qui sont les gens qui vivent les lieux, et les spécialistes de l’aménagement, c’est-à-dire l’architecte, l’architecte paysagiste ou l’urbaniste. Ces deux mondes se complètent et se retrouvent pour créer un projet qui fasse sens dans un lieu. Et ce qui est essentiel, c’est que chacun reconnaisse son rôle et trouve sa place.”*

**Le rôle de la  
ville**

- 10 Melissa : *L’Art. 4 de la LAT indique que la commune a le rôle de faire de la participation, c’est son obligation. En tant que maître d’ouvrage, elle a la responsabilité que la démarche participative se passe bien et qu’elle soit menée de manière adéquate. Donc il doit y avoir un maître d’ouvrage intelligent, qui réfléchisse à la situation dans laquelle il est, et qu’il trouve ce qu’il est important à mettre en place dans ce cas spécifique.*
- Meghan : *On remarque que certains mandataires sont contraints de faire des démarches participatives, parce que la participation est institutionnalisée. Est-ce que la ville se voit aussi contrainte malgré elle ?*
- Melissa : *Je pense clairement, mais plutôt pour des raisons de manque de*
- 20 *connaissance et de compréhension de la démarche participative que de mauvaise volonté.*

**Clarifier le rôle  
du participant**

- Melissa : *Pour moi, la chose fondamentale dans la démarche participative, c’est la communication. C’est le nerf de la guerre, et c’est quelque chose qui est sous-estimé et peu compris. On parle souvent du projet, de comment intégrer les gens, quelles discussions on va avoir, quels types d’exercices on va mettre en place, etc. Mais pour moi, ce qu’il faut d’abord définir, c’est quel est le rôle des participants dans la démarche ?*
- 30 *Comment on leur communique ce qu’on attend d’eux ? Et à quel but ? Et ce que j’ai pu remarquer après plusieurs expériences, c’est que les gens n’avaient pas compris ce qu’ils faisaient là parce que le message n’était pas passé.*
- Meghan : *Mais est-ce que le mot participation n’est pas aussi fautif de cette mauvaise compréhension ?*
- Melissa : *C’est vrai qu’il y a le mot concertation publique aussi. Concerter quelqu’un c’est différent que de le faire participer. Et dans la concertation, la contribution n’est pas dans les actes. Au début, je trouvais ça sexy, mais finalement, je crois que ça apporte plus de confusion. Que ce*
- 40 *soit concertation ou participation, toutes les personnes viennent avec un a priori ou une revendication.*



**Avoir un autre regard sur la ville**

Zoé : *Le but d'une démarche participative est de travailler ensemble et de trouver un sens commun. Comment faire pour que la personne qui entre avec sa pensée très personnelle, sorte avec une envie commune ?*

Melissa : *Je dirais que le temps aide beaucoup. Si durant le processus, il y a plusieurs rencontres avec les personnes, qu'on essaie vraiment de les prendre avec nous, qu'on construit une idée ensemble, je pense que ça donne du sens à la démarche. Et je pense qu'une démarche participative est réussie lorsque les gens repartent avec un autre regard sur le lieu, et que cette occasion leur ait permis de comprendre le projet, parce que ce sont des gens intelligents.*

(...)

*Et d'ailleurs, je vais faire le parallèle avec Ville en tête. À travers la sensibilisation, on essaie toujours de faire en sorte que les enfants ou les jeunes repartent avec un bagage à eux. Que ces moments où parfois on projette ensemble soit aussi un moment d'échange qui puisse leur servir.*

**Les intentions de l'administration publique**

60 Meghan : *À travers ces démarches participatives, est-ce que la Ville cherche à donner plus de pouvoir décisionnel aux habitants de la Suisse ? Est-ce que la Ville accepterait de voir émerger un projet qui ne suit pas le programme politique ?*

Melissa : *Je pense que c'est difficile d'y répondre parce que la Ville est composée de nombreux acteurs qui sont employés de l'administration, et ces personnes ont leurs propres convictions. Après, bien sûr, il y a toujours une validation de la municipalité.*

(...)

70 *Je pense que la Ville de Lausanne se sent assez concernée par la pertinence d'une démarche participative, même si parfois ça peut être utilisé comme un outil politique avant les campagnes par exemple. Ça donne une bonne image au municipal en charge de tel ou tel service. Et aussi, la Ville a quand même un agenda pas nécessairement politique mais de développement urbain. Donc, c'est naturel qu'elle favorise certains projets, mais s'il y a une forte mobilisation citoyenne pour un projet, ça serait scandaleux qu'elle mette ça sous le tapis.*

**Donner de la légitimité aux individus pour qu'ils puissent exercer leur droits et devoir**

80 *"La connaissance du milieu dans lequel on vit au quotidien est essentielle pour bien vivre et pour construire le futur. À travers la sensibilisation et la transmission de la culture du bâti, l'idée c'est d'avoir un regard plus conscient sur notre environnement quotidien. Au même titre qu'on t'apprend les maths à l'école pour ne pas te faire arnaquer quand tu achètes du pain, on doit t'apprendre à comprendre un minimum ce qui t'entoure*

pour exercer tes droits démocratiques et ta vie citoyenne puisqu'on vit dans ces espaces. C'est l'une des raisons qui nous a amenés à développer des programmes éducatifs pour des classes d'école. Et dans ces programmes, quand on va dans les classes, on touche tout le monde et tous les quartiers. Donc ça donne l'opportunité à plein d'enfants qui n'ont pas de parents architectes ou urbanistes d'être sensibilisés à cette culture du bâti.

Donc finalement, on essaie de donner des outils aux enfants et aux jeunes pour qu'ils puissent mieux exercer leurs droits sur les projets d'aménagement. Surtout qu'en Suisse, on est dans une démocratie qui nous permet de nous intéresser à tous les projets et de nous y opposer. Et plus on comprend notre environnement et ses enjeux, plus c'est pertinent d'avoir ces droits et de garantir une certaine qualité de l'intervention de chacun."

**L'ambassadrice des enfants**

100 "Je nous vois comme des ambassadrices des enfants, parce qu'ils sont petits, mineurs et ils sont souvent oubliés quand on prend des décisions, notamment dans les projets d'aménagement. Donc c'est une manière de leur donner la parole."

**Où se situe l'architecte ?**

Meghan : Aujourd'hui, on tend vers une professionnalisation de la participation, et donc vers une dissociation entre les personnes qui font le projet et celles qui intègrent les habitants dans le processus.

Melissa : Je vois d'où cette envie vient. L'architecte est une sorte de généraliste qui porte plusieurs casquettes. Et peut-être qu'il y a une crainte à l'idée de lui rajouter celle qui concerne la participation. Je pense qu'il y a aussi cette vision, un peu vieillot, de l'architecte intimement lié à son projet, qui défend corps et âme sa création. Donc, dans ces démarches participatives, il serait confronté à d'autres avis, devrait justifier son travail et aurait de la peine à se détacher pour être à l'écoute. Mais peut-être que maintenant c'est en train de changer. Et je crois que c'est fondamental qu'à un moment donné, en tout cas, les concepteurs soient en contact avec les gens du site, parce qu'on est fait de chair et d'os et qu'il y a des choses que tu comprends seulement quand tu rencontres les gens.

(...)

J'ai l'impression qu'il y a encore un désintérêt de la part des architectes parce qu'ils ne comprennent pas leur plus-value. Ou peut-être qu'il y a une peur que le métier d'architecte ne soit plus utile, parce qu'il peut être remplacé par des citoyens. Et c'est là, justement, où il faut ne pas mélanger les rôles, et se dire qu'en tant qu'architecte, architecte paysagiste ou

*urbaniste, on a un bagage et une compréhension de la spatialité. On doit avoir confiance en soi pour pouvoir réellement s'ouvrir à la démarche participative.*

### **07.12.23 11h - Patrick Bouchain**

Patrick est un architecte, urbaniste, maître d'œuvre et scénographe français. Il a fondé en 1986 l'agence Construire.

*“Je me définis comme un passeur. Je n'aime pas le mot, mais c'est peut-être ce qui me correspond le plus. Peut-être un médiateur. Ou comme le maillon manquant, un arrangeur, un pacificateur. Certaines personnes disent “un inspireur”. ”*

Lors de cette rencontre, nous avons demandé des conseils à Patrick Bouchain pour la suite de notre travail. Voici ce que nous retenons de cette échange:

**Projet de  
diplôme à  
l'école de  
Villette**

*“Quand vous travaillerez dans le milieu professionnel, les gens seront en réunion tout le temps, et vous verrez que souvent on parle de choses qui se voient par la fenêtre, mais jamais personne ne dira : ‘On arrête la réunion dans cette salle et on va dehors voir les choses. Et si on allait là où il y a le problème’.”*

10

**Projet de  
diplôme à  
l'école de  
Villette**

*“Avec des étudiants, on avait décidé de passer leur diplôme dans la rue. Mais pour ce faire, il faut habiter la rue ! Ils ont alors trouvé un terrain qui appartenait à tout le monde et à personne et ont décidé de s’y installer pendant un mois et après de passer leur diplôme à cet endroit. Pour moi, habiter ça veut dire expérimenter le jour, la nuit, le chaud, le froid. Si on ne dort pas sur place, on perd déjà un tiers des moments de la vie. Quand on dort, on rêve, ce sont les moments inconscients. On peut rêver de l’endroit où on est. Donc on ne travaille jamais sans l’inconscient habité. En habitant, ils ont surpris les plus pauvres. Les riches sont passés devant en se disant simplement “c’est un truc d’intello”. Les pauvres qui ne parlent pas, qui n’osent pas parler, des concierges, des femmes de ménage, des gens ont commencé à les aider. Ils ont commencé à parler d’architecture avec des gens très pauvres. C’était le plus beau diplôme que j’ai passé, parce qu’on a traité de tout. “Pourquoi choisir cet endroit ? Pourquoi habiter ? Qu’est-ce que vous avez rencontré ?” Je crois qu’il faudrait que vous trouviez quelque chose comme ça.”*

20

30

**Projet  
cartographie  
sensible avec  
sans abris**

*“Un autre projet que j’ai fait était suite à la rencontre d’un animateur social qui s’occupait des sans domicile. À la faculté, on avait un bâtiment inoccupé. Il est venu nous voir pour savoir s’il pouvait se joindre à nous, mais il n’aurait jamais pensé pouvoir avoir un local dans la faculté. La ville paraît homogène, mais il y a des bâtiments dans lesquels des gens n’entrent pas, des lieux de culte, des lieux de culture, des lieux de santé. Donc, le fait de faire entrer des “sans domicile fixe» (dont certains avaient fait des études) dans un bâtiment désaffecté par l’université était inattendu. On l’a affecté à une expérience sociale. C’est drôle parce que ce sont eux qui ont été les plus dynamiques, les plus respectueux de l’endroit, alors que l’endroit était là pour presque être démolì. Ils ont eu un regard positif sur le bâtiment. L’éducateur leur a dit : “On va donc*

40

*montrer aux architectes quels sont les lieux que vous occupez quand vous choisissez un endroit pour dormir”.*

*On a fait un inventaire de tous les lieux qui pouvaient être un lieu d’hospitalité, non défini, donc un espace commun, la rue, une place, une porte cochère, un appartement désaffecté. On a fait une cartographie de ces endroits. Ensuite, on leur a demandé de faire une analyse. “Pourquoi avaient-ils choisi ces lieux ? Selon un jour de pluie, de vent, de chaleur, de fête, le samedi, etc.”*

*On a vu tout à coup des gens qui sont pris pour des imbéciles, bons à rien, alcooliques, sales, comme des gens avec une très grande finesse pour analyser les lieux réversibles. Cela nous a montré qu’il peut y avoir des espaces communs qui sont réversibles sans le savoir. On l’a montré au maire qui a été très surpris car il s’est rendu compte que changer un revêtement de sol peut changer l’hospitalité d’un lieu. En fin de compte, les plus pauvres ont donné une leçon d’aménagement public.”*

**Sujet invisible** 60 *“Il faudrait que vous trouviez un sujet qui n’est pas visible. Un sujet que vous pourriez repérer, où vous vous apercevrez qu’il y a une invisibilité qui cache quelque chose de profond. Quelque chose qui n’est pas dit, pas montré, et l’utiliser.*

*Pour moi, la participation se fait comme ça, par l’invisible ! En travaillant directement avec les personnes. Si une participation c’est : “je m’assoie, j’ai mon ordinateur, j’attends et je fais une réunion”. C’est un workshop de merde, ça ne sert à rien !”*

**Expérimenter** 70 *“De un, il faut que vous appreniez, tant que vous êtes à l’école. De deux, il faut que vous expérimentiez, car vous ne le ferez peut-être pas dans votre vie future. Profitez de ce moment où vous êtes jeunes et étudiantes pour expérimenter !”*

**Inventer la commande** 80 *“La probabilité de remporter un concours est tellement faible qu’il vaut mieux créer la commande. Avec le concours, on ne peut faire concourir que quelque chose qui a déjà été compris. Il n’y a aucune invention, le programme est restrictif. Alors que vous, vous avez un œil encore ouvert. Il faut ouvrir une demande qui peut devenir une commande, et cette commande devient une expérimentation réelle, et peut-être que cela correspondra à un besoin.”*

**Le temps vrai -  
le temps long**

90 *“Un weekend, ça n'existe pas ! C'est pour faire illusion, c'est un beau moment, mais après tout disparaît et ça ne sert à rien. Il faut toujours se mettre dans des temps vrais et rétablir le vrai temps. Il faut réintroduire des temps courts et des temps longs. Il faut donc croiser les temps. Donc, vous devriez prendre comme première règle votre temps. Je ne fais rien sans planning, il y a le temps politique, le temps familial, le temps individuel, le temps des saisons. Il faut impérativement remettre les “temps” à leur place. Et je pense qu'il y a des plages favorables.*

*La première chose : On se met une heure, on revient, on disparaît, on réapparaît et après on revient quinze jours consécutifs. C'est ce que j'appelle la permanence, il faut remettre des temps humains. Et la deuxième règle, il ne faut pas avoir d'a priori, la chose va arriver d'elle-même. Moi, des fois dans la journée, je change parce que j'ai rencontré une personne et du coup, l'après-midi, je suis différent dû à cette rencontre.*

100 *Donc je change. Changer par le contexte. Vous ne ferez jamais votre métier bien si vous n'êtes pas dans le contexte. Il n'y a pas de contexte préétabli, construit. Il y a un contexte inattendu et pour être dans l'“inattendu”, il faut être généreuse, curieuse et éventuellement pas pressée.”*

**Balades  
nocturnes**

110 *“Avec mes étudiants, on avait fait des sentiers de grandes randonnées urbaines parce que c'est à la mode. Sauf qu'on les a faites la nuit. Ça a tout changé ! Ça change tout parce que vous-même, vous avez une vision de la ville la nuit qui est plutôt une nuit de loisir. Les élus, par exemple, ne connaissent pas la ville la nuit. La nuit, ils la connaissent par la police, par le drame, mais jamais par la magie.”*

**L'inconfort**

*“Dans notre monde à venir, il va falloir se préparer à vivre avec un autre confort, pas un déconfort. Ce que vous pourriez expérimenter, c'est ça. Quel est cet autre confort qui est d'ailleurs plus vivant que le confort inerte dans lequel on est ? La nature est fausse, l'air est faux.”*

**Le projet est  
partout**

120 *Meghan: Est ce qu'il y a toujours un projet à faire quelque part ?*  
*Patrick: Oui, la preuve, ce matin vous vous êtes levées pour prendre rendez-vous avec moi. C'est un projet. Votre vie n'est faite que de projets et vous organisez tout le temps votre vie par rapport aux projets. Donc un projet d'architecture peut être une simple visite, un programme, un colloque, un dessin, une construction, sauver quelqu'un de la misère !*



## **Le désir et le manque**

“Je posais toujours cette question aux étudiants : *Qui commande ? Pourquoi quelque chose arrive ?*  
*Par exemple, cet hôtel (dans lequel on est), qui l’a commandé ? Il y avait*  
130 *peut-être un manque et du profit à faire. Du coup, on travaille sur un*  
*manque et pour gagner. Le manque est toujours pour un plus financier.*  
*Et si on travaillait pas sur un manque mais sur un désir ? On n’a plus*  
*jamais de désir ! C’est ce désir qui pourrait faire le projet.*  
*Qui commande ? Est-ce que c’est celui qui se plaint ? Ou est-ce que c’est*  
*celui qui désire ?*  
*Très souvent en démocratie participative, c’est celui qui se plaint qui in-*  
*tervient. Donc, il faut changer le plaignant en désirant. Parce que celui*  
*qui a un désir, il a un moteur, celui qui est plaignant, a un obstacle.*  
*Vous pouvez vous promener et analyser tout ce que vous voyez. Vous ana-*  
140 *lysez où est le désir, où il y a eu l’absence de désir. Il faut être curieux,*  
*attentif, il faut être une éponge. Il ne faut pas avoir de questionnaire !*  
*(...)*  
*Peut-être vous ne serez jamais architecte, tant mieux et heureusement*  
*d’ailleurs. Vous serez peut-être celle qui aide à la commande, qui la gère,*  
*qui la construit, qui l’invente.”*

## **La spécialiste**

“Dans un monde spécialisé, tu as un défaut, c’est que chacun dans sa  
spécialité est persuadé de répondre à la question de sa spécialité qui  
150 *entre dans la globalité. Mais ce n’est pas sûr que chaque spécialité*  
*contribue à une causalité heureuse, désirable. Donc il faut peut-être, à*  
*un moment donné, prendre quelqu’un qui est non spécialiste, un non-sa-*  
*chant. C’est pour ça que je préfère travailler avec des jeunes qui se*  
*posent encore des questions. Ils ont une candeur au sens politique du*  
*terme, une incompétence au sens de non spécialiste. Donc ce que j’aime,*  
*c’est révéler ce qu’il y a encore de riche chez quelqu’un qui est désarmé*  
*devant un sujet que seule la spécialité sait résoudre. Quelqu’un qui est*  
*désarmé devant la pauvreté a tendance à regarder la pauvreté différem-*  
*ment que celui qui est spécialisé dans l’association qui s’occupe des*  
160 *hommes drogués. Tu obliges toute personne à le dépasser de là où il est*  
*et quand tu le déplaces, tu le rends humain.”*

Meghan et Zoé: *Comment on fait quand on a de l’énergie, du temps mais pas d’argent?*

Patrick: *Il n’y a rien de mieux ! L’argent n’est pas le problème, il le sera, mais il ne l’est pas au départ. Quand tu as un projet, un sujet, un désir, il y a une telle force, une telle énergie que l’argent vient. Il ne vient pas*

avant. Si tu inventes quelque chose qui n'existe pas et qui répond à un  
170 désir; à un manque, quand tu trouves une nécessité, pas une nécessité  
pressante, l'argent vient.

Moi, je fais exprès de ne pas parler d'argent au début parce que ça  
trouble.

Il faut se mettre dans le temps long. Tout est circonscrit. Il n'y a pas un  
début et une fin.

## Le projet

Meghan: Comment ne pas se faire dicter le projet par les autorités ?

Patrick: "Vous n'allez pas vous faire récupérer par les autorités, mais  
180 vous allez créer un mouvement supérieur à ce qu'elles ont. C'est elles qui  
vont se faire brusquer, vous les retournez. Tout est comme ça dans la vie.  
Il ne faut pas demander la liberté de faire, mais en faisant, vous la racon-  
tez. La chose faite révèle, elle est réelle."

(...)

Toute création c'est la chose faite, on ne peut pas dire qu'on fait un chef  
d'œuvre, mais ça devient un chef d'œuvre en l'ayant fait. Tu ne dis pas  
que tu vas faire un chef d'œuvre.

(...)

Toute ta vie est faite de projets d'action et tu es malheureuse parce  
190 qu'on ne te permet pas d'agir; c'est pour ça que tu consommes. En fin de  
compte, on a inventé le mot loisir. Je n'ai jamais voyagé pour voyager;  
ma vie est un voyage. Tout est séparé, on vit dans un monde séparé, dislo-  
qué, déchiré.

Comme dit le philosophe Delatour : "Tout est là, il suffit de recomposer."  
Tout est là, le savoir est là, l'argent est là, la science est là, mais tout est  
décomposé et en voie de décomposition. Pour recomposer, il faut qu'on  
connaisse ce qui est déjà là. Il faut être capable de trouver un déjà là qui  
permettrait d'être recomposé.

(...)

200 Le projet peut être considéré comme terminé lorsque tu as permis de  
débloquer une situation, libérer une situation pour qu'une personne  
puisse agir. Considérer que l'architecture est un projet qui n'est que  
construit, c'est faux. Dans l'architecture, il y a la demande, la com-  
mande, la construction et il y a l'usage. Tout cela, on nous a fait croire  
que c'était séparé, donc que la commande est générée par le privé ou le  
public, la désignation de la conception par concours ou par désignation  
en ayant fait un programme, après la conception n'est que le dessin, la  
construction que l'entreprise. Et l'usage, tu as un mec qui arrive et qui se  
demande ce qu'est que ce truc et se dit : "je ne peux rien faire avec ça, il  
210 faut que je change."

*Dans ce mouvement-là, vous pouvez apparaître, disparaître, réapparaître encore et peut-être disparaître définitivement. Il y a des projets pour lesquels j'ai participé uniquement pour aider à franchir une étape.*

*Zoé : C'est ça faire l'étincelle ?*

*Patrick: Oui, et il faut toujours raviver le désir, et ne pas l'étouffer. Si ça devient un labeur, une tâche, une obligation, rien ne se passe et vous vous trompez.*

## **Consensus**

220 *Meghan: Qu'est-ce que tu penses du terme consensus? Parce que pour faire un projet ensemble, on doit quand même trouver un moyen de se mettre d'accord. Comment fait-on pour cohabiter?*

*Patrick: J'aime pas trop le mot consensus, j'aime bien le mot négociation. Le consensus pour moi ça oblige une majorité, et la majorité n'a pas toujours raison. Parfois la minorité a raison. La minorité si tu veux elle est méfiante d'un point de vue majoritaire.*

*Le consensus a plutôt tendance à trouver un niveau moyen général. Il contente tout le monde et étouffe l'étincelle de la demande. Donc il vaut mieux des fois au contraire dire: Parmi nous il y a quelqu'un qui a plus*

230 *de cœur, plus de talent, plus d'intelligence et on va le laisser faire et on l'observe. Donc cette personne qui a réclamé avec beaucoup plus de force que les autres, tu la prends au mot, si elle se défile, son idée n'a pas de valeur. Mais si elle le fait vraiment c'est ça qui est important.*

*Parfois il faut donner l'acte à quelqu'un qui a une idée contraire à la tienne, y compris philosophiquement, tu lui donnes la responsabilité, il met son idée à l'épreuve et il s'expose à la critique. Ce qu'il défendait de manière abstraite devient une réalité et ce n'est pas un consensus, mais c'est un niveau de collaboration des variables. Ce n'est jamais dans un sens ou dans un autre. Pour moi il n'y a pas de consensus.*

240 *Bruno Latour dit tout le temps: "Il n'y a rien d'universel, tout est pluri-versel."*

*Aujourd'hui on vit dans un monde divers et peut-être que son défaut c'est l'universalité.*

*(...)*

*Faire votre métier c'est un vrai plaisir. Mais il faut aller vite. Faire un vrai projet, c'est 5 ans. Quand vous aurez un jour inventé la commande, suscité le désir pour le projet, c'est 5 ans! Donc en 40 ans vous faites que huit projets. Ces huit, ce sont les seuls qui apparaîtront. Mais vous en aurez fait 400 des projets, des avant-projets ...*

250

## **Conseil**

*Meghan: Qu'est-ce que tu as comme conseil pour nous qui sommes toutes*

*jeunes?*

Patrick: *D'avoir aucune prétention, d'avoir aucune certitude et de tester en vrai grandeur, dans le réel, ce qui vous paraît être nécessaire pour bien vivre. Il y a des gens qui choisissent un métier pour gagner de l'argent, par exemple. Il faut un métier pour avoir suffisamment pour vivre, oui. Mais comme disait un copain, on ne mange qu'une fois par jour, donc avoir de quoi manger 50 fois par jour, ça ne sert à rien. Je*  
260 *pense qu'il faut enseigner, pas à vie, mais ça oblige à théoriser ou à hiérarchiser ce à quoi tu crois.*

*(...)*

*Vous pourriez écrire une doxa, par exemple, comme Lars von Trier, réalisateur.*

*J'ai décidé que je n'aurais pas de bureaux, pas de structure juridique et pas d'associé permanent. Chaque sujet nécessite une association différente. On a des contrats ensemble que par projet. On ne travaille que par structures associatives, pas en société commerciale. En gros, on se paie mais on ne fait pas de bénéfice.*

270 *Il faut définir le cadre.*

*Essayez d'écrire en 7 points ce que c'est pour vous vos doxa et envoyez-le moi. (Exemple de doxa : Doxa contradictoire pour la biennale de Venise : "Ce que le monde demanderait, ce que je fais" et doxa pour la preuve parfaite)*

*(...)*

*Je pense que vous devez inventer la commande. Il y a énormément de demandes, énormément de problèmes. Je pense qu'il faut être prêt à avoir des choses inattendues.*

*(...)*

280 *Il faut être quelqu'un qui est capable de raconter un sujet très concret de manière poétique, comme un conte.*

# **DOCUMENTATION**

**I      Bureaux, associations, collectifs, ...**

**II     Littérature**

**III    Législations et Politiques Publiques**

## **I      Bureaux, associations, collectifs, ...**

## Liste non exhaustive...

Collectif affluent	Robins des Villes
En commun	Enive Monchoisi
Association KRAFT	PEROU
Chantier ouvert	3DD
Ville en tête	Carvane des quartiers
Espace44	
OLO	
Chic! de l'archi	
Archijeunes	
La Pépinière	
Horizome	
Atelier Bivouac	
Bruit du Frigo	
GEHL	
Atelier Olga	
Le Laboratoire d'Architecture	
Collectif Etc	
Urbz	
EN-DEHORS	
UrbaPlan	
Idée 21	
La faitière Suisse de la participation	
Reropa	
ANPU	



## **II      Littérature**

L'ouvrage reprend, dans l'ordre chronologique de leur parution, de 1959 à 1993, des textes majeurs de l'architecte Giancarlo De Carlo (1919-2005), qui n'ont jamais fait l'objet d'une traduction française; il voudrait ainsi faire mesurer l'ampleur de son œuvre et l'importance de sa réflexion pour qui se soucie de l'espace où il vit.

Le lecteur est invité à suivre le parcours et le développement d'une pensée qui commence par prendre ses distances avec l'emprise du Mouvement Moderne et s'achève par une «méditation pédagogique» d'une exceptionnelle qualité sur la tâche de l'architecte aux prises avec la question de la ville et du territoire.

La réflexion sur l'architecture, proposée par un esprit soucieux de précision et essentiellement tourné vers la transmission la plus claire possible au public, aux étudiants, à tous les «usagers» des formes construites, est si peu séparée de celle sur le contexte physique, géographique, historique, qu'elle prend tout ensemble tournure esthétique et politique: Giancarlo De Carlo se penche aussi bien sur l'enseignement de l'architecture à l'université, les débats qui agitent cette dernière dès avant 68, l'administration et les plans que son déploiement urbanistique suppose, les formes et les territoires où elle s'inscrit et qu'elle réinvente, que sur le public auquel elle s'adresse, moyennant l'idée de la «participation», trop souvent mal comprise, retrouvant ainsi sa dimension d'habitation et de négociation avec l'espace réel où vivre et trouver des raisons de vivre. Ce faisant, il pose une question essentielle: pour qui, en fin de compte, construit-on?

*Traduit de l'italien et préfacé par Christophe Carraud*



29 €



# L'ARCHITECTURE EST TROP SÉRIEUSE POUR ÊTRE LAISSÉE AUX ARCHITECTES

GIANCARLO  
DE CARLO



ÉDITIONS  
CONFÉRENCE

## TABLE DES MATIÈRES

### *Préface du traducteur*

vii

\*

### *La dernière rencontre des CIAM, suivi d'un Mémoire sur les contenus de l'architecture moderne (1959)*

i

Les documents antérieurs

2

Objectivisme et intuition subjective

8

Engagement civil et goût, planification et utopie de la forme

9

La greffe du Stijl désagrège la structure réaliste du Bauhaus

13

Le Corbusier et l'objectivisme comme simple sollicitation émotive

15

Les contradictions internes de l'objectivisme

19

Les contrefaçons de l'histoire: éclectisme et revivals

21

L'historicisation de la méthode objective

22

La fonction des CIAM

25

Les conclusions

27

### *Fonction de la résidence dans la ville contemporaine (1963)*

35

### *Fluidité des interrelations urbaines*

#### *et rigidité des plans de zonage (1964)*

59

### *La pyramide renversée (1968)*

75

D'abord, brièvement, les faits

87

Les forces en présence et leurs rapports actuels

90

La Faculté comme lieu de la crise

95

Arguments du débat

97

L'exemple d'une solution sans issue

101

Faculté de masse, enseignement, recherche	104
Le langage des forces en présence	111
Les contradictions de l'architecture italienne	114
<i>Pourquoi / comment construire des bâtiments scolaires (1969)</i>	119
<i>Le public de l'architecture (1970)</i>	143
La révolte et les frustrations de l'École d'Architecture	143
Les ambiguïtés du rôle de l'architecte	145
Le Mouvement Moderne en architecture, entre engagement et désengagement	147
La confiance dans le « comment » et l'ignorance du « pourquoi »	150
À Hoddesdon, avec moins d'intelligence, comme à Francfort	153
Bonnes raisons du peu de crédibilité de l'architecture	154
L'architecture est trop sérieuse pour être laissée aux architectes	157
L'architecture est la cause matérielle du contexte où elle prend place	158
Participation et méthode scientifique	160
Qualité du consensus et qualité du projet	161
Le dévoilement du besoin des usagers	163
La formulation des hypothèses	165
La gestion et l'usage	168
<i>L'architecture de la participation (1971)</i>	171
Remarque 1. Projet et processus	194
Remarque 2. Ordre et désordre	197
Remarque 3. Systèmes ouverts	199
Remarque 4. L'architecture est morte, vive l'architecture !	201
<i>La crise de la ville (1983)</i>	203
<i>Trois remarques pour un laboratoire d'architecture (1990)</i>	207
Commençons par concevoir des espaces pour le repos	207
La voirie dans le paysage urbain et naturel	209
Comment introduire de la qualité dans la ville contemporaine	213
<i>Lecture et projet du territoire (1991)</i>	215
Les contenus du cours	215

<i>La ville et le territoire. Quatre leçons (1993)</i>	223
Première leçon	
La ville, le territoire	225
Des origines à l'époque classique	234
La ville romaine	242
Deuxième leçon	
Le territoire à l'époque romaine	246
Le Moyen Âge	250
Troisième leçon	
La Renaissance	271
Le Baroque	299
Quatrième leçon	
Les Lumières	303
Le néoclassique	308
L'utopie	315
L'éclectisme	319
Le Mouvement Moderne	322
Vers une nouvelle hypothèse	330
<i>Le projet Kalhesa (1995)</i>	335
	*
Références bibliographiques	343
Index	345
Table	353

FLUIDITÉ DES INTERRELATIONS URBAINES  
ET RIGIDITÉ DES PLANS DE ZONAGE  
1964

1. On ne peut parler d'urbanisme avant le XIX<sup>e</sup> siècle, sinon de façon allusive et métaphorique.

L'urbanisme classique, renaissant, baroque, est une projection épique de l'architecture, la représentation d'une intervention globale et autonome, pensée en termes de volume et d'espace, sur de vastes parties de la ville.

La grande échelle urbanistique de ces époques est en réalité une dilatation de l'échelle architecturale. Elle regorge de valeurs, de techniques, d'inventions formelles qui enrichissent notre expérience aujourd'hui encore, mais qui sont sans rapport avec les mobiles et les objectifs de la grande échelle contemporaine.

Laquelle devrait être plus exactement définie «pour le grand nombre», ce qui indiquerait qu'elle introduit dans le domaine des problèmes spatiaux les facteurs sociologiques, économiques, politiques, présents dans la nouvelle configuration complexe qu'a prise la société à partir du XIX<sup>e</sup> siècle.

2. L'urbanisme naît donc au XIX<sup>e</sup> siècle du conflit entre les effets des transformations économiques, sociales et politiques entraînées par l'industrialisation, comme produit d'une grande contradiction entre la situation des groupes sociaux dans le territoire et les nouvelles relations qu'ils établissent entre eux dans le déroulement de leur activité.

Cette grande contradiction ne s'est pas encore résolue; elle a continué à se développer au XIX<sup>e</sup> siècle et au nôtre, en renouvelant radicalement les termes de l'opposition à mesure que son développement se poursuivait. À chaque phase de renouvellement a correspondu en miroir une nouvelle conception urbanistique adhérent de plus en

plus aux mouvements et aux objectifs, participant de plus en plus de la contradiction même, son élément d'activation.

Aujourd'hui, une nouvelle image de la contradiction reflète un nouveau rôle de l'urbanisme — qui se présente comme le lieu de confluence de tous les efforts visant à organiser l'environnement, comme une activité transdisciplinaire destinée à matérialiser en termes d'espace les structures d'organisation que l'économie, la sociologie, la politique, la technique, élaborent à l'intérieur du Plan.

3. Du XIX<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui, l'urbanisme a suivi différentes phases de développement conceptuel et pratique.

Chaque phase était strictement déterminée par l'idéologie et le degré de développement de l'environnement et de l'époque dans lesquels elle avait lieu.

Les différentes phases ont persisté longtemps et déterminé des superpositions profondes qui font qu'on ne peut les distinguer et les définir, mettre en évidence leurs différences et leurs implications, que de façon schématique.

Si l'on accepte la différenciation paradoxale de la réalité urbaine en «structures» et en «infrastructures», on peut dire que les tendances urbanistiques du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle se divisent en deux grandes catégories :

- la tentative d'aborder la réorganisation urbaine en insistant sur la formation de nouvelles structures ;
- la tentative d'aborder la réorganisation urbaine en insistant sur le système des infrastructures.

Appartiennent à la première catégorie les admirables interventions anglaises de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, tournées vers la création d'unités urbaines résidentielles (Bloomsbury, Russel Square, Kensington, Regent's Park) ; les interventions néoclassiques en Autriche, en Finlande, en Italie (à Milan et à Naples) ; quelques propositions utopiques particulièrement concrètes, comme celles des architectes de la Révolution française (Ledoux) et surtout celles de Fourier au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'organisation de la ville est articulée aux unités urbaines résidentielles qui, tout en étant généralement destinées à la classe dirigeante, remplissent aussi des fonctions représentatives et emblématiques.

C'est autour d'elles que s'articulent les autres structures, pour la production, le commerce, les services.

Le système de voirie dépend de ces articulations, il est un simple service destiné à leur alimentation.

Appartiennent aussi à cette même catégorie toutes les interventions actuelles ou seulement proposées par l'urbanisme d'origine fabienne<sup>1</sup> et par tous ses dérivés, comme le mouvement des Cités-Jardins, les propositions de Berlage pour Amsterdam, et, en un sens, le mouvement des New Towns — avec des implications de bien plus grande ampleur.

Appartiennent à la seconde catégorie les propositions de Rambuteau sous Louis-Philippe, et celles plus efficaces de Haussmann sous Napoléon III ; tout le courant impérial et nourri fondé sur des conceptions et des mesures technico-administratives qui a alimenté l'urbanisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'au rationalisme, et continue d'alimenter l'urbanisme aujourd'hui dans certains pays et certaines zones culturelles dominées par des administrateurs traditionnalistes et des professeurs attardés.

L'organisation de la ville s'articule autour du réseau de voirie, authentique trame de toutes les installations, qui prennent place indifféremment dans son maillage. Il n'y a pas de différences de fonctions, de spécialisation ou plus généralement d'activités, étant donné que l'infrastructure de voirie est le paramètre spatial principal. La résidence, les structures de production, de commerce, de direction, sont modulées selon le tracé des rues et réglées par des «gabarits» dépendant eux aussi du paramètre de la voirie. Les seuls éléments de différenciation sont essentiellement qualitatifs et proviennent des standards de construction, qui correspondent eux aussi parfaitement aux standards de voirie (dans le plan d'Haussmann, l'avenue de la Reine, large de 120 mètres, abrite les immeubles résidentiels les plus prestigieux).

1. Voir-ci-dessus, p. 52, note 1.



LE PUBLIC DE L'ARCHITECTURE  
1970

*La révolte et les frustrations de l'École d'Architecture.*

Quand la contestation universitaire a éclaté — l'événement le plus important depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale —, les facultés d'architecture se sont soudain trouvées à l'avant-garde. Dans beaucoup d'Universités d'Europe et du monde, les étudiants d'architecture ont été les premiers à demander un renouvellement radical des structures d'organisation et des méthodes d'enseignement sur lesquelles s'appuyaient leurs facultés.

Pourquoi ?

Parce que les facultés d'architecture, plus que toutes les autres facultés, ont été sous la longue domination d'un corps académique uniquement soucieux d'empêcher que de nouvelles idées (dans l'architecture, les nouvelles idées avaient au moins cinquante ans) ne pénétrèrent dans l'École. Car l'École était le dernier bastion où ces nouvelles idées n'avaient pas réussi à pénétrer.

Le choc a donc été très dur au début. Les frontières de la conservation étaient solides et précises pour ceux auxquels les perspectives de renouvellement semblaient solides et précises.

Mais après un premier temps de résistance obstinée, le corps académique a commencé à se demander si ces nouvelles idées, qu'il avait toujours entravées, étaient vraiment aussi aventureuses qu'il l'avait imaginé. Du moment qu'elles étaient désormais acceptées par tous — à tous les niveaux du pouvoir, et même par la bureaucratie d'État et la spéculation immobilière —, et à cause précisément de cette légitimation universelle, l'hypothèse que les nouvelles idées devaient avoir perdu, avec leur jeunesse, leur agressivité, commença de se faire jour. Ainsi, ayant raisonnablement acquis cette certitude, le corps académique décida d'accomplir une admirable pirouette sur place, en changeant la figure



précédente sans déplacer l'axe de rotation. En acceptant les éléments les plus inoffensifs d'un nouveau langage — et en introduisant éventuellement quelques personnages nouveaux choisis parmi les porteurs les plus inoffensifs de cette innocuité —, on pouvait mieux défendre les anciens contenus qu'on voulait conserver.

L'opération promettait un franc succès; du reste, la spéculation immobilière — dans un laps de temps plus long, c'est vrai, et dans des circonstances différentes — l'avait déjà menée non sans réussite. Mais l'échec fut complet.

Pourquoi?

Parce que, entretemps, les étudiants, mûris par leur lutte même, avaient changé de perspective. Ils avaient compris qu'il ne s'agissait pas seulement de structures d'organisation et de méthodes d'enseignement, mais plutôt du but de leur préparation, ou, en d'autres termes, de leur destination sociale. L'objectif de leur lutte ne pouvait donc plus être de remplacer simplement des symboles par d'autres symboles, ni des hommes par des hommes. Il s'agissait au contraire de redécouvrir les raisons et les manières d'être architecte dans un monde que les symboles et les hommes de ces deux bords apparemment opposés avaient accepté, mais que les étudiants, pour toutes sortes de bonnes raisons, refusaient désormais en totalité.

En lien avec une manière différente de faire de l'architecture pour bâtir un monde différent (nous savons de quel monde il s'agit, mais nous pouvons résumer, simplement pour nous faire comprendre : sans classes, sans violence, sans répression, sans aliénation, sans spécialisation, sans uniformisation), en lien donc avec le choix d'un rôle progressiste pour l'architecture, il s'agissait en premier lieu de vérifier ce qu'il y avait d'effectivement nouveau dans ce qui jusqu'alors avait été diffusé comme entièrement neuf : il s'agissait donc de construire une véritable nouveauté, qui fût globalement neuve dans ses contenus comme dans ses formes d'expression.

Mais cette construction n'a pas eu lieu et peut-être n'a-t-elle même pas commencé. Les belles promesses que la révolte avait suscitées se sont évanouies dans un état de vague confusion, qui a fait que les facultés d'architecture ont quitté la position d'avant-garde où elles se trouvaient

au début pour occuper une position d'arrière-garde frustrante et ne menant à rien.

Pourquoi?

Parce qu'il n'y avait rien, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de l'école d'architecture — et de l'activité architecturale — qui pût nourrir une exploration courageuse. Il n'y avait pas d'orientation de pensée ou de collection de faits suffisamment cohérentes avec le réel pour le modifier. Le domaine de l'architecture était amorphe et impalpable, privé de la moindre trace de structure et donc non seulement incapable de se régénérer, mais aussi insensible aux stimulations pourtant vives de ses contradictions mêmes.

### *Les ambiguïtés du rôle de l'architecte.*

Pour entamer un propos sur la crédibilité — on pourrait dire : sur la légitimité historique — de l'architecture dans le monde contemporain, on doit inévitablement partir de ce constat et le prendre pour origine de toute enquête sur l'avenir, ou le passé, de l'architecture.

Nous commencerons donc par définir l'incohérence qui s'installe entre le domaine de l'architecture et la situation de la réalité, au moyen d'un examen des comportements de son protagoniste, l'architecte.

Aucun métier humain n'a eu de connotations aussi vastes et ambiguës que celui d'architecte. Le mot a été utilisé aussi bien pour indiquer le maçon en chef que dieu (suprême «architecte» de l'univers).

Cette ampleur illimitée de signification a énormément pesé sur le destin de ceux qui se sont parés de ce titre, parce qu'elle l'a encastré entre le soupçon frustrant de correspondre au minimum et la vanité exaltante de parvenir au maximum. Dans les diverses époques historiques, selon l'usage que le pouvoir voulait en faire, l'architecte a été soit davantage maçon en chef, soit davantage dieu ; sinon maçon en chef, du moins chef de chantier, comme par exemple à l'articulation du Moyen Âge et de la Renaissance ; et sinon dieu, du moins prêtre suprême et gardien de secrets d'État, comme dans l'Égypte ancienne, de la première dynastie à la conquête d'Alexandre.

Quoi qu'il en soit, dans toutes les époques, et quelle que fût l'importance de son rôle, l'architecte a été soumis aux raisons du pouvoir. Devant disposer d'argent, de matériaux, de terrain et d'autorité pour agir, et le pouvoir étant la seule force capable de lui fournir ces moyens, l'architecte devait par définition s'identifier au pouvoir et, à la limite, se transformer en son appendice opérationnel.

La société bourgeoise, fameuse pour avoir disposé toute chose en laissant le moins possible de zones indéterminées où pourraient s'introduire des manifestations d'indépendance, a aussi tâché de cataloguer le rôle de l'architecte en l'encadrant dans le concept plus général de la profession. Comme profession libérale, l'architecte devenait un délégué de la classe au pouvoir. Ses tâches se limitaient à l'étude et à l'application de la technique de construction (plus tard, de la technique urbanistique et plus tard encore — mais avec quelles ambiguïtés incroyables —, de la technique de l'environnement), et il trouvait sa dignité et sa récompense, économique et morale, dans le fait de s'acquitter de ses tâches, pourvu qu'il ne se souciât ni des motivations ni des conséquences — donc qu'il ne rapportât pas son action à une condition politique plus générale.

Ainsi, par l'affirmation de son professionnalisme bourgeois, l'architecture était poussée dans l'univers de la spécialisation, où seuls comptent les problèmes du «comment», alors que ceux du «pourquoi» sont donnés une fois pour toutes comme résolus.

Mais l'assujettissement si bien réussi pour une grande part des activités humaines ne pouvait connaître de succès avec l'architecture : non que l'architecture possédât une structure conceptuelle et opérationnelle résistante à l'instrumentalisation, mais, au contraire, parce qu'elle ne possédait aucune espèce de structure. Il ne faut pas oublier en effet que lorsque le programme sacré de la spécialisation commença de s'affirmer dans un monde secoué par les premiers sursauts de la révolution industrielle, l'architecture militante discutait de styles avec l'illusion de pouvoir apporter, grâce à une manipulation éclectique de langages, des solutions qui demandaient une profonde subversion des conceptions et des méthodes.

Du reste, comment et en quoi l'architecture aurait-elle pu se spécialiser ? L'école même destinée à préparer les architectes était née d'un

accouplement ambigu entre art et technique inévitablement promis à engendrer une espèce stérile. Sa composition — presque intacte aujourd'hui encore — provenait de la greffe de quelques branches périphériques de l'École Polytechnique sur le vieux tronc de l'Académie des Beaux-Arts, c'est-à-dire d'une greffe d'oppositions inconciliables.

Le fond académico-artistique était destiné à anéantir systématiquement la formation de toute proposition concrète d'application liée à la technique ; la projection technique était destinée à son tour à banaliser chaque proposition abstraite d'expression liée à l'art ; l'un et l'autre — art académique et technique appliquée, contraints à une coexistence sans vie — étaient destinés à retarder la transformation scientifique de la discipline architecturale, et en outre — ou plutôt pour cette raison — à suspendre leurs contacts avec les transformations sociales.

L'absence de structure disciplinaire a donc sauvé l'architecture de la spécialisation, mais elle l'a, en même temps, jetée dans l'état d'inconscience et de vague qui est à l'origine de ses maux contemporains.

*Le Mouvement Moderne en architecture, entre engagement et désengagement.*

Il est évident à ce stade qu'on pourrait objecter qu'il y a eu le Mouvement Moderne, un mouvement qui a produit beaucoup d'Idées et beaucoup de Héros. C'est une objection convenable : il y a eu le mouvement moderne et il a représenté une occasion importante de renouvellement culturel pour l'architecture.

Mais nous voudrions à présent examiner la «crédibilité» de l'architecture, donc sa capacité à avoir un «public». Il faut alors aussitôt tirer au clair une question qui a tout l'air aujourd'hui de se révéler fondamentale : quel est le public de l'architecture ? Les architectes eux-mêmes, ou les clients qui commandent les travaux, ou encore les gens — tous les gens — qui utilisent l'architecture ?

Si la troisième hypothèse est la vraie — tous les gens qui utilisent de l'architecture forment le public de l'architecture — et semble aujourd'hui d'une vérité sans équivoque, alors la présence et l'œuvre du Mouvement Moderne et de ses héros doivent être prises dans une



*Participation et méthode scientifique.*

À la différence de toutes les propositions de renouvellement stylistique formulées jusqu'à présent, le changement de la gamme des objets et des sujets ouvre dans l'architecture un processus qui n'a pas de trajectoires préétablies ni de solutions définitives. La participation collective introduit en effet une pluralité d'objectifs et d'actions dont les résultats ne peuvent être prévus au départ. On peut seulement, au départ, se figurer une ligne de tendances et de comportements le long de laquelle le processus peut se lancer.

L'évolution de la société vers l'abolition des classes, l'explosion démographique et le développement technologique posent d'immenses problèmes d'organisation de l'environnement physique.

Pour pouvoir conserver un rôle, l'architecture doit prendre, à l'égard de ces problèmes, des positions idéologiques claires et adopter des procédures opérationnelles précises. Les deux engagements sont liés par un rapport de nécessité réciproque: de même qu'à la disponibilité au pouvoir du client correspond le vague d'explorations fondées sur l'inspiration et le goût, de même, à l'identification aux exigences réelles des usagers correspond la rigueur de la méthode scientifique. Car s'identifier aux exigences réelles des usagers ne signifie pas projeter «pour» eux, mais projeter «avec» eux.

En d'autres termes, cela signifie élargir le champ de la participation à la définition et à l'usage du projet et donc introduire dans le système de conception du projet un grand ensemble de variables complexes qui ne pourrait jamais atteindre une situation d'équilibre sans passer par l'usage de systèmes procéduraux fondés sur l'alternance incessante d'observations, de propositions et de contrôles — c'est-à-dire par l'usage de systèmes procéduraux scientifiques.

Il faut être très clair sur ce point; aussi est-il indispensable, avant tout, de préciser quelles sont les différences de fond entre projeter «pour» les usagers et projeter «avec» les usagers.

*Qualité du consensus et qualité du projet.*

La première différence de fond réside dans la qualité du consensus sur lequel doit se fonder l'événement architectural projeté. Dans le premier cas (projeter «pour») — même en imaginant possible l'élimination de toutes les prises de distance liées à la position de ceux qui décident et de ceux qui opèrent de l'extérieur —, le consensus, une fois atteint, se fige dans un donné de fait permanent; il peut influencer sur la conception du projet mais non sur sa gestion, c'est-à-dire sur la vie concrète de l'événement projeté; il est nié de fait au moment même où il est reçu. Dans le second cas en revanche (projeter «avec»), le consensus demeure ouvert en permanence; il se renouvelle en se confrontant avec l'événement projeté tout le temps de son existence, et, réciproquement, renouvelle l'événement projeté en l'adaptant aux demandes d'une adhésion qui continue à se présenter.

Dans le premier cas, l'acte de projeter reste toujours autoritaire et répressif, si éclairantes que puissent être les intentions qui l'animent; dans le second, il devient démocratique et libérateur, stimule l'intervention d'une participation multiple et continue, qui non seulement fournit une légitimation politique à l'événement projeté, mais encore le rend résistant à l'usure des circonstances adverses et du temps.

Par exemple: nous savons par expérience que les plans d'urbanisme de villes ou de territoires échouent toujours, même quand ils ont été rédigés d'après des analyses consciencieuses des états de fait et des prévisions minutieuses des tendances de développement, même quand ils ont considéré attentivement les intérêts collectifs. On attribue d'ordinaire cet échec à l'intervention des forces qui s'opposent au développement organique de la collectivité et font donc obstacle aux «bons plans». On fournit ainsi une explication crédible, mais loin d'être exhaustive.

Les «bons plans», en réalité, échouent parce que la collectivité n'a pas de raisons de les défendre. N'ayant pas participé au développement du projet des «bons plans», la collectivité ne peut, à bon droit, les considérer comme «bons»; aussi n'est-elle pas disposée à les soutenir. Nous connaissons également des quartiers ou des bâtiments projetés «pour»

les usagers, devenus objet d'un refus de l'intérieur, qui les corrompt et les effrite en un laps de temps très court. On attribue d'ordinaire le refus à l'immaturité ou à l'incompréhension, et, encore une fois, on fournit une explication crédible mais incomplète. Les quartiers et les bâtiments «pour» les usagers se dégradent parce que les usagers, n'ayant pas participé à leur projet, ne parviennent pas à se les approprier et donc n'ont pas de raisons de les défendre.

En suivant une ligne de principe conventionnelle, on peut objecter que le point de vue n'influe pas sur l'objet, que son renversement symétrique n'a pas d'effet sur la figure réelle des oppositions par lesquelles l'objet est investi. Mais c'est au contraire le point de vue qui compte, et le destin des objets change selon la perspective dans laquelle ils sont placés. Divers événements récents montrent que beaucoup de positions conservatrices peuvent être facilement ébranlées quand on met en lumière le renversement des mécanismes de développement en éclairant en même temps une condition d'abus de pouvoir et une perspective de progrès : alors la collectivité prend conscience de son état, et, passant à l'action directe, descend dans l'arène pour la transformer.

La seconde différence de fond entre projeter «pour» et projeter «avec» les usagers, simple corollaire de la première, réside dans la qualité de la conception du projet.

Faut-il préciser que par «participation des usagers», on ne veut pas dire que les usagers travaillent à la table à dessin, ni que les usagers dictent et que les architectes transcrivent en transformant fidèlement les aspirations en images ? Il semblerait que oui, étant donné qu'on semble y croire ou que, sans y croire, on l'affirme (en dissipant dans une allégresse populiste les frustrations d'une discipline inconsistante).

En réalité, la participation transforme le projet architectural, d'acte impératif qu'il a été jusqu'à présent, en processus. Un processus qui a pour point de départ le dévoilement des besoins des usagers, passe par la formulation d'hypothèses d'organisation et d'hypothèses formelles, aboutit à une phase de gestion dans laquelle, au lieu de se conclure, il s'ouvre à nouveau dans une alternance ininterrompue de contrôles et de remodelages qui rétroagissent sur les besoins et les hypothèses, en invitant à leur incessante remise sur le métier.

Les trois moments — le dévoilement des besoins, la formulation des hypothèses, la gestion — sont donc dans une relation de conséquence, mais aussi liés par un rapport cyclique. Chaque moment a toutefois sa manière spécifique de se dérouler, et la possibilité que se manifestent les rapports de conséquence et de corrélation qui les intègrent dans le processus dépend précisément de la qualité des manières spécifiques selon lesquelles les trois moments se déroulent.

### *Le dévoilement des besoins des usagers.*

Le dévoilement des besoins des usagers représente non seulement le présupposé du processus, mais aussi la mise au point des choix de fond. On peut opter pour une idée abstraite de l'usager (l'Homme, avec les différentes connotations symboliques que les raisons et les goûts des cultures dominantes de chaque époque peuvent lui attribuer), et alors le dévoilement devient une opération technique visant à la sélection et à la classification d'exigences physiologiques, et, éventuellement, «spirituelles» présumées. Ou l'on peut opter pour une condition concrète de la société en identifiant l'usager — disons, par exemple — à celui qui appartient aux classes sociales exclues par le pouvoir, et alors le dévoilement devient une opération politique. La première hypothèse, retenue largement y compris par le Mouvement Moderne, nous savons où elle mène : à la formulation illusoire d'une échelle universelle qui devrait résumer toutes les exigences humaines, mais qui au contraire, en raison précisément de la contraction *a priori* de la réalité sur laquelle on se fonde, finit par refléter les intérêts, les valeurs et les codes du pouvoir. Les quatre fonctions de la Charte d'Athènes sont une démonstration éclatante du caractère inévitable de ce résultat. La classification des besoins calculée en fonction d'un «homme unifié» imaginaire n'ouvre pas de perspective de renouvellement fondamental, parce qu'elle ne tient pas compte du fait que travailler, habiter, circuler, se détendre peuvent être de première ou de seconde catégorie — catégories absolument différentes entre elles et opposées par bien des aspects — selon que l'on se place dans la perspective de ceux qui ont le pouvoir ou dans celle de ceux qui en sont exclus.



La seconde hypothèse demande une recherche plus complexe. Si l'on veut se référer à une condition concrète de la société — par exemple celle des classes exclues par le pouvoir —, l'identification des besoins implique la présence concrète de ceux qui les portent. Et cela, d'une part, demande de déployer une activité préalable d'information et de critique visant à démythifier tous les systèmes de valeurs imposés, à dissiper les aliénations que l'imposition séculaire de ces systèmes a produites, à susciter une prise de conscience assez précise et mordante pour provoquer le rebond de nouvelles informations et de nouvelles critiques. D'autre part, cela implique l'acceptation de la confrontation, ou, en d'autres termes, la mise en jeu des structures culturelles elles-mêmes (expériences, valeurs et codes) de ceux qui amorcent l'action, étant donné que le matériau du rebond est imprévisible et certainement nouveau, et qu'on ne peut le faire passer par des modèles déjà prévus sans risquer de le rendre vain en retombant dans les miroirs du pouvoir.

Car les exclus de la gestion du pouvoir — et donc de tout ce qui est officiellement reconnu comme culture, art, architecture — ne sont pas des larves en attente d'une métamorphose qui les fera bénéficier des valeurs légitimes du pouvoir. Ce sont des porteurs de nouvelles valeurs, qui existent déjà sporadiquement et qui se manifestent déjà sporadiquement dans les marges non contrôlées par le pouvoir institutionnel. Il s'agit des manifestations de « désordre » qui filtrent toujours dans le territoire, dans la ville, dans les quartiers, dans les bâtiments, en se mêlant aux scories pathologiques de l'« ordre », avec lesquelles on les confond communément. Mais alors que les scories pathologiques de l'« ordre » proviennent de l'exaspération d'une condition autoritaire et répressive qui dépasse ses règles mêmes en prenant les dimensions d'un état de violence amorphe, le « désordre » d'opposition à l'« ordre » possède sa structure à lui, ramifiée et complexe, qui, n'étant pas institutionnalisée, ne cesse de se renouveler, réinventant à chaque instant les images d'une réalité qui se transforme.

Dévoiler les besoins réels des usagers signifie donc, en définitive, faire émerger clairement leurs droits à des choses et, en même temps, leurs droits à l'expression, provoquer une participation directe

et se confronter à toutes les conséquences subversives qu'elle entraîne, mettre en crise tous les systèmes de valeur traditionnels qui, ayant été construits sur la non-participation, doivent être révisés ou remplacés quand la participation entre en jeu pour libérer des énergies jusque-là inexplorées.

### *La formulation des hypothèses.*

Le moment de la formulation des hypothèses correspond techniquement à celui qui, dans la conception impérative du projet, est appelé précisément « projet ». Mais dans cette conception impérative il s'agit de traduire, en termes de structures organisationnelles et morphologiques, des objectifs fonctionnels et expressifs donnés une fois pour toutes, ou qu'on peut aisément immobiliser selon une logique de comportements et de figurations qui, étant institutionnelle, est prévisible. À l'inverse, dans la conception-processus du projet, les objectifs parviennent à une mise au point au cours du processus lui-même : ils se définissent par une confrontation incessante entre les pressions des exigences réelles et les images de configurations spatiales, qui affine les exigences et perfectionne les configurations, jusqu'à atteindre une condition d'équilibre satisfaisant, même si la mobilité toujours possible du processus rend ce dernier instable. Ce qui fait que la fonction du projet n'est plus de figer une interprétation partielle de la réalité dans une figure permanente et immobile, mais, au contraire, de permettre un parcours dialectique dans lequel la réalité s'étend de plus en plus sous l'effet de la sollicitation des images, et où les images s'articulent de plus en plus en continuant à inclure de nouvelles extensions de la réalité.

En d'autres termes, à la différence de la conception impérative du projet, qui produit dès le premier moment des solutions définitives, le projet-processus formule une suite d'hypothèses dont la fin est orientée vers (et relancée par) la participation.

Chaque hypothèse élargit le champ de forces déjà impliquées par l'hypothèse précédente et provoque donc son propre remplacement par une hypothèse suivante plus appropriée.

La suite d'hypothèses se suspend quand on a atteint le point d'équilibre permettant la réalisation — la matérialisation dans l'espace physique de la dernière hypothèse considérée comme satisfaisante. Après quoi elle se remet en mouvement, en suivant une nouvelle direction de l'expérience, dans la phase de la gestion et de l'usage. La différence entre les deux manières de projeter est si profonde, dans l'ordre conceptuel et pratique, qu'elle rend nécessaires quelques autres caractérisations.

Le projet impératif ne met pas en cause les choix de fond de l'événement qu'il produit, parce qu'il considère comme légitime le fait que ces choix soient prononcés en amont. S'il s'agit par exemple d'une unité résidentielle, les ressources qui leur ont été assignées sont considérées comme invariables, et les standards qui correspondent à ces ressources, comme infranchissables. Par conséquent, si l'unité résidentielle est destinée à un groupe social riche, elle sera projetée selon des standards élevés, tandis que si elle est destinée à un groupe social pauvre, elle sera projetée selon des standards bas, comme si les exigences humaines des deux groupes n'étaient pas identiques dans l'absolu ; l'unité résidentielle pour le groupe social riche aura des typologies d'urbanisme et de construction de grande qualité, tandis que celle pour le groupe social pauvre en aura d'oppressives et de piètre qualité.

En observant le phénomène dans la perspective d'une action ouvertement superstructurelle (qui se propose délibérément de déplacer les charnières assurant le lien entre structures et superstructures, pour fournir des motivations et ouvrir des espaces au changement des structures), on peut franchir d'un seul bond toute la série des objections qui ne manqueraient pas de renvoyer aux mécanismes inéluctables du libre marché. On sait du reste que le phénomène se manifeste de façon identique là où le marché est contrôlé et là où la logique de la bureaucratie d'État remplace celle du capital. Et, d'autre part, ce qui nous intéresse dans notre cas est la définition de nouvelles procédures pour la transformation du milieu humain, fondées sur l'action directe et indépendantes pour cette raison, par définition, de tous les automatismes aliénants de la production et du pouvoir.

Pour revenir, donc, à l'exemple de l'unité résidentielle pour un groupe social pauvre, la conception impérative du projet accepte sans

hésiter l'axiome insensé selon lequel les ressources doivent être faibles, et que, par conséquent, les standards doivent être bas. Dans le meilleur des cas, on appliquera des ruses techniques à une manipulation des ajouts qui ne modifient pas la somme : plus d'espaces verts, mais une plus grande densité bâtie ; plus de surface utile, mais moins de surface subsidiaire, plus d'espaces de service, mais moins de finitions intérieures, ou vice-versa, etc.

La voltige se fait à l'intérieur d'une cage acceptée passivement et la négociation entre les vaines trajectoires obligées se déroule entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, dans l'indifférence la plus complète à l'égard de l'usager. Le projet-processus, au contraire, introduit l'usager comme protagoniste fondamental de l'opération et remet ainsi en discussion, dès le premier mouvement, la légitimité des servitudes qui lui sont imposées, en comprenant aussi en elles les ressources et les standards. La tâche du maître d'œuvre est d'ouvrir la suite des hypothèses, en étendant l'image au-delà des bords du cadre imposé par le propriétaire de la concession, afin de montrer ce qu'on pourrait (devrait) avoir si on agissait, plutôt qu'à l'intérieur d'une situation d'assujettissement préalable, d'après une comparaison objective avec des droits réels.

On peut dire que — toujours dans le cas d'un programme architectural ou urbanistique où soient impliqués des groupes sociaux pauvres, et il s'agit du cas le plus fréquent et, de toute façon, le plus urgent — la tâche du maître d'œuvre est en premier lieu de rétablir les termes purs et simples de la lutte des classes.

Les hypothèses successives qu'il doit proposer révèlent d'abord à la conscience de l'usager la cruauté des modèles impératifs attribués à sa condition actuelle, au moyen d'une comparaison avec les modèles auxquels il aurait droit si les moyens économiques, scientifiques, technologiques disponibles aujourd'hui étaient accordés à la satisfaction de ses besoins réels. Ensuite, les hypothèses successives commencent à faire prendre à l'usager le rôle de protagoniste dans une action progressive de sélection et de mise au point des exigences que l'opération doit satisfaire, jusqu'à la définition précise de l'image architecturale ou urbanistique que l'on doit conquérir et réaliser.



*La gestion et l'usage.*

Dans le projet-processus, le projet ne s'achève pas avec la construction de l'objet architectural mais au contraire, à partir de ce moment, il recommence selon une nouvelle orientation de son développement, cohérente avec la précédente, mais caractérisée par des dualités différentes. Le maître d'ouvrage et l'architecte sortent de l'avant-scène et les conflits se déplacent sur le terrain du rapport entre l'objet architectural et ceux qui l'utilisent. Pour que ce rapport soit dialectique, il faut que chacun des termes opposés ait la capacité à changer à travers une alternance incessante d'identifications et de dissociations réciproques. L'objet architectural change à travers les transformations que l'usager lui impose pour l'adapter à la variation de ses besoins pratiques et de ses exigences créatrices; l'usage change à travers les sollicitations que la qualité intrinsèque de l'objet architectural lui transmet.

Dans le projet impératif, ce n'est que cette seconde orientation de l'influence qui fonctionne, et de façon répressive, car le projet est ordinairement conçu selon le présupposé que conditionner les hommes est plus facile, rapide et rentable que conditionner l'environnement. Aussi, au moment de la gestion et de l'usage, l'usager doit-il s'adapter à l'architecture comme à une cage inflexible: toutes les tensions aboutissent à des changements superficiels qui contredisent l'ordre morphologique préétabli, mais sans parvenir à le modifier dans sa substance. On voit, à ce stade, des manifestations de «désordre» jaillir de la pression créatrice des usagers et être empêchées, détestées et même punies par ceux qui font naître, soutiennent et même garantissent l'«ordre».

L'objet architectural prend le rôle de figure matérialisée de la raison institutionnelle qui l'a engendré, il devient lui-même institution.

Dans le projet-processus, comme on l'a dit, même la réalisation en termes physiques tridimensionnels est une hypothèse. Son contrôle se fait par l'usage et c'est pourquoi il est confié à l'usager, qui se confronte à l'environnement bâti en en faisant l'expérience. Le cours de cette expérience qui ajuste, retranche, ajoute, remplace, est encore le projet: un projet continu jusqu'au stade de l'obsolescence technique ou phy-

sique de l'événement, qui arrive quand la motivation qui l'a mis en mouvement est épuisée ou que ses tissus le sont et ont perdu toute capacité à se régénérer.

Dans la perspective du projet-processus, les thèses téléologiques qui ont jusqu'à présent détourné de ses causes matérielles plus concrètes sont donc caduques. Un ouvrage d'architecture n'a pas de sens s'il est dissocié de son usage, et la façon dont il est géré, ou peut l'être, devient un des facteurs fondamentaux qui concourent à la définition de sa qualité. Il n'a aucune possibilité, dans son «vide», de se représenter lui-même, ni d'établir des rapports finalisés avec la nature et avec l'histoire; car sa seule fin est dans son «plein», c'est-à-dire dans l'ensemble de relations qu'il établit avec ses destinataires. Selon le mouvement de ces relations, il continue à modifier ses usagers et continue à être modifié par eux, s'intégrant ainsi à la nature et produisant de l'histoire, devenant lui-même, dans son usage, une partie de la nature et de l'histoire.

Certaines tensions subconscientes qui ont agité la culture architecturale la plus récente, comme celle de la croissance et de la flexibilité, prennent dans cette perspective un sens plus précis. Face à l'enregistrement de la concommission rapide à laquelle sont soumis les organismes architecturaux, au changement des circonstances qui ont dicté leur programme initial, on a cherché remède en agencant leurs installations organisationnelles et morphologiques de telle sorte qu'elles puissent admettre des additions et des adaptations. Mais, dans le cadre du projet impératif, ces agencements s'arrêtent dès qu'ils contredisent une logique des structures et des formes qui est par définition préordonnée et inaltérable. La qualité de l'objet est enfermée dans une enveloppe de codes exclusifs et réservés qui n'admettent pas de dérogations, sinon au prix de l'élargissement d'un réseau de communications que leur tâche est précisément de réduire. Si un projet impératif était vraiment croissant et flexible, il deviendrait manipulable par tous et donc compréhensible à tous: il perdrait ainsi le caractère ineffable et parfaitement pur qui soutient et occulte sa destination de classe.

La croissance et la flexibilité d'un organisme architectural ne sont possibles, en réalité, qu'à l'intérieur d'une nouvelle conception de la



qualité architecturale. Et cette conception nouvelle ne peut se fonder que sur une exploration plus attentive des phénomènes de participation créatrice que l'on fait passer pour du «désordre». C'est en effet dans leur contexte enchevêtré que réside la matrice d'une organisation formelle autogène et ouverte qui reflète le refus de la manière privée et exclusive dont est géré le territoire, et qui, à travers ce refus, dessine une nouvelle façon de le gérer sur une base pluraliste et inclusive.

En rendant à l'usager un rôle créateur, on accepte implicitement cette base et l'on met implicitement en crise les conceptions structurelles et morphologiques et tous les instruments opérationnels qui ont gouverné jusqu'ici la production architecturale. Entre en jeu le grand ensemble de variables que la culture et la praxis institutionnelles avaient supprimé; le domaine de réalité où intervient l'architecture devient macroscopique et complexe. C'est ainsi seulement que la prise de positions idéologiques précises et l'application de procédures rigoureusement scientifiques pourront garantir la définition d'une trame politiquement et techniquement légitime sur laquelle de nouveaux systèmes d'objectifs, à travers l'usage de nouveaux instruments d'action, donneront lieu à une organisation équilibrée et stimulante de l'environnement physique.

## L'ARCHITECTURE DE LA PARTICIPATION

1971

Je suis le troisième invité à exposer son interprétation personnelle des problèmes qui ont surgi, ou vont surgir, dans l'architecture des années 1970. Je tâcherai donc de le faire en partant des hypothèses avancées par Jim Richards et Peter Blake, qui ont traité avant moi le même sujet, à la même place<sup>1</sup>. Jim Richards a dressé un bilan magistral de ce qu'on appelle encore Mouvement architectural Moderne. Il a parlé des objectifs que le Mouvement se proposait quand il a commencé à se développer, et il a montré que certains de ces objectifs avaient été atteints et d'autres manqués, ou même oubliés, au long du parcours difficile et tortueux des cinquante dernières années. Puis il a identifié trois circonstances qui pourront modifier non seulement les comportements mais aussi les conceptions de l'architecture dans un avenir proche: la diffusion des processus d'industrialisation dans la production de bâtiments, le rayonnement de l'idée selon laquelle l'activité architecturale n'est qu'un aspect particulier des phénomènes de transformation globale du milieu physique, l'affirmation d'une méthodologie d'analyse et d'intervention fondée sur la formation de groupes interdisciplinaires dans lesquels l'architecte, selon la nature des problèmes, pourra être acteur principal ou comparse. Ces trois circonstances auront probablement des effets décisifs sur l'avenir de l'architecture.

1. Jim M. Richards s'était exprimé dans les mêmes circonstances en 1969 («A Critic's View»), et Peter Blake en 1970 («The New Forces»). Les trois communications seront recueillies et traduites en italien dans Jim M. Richards, Peter Blake, Giancarlo De Carlo, *L'architettura degli anni Settanta*, Milan, Il Saggiatore, 1973, après avoir paru dans les *Melbourne Architectural Papers*. [NdT]

Il est possible — dit Jim Richards — que l'on se trouve, dans un avenir proche, face à deux types d'architecture : la première, anonyme mais fortement qualifiée par l'emploi généralisé de techniques raffinées ; la seconde, personnalisée et entièrement remise, pour ce qui est des aspects expressifs et techniques, au caprice de ses auteurs. La ville pourra devenir un tissu d'architectures courantes mais correctes, duquel émergeront des épisodes architecturaux exceptionnels chargés de symboles — en d'autres termes, des monuments.

C'est de cette hypothèse que je voudrais partir pour développer mon argumentation, plus marquée peut-être par la projection de mes espérances que par une évaluation exacte des tendances à l'œuvre, étant donné que je ne suis pas un historien de l'architecture, mais un architecte de projet. Plus tard, au cours de mon argumentation, j'essaierai de reprendre aussi les hypothèses de Peter Blake à propos des influences exercées sur l'architecte par la culture Pop et de la conscience, désormais acquise en architecture, de ne plus pouvoir interpréter ni représenter le développement de la société selon des configurations architecturales « finies ».

Je dis d'emblée que l'architecture de l'avenir, selon moi, sera caractérisée par une participation de plus en plus grande de l'utilisateur à sa définition organisationnelle et formelle. Ou je dirai — en m'efforçant de ne pas trop confondre ce qui se produira avec ce que je voudrais voir se produire — que d'après moi les architectes contemporains devraient tout faire pour que l'architecture des prochaines années soit de moins en moins la représentation de ses concepteurs et de plus en plus celle de ses usagers.

Pour commencer, je voudrais proposer quelques réflexions sur ce qui se passe dans l'architecture d'aujourd'hui.

Si nous ouvrons une revue d'architecture, en quelque pays que ce soit, pour nous documenter sur ce qui a été construit dans tel ou tel pays, nous tombons sur la représentation d'une série de bâtiments photographiés et publiés sans qu'on n'y voie personne. L'éditeur, l'architecte et le photographe semblent obsédés par un souci inexistant et permanent : éliminer les hommes de la scène, comme s'ils étaient des germes capables de contaminer l'événement qu'on illustre. Si on

lit par ailleurs les articles, les notes ou les didascalies, on s'aperçoit que l'intention d'effacer la présence des gens est parfaitement préméditée et fait partie d'une étrange et obscure conspiration. On précise parfois qui est le client ou quelles sont ses exigences économiques, techniques ou esthétiques ; mais on ne parle jamais de la façon dont le destinataire fera ou pourra faire usage du bâtiment qui lui est destiné, s'il correspond bien, un peu ou pas du tout à ses besoins. Le jugement sur l'œuvre semble totalement indépendant du jugement sur l'usage qu'on en a. L'œuvre est considérée comme bonne, médiocre ou mauvaise à l'aune d'autres valeurs, qui sont en général des valeurs figuratives.

Si, au lieu de regarder les revues, on se tourne vers des moyens d'information plus permanents, et qui devraient être moins soumis aux fluctuations de la mode — disons, par exemple, les livres d'histoire de l'architecture —, on constate aussitôt que la façon de juger les œuvres ne change pas. Elle ne change pas non plus quand on va dans une école d'architecture ou un séminaire de spécialistes de l'architecture, ou encore dans l'une des nombreuses salles de conférences où l'on parle d'architecture. Partout on évite d'évoquer les usagers, comme s'il s'agissait d'un sujet banal ou inconvenant : on pense en réalité que l'architecture, étant un art, ne peut subir par définition la contamination des aspects concrets de la réalité quotidienne. Il faut reconnaître que ce phénomène de dichotomisation entre l'architecture et la réalité, qui se généralise aujourd'hui dans toutes les branches de la critique et de l'information, ne s'est pas toujours produit.

Dans certaines époques passées — quand les revues et les livres d'architecture n'existaient pas, mais où l'architecture était tout de même représentée à travers la peinture — les gens n'étaient pas éliminés de la scène. Au contraire, ils apparaissaient souvent au premier plan, faisant usage de l'événement architectural qui leur était destiné. Ils apparaissaient comme le sujet réel des objets créés à leur usage. Au point que l'architecture n'était pas seulement faite de bâtiments, mais aussi de gens et de bâtiments à la fois, liés dans un rapport de nécessité réciproque.

Il est curieux de noter, par parenthèse, que la peinture elle-même, en représentant les architectures sans les isoler des gens qui en étaient



les usagers, se laissait délibérément contaminer par la réalité sans perdre le moins du monde sa substance d'art.

Si l'on voulait donner un point de référence historique, on pourrait dire que l'élimination des gens de l'architecture s'est faite dans la critique quand a commencé à se développer une conception romantique de l'art, qui a impliqué aussi l'architecture : c'est-à-dire dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Je suis bien conscient du fait que cette indication est imprécise ; cela reviendrait à dire, par exemple, que la bourgeoisie est née à l'époque de la Révolution française, alors qu'on sait qu'elle est née bien avant, peut-être à l'époque de la première Renaissance. En sorte qu'il serait peut-être plus juste de dire que tout a changé quand la première perspective est apparue (monocentrisme individuel de la vision), ou quand la philosophie bourgeoise a commencé à s'affirmer (domination politique et culturelle d'une seule classe sur la société entière). Mais à ce stade, je ne voudrais pas me lancer dans un propos trop long et complexe, et si profondément enraciné dans notre sujet qu'il lui semble extérieur.

Je reviens donc à la question dont nous voulons débattre et je recueille une première objection, la plus prévisible de toutes celles qu'on peut faire : le Mouvement architectural Moderne s'est fondamentalement soucie des gens, car il a accordé une importance considérable au problème du rapport entre forme et fonction, c'est-à-dire entre architecture et usage de l'architecture.

Cela semble indéniable. Mais il vaudrait la peine de voir plus précisément la manière dont le problème a été abordé et les solutions qu'on lui a données.

D'abord, me semble-t-il, on ne devrait pas oublier que le Mouvement architectural Moderne est né à une époque de grande expansion du progrès intellectuel, mais aussi de grande simplification dans l'interprétation des comportements humains et sociaux. À cette époque, toutes les disciplines de la pensée et de l'activité humaines se souciaient beaucoup de l'homme, mais elles le faisaient comme s'il s'agissait d'un sujet strictement individuel, et dans le cadre d'une perspective exclusivement fonctionnelle.

Prenons, par exemple, la psychanalyse — et je ne me réfère pas à son aspect clinique. Personne, je crois, ne peut avoir de doute sur le fait que la fondation d'une science des processus mentaux inconscients représente une des plus grandes contributions apportées par l'humanité.

Mais il semble légitime de concevoir quelques soupçons — les psychanalystes contemporains les plus avancés sont les premiers à les avoir — sur les finalités sociologiques et politiques qu'ont visées les acquis de cette science. L'idée qu'il ne faille chercher l'origine du déséquilibre mental d'un individu que dans son histoire personnelle, comme si l'individu était une entité totalement indépendante de la société, ne pouvait que mener à la conclusion que le conflit psychique éclate entre l'individu malade et la société saine et que le but de la thérapie est de guérir l'individu pour le réintégrer dans la société, en le mettant en condition d'accepter des règles sociales qui, par définition, sont considérées comme acceptables. Ainsi, chaque rebelle est automatiquement un fou que l'on doit guérir, ou bien, s'il n'est pas possible de le guérir, que l'on doit mettre à l'écart.

Prenons un autre exemple, l'ergonomie. Dans ce cas aussi, on ne peut douter de l'utilité d'une science qui étudie les rapports entre l'homme et son environnement de travail pour les améliorer. Mais il est inévitable de commencer à avoir des doutes quand l'ergonomie produit le « taylorisme », c'est-à-dire des méthodes d'organisation du travail et de l'environnement de travail qui permettent d'exploiter l'homme le plus possible, en le spécialisant au point de lui faire perdre la compréhension de la finalité de son effort, et en le plongeant dans un état d'aliénation qui le transforme en un prolongement de la machine.

Mais revenons à notre sujet, et prenons l'exemple de la ville et de la maison.

Vers la fin du siècle dernier [le XIX<sup>e</sup>], quand ont éclaté les premiers phénomènes d'industrialisation, on a vu pointer l'idée que la ville était elle aussi un instrument de production. La complexité, qu'on avait considérée jusqu'alors comme une grande qualité de la vie urbaine (elle l'est encore, malgré l'urbanisme), a été vue comme un motif de confusion ; les recherches se sont donc orientées vers la simplification.

La ville, comme s'il s'agissait d'une machine, devait être un ensemble de parties distinctes, liées par un rapport de nécessité fonctionnelle : chaque partie ne devait avoir que ce qui est strictement nécessaire à son fonctionnement, ni plus ni moins, à la manière d'un engrenage qui doit avoir strictement le nombre de dents permettant de faire tourner l'engrenage d'à côté — pas une de plus et pas une de moins. Dans ce cas aussi, l'instrument pour obtenir la simplification fut la spécialisation. C'est ainsi qu'on a d'abord isolé les activités urbaines, puis qu'on les a classées et hiérarchisées, avant de les localiser dans l'espace physique de sorte qu'elles soient bien distinctes, sans se superposer.

Alors que dans la ville pré-industrielle le travail, le temps libre, la circulation, l'instruction, le spectacle, les échanges, la production et la contemplation avaient lieu partout, dans la ville contemporaine (dessinée par les urbanistes), chaque activité est à sa place, ou devrait l'être ; et si elle ne l'est pas, le fait de ne pas l'être devient (pour les urbanistes) une erreur, une insupportable « incohérence fonctionnelle ».

Le principe de la spécialisation de la ville n'a pas été inventé, en réalité, par le Mouvement Moderne, mais par les urbanistes allemands qui, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avaient trouvé dans le « zonage » l'instrument le plus apte à mettre de l'« ordre » (notons ce mot au passage) dans le développement urbain.

Le « zonage » était un instrument d'une grande efficacité, à la fois précis et adaptable aux circonstances les plus diverses. Ces deux qualités lui ont permis, après l'Allemagne, de s'affirmer aussi en Angleterre, puis aux États-Unis, et enfin dans tous les pays plus ou moins industrialisés. Il s'était enrichi à chaque passage de nouvelles capacités instrumentales, mais aussi de buts nouveaux. À sa mission originelle, contrôler la construction pour éviter la congestion urbaine, s'en étaient ajoutées d'autres : régler la densité et la répartition de la population, organiser l'usage du terrain de façon productive, garantir la stabilité des zones, établir une correspondance directe entre la qualité des différents secteurs urbains et le niveau économique et social de leurs habitants, etc. Ainsi le « zonage » avait fini par devenir une sorte d'image idéologique : la projection sur la scène urbaine de l'idéologie de la production. La ville avait été transformée en une machine (et, en même

temps, en une marchandise) après avoir été soumise au même procédé d'élimination du superflu qu'on met en œuvre quand on veut produire de façon rationnelle — avec le maximum de rendement, le minimum d'efforts, et dans un état rassurant de stabilité économique et sociale.

Le Mouvement Moderne, quand il s'est mis à aborder les problèmes d'urbanisme, trouva cet immense patrimoine et en hérita, pour le pousser à ses conséquences extrêmes.

Mais il y avait un point sur lequel le « zonage » avait échoué : créer des configurations physiques aussi contrôlées que les prescriptions techniques et législatives qu'il avait mises au point. Il avait classé les fonctions urbaines et les avait ordonnées selon des systèmes simples, après les avoir nettoyées de toutes les intersections, superpositions et contaminations qui caractérisaient la ville pré-industrielle. Mais il n'était pas parvenu à transformer les systèmes simples de fonctions en des systèmes de formes qui fussent aussi simples.

Les propositions pédantes de Camillo Sitte et celles, scrupuleuses, de Raymond Unwin, motivées par le souci de ne pas perdre toute la sagesse formelle des villes anciennes, avaient davantage représenté une tentative de résistance ou de conciliation qu'une manifestation d'adhésion à l'inflexible volonté rationalisatrice des ingénieurs et des juristes du « zonage ».

Pour réussir la quadrature du cercle, il fallait dépasser ces attitudes, et seul le Mouvement Moderne était en mesure de le faire. Son dogme indiscutable, qui voulait que les fonctions engendrent automatiquement la forme, représentait la réponse exacte que l'urbanisme du « zonage » et l'idéologie de la « ville-machine-marchandise » attendaient.

On pourrait, à ce stade, débattre plus longuement des circonstances, des modalités et des conséquences de ce rendez-vous. Mais cela nous mènerait très loin du sujet central. Aussi proposé-je de laisser là ce qu'on a dit, comme une sonde qui pourrait éventuellement servir, dans d'autres occasions, à explorer des strates plus souterraines de notre passé récent.

Avant de poursuivre, je voudrais cependant ajouter deux considérations qui me semblent nécessaires.



La première est que si le «zonage» se donnait des objectifs conservateurs (son but principal était de renforcer par l'organisation de l'espace physique le pouvoir des institutions), le Mouvement Moderne, sinon en totalité, du moins pour certains de ses courants, se donnait des objectifs de renouvellement social.

La seconde est que la consonance entre Mouvement Moderne et «zonage» venait d'une équivoque sur le principe de «clarté».

Le «zonage» était indiscutablement «clair», et pour le Mouvement Moderne la «clarté» constituait non seulement la base pour refonder le langage architectural, mais aussi la mesure de l'intégrité morale de l'architecture, sa fin téléologique ultime. L'organisation «claire» des fonctions urbaines proposée par le «zonage» pouvait devenir un support solide pour une organisation «claire» des formes urbaines. Puis, une fois le pont jeté des fonctions aux formes, le chemin pourrait être parcouru en sens inverse, des formes aux fonctions, et l'équilibre esthétique de l'environnement physique produirait un équilibre dans l'environnement social.

Tel était l'espoir naïf et généreux de nos prédécesseurs, qui avaient compris beaucoup de choses sauf une : les rapports entre les groupes sociaux et leur environnement ne suivent pas des processus linéaires bi-univoques, et toute tentative de geler ces rapports dans des systèmes simples finit pas tourner à l'avantage du petit nombre qui contrôle les institutions et au désavantage du grand nombre qui ne les contrôle pas du tout. La foi en la «clarté» conduisait donc le Mouvement Moderne à commettre les erreurs où l'ergonomie et la psychanalyse s'étaient laissé entraîner.

La «clarté», en effet, n'est pas une vertu en soi, et elle a moins encore la capacité d'exorciser les contenus qu'elle exprime. Rien n'est plus clair qu'une chaîne de montage, une ordonnance de police ou une déclaration de guerre. La «clarté» ne modifie pas pour autant quoi que ce soit à ce que les trois événements contiennent respectivement d'aliénant, de répressif et de dévastateur.

D'autre part, la «clarté» est un objectif non seulement légitime, mais encore essentiel pour un langage, qui est un système de signes destiné à rendre la communication possible.

Mais pourquoi devrait-elle être l'objectif d'une organisation urbaine, qui est un système de relations entre individus et entre classes sociales infiniment enchevêtré et complexe ? Pourquoi devrait-elle l'être si tout le système de relations entre les hommes et l'environnement physique se caractérise aujourd'hui par des contradictions profondes et des conflits aigus ?

La «clarté», dans une situation comme celle-là, peut seulement être imposée. Mais alors il faudrait croire que contradictions et conflits sont la manifestation pathologique d'individus et de classes sociales inadaptés, qu'il faut rééduquer ou contraindre au respect des institutions, par définition sages, justes et saines. Ce qui semble aujourd'hui très difficile à croire. Peut-être le baron Haussmann, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le croyait-il, quand, dévoilant à Napoléon III le Nouveau Plan de Paris, il lui montrait que le tracé «clair» des grandes *avenues*\* permettrait de tirer facilement au canon sur les révoltés qui oseraient attaquer les centres de décision gouvernementaux. Et peut-être, dans les années 1920, quelques pionniers du Mouvement Moderne l'ont-ils cru, quand ils ont lancé le slogan «architecture ou révolution».

Il ne faut pas oublier cependant que du point de vue politique, nos prédécesseurs étaient très naïfs. Aussi serait-il plus juste de dire qu'ils étaient à ce point attachés à leur nouveau langage architectural qu'ils le recommandaient aux puissants comme instrument de défense de leur pouvoir. Mais on pourrait aussi penser que, comme il arrive souvent aux enthousiastes, leur naïveté dissimulait de la ruse en son cœur. Si les fonctions engendrent les formes, ne peut-il se faire que les formes à leur tour engendrent les fonctions, et qu'en modifiant les comportements humains, elles changent la société ? Si les puissants acceptaient le nouveau langage architectural, les formes commenceraient à travailler toutes seules et le pouvoir en serait corrompu.

Pour éviter tout malentendu, je dois dire à ce stade que je crois moi aussi que les formes modifient les comportements humains ; et je crois aussi qu'en certaines circonstances, les formes ont la possibilité de fournir des images contribuant à changer la société. Mais je pense que ce processus n'est pas linéaire, mais réticulaire ; que les formes n'agissent sur les comportements humains qu'à travers des rétroactions ; que ces

rétroactions se manifestent et ont des interférences positives quand les formes ne cessent d'adhérer au contexte qui les fait naître; que le contexte est le système entier des forces sociales, avec ses conflits et ses contradictions, et pas seulement le système des forces institutionnelles; qu'aujourd'hui le tissu principal de ce contexte est constitué par les grandes majorités qui sont exclues du contrôle des institutions.

Mais pour en finir avec la question de la «clarté», qui me semble à l'origine de la mauvaise interprétation du rapport entre forme et contexte où s'est fourvoyé le Mouvement Moderne, je voudrais dire encore quelques mots, brièvement, sur le problème de l'habitation.

Qui ne se rappelle le fameux plan de cuisine de Francfort? Au congrès des CIAM de Francfort (en 1929), on avait présenté une cuisine si bien dimensionnée et si bien équipée qu'une femme pourrait y cuire une omelette avec le moins de gestes possible.

L'événement représentait de façon exemplaire une attitude qui aurait des conséquences importantes. Car beaucoup d'autres architectes du Mouvement Moderne avaient dessiné selon les mêmes critères d'autres parties du logement: la salle de bain, les chambres à coucher, la salle de séjour et la salle à manger. Puis, toujours selon les mêmes critères, ils avaient dessiné des logements entiers, des bâtiments entiers et enfin des quartiers entiers. La procédure était toujours la même: analyser tous les comportements qui peuvent se manifester dans le déroulement d'une fonction donnée; éliminer tous les comportements considérés comme superflus; dimensionner l'espace physique où la fonction doit se dérouler, en le proportionnant strictement aux comportements considérés comme nécessaires et donc non supprimables. Les contributions issues de l'application de cette méthode ont été fondamentales. Pour la première fois, on abordait l'étude de l'habitation avec une méthode scientifique, en débarrassant le terrain de toutes les accumulations métaphysiques qui s'y étaient stratifiées. Sans ces contributions, nous n'aurions jamais eu le riche lexique typologique qui constitue encore aujourd'hui le préalable à un projet soigné et à une construction rationnelle. Mais après l'avoir reconnu, il faut se demander plus profondément pourquoi ces contributions ont produit d'aussi maigres résultats, et pourquoi ces résultats ont été si différents de ceux qu'on espérait atteindre.

Jim Richards a soutenu, me semble-t-il, que les attentes ont été faussées parce qu'on a toujours mis l'accent sur les aspects formels plus que sur les aspects globaux de la question. Je crois qu'il a raison. Mais pourquoi a-t-on mis l'accent sur les aspects formels plus que sur les aspects globaux de la question? Y avait-il déjà dans la méthode adoptée des lacunes conceptuelles et pratiques susceptibles de favoriser le gauchissement qui s'est produit?

Reprenons l'exemple de la cuisine de Francfort et tâchons de réunir quelques observations.

On peut dire d'abord que pour sélectionner les comportements humains, on doit recourir à leur «typification»; en d'autres termes, il faut imaginer un «homme-type» produisant des actions que l'on peut considérer comme «typiques». Observons que l'«homme-type» n'a ni société, ni histoire: son périmètre ne va pas au-delà de la rotation de ses membres. Ses comportements sont des descriptions abstraites et n'ont rien à voir avec la réalité: ne pèsent sur eux ni contradictions ni conflits, parce que le cercle à l'intérieur duquel les comportements de l'«homme-type» prennent place est vide. Il est parfaitement légitime, s'agissant de recherche scientifique, de recourir à l'image de l'homme-type et des comportements-type. Il suffit de savoir et de déclarer explicitement qu'il s'agit d'images abstraites données comme première approximation d'une réalité beaucoup plus complexe.

On peut dire ensuite que pour juger du degré d'utilité, ou d'inutilité, d'un comportement, il faut se référer à une échelle de valeurs. Observons que l'«homme-type» n'a pas d'expérience: aussi n'a-t-il pas de valeurs, et donc pas de capacité de jugement. Voilà qui est évident; mais le fait que le jugement soit non seulement une prérogative absolue de celui qui définit l'«homme-type», mais qu'il soit aussi inclus dans la définition ne me semble pas avoir la même évidence. Je veux dire que si l'«homme-type» est défini, par exemple, comme une unité humaine dont l'intérêt suprême est celui de faire cuire rapidement une omelette, tout geste ou sentiment provoquant un retard est à considérer comme inutile et même fâcheux. Pas de difficulté particulière, même dans ce cas, du point de vue de la recherche scientifique. Mais à condition que l'image ne soit pas abstraite au point de se révéler insignifiante,



ou qu'elle ne finisse pas par être appliquée à certaines classes ou groupes sociaux qui, se trouvant exclus des décisions, semblent vivre dans un cercle vide exactement semblable à celui de l'«homme-type».

On peut dire encore que lorsqu'on se trouve devoir résoudre un problème complexe, il est légitime d'en réduire le plus possible les variables, à condition qu'on ait encore conscience qu'il s'agit d'une opération instrumentale. En d'autres termes : à condition qu'une fois trouvées les valeurs des variables considérées, on réintroduise dans le système les variables qu'on avait provisoirement données comme des constantes. Si ce n'est pas le cas, le résultat ne résout pas le problème, ou le problème n'est pas celui qu'on avait au début. Observons que dans le cas de la cuisine de Francfort, ou une fois trouvées les valeurs relatives à la cuisson de l'omelette, on réintroduit les autres variables qui font partie de la fonction «usage d'un espace où l'on cuit des aliments», ou bien le problème qu'on a résolu est simplement «dimensionner une cuisine de telle sorte qu'on puisse y faire cuire une omelette le plus rapidement possible». Le sujet n'est plus l'usager de la cuisine, mais l'omelette. Nous nous trouvons face à une inversion typique du sujet et de l'objet.

On pourrait dire, à ce stade, beaucoup d'autres choses et déduire d'autres observations. Mais peut-être sommes-nous arrivés assez près du centre de la question. Ce que nous avons dit à propos de l'urbanisme a trouvé son lien avec ce que nous venons de dire à propos de la résidence.

Nous pourrions examiner à présent certains des principaux services collectifs — écoles, hôpitaux, théâtres, centres commerciaux, systèmes de circulation, etc. Je crois que nous arriverions toujours au même carrefour, où nous retrouverions le même bagage de fins, de motivations, de stratégies et de tactiques lié au principe de la spécialisation.

Le Mouvement Moderne s'est approprié ce sujet, et n'a pu éviter les dangers qui en découlent.

On pourrait se demander, à ce stade, pourquoi j'ai cité, deux fois au moins, la spécialisation comme un phénomène dangereux de dégénérescence ; ce que signifie, en somme, mon opposition à la spécialisation.

Il me faut donc dire que je ne suis pas contre l'idée qu'une activité doive s'en tenir au domaine le plus restreint et spécifique possible pour être explorée et mise en œuvre avec la plus grande intensité ; que je

n'ai aucune indulgence pour les visions «universelles» qui se révèlent toujours — surtout en architecture — verbeuses et superficielles. Je crois au contraire qu'une activité comme la nôtre (à l'égal de beaucoup d'autres activités intellectuelles et manuelles) exige un engagement exclusif et incessant qui dure toute la vie. Tel me semble avoir été le destin de quelques personnages qui ont marqué l'évolution de l'architecture ; ainsi de tous ceux qui, en quelque activité que ce soit, intellectuelle ou manuelle, ont dépensé toute leur énergie pour comprendre en profondeur le domaine dans lequel ils œuvraient et l'enrichir de connaissances et d'inventions.

Mais je suis contre la spécialisation quand elle devient une condition de ségrégation mentale et quand elle obscurcit les facultés critiques de ceux qui la mettent en œuvre. En d'autres termes : quand elle coupe les relations existant entre son propre domaine d'activité et le monde extérieur, en faisant coïncider le but du travail avec le travail lui-même.

La spécialisation, au sens négatif que je lui attribue, a toujours existé. Dans le monde antique, les paysans travaillaient la terre et ne faisaient que cela toute leur vie ; même chose pour les artisans, pour les commerçants, ainsi que pour ceux qui ne travaillaient pas : ils commandaient, et ne faisaient que cela toute leur vie. Mais les domaines de spécialisation étaient plus articulés ; à l'intérieur de chacun d'eux, il existait des marges d'autonomie qui laissaient place à une certaine gamme de variations et à un certain apport de créativité. Tout a changé avec le monde industrialisé, quand la spécialisation est devenue non seulement un moyen pour rationaliser la production, mais aussi un instrument de contrôle social. Le rôle du spécialiste a consisté non seulement à se concentrer sur son domaine d'activité pour y accomplir des opérations bien ordonnées à l'avance et généralement répétitives, mais aussi à ne pas se soucier des motivations et des conséquences de son opération. Le résultat obtenu par un produit plus important et, éventuellement, par un plus haut salaire, s'est payé en renoncement à la critique et au désaccord. Les institutions, gouvernées par des hommes spécialisés dans le gouvernement des institutions et rien d'autre, ont acquis la prérogative de la vision globale, tandis qu'on a réservé à ceux qui travaillent dans leur domaine propre et les limites établies par leur spécialisation

la liberté d'errer dans les sphères des visions partielles. Le diamètre des sphères est plus ou moins grand selon l'importance «institutionnelle» des activités que les sphères renferment. La sphère des scientifiques est plus grande que celle des ingénieurs, qui est plus grande que celle des professions libérales, qui est plus grande que celle des artistes, etc., qui est plus grande que celle des ouvriers travaillant sur une chaîne de montage, qui est plus grande que celle des journaliers récoltant le coton, etc. Mais la succession hiérarchique peut être manipulée si des circonstances particulières se présentent, lors desquelles les institutions ont besoin d'être protégées, renforcées ou illustrées. Alors il peut arriver que ce soit la sphère des militaires qui devienne la plus grande de toutes, ou celle des astronautes, des peintres abstraits, ou même d'un certain groupe d'ouvriers qui creusent un tunnel dangereux sous la montagne. Dans de tels cas, la taille de la sphère est plus apparente que réelle, parce que les proportions ont été artificiellement dilatées sous l'effet des lentilles grossissantes de la rhétorique; mais la substance des phénomènes ne change pas. Chacun a sa récompense dans la spécialisation, plus ou moins grande selon les échelles de valeur et les circonstances «institutionnelles» — à condition qu'il n'aille pas regarder au-delà de sa sphère.

En me référant aux sphères, j'ai recouru à un modèle spatial géométrique et abstrait. Je l'ai fait pour filer la métaphore, mais je crois qu'il n'est pas difficile de passer de l'image abstraite à l'objet réel qui se trouve être le thème central de notre propos, à savoir l'espace physique.

À un certain moment du développement de la spécialisation, il s'est produit en effet que l'espace physique a commencé lui aussi à y être impliqué. Je veux dire qu'il existe un moment de l'histoire récente où l'on a découvert que la spécialisation de l'espace physique perfectionnerait la spécialisation des activités humaines. À partir de ce moment, non seulement ceux qui se trouvaient dans les sphères, mais les sphères elles-mêmes ont commencé à être intérieurement unifiées.

Pensons à ce qui se passait avant cette découverte. Les paysans étaient spécialisés dans le fait d'être paysans, mais, dans les limites de leur activité de production, ils jouissaient d'un degré de liberté suffisant pour exprimer leurs exigences avec créativité et choisir les modalités les plus aptes à la représentation d'eux-mêmes et de leurs rapports avec la

société comme avec la nature. De même pour les citadins, qu'ils aient été artisans, commerçants, étudiants, religieux ou riches possédants. Les maisons éparpillées dans la campagne et les bourgades agricoles avaient toutes une structure spécifique et une organisation formelle si riches de connotations, qu'elles constituaient le récit de destins, d'aspirations, de peines, de luttes, d'espérances des habitants. La même chose se produisait pour les villes et pour chacun de leurs quartiers.

Qu'est-il arrivé quand le principe de spécialisation s'est étendu à l'organisation de l'environnement physique? Il est arrivé que tout est devenu plat et anonyme; que, comme c'était le cas dans le travail, on a perdu dans toutes les activités de l'existence la possibilité de s'exprimer et de communiquer en s'exprimant soi-même. On dira que cela devait nécessairement arriver, comme conséquence naturelle de l'accroissement démographique, de l'augmentation de la mobilité, de l'interpénétration des cultures locales. Il y a probablement du vrai, mais ce qu'il est intéressant de noter, c'est que la spécialisation de l'espace physique eut deux effets fondamentaux (ou deux motivations fondamentales, selon le point de vue à partir duquel on observe le phénomène; autrement dit, selon qu'on envisage le phénomène comme s'étant produit naturellement ou délibérément). Le premier «effet-motivation» est la soumission de l'espace physique aux exigences de la production et donc au pouvoir de ceux qui gouvernent les processus productifs. Le second est l'utilisation de l'espace physique comme instrument de contrôle et de répression de la vie sociale. Les deux effets (les deux motivations) ont fait exercer à l'organisation de l'espace physique la même fonction que celle qu'avait jouée la division du travail: celle d'accélérer et d'institutionnaliser la fragmentation de la vie humaine.

Il me semble ainsi avoir implicitement répondu aux questions que j'ai posées tout à l'heure, mais je voudrais à présent y répondre aussi de façon explicite.

Pourquoi l'apport du Mouvement Moderne a-t-il été si maigre? Parce que le contenu scientifique des premières approches du problème de l'organisation de l'espace physique s'est rapidement perdu dans le labyrinthe des schématisations et dans les pièges de modèles qui donnaient l'illusion de saisir la réalité, alors qu'ils l'altéraient profondément.



Pourquoi l'apport du Mouvement Moderne a-t-il donné des résultats si différents de ceux qu'on attendait? Parce qu'on abordait le problème de l'organisation de l'espace physique avec les mêmes critères qu'au moment d'organiser la production d'une marchandise. Ainsi avait-on plus de facilité à comprendre et à utiliser les solutions proposées du côté de ceux qui ont avantage à la marchandisation des activités et des pensées humaines que du côté de ceux qui s'en trouvent opprimés.

Pourquoi le Mouvement Moderne a-t-il finalement mis l'accent sur les aspects formels plus que sur l'aspect global du problème?

Parce que le Mouvement Moderne a perdu le contact et même la connaissance du contexte dans lequel il devait (voulait) agir.

L'équation forme-fonction, si discutable puisse-t-elle sembler aujourd'hui, aurait pu donner bien plus que ce qu'elle a fait, si son second terme n'avait été limité à une pauvre représentation de comportements conventionnels et qu'il eût été au contraire élargi jusqu'à embrasser tout l'ensemble des comportements sociaux et la gamme entière de contradictions et de conflits qui les caractérise.

Mais cette vision d'ensemble aurait exigé la participation directe des protagonistes, alors que la méthode adoptée imposait de les exclure sans les écouter. La perte de la connaissance du contexte a d'abord altéré puis vidé de tout contenu l'ensemble de propositions que le Mouvement Moderne avait initialement poursuivies. Il ne restait d'autre possibilité que de se réfugier dans l'arrogance incandescente de l'art ou dans la froide neutralité de la technique, de s'abandonner à l'excitation des recherches esthétiques ou à la tranquillité de la pratique professionnelle.

À mon sens, ces réponses contiennent aussi, en même temps qu'une critique adressée à tout ce qui a eu lieu en architecture les années passées, une indication sur ce qui pourrait se produire dans les années à venir. Ce qui me semble certain, c'est que nous nous trouvons aujourd'hui à un carrefour, et que chacune des deux directions sera décisive non seulement pour l'architecture, mais aussi pour l'évolution des rapports entre espace physique et société.

Il paraît clair qu'à l'exception de quelques poches encore intactes, le contrôle de l'environnement est en passe d'être soustrait au débat humain et de subir la logique d'obscur automatisme de pouvoir

dépassant la volonté des hommes. Les transformations environnementales se font selon cette logique et reprennent les structures les mieux adaptées aux symboles à travers lesquels le pouvoir se manifeste. Il suffit de citer, par exemple, la voiture, qui, comme moyen de transport urbain, n'a presque plus de sens, et qui continue toutefois à être un facteur décisif dans le choix des localisations d'activités et dans leurs configurations spatiales.

Aucun obstacle technique ni économique (surtout si l'on tient compte des coûts sociaux) n'empêche de remplacer le transport automobile urbain par des systèmes de transport public à haut niveau technologique, rapides, silencieux, confortables. Mais on ne le fait pas, et on ne le fera probablement pas avant longtemps, moins parce que l'opération ne convient pas à l'industrie automobile ni aux grandes compagnies pétrolières, que parce que la voiture est désormais un symbole plus qu'un moyen de déplacement, chargé d'une ambiguïté presque parfaite. Sa force réside dans la capacité de faire naître l'illusion que le pouvoir est diffus et à la portée de tous, alors qu'en réalité — sous l'effet de cette illusion — le pouvoir se concentre et perfectionne sa domination non seulement dans le secteur économique, mais aussi dans celui de la communication humaine.

Le mythe de l'automobile représente la preuve la plus typique et manifeste de la manière dont l'espace physique peut être manipulé pour provoquer un état d'aliénation totale garantissant la stabilité sociale. Mais si nous examinons les tendances actuelles, nous pourrions trouver beaucoup d'autres cas, peut-être moins évidents mais bien plus insidieux. Par exemple le mythe des Faubourgs aux États-Unis, ou celui du Centre historique en Europe, ou encore ceux des Model Towns, de l'Urban Renewal, des programmes de *Beautification*.

C'est à cette dernière famille qu'appartient le super-mythe selon lequel quelques «nœuds» de grande qualité architecturale pourraient contrebalancer la misère des tissus urbanisés dans lesquels ces nœuds sont situés. Il s'agit d'une invention qui commence à avoir du succès — surtout dans les capitales des grandes aires métropolitaines — et leur succès est dû encore une fois à la capacité de matérialiser des symboles et donc de créer des courants d'ambiguïté. Les nœuds de grande

qualité architecturale (qui coïncident généralement avec les lieux où se retranchent la politique, la bureaucratie, la finance, l'information institutionnelle) se donnent et sont accueillis comme l'expression de la communauté entière, alors qu'ils favorisent de fait la fragmentation des groupes sociaux en les éloignant des problèmes concrets de l'espace physique dans lequel ils vivent réellement.

Je dois avouer pour cette raison que je ne peux partager l'hypothèse de Jim Richards sur les «deux architectures». Je lui reconnais le mérite d'être réaliste dans sa prise en compte d'une tendance à l'œuvre, mais j'hésite en même temps à le faire, parce que cela suppose que cette tendance se développe selon une logique qu'elle ne possède pas en propre. L'invention des nœuds de grande qualité architecturale a pour but de couvrir l'absence de qualité des tissus urbanisés et de détourner l'attention de la mise à sac strictement quantitative à laquelle ces tissus sont soumis.

Il paraît difficile qu'un changement de direction puisse se produire spontanément dans cette tendance, et plus difficile encore que le changement puisse être provoqué par la pression d'une technologie parvenue à maturité, et qui, du reste, pour parler sincèrement, n'existe pas encore dans la construction.

Mais je pense avoir une raison, peut-être plus profonde, de n'être pas d'accord avec l'hypothèse des «deux architectures». Je ne crois pas qu'on puisse se servir du progrès pour justifier la technique, ni de l'allègement de l'angoisse pour justifier l'art — et moins encore de la technique et de l'art pour justifier l'architecture. Je veux dire qu'à mon sens, on ne saurait accepter une nouvelle découverte technique qui n'améliore pas les conditions matérielles des hommes, même si elle fait progresser la technique; ni, de même, une nouvelle invention artistique qui n'augmente pas l'imagination critique des hommes, même si elle parvient à tempérer l'angoisse par la magie des illusions — pas plus qu'un nouvel événement architectural qui ne contredit pas la fragmentation de la vie humaine, même s'il est techniquement irréprochable et porteur d'une émotion artistique.

D'autre part, il ne me paraît vraiment pas important désormais d'offrir à l'architecture la possibilité d'échapper à son dilemme ancien — entre technique et art — en lui garantissant la tranquillité d'une

double existence, soit du côté de la technique, soit du côté de l'art. Et pas davantage, de garantir un rôle légitime aux architectes en leur offrant le choix entre les deux existences.

La perspective que je crois en réalité la plus intéressante est de soustraire l'architecture aux architectes pour la rendre aux gens qui en sont les usagers.

Je ne voudrais pas paraître arrogant à l'égard de ceux qui exercent le même métier que moi (et donc à l'égard de moi-même); je m'empresse donc d'ajouter que je considère comme très importante l'aide que les architectes peuvent apporter pour atteindre cet objectif. Car c'est bien là que se situe le carrefour face auquel l'architecture se trouve aujourd'hui, et il dépendra en grande partie des architectes que la direction choisie soit juste ou non.

Un carrefour, par définition, a deux branches. Eh bien, dans notre cas, l'une des deux branches est le prolongement de la ligne que l'architecture a suivie jusqu'à présent; l'autre, en revanche, se greffe sur la première selon un certain angle qui lui fait prendre une nouvelle direction. La nouvelle direction mène à l'architecture de la participation.

J'imagine à ce stade qu'il me faudrait chercher à définir ce qu'est l'architecture de la participation et donner quelques indications sur les manières possibles de la pratiquer.

Ce n'est pas une tâche facile, étant donné que l'architecture de la participation n'existe pas encore et que n'existe pas non plus la moindre forme authentique de participation, du moins dans la partie du monde que nous définissons comme «civilisée».

Il y a participation, en effet, quand tous interviennent à égalité dans la gestion du pouvoir, ou — peut-être est-ce plus clair ainsi — quand il n'existe plus de pouvoir parce que tous sont directement et également impliqués dans le processus de décision.

Je pense qu'on m'objectera aussitôt que je suis en train de décrire une utopie. L'objection est juste, parce qu'en effet l'architecture de la participation est une utopie; mais c'est une utopie réaliste, ce qui fait une grande différence.

L'utopie, telle qu'on l'entend communément, est une image impossible parce qu'elle provient d'une altération complète du contexte,



au sens où elle ne tient pas compte des variables constituant la réalité à laquelle la nouvelle image s'oppose. Si, à l'inverse, on tient compte de toutes les variables en jeu et qu'on suppose que leurs relations peuvent être différentes — parce que de fait elles pourraient l'être —, alors l'utopie est réaliste. Dans notre cas, le contexte est constitué de forces qui ont été exprimées à travers la violence et de forces qui ont été exaltées à travers la même violence, ce qui rend artificiel le système des relations entre ces forces. Car il est artificiel que la volonté de la bureaucratie, de la politique, de la finance, des systèmes d'information institutionnels, etc., soit un élément déterminant pour l'organisation de l'espace physique, tandis que la volonté des classes sociales les plus pauvres et déshéritées (qui forment la majorité de la population) soit un élément qui ne compte pas. Si une contre-image de l'organisation de l'espace physique, sans omettre aucune des forces agissant dans le contexte et en tenant compte non seulement de leurs énergies actuelles mais aussi de leurs énergies potentielles, vient déranger l'image issue de la situation artificielle présente, alors cette contre-image est une utopie réaliste. C'est une utopie qui deviendra réalité quand les énergies latentes se seront toutes libérées et renverseront la condition qui actuellement les écrase.

Même si nous nous trouvons dans un ordre d'idée différent, nous ne sommes pas très loin de la définition de Le Corbusier: «L'utopie, c'est la réalité de demain» — simplement pour citer un «prédécesseur» que j'admire beaucoup précisément pour la capacité qu'il avait de débusquer le conformisme même quand il se grimaçait en réalisme sérieux.

J'imagine qu'une autre objection pourrait surgir, suscitée par cette évocation. L'équilibre du contexte est artificiel, toutefois il est stable et ne semble pas près de se rompre: si l'architecture n'accepte pas cette condition, alors que fait-on pour le présent?

Il faut ici, je crois, une réponse qui s'articule sur au moins deux préalables. Le premier consiste à soutenir qu'une image architecturale peut avoir des effets significatifs même si elle ne parvient pas à être réalisée (à condition qu'elle soit chargée d'une énergie potentielle telle qu'elle mette à dure épreuve les forces qui s'opposent à sa réalisation). Elle peut démythifier les lieux communs les plus enracinés, dévoiler la sottise ou l'injustice de situations passivement acceptées, réveiller la

conscience de droits qu'on n'ose pas revendiquer, esquisser un but inconnu jusqu'alors et qui devient à partir de là un objectif.

La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et les premières années du XX<sup>e</sup> ont vu surgir une série d'images qui n'ont pas eu de succès immédiat, et qui pourtant ont non seulement bouleversé le paysage de l'architecture et de l'urbanisme, mais aussi contribué à modifier la perspective politique et sociale de leurs contemporains et des générations suivantes. Pour mémoire: Robert Owen, Victor Considérant, Benjamin Richardson, William Morris, Piotr Kropotkin, Patrick Geddes, et — pourquoi pas? — messieurs Paxton et Eiffel, Louis Henry Sullivan, Adolf Loos et Le Corbusier, pour une grande part de leurs apports contradictoires.

Si je ne cite pas d'autres noms que ceux-là, c'est à dessein (même si la liste de la critique officielle est beaucoup plus longue), afin de souligner que je ne suis pas en train de me perdre dans des «contes de fées». Je ne crois pas aux héros chevauchant sur les chemins du Pays des Merveilles simplement par goût de faire du mouvement intellectuel: je crois aux contre-héros qui dépensent toute leur énergie, parient sur leur ruse et risquent leur candeur pour construire des images cohérentes avec des alternatives concrètes et possibles du monde réel. Car il y a un point qui me semble important: si les forces les plus authentiques du contexte rompaient l'état d'équilibre artificiel où elles sont emprisonnées, ces images deviendraient actuelles; mais le fait que ces images aient la possibilité de devenir actuelles met le contexte en mouvement et contribue à rompre son état d'équilibre artificiel.

Le second préalable consiste à dire que les systèmes ne sont jamais parfaits. Même les systèmes les plus lisses et compacts sont sillonnés par un réseau de profondes fissures provoquées par leurs contradictions internes. En sorte qu'il semble possible, en parcourant le réseau, de trouver des marges où insérer des événements novateurs qui, une fois introduits, élargissent les fissures, en produisent d'autres, et contribuent ainsi à rendre manifeste que la logique du système ne tient pas et qu'elle doit être remplacée par une autre logique moins contradictoire. Les événements novateurs ne sont évidemment pas homogènes par rapport à la structure du système, mais le système, souvent (parfois ou rarement: la question ne change pas) ne parvient pas à les rejeter.

Parmi toutes les preuves possibles, prenons le cas de la communication, qui est non seulement très significatif, mais qui nous concerne directement. Les systèmes — tous les systèmes du monde dit civilisé — sont en train d'accomplir de grands efforts pour s'assurer la domination absolue du secteur de la communication humaine.

L'objectif est séduisant — du reste, il a hanté l'imagination des pouvoirs à toute époque —, car une fois conquise la maîtrise de la communication, le contrôle social deviendrait parfait, plus détaillé qu'il ne l'est à travers les ressources économiques. C'est pourquoi les systèmes investissent de grandes quantités de moyens matériels et intellectuels pour mettre au point des appareils destinés à l'émission, à la réception et à l'enregistrement de tout type d'information. Mais les appareils, pour pouvoir être diffusés de façon capillaire, doivent être simples, miniaturisés, produits à bas coût. C'est là qu'éclate la contradiction : car étant maniables, peu encombrants et peu coûteux, les appareils de communication sont aussi à la portée de tous. Le système produit des instruments de contrôle destinés à augmenter son pouvoir, mais il est contraint en même temps à rendre ces moyens disponibles à ceux qui veulent défendre leur indépendance contre l'expansion du pouvoir.

Je ne suis pas en train de parler de science-fiction, mais de faits réels se produisant déjà. Je me réfère, s'il fallait prendre un exemple, à des initiatives comme celle du Radical Software qui, en associant tous les appareils possédés par ses jeunes adhérents, construit de vastes réseaux de communication pour mettre en onde des programmes clandestins d'informations télévisées venant contredire les programmes fournis par les canaux institutionnels des États-Unis.

Des phénomènes analogues, du reste, avec des caractères évidemment différents, sont en train de se produire dans le secteur de l'organisation de l'espace physique. Il n'existe plus le moindre recoin de territoire urbanisé où le contrôle institutionnel ne cherche pas à s'étendre de façon capillaire, mais la portée des interventions est devenue si importante qu'elle ne permet plus aucune forme de contrôle. Les actions doivent nécessairement être massives, rapides et brutales. Si, dans une zone quelconque, il faut tracer une autoroute, détruire un parc naturel, construire une nouvelle plateforme logistique, installer une

nouvelle zone industrielle, embaumer un centre historique ancien, etc., non seulement on ne se soucie pas d'informer les habitants, mais on n'a même pas la capacité d'évaluer les conséquences écologiques, technologiques, économiques, sociologiques de l'intervention que l'on s'appête à faire. Si l'on doit construire un quartier d'habitation ou une installation industrielle, ou encore un centre de bureaux, non seulement on ne tient pas compte des exigences de ceux qui y habitent et y travaillent, mais on n'est pas non plus en mesure de fixer le point au-delà duquel l'incapacité à satisfaire ces exigences met en crise les objectifs les plus immédiats des initiatives.

À mesure que le contrôle s'étend, il se révèle plus incompétent et stupide ; aussi suscite-t-il la révolte. Nous avons assisté ces dernières années à des explosions de refus que nous n'aurions jamais imaginées possibles. Leur déclenchement a été dû aux jeunes des universités, mais le phénomène s'est répandu par la suite et s'est propagé à toutes les couches sociales qui ont de meilleures raisons que les universitaires de ne pas accepter les conditions actuelles de la société. Les objectifs du refus, s'ils ont été au début particuliers et limités, tendent aujourd'hui à devenir globaux, et le refus s'étend à tout le système de valeurs imposé par les institutions.

Le problème du « pourquoi » recommence à l'emporter sur celui du « comment » ; et c'est alors qu'émerge toute l'absurdité de bien des situations qui avaient été données comme allant de soi.

On commence à découvrir que la fragmentation de la vie humaine détruit l'intégrité des individus et les isole de la société en les privant de toute capacité de défense ; que le travail ne peut pas être un but, mais seulement un moyen d'améliorer son existence et de communiquer avec les autres ; que la spécialisation est une pratique aliénante si elle ne sert qu'à accroître la production et le profit sans augmenter le potentiel créateur de ceux qui travaillent.

Dans le secteur de l'espace physique, on prend progressivement conscience que toute intervention faite sur la ville ou le territoire est déterminée par l'avidité des spéculateurs ou l'étroitesse d'esprit des bureaucrates. En sorte qu'il est difficile de continuer à croire aux enquêtes, aux programmes, aux plans, aux groupes interdisciplinaires, aux spé-



cialistes des sciences humaines, aux urbanistes et aux architectes — à tous les ingrédients d'un ensemble incompréhensible de choses qui ont toujours les mêmes buts et la même conclusion.

Quant à nous (car nous sommes nous aussi soumis à la vague puissante de refus), nous commençons à mesurer que notre rôle est non seulement précaire, mais ambigu, et qu'il convient peut-être de revoir la manière de faire de l'architecture pour rendre de la légitimité à l'architecture et à nous-mêmes.

Pouvons-nous dire alors que nous sommes prêts à changer de direction? Ce que nous pouvons dire, c'est peut-être seulement que la nouvelle direction s'ouvre à nous, et qu'elle représente une alternative concrète, dès maintenant.

Je crois être arrivé ainsi au dernier point que je me proposais d'exposer: ce qui change dans l'architecture si l'on passe de la pratique autoritaire traditionnelle à une nouvelle pratique fondée sur la participation.

Je tâcherai maintenant de «cerner» la question par quelques marques susceptibles de l'éclairer dans ses aspects les plus importants. En vérité, je n'ai pas l'intention de dire grand-chose, car je ne crois pas qu'on puisse le faire: la pratique de la participation se règle par la participation.

*Remarque 1. Projet et processus.*

Une opération d'architecture passe par trois moments: la définition du problème, l'élaboration de la solution, l'évaluation des résultats. La succession des trois moments est irréversible et à la fin du parcours, l'opération est considérée comme achevée. Chaque moment est détaché des autres: il n'influe qu'accidentellement sur le moment suivant et n'exerce pas de rétroaction sur le moment précédent. Seul le moment central est vraiment significatif. Le premier sert à recueillir les preuves susceptibles de justifier le deuxième; le troisième est pratiquement inexistant.

Les procédures mises en œuvre dans le premier moment — celui de la définition du problème — sont peu précises et non-systématiques.

On fait souvent appel à l'intuition, et tout aussi souvent à des compilations considérables de données. Mais qu'il s'agisse d'une approche par intuition ou par compilation de données, l'une et l'autre sont déformées la plupart du temps par la pression des valeurs de ceux qui mènent les recherches, lesquels sont d'ordinaire les mêmes que les concepteurs du projet. Les objectifs sont donnés pour allant de soi: on ne discute pas les finalités globales, mais seulement les répercussions immédiates influençant le coût, l'économie, la technique ou l'esthétique du projet. Les ressources destinées à l'opération sont prises comme une donnée de fait, même lorsque (ainsi pour les habitations à bas coûts) elles sont distribuées de façon à créer des inégalités dans les standards et donc des phénomènes de ségrégation. La volonté des destinataires est ignorée par principe, ou bien on en fabrique une contrefaçon à travers des modèles épousant les intérêts des promoteurs de l'opération ou les visions de ses concepteurs.

Le moment de l'élaboration de la solution va de la conception de l'ouvrage à son exécution. La conception tend à représenter un objet unique qui n'admet pas d'alternatives. Il peut arriver que l'objet, avant d'être exécuté, subisse des retouches, et, à la limite, qu'il soit refusé et remplacé par la suite par un autre, plus approprié. Mais quand cela se produit, le différend n'oppose que le commanditaire et l'auteur du projet, et l'objet du contentieux est presque toujours financier. Une fois accepté, le projet est exécuté, et, une fois exécuté, il est livré aux usagers. L'usage n'a pas d'influence sur l'objet produit; on mesure au contraire la réussite de l'objet à sa capacité de résistance aux subversions de l'usage.

Le moment de l'évaluation des résultats est, je l'ai dit, pratiquement dénué d'intérêt. Il ne pourrait en aller autrement, pour deux raisons. La première est que l'on tend à considérer le produit architectural comme une œuvre d'art, donc comme un événement unique, qui est par définition irréductible à tout type de comparaison rationnelle. La seconde est que la contrefaçon des objectifs et le désintérêt pour l'usage rendent impossible d'établir le moindre critère de jugement qui permette de comparer ce qu'on se propose d'atteindre avec ce qu'on atteint effectivement. Raison pour laquelle tout nouvel épisode architectural

n'a pas de précédent (sinon esthétique ou financier) et ne constitue pas de précédent (sinon esthétique ou financier) pour des épisodes suivants : c'est un cas isolé qui ne s'insère pas dans un processus.

J'ai décrit jusqu'à présent ce qui se passe dans la pratique du projet autoritaire. Que se passe-t-il en revanche dans la pratique du projet fondé sur la participation ?

Celle-ci implique la présence des usagers tout au long de l'opération. Ce qui entraîne au moins trois conséquences fondamentales : chaque moment de l'opération devient une phase du projet ; l'« usage » devient lui aussi un moment de l'opération et donc une phase du projet ; les différents moments se fondent l'un dans l'autre et l'opération cesse d'être linéaire, à sens unique et autosuffisante.

Ici il me semble important d'être clair ; j'ajouterai donc quelques explications sommaires.

Le moment de la définition du problème fait partie du projet au sens où les objectifs de l'opération et les ressources qui lui sont destinées deviennent un sujet de discussion avec les futurs usagers. (Un programme pour la construction d'un quartier résidentiel subventionné peut être cohérent en soi et cependant erroné eu égard à l'équilibre de la zone où il prend place ; les ressources destinées au programme peuvent être proportionnées à la logique financière de l'opération et cependant insuffisantes pour satisfaire les attentes les plus légitimes. Seule la discussion avec les usagers peut faire émerger ces contradictions et les résoudre ; ou bien ne pas les résoudre, mais du moins les faire éclater en un conflit ouvert.)

Le moment de l'élaboration de la solution ne tend plus vers un produit unique et fini, mais vers une suite d'hypothèses qui continuent à s'affiner en passant à travers les critiques et les apports créatifs des usagers. (La tâche de l'auteur du projet n'est plus d'accoucher de solutions finies et inaltérables, mais de les extraire d'une confrontation continue avec ceux qui feront usage de son ouvrage. Son imagination s'attachera tout entière à éveiller l'imagination de ses interlocuteurs et la solution sortira du contact entre les deux, en passant par un enchaînement d'alternatives épousant de mieux en mieux la nature du problème abordé.)

L'évaluation des résultats vise la manière dont le produit est utilisé, et le jugement est plus ou moins positif selon que les exigences des usagers sont plus ou moins satisfaites. (Il ne s'agit pas seulement d'exigences pratiques, mais aussi d'exigences créatives. Un ouvrage d'architecture doit non seulement améliorer les conditions matérielles de ses destinataires, mais être un support à leur besoin de communiquer en se représentant eux-mêmes. Aussi la structure de l'ouvrage doit-elle être agencée pour permettre des adaptations et des transformations incessantes, qui puissent faire corps avec le projet comme de véritables prolongements du projet.)

La pratique de la participation change donc chaque moment de l'opération architecturale et change aussi le système de relations entre les différents moments. Chaque moment agit sur ceux qui le suivent et rétroagit sur ceux qui le précèdent. Jusqu'à ce que l'ensemble d'actions et de rétroactions dépasse l'opération qui le contient et se projette à l'extérieur sur d'autres opérations analogues. Objectifs, solutions, modalités d'usage et critères de jugement, en s'ajustant réciproquement, font naître une expérience qui continue à s'accroître. (Le projet architectural devient un processus.)

#### Remarque 2. Ordre et désordre.

Il me semble intéressant que certains architectes contemporains de renom aient soutenu que Las Vegas est une des plus belles villes du monde<sup>1</sup> ; et il me semble tout aussi intéressant que le Pop-Art ait trouvé dans les produits les plus triviaux de notre époque un matériau vital,

1. De Carlo se réfère à Roberto Venturi et à Denise Scott Brown qui, au moment où il écrit, venaient de publier *A Significance for A&P Parking Lots, or Learning from Las Vegas*, « Architectural Forum », mars 1968, pp. 37-43. Par la suite, cet article deviendra le premier chapitre de *Learning from Las Vegas*, MIT Press, Cambridge Mass., 1972 (trad. fr., *L'enseignement de Las Vegas*, Bruxelles, Mardaga, 1978). L'ouvrage, signé avec Steven Izenour, est devenu un classique de la culture Pop. Pour un point de vue pour le moins différent, voir Bruce Bégout, *Zéropolis*, Paris, Allia, 2002. [NdT]



digne de représentation artistique. Je crois que les deux faits ont élargi le spectre de la communication humaine parce qu'ils ont introduit dans l'usage commun certaines formes d'expression qui étaient considérées jusqu'alors comme sans intérêt ou même exécrables. Mais je ne crois pas que les conséquences aient été aussi subversives et catégoriques qu'une grande partie de la critique le soutient.

Au fond, la découverte de Las Vegas représente surtout une déclaration d'indépendance à l'égard des fanatismes technocratiques abstraits des disciples de Mies, et à l'égard des pesantes leçons de morale des épigones du Bauhaus. La découverte de la trivialité, d'autre part, représente surtout un dernier bras d'honneur au vieux principe selon lequel l'Art est la représentation du Beau. Mais de fait, les deux découvertes ont été des « discussions internes » aux domaines de l'Architecture et de l'Art, et, hors de ces domaines, elles n'ont effrayé personne ; du moins ont-elles contribué à rendre plus acceptables des anomalies embarrassantes du développement économique et social.

Cinquante ans plus tôt, le Mouvement Dada avait emprunté la même route, mais l'avait explorée avec une rigueur différente, en parvenant à préciser le cœur de la question : on a un état d'« ordre » quand un ensemble de choses ou d'idées prend une configuration cohérente avec le système de valeurs imposées par les institutions, et on se libère de cette imposition en opposant à l'« ordre » l'énergie créatrice du « désordre ». Car l'architecture est par définition une activité qui « met de l'ordre ». De Vitruve à nos jours, il n'existe pas de traité, de programme ou de projet qui n'ait confirmé ce rôle de l'architecture. Pourtant il est facile pour n'importe qui de vérifier qu'un système physique est d'autant plus vivant que les informations qu'il faut pour le décrire sont plus nombreuses : en d'autres termes, que son niveau d'entropie est plus élevé — ou encore, que son désordre est plus avancé. Vitruve aussi, peut-être (comme Peter Blake, et nous tous ou presque), quand il allait visiter une ville, se fatiguait vite d'admirer les grandes *avenues*\* de l'ordre ; aussi allait-il se réfugier dans les ruelles du désordre, qui grouillent d'activités, où les systèmes d'organisation se croisent et les formes fleurissent. En vérité, il y a dans l'ordre l'ennui frustrant de l'imposition ; mais, dans le désordre, il y a la fantaisie exaltante de la participation.

La Remarque n° 2 pourrait s'achever ici, sa fonction n'étant pas de reformuler un problème mais de le présenter. Mais ayant commencé par l'exemple de Las Vegas, il me semble nécessaire, pour ne pas risquer d'être mal compris, d'ajouter trois brèves observations.

La première sera pour dire qu'il existe dans l'espace physique deux types de désordre. L'un est celui qui naît de situations d'indépendance ou d'insubordination devant les processus d'aplatissement produits par le contrôle institutionnel, et qui se manifeste là où la libre expression de la collectivité est encore possible. L'autre est celui qui naît de situations pathologiques de contrôle institutionnel et qui se manifeste là où, en l'absence d'opposition, le contrôle produit des anomalies qui emportent ses règles mêmes.

Le premier type de désordre est celui de la participation ; le second, celui de l'aliénation, de l'exploitation et de la violence.

La deuxième observation : le « désordre » de la participation n'est pas un phénomène déstructuré et livré au hasard. Au contraire, il est fondé sur des systèmes de valeurs et des modes de comportement beaucoup plus articulés et flexibles que ceux sur lesquels l'ordre se fonde. L'architecture a rarement produit d'événements complexes, parce que, obscurcie par sa vocation pour l'ordre, elle n'a jamais pénétré la logique du désordre. Même quand elle s'est profondément souciée des hommes, ce fut pour les convertir à l'ordre.

La troisième observation enfin : le désordre, à la différence de l'ordre, ne peut faire l'objet d'un projet. Ceux qui ont tenté de le faire ont projeté un ordre désordonné, c'est-à-dire encore un ordre. Car la vraie question n'est pas de reproduire les aspects extérieurs du désordre, mais d'établir les conditions dans lesquelles le désordre puisse se manifester librement.

### *Remarque 3. Systèmes ouverts.*

Ces quinze dernières années, certains courants de l'architecture se sont engagés dans la recherche de systèmes ouverts. Les systèmes ouverts sont des projets flexibles, changeants, dont la croissance et la

réalisation se font par phases. Si à la fin de chaque phase les systèmes prennent une configuration finie, bien que prête à se rouvrir, alors ils sont appelés « systèmes ouverts-finis » ou « *open-ended systems* ».

Les raisons qui ont motivé la recherche de systèmes ouverts sont diverses et concomitantes.

Il y a des raisons de type sociologique, issues du constat que les comportements individuels et sociaux connaissent une variation de plus en plus rapide. Il semble donc déraisonnable qu'un ensemble d'activités, quel qu'il soit, se renferme dans une structure physique inflexible et achevée. Car dans ce cas, ou bien la structure empêcherait le développement des activités, ou le développement des activités détruirait la structure.

Il y a ensuite des raisons de type économique, issues du constat que l'écart ne cesse de se creuser entre obsolescence fonctionnelle et obsolescence physique d'une structure; en d'autres termes, que la période de pleine utilisation d'une structure se raccourcit de plus en plus par rapport à sa durée, qui reste, elle, plus ou moins constante. Il y a donc un gaspillage qu'on pourrait éviter en recourant à des structures soit d'une consommation plus rapide, soit capables de se réadapter aux changements des activités qu'elles abritent. Il y a en outre des raisons de type technologique, issues du constat que le développement de la technologie est en train de fluidifier les rapports entre les divers éléments faisant partie d'une structure. L'attention doit donc désormais se concentrer sur la qualité des connexions à travers lesquelles les rapports s'établissent (*software*) plus que sur la qualité matérielle de l'ensemble des éléments (*hardware*).

Il y a enfin beaucoup d'autres raisons complémentaires qui renvoient à l'organisation et à la qualité des formes, à la capacité qu'elles ont de signifier et de communiquer, face à une société qui tend à remplacer la tranquillité de la contemplation par les *stimuli* de sollicitations émotives de plus en plus intenses. Soutenues par ces différentes raisons, les recherches sur les systèmes ouverts ont donné des résultats très intéressants. Les œuvres les plus significatives produites ces dernières années sortent de cette matrice. Et il est intéressant de noter — même si ce n'était pas toujours clair pour leurs promoteurs eux-mêmes — que les

recherches sur les systèmes ouverts ont fourni une contribution significative à la formation d'une architecture fondée sur la participation. Car d'un côté elles ont mis en crise tous les principes de non-contamination, d'autonomie, d'autosuffisance, qui ont rendu l'architecture impénétrable à son public, et de l'autre, en réaffirmant l'existence d'un rapport de nécessité réciproque entre la manière d'organiser l'environnement et les évolutions continues du contexte pour lequel l'environnement est organisé, elles ont ouvert la voie à la transformation du projet en un processus.

*Remarque 4. L'architecture est morte, vive l'architecture !*

En regardant froidement ce qui se passe, on peut dire que l'architecture n'intéresse plus personne. Elle n'intéresse pas les clients traditionnels parce qu'elle ne résout pas rapidement ni efficacement leurs problèmes d'investissement et de pouvoir; elle n'intéresse pas les institutions parce qu'elle produit des symboles trop faibles et ternes par rapport à ceux que produisent d'autres secteurs d'activité plus puissants et agressifs; elle n'intéresse pas les gens ordinaires parce qu'elle ne propose rien qui corresponde à leurs attentes.

Donc, étant donné qu'elle n'intéresse plus personne, l'architecture est condamnée à une extinction rapide. Ce n'est pas là une boutade destinée à effrayer les architectes (qui, du reste, se sauveront dans tous les cas ou en s'adaptant à la nouvelle situation ou en se retirant sur des îles réservées, où l'on continuera à cultiver artificiellement des fragments de mémoire architecturale pour la curiosité d'une élite). Pour se convaincre que ce n'est pas une boutade terroriste, et même que ce n'est pas une boutade du tout, il suffit de parcourir les diagnostics des experts qui confortent les décisions des politiques auxquels le sort du monde est confié. Ces diagnostics s'accordent pour dire que la question de l'organisation de l'espace physique est très grave, mais aussi très simple. Pour la résoudre, il suffit d'identifier les problèmes les plus saillants, ceux de la résidence et du transport, et les confier à ceux qui sont en mesure de les aborder avec la plus grande rapidité et au prix du moindre effort.



La mise en œuvre du programme implique tout d'abord de reconnaître les obstacles, afin de les éviter sans hésitation; puis de recourir aux instruments les plus efficaces, en les utilisant pour ce qu'ils peuvent donner, sans exiger d'eux des résultats qualitatifs étrangers à leur nature.

Par exemple, la ville constitue un obstacle insurmontable en raison de sa complexité morphologique et sociale: aussi faut-il l'ignorer. Il convient au contraire de concentrer tous les efforts sur la formation de banlieues, localisées là où il est facile de repérer les zones nécessaires. La structure de ces banlieues pourra aussi être constituée de *trailers*<sup>1</sup> ou autres engins analogues, que l'industrie produira rapidement, avec précision et à bas coût. Les liaisons entre les banlieues pourront être assurées par un réseau routier diffus que la bureaucratie prévoira en élargissant les fonctions qui lui sont déjà attribuées.

Si des programmes de ce genre sont mis en œuvre, le monde sera nettoyé de toute forme d'architecture. Mais le monde pourra-t-il se passer de l'architecture? Il s'en passera si l'architecture continue à n'être utile à personne. Il ne s'en passera pas si l'architecture change.

Si elle abandonne les positions autoritaires qu'elle occupe à présent et passe du côté des gens, les gens défendront l'architecture.

Je suis arrivé ainsi au terme de mes conjectures.

Je me rends compte aussi que j'ai évoqué des questions qui ne coïncident peut-être pas du tout avec celles que les organisateurs des rencontres de Melbourne avaient proposé d'aborder.

J'en suis vraiment confus; mais si j'avais fait autrement, je n'aurais su quoi dire, je le crains. Car la conviction qui guide ma recherche actuelle est que l'architecture des années 70 sera intéressante (au sens où elle deviendra un sujet de fond dans le débat culturel et social) si elle s'engage dans la voie que j'ai tâché de décrire. Donc si elle se caractérise par une participation croissante de ses usagers à sa définition organisationnelle et formelle; si — avec l'aide des architectes — elle est de moins en moins la représentation de ceux qui en font le projet et de plus en plus la représentation de ceux qui en ont l'usage.

1. Remorques ou camping-cars. [NdT]

Les villes semblent devenues irrationnelles, alors que leur but était à l'origine d'établir des îlots de rationalité dans la mer des mystères secrets de la nature. Elles ne sont plus confortables ni sûres, alors que la sécurité et les moments de confort qu'elles offraient comptaient au nombre des motifs les plus assurés de leur force d'attraction. Elles ne sont plus des œuvres d'art ni même d'ingéniosité ou de maîtrise, alors que le meilleur de l'invention humaine se concentrait autrefois sur elles, pour les rendre reconnaissables et mémorables.

Les grandes villes — de 1,5 à 20 millions d'habitants — sont sorties de la sphère de la perception. L'écart entre 1,5 et 20 semble énorme; mais statistiquement, 1,5 est un seuil critique, au-delà duquel les variations qualitatives sont faibles. Une fois ce seuil franchi, le phénomène que les éthologues appellent le cloaque comportemental se déchaîne: beaucoup de rats serrés dans un seul espace sans proportion avec leur nombre perdent les contrôles instinctifs, dévastent l'habitat et commencent à se dévorer entre eux. Dans les villes, quand le nombre d'habitants dépasse le seuil critique, les rapports existant entre l'espace et la société s'obscurcissent et la violence se répand dans les comportements sociaux et individuels.

Une des causes de la dissolution de l'intégrité urbaine est donc la foule, la croissance rapide de la population qui se concentre essentiellement dans les villes les plus importantes. Ce n'est pas la seule, car l'extériorité et la violence atteignent des niveaux équivalents dans les petites villes, où la foule est moindre mais où l'on trouve une présence égale et anormale d'instruments superflus, d'objets futiles, d'informations redondantes, mis en circulation pour stimuler la consommation et conditionner l'opinion.



Partout dans le monde, nous voyons les lieux et les êtres qui les peuplent en fonction des habitudes reçues de notre éducation, des paysages auxquels nous sommes accoutumés et des manières de vivre qui nous sont familières depuis l'enfance. Cette diversité est sans doute un gage de richesse, mais elle rend la coexistence plus difficile : des peuples différents par leurs langues, leurs coutumes, les milieux qu'ils occupent et la façon de les percevoir vivent-ils dans un monde commun et peuvent-ils se comprendre ?

Philippe Descola est anthropologue. Il se consacre à l'étude des modes de socialisation de la nature, notamment en Amazonie. Depuis 2000, il occupe la chaire d'anthropologie de la nature au Collège de France, à la suite de Françoise Héritier. Il est entre autres l'auteur de *Par-delà nature et culture* (Gallimard), *Les lances du crépuscule*, *Relations Jivaros, Haute-Amazone* (Plon) et récemment *La fabrique des images*, *Visions du monde et forme de la représentation* (Somogy).

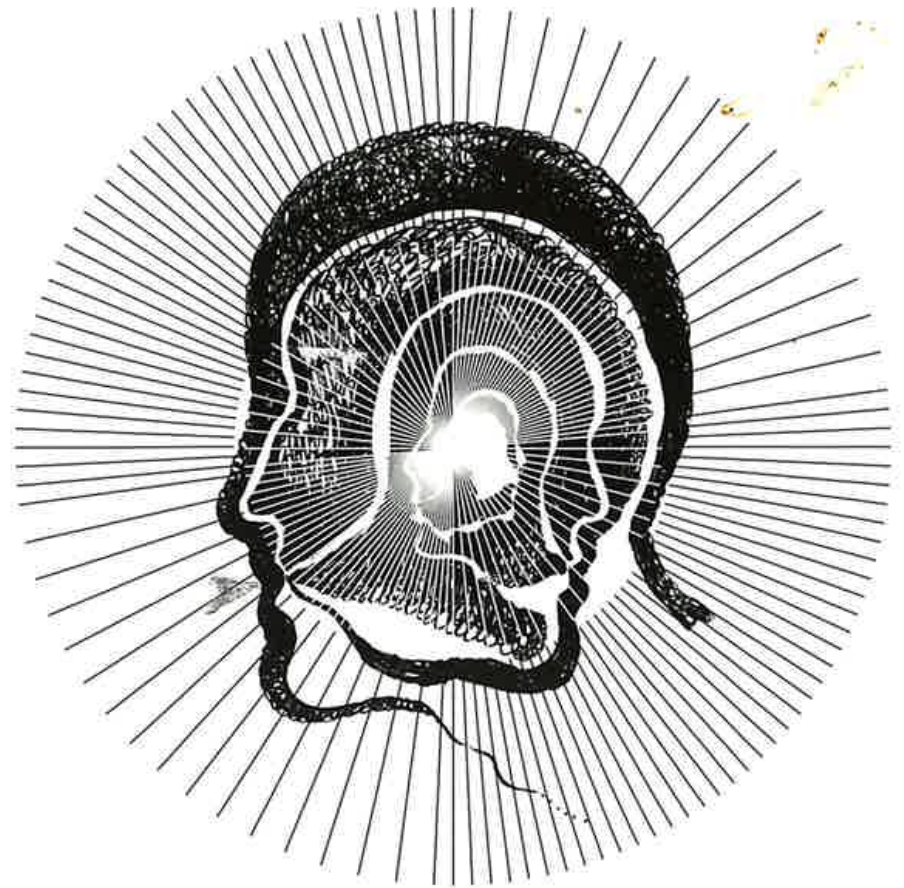


**Philippe Descola**

Diversité des natures,  
diversité des cultures

HANS ULRICH OBRIST  
**CONVERSATIONS**

VOLUME I



MANUELLA ÉDITIONS

*L'urbain manifeste aujourd'hui son énormité, déconcertante pour la réflexion, l'action et même l'imagination. Sens et fin de l'industrialisation, la société urbaine se forme en se cherchant et oblige à reconsidérer la philosophie, l'art et la science qui ne peuvent éviter la confrontation avec cet objet nouveau. Ce qui oblige à concevoir une stratégie de la connaissance, inséparable de la stratégie politique. Selon quel axe penser cette stratégie du savoir ? Vers l'entrée en pratique d'un droit : le droit à la ville, à la vie urbaine, condition d'un humanisme et d'une démocratie renouvelés.*

*Ce livre fondateur a été prolongé par Espace et politique, Du rural à l'urbain, La production de l'espace.*

\*  
\* \*

Henri Lefebvre (1901-1991) est l'un des plus grands philosophes de xx<sup>e</sup> siècle. Auteur de 68 livres, traduit de son vivant dans le monde entier, il bénéficie actuellement d'une redécouverte mondiale : une cinquantaine d'ouvrages sont parus sur son œuvre en anglais, allemand, brésilien, coréen... ces dernières années. Parallèlement à cette nouvelle édition du *Droit à la ville*, les éditions Anthropos proposent une nouvelle édition de *La somme et le reste*, à l'occasion de son cinquantenaire. En 2009, quatre livres paraissent en français sur l'œuvre d'H. Lefebvre (chez Anthropos : *Henri Lefebvre et la pensée du possible*, de R. Hess).

*Photo de couverture : Lefebvre en 1972 à Mourrenx, (télévision néerlandaise).*

 ECONOMICA

 **Anthropos**



ISBN 978-2-7178-5708-5

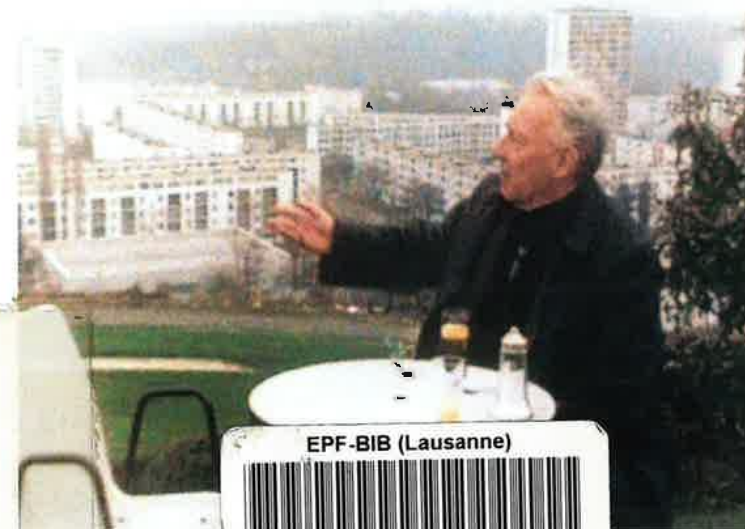
14 €

Henri LEFEBVRE

# LE DROIT À LA VILLE

3<sup>e</sup> édition

Préface de Remi HESS,  
Sandrine DEULCEUX et Gabriele WEIGAND



EPF-BIB (Lausanne)



EM000007033350

anthropologie

 ECONOMICA **Anthropos**

## Table des matières

---

Préface à la 3 <sup>e</sup> édition – <i>Relire Henri Lefebvre</i> .....	V
Avertissement .....	XVII
Chapitre I. – <i>Industrialisation et urbanisation</i> .....	1
Premiers aperçus.....	1
Chapitre II. – <i>La philosophie et la ville</i> .....	25
Chapitre III – <i>Les sciences parcellaires et la réalité urbaine</i> .....	35
Chapitre IV – <i>Philosophie de la ville et idéologie urbanistique</i> ....	39
Chapitre V – <i>Spécificité de la ville</i> .....	43
La ville et l'œuvre .....	43
Chapitre VI – <i>Continuités et discontinuités</i> .....	49
Chapitre VII – <i>Niveaux de réalité et d'analyse</i> .....	57
Chapitre VIII – <i>Ville et campagne</i> .....	65
Chapitre IX – <i>Aux alentours du point critique</i> .....	69
Chapitre X – <i>Sur la forme urbaine</i> .....	81
Chapitre XI – <i>L'analyse spectrale</i> .....	87
Chapitre XII – <i>Le droit à la ville</i> .....	95
Chapitre XIII – <i>Perspective ou prospective ?</i> .....	109
Chapitre XIV – <i>La réalisation de la philosophie</i> .....	127
Chapitre XV – <i>Thèses sur la ville, l'urbain et l'urbanisme</i> .....	131



production ? Naît-elle au niveau de l'État et de la planification ? L'important, c'est que ce soit une *raison analytique* poussée jusqu'à ses dernières conséquences. Elle part d'une analyse méthodique, aussi fine que possible, des éléments (d'une opération productrice, d'une organisation économique et sociale, d'une structure ou d'une fonction). Ensuite, elle subordonne ces éléments à une finalité. D'où sort la finalité ? Qui la formule, la stipule ? Comment et pourquoi ? C'est ici la faille et la faillite de ce rationalisme opératoire. Ses tenants prétendent tirer la finalité de l'enchaînement des opérations. Or il n'en est rien. La finalité, c'est-à-dire l'ensemble et l'orientation de l'ensemble, se décide. Dire qu'elle provient des opérations elles-mêmes, c'est s'enfermer dans un cercle vicieux : le découpage analytique se donnant pour son propre but, pour son propre sens. La finalité est objet de décision. C'est une *stratégie*, justifiée (plus ou moins) par une *idéologie*. Le rationalisme qui prétend tirer de ses propres analyses le but poursuivi par ces analyses est lui-même une *idéologie*. La notion de *système* recouvre celle de stratégie. À l'analyse critique, le système se révèle stratégie, se dévoile comme décision (finalité décidée). Précédemment, il a été montré comment une *stratégie de classe* a orienté l'analyse et le découpage de la réalité urbaine, sa destruction et sa restitution, projections sur le terrain de la société où de telles décisions stratégiques ont été prises.

Cependant, du point de vue du rationalisme techniciste, le résultat sur le terrain des processus examinés ne représente qu'un chaos. Dans la « réalité » qu'ils observent de façon critique – banlieues et tissu urbain et noyaux subsistants – ces rationalistes ne reconnaissent pas les conditions de leur propre existence. Ce n'est devant eux que contradiction et désordre. Seule en effet la *raison dialectique* peut maîtriser (par la pensée réfléchissante, par la pratique) des processus multiples et paradoxalement contradictoires.

Comment mettre de l'ordre dans cette confusion chaotique ? C'est ainsi que le rationalisme d'organisation pose son problème. Ce désordre n'est pas normal. Comment l'instituer à titre de norme et de normalité ? C'est inconcevable. Ce désordre est malsain. Le médecin de la société moderne se voit comme médecin de l'espace social malade. La finalité ? Le remède ? C'est la *cohérence*. Le rationaliste va instaurer ou restaurer la cohérence

dans la réalité chaotique, qu'il observe et qui s'offre à son action. Ce rationaliste risque de ne pas s'apercevoir que la cohérence est une forme, donc un moyen plus qu'une fin, et qu'il va systématiser la *logique de l'habitat*, sous-jacente au désordre et à l'incohérence apparents, qu'il va prendre pour point de départ de ses démarches cohérentes vers la *cohérence du réel*. En fait, il n'y a pas de marche unique ou unitaire de la réflexion urbanistique, mais plusieurs tendances repérables par rapport à ce rationalisme opérationnel. Parmi ces tendances, les unes s'affirment *contre*, les autres *pour* le rationalisme, en le menant jusqu'à ses formulations extrêmes. Ce qui interfère avec la tendance générale de ceux qui s'occupent d'urbanisme à ne comprendre que ce qu'ils peuvent traduire en termes d'opérations graphiques : voir, sentir au bout du crayon, dessiner.

On distinguera donc :

- a) l'urbanisme des hommes de bonne volonté (architectes, écrivains)

Leurs réflexions et leurs projets impliquent une certaine philosophie. Généralement, ils se lient à un humanisme : à l'ancien humanisme classique et libéral. Ce qui ne va pas sans une bonne dose de nostalgie. On veut construire « à l'échelle humaine », pour « les hommes ». Ces humanistes se présentent à la fois comme médecins de la société et créateurs de rapports sociaux nouveaux. Leur idéologie, ou plutôt leur idéalisme, vient souvent de modèles agraires, adoptés de façon irréfléchie par leur réflexion : le village, la communauté, le quartier, le citoyen-citoyen que l'on dotera d'édifices civiques, etc. On veut construire immeubles et villes « à l'échelle humaine », « à sa mesure », sans concevoir que dans le monde moderne « l'homme » a changé d'échelle et que la mesure d'autrefois (village, cité) se transforme en démesure. Au mieux, cette tradition aboutit à un *formalisme* (adoption de modèles qui n'ont ni contenu ni sens), ou à un *esthétisme* (adoption de modèles anciens pour leur beauté, que l'on jette en pâture aux appétits des consommateurs) ;

- b) l'urbanisme des administrateurs liés au secteur public (étatique)

Cet urbanisme se veut scientifique. Il se fonde tantôt sur une science, tantôt sur des recherches qui se veulent synthétiques



(pluri ou multidisciplinaires). Ce scientisme, qui accompagne les formes délibérées du rationalisme : opératoire, tend à négliger le « facteur humain » comme on dit. Il se divise lui-même en tendances. Tantôt, à travers telle science, une technique prend le dessus et devient le point départ ; c'est généralement une technique de circulation, de communication. On extrapole à partir d'une science, d'une analyse fragmentaire de la réalité considérée. On optimise dans un modèle les informations ou les communications. Cet urbanisme technocratique et systématisé, avec ses mythes et son idéologie (à savoir la primauté de la technique) n'hésiterait pas à raser ce qui reste de la ville pour laisser place aux voitures, aux communications, aux informations ascendantes et descendantes. Les modèles élaborés ne peuvent entrer dans la pratique qu'en rayant de l'existence sociale les ruines elles-mêmes de ce qui fut la ville.

Parfois, au contraire, les informations et connaissances analytiques venues de différentes sciences sont orientées vers une finalité synthétique. Mais *on ne conçoit pas tant une vie urbaine disposant des informations fournies par les sciences de la société*. Ces deux aspects se confondent dans la conception des centres de décision, vision globale, urbanisme déjà unitaire à sa façon, lié à une philosophie, à une conception de la société, à une stratégie politique (c'est-à-dire à un système global et total) ;

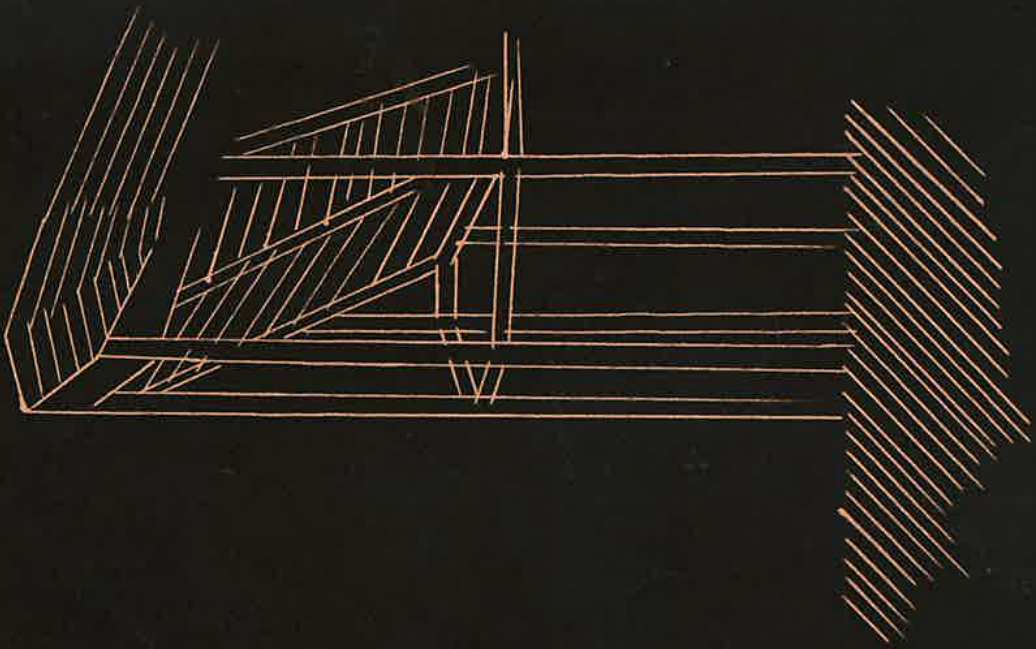
#### c) l'urbanisme des promoteurs

Ils conçoivent et réalisent, sans le dissimuler, pour le marché, en vue du profit. Le nouveau, le récent, c'est qu'ils ne vendent plus du logement ou de l'immeuble, mais de *l'urbanisme*. Avec ou sans idéologie, l'urbanisme devient valeur d'échange. Le projet des promoteurs se présente comme occasion et lieu privilégiés : lieu du bonheur dans une vie quotidienne miraculeusement et merveilleusement transformée. L'imaginaire de l'habitat s'inscrit dans la logique de l'habitat et leur unité donne une pratique sociale qui n'a pas besoin d'un système. D'où ces textes publicitaires déjà fameux et qui méritent de passer à la postérité, parce que la publicité y devient idéologie. Parly II « fait naître un nouvel art de vivre », un « nouveau style de vie ». La quotidienneté ressemble à un conte de fée. « Jeter son manteau au vestiaire de l'entrée et, plus légère, faire ses courses après avoir confié les enfants aux jardinières de la galerie, rencontrer ses amies, boire

ensemble un verre au drugstore... » Voilà l'image réalisée de la joie de vivre. La société de consommation se traduit en ordres : ordre de ses éléments sur le terrain, ordre d'être heureux. Voici le cadre, le décor, le dispositif de votre bonheur. Si vous ne savez pas saisir l'occasion de prendre le bonheur offert pour en faire votre bonheur, c'est que... Inutile d'insister !

À travers les diverses tendances s'esquisse une *stratégie globale* (c'est-à-dire un système unitaire et un urbanisme déjà total). Les uns feront entrer dans la pratique et concrétiseront sur le terrain la société de consommation dirigée. Ils construiront non seulement des centres commerciaux mais des centres de consommation privilégiés : la ville renouvelée. Ils imposeront en la rendant « lisible » une idéologie du bonheur par la consommation, la joie par l'urbanisme adapté à sa nouvelle mission. Cet urbanisme programme une quotidienneté opératrice de satisfactions (notamment pour les femmes acceptantes et participantes). La consommation programmée et cybernétisée (prévue par les calculateurs) deviendra règle et norme pour la société entière. D'autres édifieront les *centres décisionnels*, concentrant les moyens de la puissance : information, formation, organisation, opération. Ou encore : répression (contraintes, y compris la violence) et persuasion (idéologie, publicité). Autour de ces centres se répartiront sur le terrain, en ordre dispersé, selon des normes de contraintes prévues, les périphéries, l'urbanisation désurbanisée. Toutes les conditions se réunissent ainsi pour une domination parfaite, pour une exploitation raffinée des gens à la fois comme producteurs, comme consommateurs de produits, comme consommateurs d'espace.

La convergence de ces projets comporte donc les plus grands dangers. Elle pose *politiquement* le problème de la société urbaine. Il est possible que des contradictions nouvelles naissent de ces projets, gênant la convergence. Si une stratégie unitaire se constituait et réussissait, ce serait peut-être irréparable.



*Quantités de matériaux utilisés pour la construction de la Buissonnière — Bois — 40m<sup>3</sup> : Douglas (structure charpente, bardage, terrasse, portes, tables, bacs) / 5m<sup>3</sup> : Tavillons épicéa / 190m<sup>2</sup>: Trois plis sapin 27mm — Visserie — 5000 pces: Vis à bois / 3400 pces: Vis pour connecteur / 6000 pces: Vis terrasse / 7200 pces: Vis bardage / 75 pces: Boulons de charpente M20 x 300mm / 75 pces: Ecrous M20 / 150 pces: Rondelles 60mm / 100 pces: Connecteurs à queue d'aronde / 12 pces: Connecteurs IdeFix M16 — Vis Krinner — 5 pces: KSF 76x2100mm / 15 pces: KSF 76x1600mm / 40 pces: KSF 76x1300mm / 20 pces: KSF 66x800mm.*



# Un chantier ouvert

PAVILLON DE  
LA BUISSONNIÈRE



## **Pavillon de la Buissonnière**

*Le pavillon de la Buissonnière, situé sur le site horticole de Beaulieu à Genève - entre les serres des associations du collectif éponyme et les poules des Galinettes urbaines - est une invitation.*

*Dans cet espace à peine sorti de terre, il paraît naturel de se sentir à sa place. Le lieu est à la fois centré et rayonnant, protecteur et traversé par les vents, la pluie et la vitalité de tous ceux qui s'y sont investis. L'humain est partout : dans le geste séculaire du taviillonneur, dans le travail coordonné des constructeurs de l'Atelier ABX, dans les rêves collectifs qui ont grandi à partir de la vision de Pré en Bulle jusqu'aux ateliers participatifs animés par les architectes de Chantier Ouvert. Et pour cause, ce projet est celui de tous. Les énergies qui ont contribué à sa conception et à sa réalisation ont modelé les formes, fixé les concepts, donné une matière aux idées. Cette impression d'unicité surgit de la cohérence qui a sous-tendu le processus du projet ; celle d'un écosystème équilibré, sain et fertile.*

*Le point de départ de cet exercice collectif a été la volonté de la maison de quartier Pré en Bulle de créer un lieu d'accueil dans le parc Beaulieu afin de proposer des animations centrées sur la nature, le lien social et l'agriculture. Contactées en juin 2018, Alice Dunoyer et Florine Wescher, les deux architectes de Chantier Ouvert, proposent une*

démarche participative de consultation. Cette dernière s'articule en une série de quatre ateliers s'échelonnant de la rentrée 2018 à la fin de la même année et ouverts à tous les futurs usagers des lieux via les nombreuses associations du quartier. A travers ces ateliers, les deux architectes s'inventent passeuses d'histoires.

Le projet commence autour de mots, traçant le contour des imaginaires et des intuitions de chacun. Avec leurs outils, elles transforment ces bribes en images, les restituent et ouvrent de nouveaux champs de discussion. Ainsi, le pavillon - son implantation, sa forme, sa matérialité et son cahier des charges -, est la mise en œuvre d'un récit collectif. A l'issue des quatre ateliers, le projet est dessiné. Ce sera comme un grand arbre, ancré dans la terre mais tourné vers le ciel. Il y aura une cabane dans cet arbre, mais la Buissonnière ne sera pas un lieu clos. Ouverte aux éléments, elle permettra d'observer les jours et les saisons. Parfois, il y fera froid. Ce sera une grande boîte à outils pour continuer à inventer des usages.

Suite aux ateliers, l'hiver permet de finaliser les plans, d'évaluer les coûts et l'année qui suit fournit l'occasion d'obtenir les approbations nécessaires à sa construction. La forme de l'objet, complexe, est déterminée par douze sections de bois dont le profil est généré par la position du soleil aux différents mois de l'année. Ces douze sections rayonnent sur un plan circulaire. La toiture, retournée vers l'intérieur, permet de récupérer l'eau

*de pluie, qui est ensuite stockée dans une grosse cuve cachée dans le socle de l'ouvrage et qui alimente en eau les bacs de permaculture situés tout autour. La surface du toit est recouverte de tavillons, comme autant d'écailles donnant à la géométrie un aspect organique. Ses courbes invitent l'extérieur à l'intérieur et convient le soleil comme les étoiles. Du côté nord, des espaces de stockage forment les compartiments de la boîte à outils qui s'anime, s'ouvre et se traverse. A l'étage, un espace protégé comme une cabanè permet aux enfants de trouver un abri et d'échapper, un peu, aux regards. Presque naturellement, comme si tout était aligné, le projet séduit et obtient les autorisations nécessaires. L'année 2019 et son hiver permettront de dessiner les plans de construction et de faire de ce rêve une réalité toujours plus tangible.*

*En même temps que les bourgeons printaniers, le projet commence à sortir de terre en mars 2020. Une démarche consciente a guidé le choix des matériaux. L'ouvrage est principalement réalisé en bois et sent bon la sève. Les fondations, de grosses vis en acier galvanisé plantées dans la terre, constituent l'exception mais permettent d'avoir un impact minimal sur le terrain. Le bois, qui provient d'une forêt neuchâteloise de pins Douglas, a été débité par un bûcheron du Val-de-Travers avant d'être usiné par une entreprise valaisanne. Sur place, l'Atelier ABX,*



*réunissant des jeunes en réinsertion professionnelle et des maîtres socio-professionnels, se charge d'assembler, de poncer, de débiter ce qui doit encore l'être, de peaufiner les détails et de monter patiemment la structure qui s'élève aujourd'hui. Le tavillonneur entre alors en jeu, accompagnant la chute des feuilles automnales. Son travail précis de sélection du bois, coupé en hiver en tenant compte des phases lunaires, fait écho au projet et à sa relation aux rythmes et aux cycles de la nature. Chaque tavillon est cloué un à un, couche après couche, avec la lenteur qu'exige l'artisanat. Ce sont ces histoires, celles d'un chantier ouvert, qui forment l'évidence du lieu. Un chantier comme un récit qui s'achève, moins d'un an après avoir commencé, en décembre 2020.*

*Près de deux ans après l'évocation poétique de premières idées, le pavillon de la Buissonnière est désormais enraciné. C'est un bâtiment poste d'observation, un bâtiment gradin, un bâtiment ouvert qui se contente de dessiner l'extérieur plutôt que de circonscrire un intérieur. Sa présence est forte comme un signal et gracieuse comme un dessin filaire qui laisse transparaître son contexte. Son atout réside dans cette double capacité à créer un lieu et à disparaître sans laisser de trace. Mais pour lors, c'est la vie qui va s'infiltrer partout, donner son sens à l'architecture et la faire évoluer afin que le projet puisse continuer à pousser et à se ramifier.*



"Comment se désarchitecturer l'esprit (comme Ivan Illich parlait de déscolariser la société) ? Comment échapper à la répétition ? Comment promouvoir une vision organique des relations entre individus et entre les individus et leur environnement ? C'est là que Simone et Lucien sont précieux. Il serait illusoire – et prétentieux – de résumer leur apport en quelques formules bien senties. Il faut aller voir : la Mémé, Auxerre, Pessac, Alençon, Haarlem, Zwemmerstraat, Bethoncourt-Montbéliard, Belfort, Ecolonia à Alphen-aan-den Rijn, les Vignes Blanches, et regarder les photographies des jardins de Simone à Chaumont en 1992... Voir. Toucher. Sentir. Goûter. Entendre. Les cinq sens de tout humain."

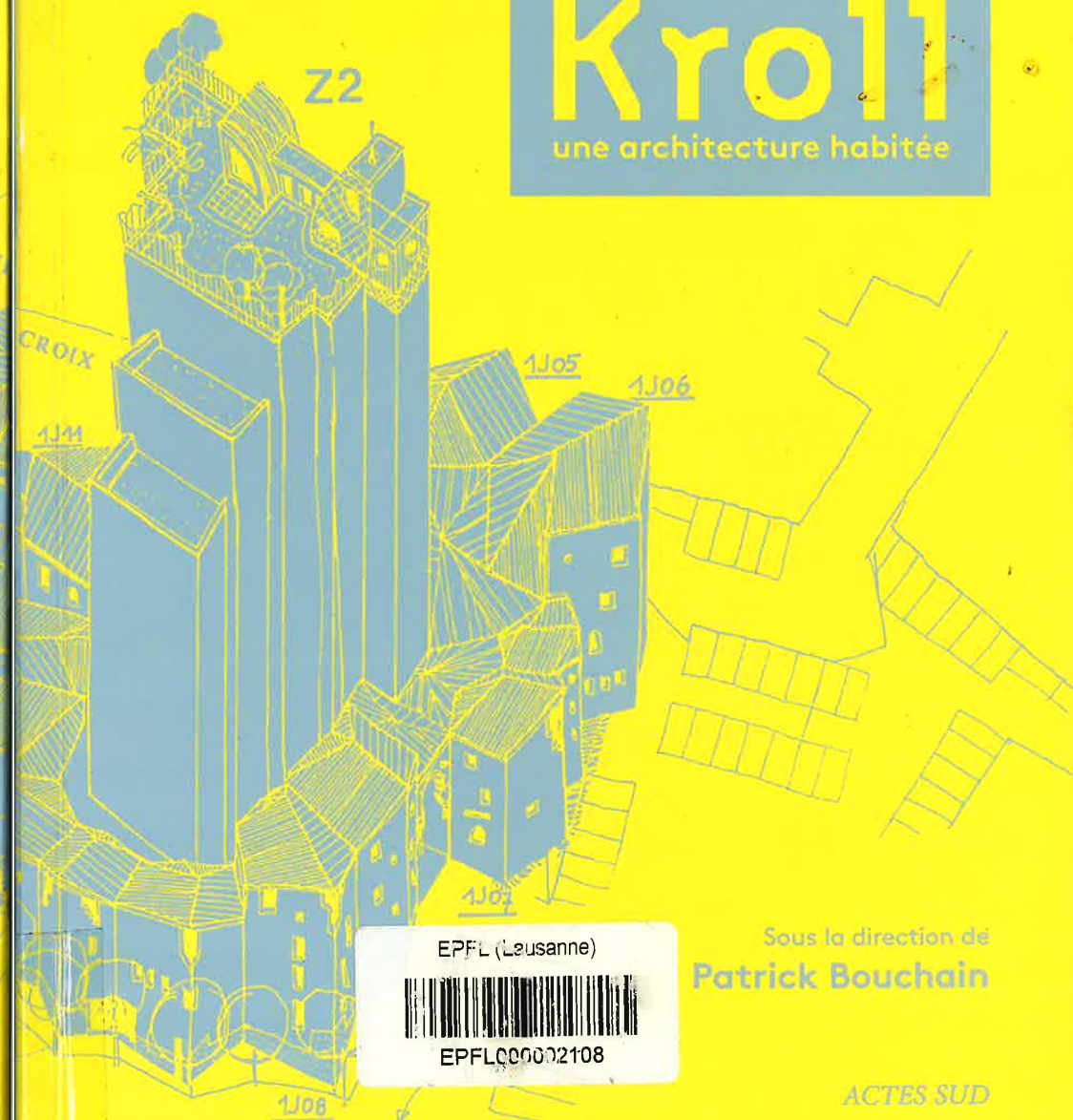
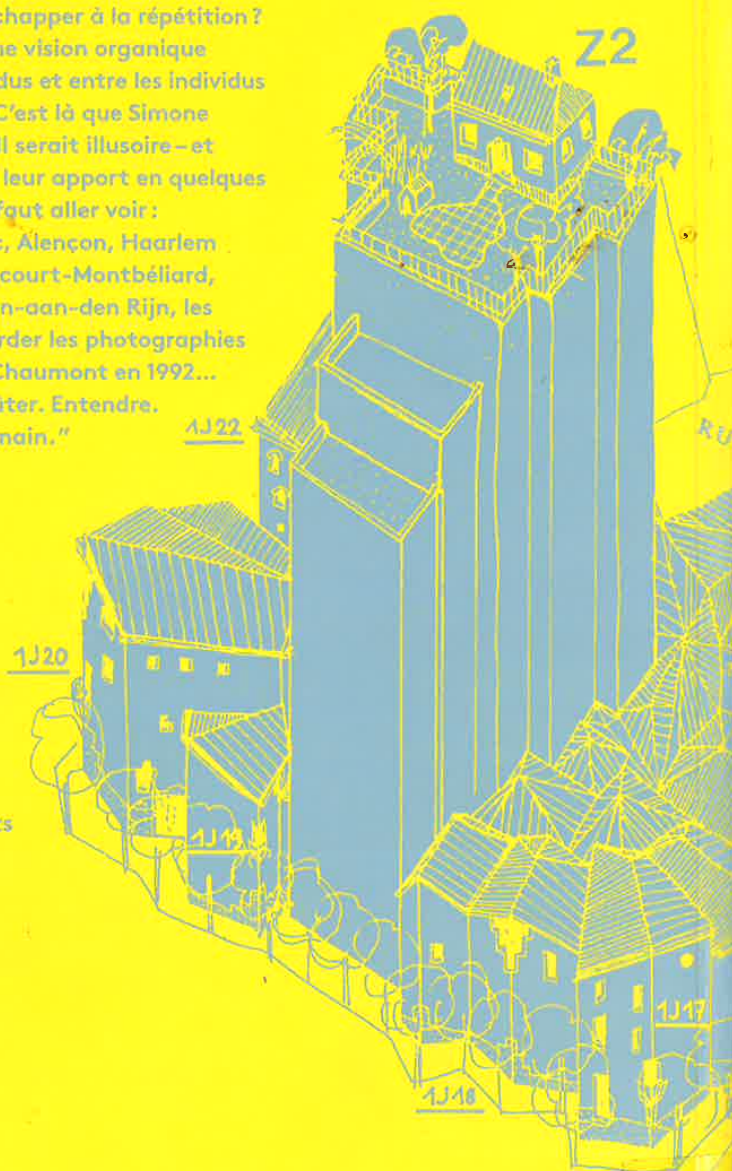
Thierry Paquot

Ce premier ouvrage monographique sur Simone et Lucien Kroll est composé d'une sélection de douze projets représentatifs parmi les réalisations de l'Atelier depuis 1951, ainsi qu'un reportage actuel inédit dans un quartier de Ville Nouvelle, trente ans après sa construction en participation.

Prix : 39 € TTC France  
ISBN : 978-2-330-02145-0



9 782330 021450



# Simone & Lucien Kroll

une architecture habitée

EPFL (Leusanne)



EPFL00002108

Sous la direction de  
Patrick Bouchain

ACTES SUD

15. **Simone et Lucien** — par Thierry Paquot

36. **Ateliers de Maredsous** — abbaye de Maredsous, Belgique, 1957

46. **Vicinitude** — Berlaimont-Geyskens, Belgique, 1961

60. **La Maison familiale** — Braine-l'Alleud, Belgique, 1965

76. **La Mémé, maison médicale** — Woluwe-Saint-Lambert, Belgique, 1970-1972

124. **L'usine-ville** — Sélestat, France, 1977

144. **Les Vignes Blanches** — Cergy-Pontoise, France, 1977

164. **Le Clos d'Émery** — Émerainville, France, 1980

186. **Maison SEPIA** — Valenciennes, France, 1990

200. **Le Jardin éco** — Chaumont-sur-Loire, France, 1992

216. **Les Invendus**

224. — Alençon, France, 1978

234. — Amiens, France, 1984

240. — Clichy-sous-Bois, France, 1985

248. — Gennevilliers, France, 1990

264. — Hellersdorf, Allemagne, 1994

284. **Haute qualité environnementale** — Caudry, France, 1997

306. **Prêt-à-finir** — Dordrecht, Hollande, 1998

330. **Les Vignes Blanches, 13 avril 2013, avec Simone et Lucien**  
— par Sophie Ricard

344. **Annexes**

Atelier Kroll — Projets et réalisations

Conférences

Atelier Kroll — Publications

Biographies

## Transmettre

Conversation entre Édith Hallauer  
et Patrick Bouchain

Pour moi, Simone et Lucien Kroll ont une place très importante dans l'histoire de l'architecture. Dans les manuels officiels, Lucien est qualifié d'architecte "de la participation", illustré par la Mémé (Maison médicale) à Louvain-la-Neuve. Quand j'ai vu ce travail, j'ai compris que pouvait exister une architecture de la diversité et du désaccord, une vraie architecture démocratique. Je pense qu'il y a eu pendant longtemps une méconnaissance profonde de l'œuvre de Simone et Lucien mais que, dans l'impasse où se trouve l'architecture actuelle, cette pratique marginale arrive à point nommé. J'ai donc décidé de m'entourer de personnes jeunes, entrant aujourd'hui dans ce monde, et de les interroger sur la manière dont ils la perçoivent à travers les questions de leur génération. C'est donc toi, Édith, découvrant "fraîchement" plus de cinquante ans de production architecturale, qui as été le filtre par lequel relire ce travail, et le présenter aujourd'hui pour le transmettre à d'autres. Nous avons aussi proposé à Sophie Ricard, architecte impliquée dans une démarche participative, de venir visiter et photographier à Cergy-Pontoise ce quartier construit par les Kroll en 1977. Il y a aussi le jeune collectif d'architectes ETC, qui va expérimenter la réversibilité de l'architecture des Kroll lors de sa présentation à Nantes<sup>1</sup>, invitant à leur tour de jeunes collectifs européens à débattre. J'aimerais ainsi faire une "chaîne", pour que la transmission de cette œuvre ne soit pas aveugle mais interprétée, et transmise à son tour.

Édith, toi qui as parcouru l'ensemble de l'œuvre de Simone et Lucien, est-ce que tu connaissais ce travail avant que je t'en parle ? Qu'en retiens-tu sur la participation ? / La première fois que des amis m'en ont parlé, c'était en effet à ce sujet : "Quoi, tu ne connais pas Lucien Kroll ? C'est le pape de la participation !" On m'a dit également assez souvent qu'on "aimait bien les écrits, mais pas forcément le bâti". Pour ma part, c'est dans le temps long et la diversité de l'œuvre que j'ai compris cette

1. Exposition "Simone et Lucien Kroll, une architecture habitée", du 25 septembre au 1<sup>er</sup> décembre 2013 au Lieu unique à Nantes.



pensée et cette pratique. Aujourd'hui, je pense que la participation pour Simone et Lucien n'est qu'un outil, au service d'autre chose : l'expression de la complexité humaine, qui est leur vrai sujet. Par exemple, la question n'est pas d'"intégrer le futur habitant dans le processus architectural", mais d'y intégrer le *fait* d'habiter. Puisque chacun est habitant,

il suffit que les personnes impliquées dans le projet, architectes, ouvriers ou maîtres d'ouvrage, expriment leurs propres manières de vivre pour atteindre une complexité "juste", et appropriable par les futurs habitants. C'est donc le "caractère habité" qui compte, et non une quelconque "méthode" participative. / Oui, c'est lui qui me l'a appris : un élu est un habitant ! Donc, s'il se consulte déjà lui-même, il enrichit le projet et génère une architecture habitée, chargée de sens. Quand tes amis disent que les textes sont plus importants que ce qui est construit, quel est ton avis puisque tu as décrypté les textes et les projets ? / J'ai vraiment compris cette articulation dans ce qu'on a appelé "les Invendus" : tous ces projets de réhabilitation de préfabriqués qui n'ont pour la plupart pas été réalisés. Là, le dessin et le discours sont très manifestes : redonner une texture, une complexité, à une architecture brutalement standardisée. Cela va donc au-delà de l'architecture, et engage une réflexion philosophique, humaniste. / En effet, leur travail n'est pas une école formelle se rattachant à une doctrine reproductible, c'est plutôt un processus. En quoi c'est intéressant et comment le transmettre ? / Il ne fallait pas montrer l'architecture, mais la vie. Pourquoi et comment chaque sollicitation devient un sujet à réflexion, une remise à plat totale, et quels outils ont été également détournés pour produire une telle architecture. Dans la grande variété de la production, on a choisi douze sujets très divers pour exprimer la richesse d'une telle démarche.

Il y a donc d'abord les travaux de transformation à l'abbaye de Maredsous, en 1957, avec cette candeur qui m'a touchée, car j'aurais probablement fait comme Lucien ! Tout juste diplômé, on lui demande de construire des ateliers artisanaux. "Naïvement", il questionne chaque utilisateur sur sa manière de travailler et dessine en fonction... de la "participation" sans le savoir. Ensuite, il y a le groupement d'habitations à Berlaimont, entre 1961

et 1964, dans lequel Simone et Lucien habitent toujours. / C'est très intéressant de voir que, pour travailler sur le logement, ils le testent en priorité sur eux-mêmes. Beaucoup d'architectes n'habitent pas ce qu'ils construisent. Et en plus, comme tu l'as dit, tout est reconsidéré : l'objet de production du logement est également repensé, avec l'autogestion de l'habitat. / Donc, oui, ces deux projets-là montrent la formation de l'idée. Il y a aussi la maison SEPIA. Il est demandé de faire une MAPAD – Maison d'accueil pour personnes âgées dépendantes – et, au lieu de répondre, l'Atelier Kroll pose une question, se mettant à la place de celui qui va vivre dans le projet. Faut-il vraiment faire des "maisons de retraite" ? Ne peut-on pas plutôt construire un lieu habitable par des personnes qui un jour deviendront âgées ? Pour l'usine Kronenbourg, c'est le même processus : l'idée d'une architecture machiniste et coercitive est déconstruite au profit d'un lieu habitable, en partie destiné au travail. Une usine-ville. Dans ces projets, c'est le dessin à main levée qui prime, cette recherche incessante "à la pointe de la mine", et la retranscription minutieuse d'un tissu urbain naissant. Il y a ensuite la pensée renversante de la "ville nouvelle", jamais nouvelle puisque toujours précédée d'histoire et d'histoires. La phrase "Pas d'habitants, pas de plans !", exprimée ici, lors de la construction du quartier des Vignes Blanches à Cergy-Pontoise, est bien ce qui caractérise une architecture habitée. Trente ans après, on perçoit toujours la texture particulière d'un quartier construit en participation, grâce à des maquettes modulables et à des réunions hebdomadaires chez le caviste des anciennes vignes. / Il n'y avait pas d'habitants, donc il fallait "en inventer". C'est en sympathisant avec le caviste qu'une communauté d'habitants du territoire a créé cette "ville nouvelle". / Pour Émerainville, un autre sujet de ville nouvelle, l'Atelier crée un outil informatique, le logiciel Paysage. Avec l'idée que l'outil numérique allait pouvoir générer un mode divers. / Tu penses que Lucien a compris avant les autres l'intérêt de l'informatique non pas comme un frein à la création, mais comme un outil permettant la complexité ? / Oui, bien sûr. En évitant la fascination aveugle pour ce nouvel outil, il le détourne en entrant dans sa fabrication même, en le programmant. C'est également le cas avec les composants compatibles, expérimentés à la Mémé. Ce module qui par son assemblage permet d'atteindre la complexité. / C'est le retournement complet de la démarche de ceux qui, par un



module, tentent d'atteindre l'unité, la clarté du système constructif. Là, au contraire, le système modulaire "cache" la construction pour faire entrer la vie! / Oui, mais pour ma génération cela fait partie de l'histoire. C'est important car cela a contredit la vision dominante de l'industrie, cette fascination pour le standard et la série, mais aujourd'hui je pense que ce n'est plus le sujet. Si la Mémé cristallise beaucoup de choses, pour moi c'est davantage le travail de requalification des grands ensembles, les Invendus, qui est le plus remarquable. / La différence entre toi et moi, c'est que, quand j'ai vu la Mémé, on continuait à construire des grands ensembles, on ne les remettait pas encore en cause; toi aujourd'hui, tu as une grande distance sur le temps, dans une période où on a fait table rase de cela. Pour ma génération, sa démarche était préventive! Il faut montrer les différentes phases de tout ce travail, pour comprendre comment il a été pertinent au fil du temps. Ce qui m'a le plus marqué à la Mémé, c'est que ce sont les étudiants, une population très jeune, qui sont allés chercher l'architecte qu'ils désiraient. C'était juste après Mai 68, il fallait quelqu'un qui écoute et comprenne la nouvelle forme d'organisation qui émergeait. Pour moi, ce fut un choc total. Mais restons sur les Invendus, ces architectures issues du Mouvement moderne produisant des "machines à habiter". Lucien et Simone étaient loin de tout cela, ont lutté contre, et pourtant ils étaient prêts à s'occuper de ces lieux, à les "soigner" comme le ferait un médecin. Ce que personne ne voulait faire! Venir après un architecte pour tenter d'habiter l'inhabitable, tout en tirant la leçon de cette expérience ratée: pas de table rase, pas de négation du passé. Accepter l'état actuel des choses, et penser que les habitants, ayant expérimenté cette erreur, seraient à même d'améliorer l'architecture qu'ils ont vécue. C'est vraiment l'exemple d'une démarche démocratique et expérimentale: assurer la continuité de l'histoire par la transformation d'une architecture coercitive.

Qu'est-ce que quelqu'un de ton âge retient de plus, alors? / "Tout est paysage", la science des relations, un enseignement de l'écologie. Dire et faire que "tout compte", l'habitant, le paysage, l'histoire, le contexte... / En effet, le défaut de l'architecture moderne, c'est qu'elle se dit contextuelle à elle toute seule! / Oui! Et il faut dire dans ce sens

que la présence de Simone, potière, jardinière, cuisinière, est essentielle dans le travail de Lucien. C'est elle qui est dans ce rapport constant au contexte et à la vie simple, le partage, la chaleur... / L'autre, l'altérité. / Ça, je ne l'avais perçu dans aucune autre architecture; et maintenant, je ressens beaucoup ce manque! / Je pense aussi à l'"incrémentalisme", dont parle beaucoup Lucien. Comment le comprends-tu? / J'ai rencontré un jour un architecte qui, inspiré par Lucien, enseignait ce principe en IUT génie civil. Il fait travailler ses élèves sur des plans, mais change de programme chaque semaine: "Non, finalement ça ne va pas être une église, mais une usine! Repartez du même plan, et transformez-le!" Il cherche à leur montrer comment atteindre une complexité vivante par l'addition de fonctions progressives, comme les passages successifs de l'histoire. L'incrémentalisme, c'est donc reprendre sans cesse l'ouvrage sur le métier. Accepter de dire qu'on ne construit jamais à partir de rien, et que tout ce qu'on construit sera transformé pour être emporté dans le temps.

le 13 avril 2013 à Cergy-Pontoise.

Il ne parle jamais  
d'architecture  
en soi  
(ce serait peut-être  
là besogne d'un médecin  
ou d'un comptable...)  
ni d'urbanisme  
(ce serait celle  
d'un industriel, d'un génie-  
militaire ou d'un  
géomètre cadastral...),  
Toutes ces professions  
sont honorables  
mais peu «holistes» :  
le paysagiste, lui, est holiste  
et lorsque  
l'architecture  
s'y fond, elle devient  
aussitôt outil de  
civilisation.  
Et tout paysage est  
un fait de  
civilisation,  
une mixture de naturel et  
de culturel,  
à la fois volontaire  
et spontané, ordonné  
et chaotique, chaud  
et froid,  
savant et banal

lucien kroll

TOUT  
EST  
Y  
PAYSAGE  
TOUT  
EST  
Y  
PAYSAGE

essai  
10/Vingt

sens & tonka

9 782845 340213  
harmonia mundi ■ 2-84534-021-4  
13,12 € / 90 F

© 2001, *Sens de Tonka, éditeurs*  
99, rue du Faubourg-du-Temple  
75010 Paris (France)

ISBN 2-84534-021-4

## **Tout est paysage**

**11**

Paysage contre l'objet - Tout est paysage - Le paysage - Certitudes - Méthodes - La nébuleuse sentimentale - Résumons : - Démolir & remolir - Le nain de jardin - La nébuleuse écologique - Le terroir - Anti-paysage - Évolution - Objectif - Ruptures - Réhabilitation - Mutation - Motifs à architecturer - Des architectures - Les quartiers - La trahison des architectes - Conquistadors/conquis - En réseau ou en arbre - Gérer le lugubre - À l'ordre : - Colonisation - René Descartes cartésien ? - René Descartes écolo ? - La campagne-usine - Perspective écologique - Tissu naturel - Thérapie psy - Thérapie verte - Écologie sociale - Les ingénieurs romains Et puis après ? - Pour une démilitarisation de l'acte de bâtir - Portée politique ou postmodernisme - Participation miroir - Et l'architecte ? - Maison enracinée ou produit de consommation - Ingénieries -

Complexifications - Décor durable -  
Que dire de plus? -

### **Urbanisme animal**

#### **& Architecture homéopathique 73**

Urbanisme animal - Architecture  
homéopathique - Origines? - Aujour-  
d'hui - L'écologie - Le thème - Et à pro-  
pos d'architecture? - Du Bauhaus à  
Ceausescu - Et la pauvreté? - Que  
faire? avec EUX - Et une petite déclai-  
ration -

### **Faire parler les architectes**

#### **"de ce qui les (é) meut" 93**

Se redéfinir? - Les années soixante - En  
France officielle - New urbanism -  
Recherche-action et participation  
miroir - Écologies - Les trois écologies  
- Politique? - Nota! - Et trois ques-  
tions/réponses! - Petite bibliographie -

### **Architectures organiques 105**

Critiques officiels - Dualité - Badi-  
geon vert - Relationnel/abstrait -  
Refourbir - Images/projets -

### **De quelques exemples personnels 121**

Chevogne, 1963 - Quartier des facultés  
médicales à Woluwé, 1970-1975 -  
Cergy-Pontoise, 1967-1982 - Marne-la-  
Vallée - Vaulx-en-Velin, Lyon - Faculté de

Droit et Lettres, Saint-Étienne - Appar-  
tements à Knokke - Alençon - Béthon-  
court, Montbéliard - Refourbir du pré-  
fabriqué - Clichy-sous-Bois - Maison  
familiale Braine l'Alleud, Carl Rogers -  
Pessac - Laroche-Clermault, Indre-et-  
Loire - Saint-Dizier Maenaval, 80 loge-  
ments, 1993-1996 - Collège d'éducation  
secondaire - Jules-Michelet à Saint-  
Ouen - Utrecht - Belfort, Maison de l'en-  
vironnement, 1991-1994 - Berlin-Hel-  
lersdorf - Allonnes-Le Mans -  
Cergy-Pontoise -

### **Une déconstruction empathique 167**

### **Artificialisations 177**

Le hasard oublié - Le composant-mai-  
son - Sports militaires -

### **Continuité d'intentions 181**

### **Bibliographie (livres & revues) 189**

machine rationnelle infiniment précise...). Rien, alors, n'est laissé au hasard (le calcul dévie de la réalité) : de même que lorsqu'un groupe se tient dans une pièce, chacun calcule avec son corps la meilleure position pour entendre, voir, se cacher, observer ou fuir. C'est là de l'urbanisme hautement rationnel. Ceci est parallèle au jeu de rôle ou au test du village mais directement utilisable dans la technique urbaine au lieu d'en gaspiller le résultat : il faut simplement prévenir les partenaires qu'il s'agit bien de la réalité. Chacun devient alors extrêmement attentif...

#### Le terroir

Puisque les idiomes personnels sont incompatibles et que la victoire de l'un se satisfait de réduire l'autre au silence et de lui interdire de pouvoir encore « s'expliquer » dans sa langue propre, comment dessiner des objets à habiter pour des sujets qui leur restent étrangers. L'homme postmoderne est-il définitivement un locataire, je ne veux pas dire un nomade car ce dernier possède des racines mobiles, mais un déraciné institutionnel ? Un décollé, dont la forme de communication est celle du mouvement brownien, pas celle de l'entente, de la convivialité, de la vie en commun ?

Qui parle ?

#### Anti-paysage

Les espaces modernes sont une sorte d'abstraction : le modernisme avait évité, avec la plus grande angoisse, tout espace qui pouvait « accueillir » des habitants, donc prendre une forme significative, aimable, invitante, creuse, semi fermée, chaleureuse, diverse, etc. Il est absurde de voir des chercheurs analyser la qualité de l'espace public moderne. C'est simple : il n'y en a pas ou bien ils ne sont pas modernes. Les espaces extérieurs sont toujours des « restes », soigneusement sans signification, sans relations mutuelles, un rapport de géométrie inhumaine (hors homme) : une distance de répulsion entre deux objets identiques répétés. Il n'est question que de « prospect » sauf que celui-ci était, à l'origine, une simple politesse urbaine.

#### Évolution

Même Darwin a eu peu d'impact sur ces modernes : ils n'ont jamais supporté de prendre en compte l'évolution de leurs *objets à habiter* : ont-ils jamais été sensibles à l'évolution des diverses espèces d'architectures et à la disparition des monstres antédiluviens (la publicité faite pour amé-



Reverberations in a new field

*The Political Voice* is the second publication in the Sonic Urbanism series edited by &beyond collective for Theatrum Mundi. In this edition, the contributors explore the role of the human voice in defining public space as a contested political arena. From chanted shouts or songs to overheard speech and even silence, voices of all kinds reverberate through these pages allowing us to hear our cities anew.

The parallel digital publication can be read, heard and watched at [sonic.city](http://sonic.city).

with

John Bingham-Hall  
Fabien Cante  
Grégoire Chelkoff  
Ella Finer  
Eleni Ikoniadou  
Kareem Al Kabbani  
Alexandra Lacroix  
Duncan MacLeod  
Gascia Ouzounian  
Jonathan Packham  
Saskia Sassen  
Eric de Visscher  
and Tom Western

# THE POLITICAL VOICE

edited by  
&beyond collective  
for Theatrum Mundi

&beyond  
collective

THEATRUM  
MUNDI



£11.50

4 Introduction  
George Kafka, &beyond collective

8 As Far as the Ear Can Hear  
Listening to the social city  
Grégoire Chelkoff

16 Polyvocality  
On the inhumanness  
of voice  
Eleni Ikoniadou

20 The Movement Exists in Voice and Sound  
Political reverberations  
between Damascus and Athens  
Kareem Al Kabbani and Tom Western

28 The Cries of London  
On costers, pedlars, hawkers,  
fishwives, tinkers and barrow boys  
Duncan MacLeod

38 Resonant Bodies  
A discussion about listening in museums  
Gascia Ouzounian and Eric de Visscher

46 The Commons and the Square  
A politics of resonance  
Ella Finer

52 Post-Conflict Soundings  
Noise and voice in Abidjan  
Fabien Cante

62 Scoring the Social Voice  
Lin Chi-Wei's *Tape Music*  
Jonathan Packham

72 But Can It Talk Back?  
Conversations with the city  
John Bingham-Hall  
with Alexandra Lacroix  
and Saskia Sassen

84 Contributors

86 Picture credits

In this weaving of radical political economy, *Omnia Sunt Communia* sets out the steps to postcapitalism. By conceptualising the commons not just as common goods but as a set of social systems, Massimo De Angelis shows their pervasive presence in everyday life, mapping out a strategy for total social transformation.

From the micro to the macro, De Angelis unveils the commons as fields of power relations – shared space, objects, subjects – that explode the limits of daily life under capitalism. He exposes attempts to co-opt the commons, through the use of code words such as ‘participation’ and ‘governance’, and reveals the potential for radical transformation rooted in the reproduction of our communities, of life, of work and of society as a whole.

‘An ambitious and path-breaking work. It makes for a powerful and challenging book that all educators and activists in movements for social justice should read.’

**Silvia Federici**, author of *Revolution at Point Zero*

‘De Angelis does for the commons in this book what Marx did for capitalism in *Capital*.’

**George Caffentzis**, author of *In Letters of Blood and Fire*

‘Carefully argued and with a wealth of profound examples, this book is at once expansively curious and politically urgent.’

**Max Haiven**, author of *Crises of Imagination, Crises of Power*

‘Offers us a sweeping framework for understanding how commons can provide ways for political and social emancipation. Timely, insightful and hopeful.’

**David Bollier**, author of *Think Like a Commoner*

**ZED**

Zed Books, London — [zedbooks.net](http://zedbooks.net)  
Philosophy

ISBN 978-1-78360-062-5



9 781783 600625 >





## Tables, figures and boxes

### Tables

1.1 Commons as a type of good	38
1.2 Types of commons, following Yochai Benkler's rule	54
7.1 Property rights as a bundle of rights	254
9.1 Using the other system's complex products	333
9.2 Principles of a commons resilience	342

### Figures

2.1 Temporal subject (body) path through the commons	81
2.2 An illustration of the system–environment relation	83
2.3 Commons as a social system	98
2.4 Force field	113
5.1 Capital's boundless expansion conatus	179
5.2 Expanded capital circuit	186
5.3 Coupling between the production and reproduction circuits	189
5.4 The circuit of the commons	193
7.1 The system's reproduction of its own boundaries	244
8.1 Boundary commoning	293
8.2 The market assembly, the core institution of the Campi Aperti, Bologna	296
8.3 Producers–consumers–markets–goods network, Campi Aperti, Bologna	299
9.1 The iceberg model of the economy	314
9.2 Capital–commons structural coupling	330

10.1	A very high bird's-eye view of society and regulation	376
10.2	Controlled society	378
10.3	Commons movements and social revolution	385

### Boxes

1	Occupy	42
2	Greek self-organised clinics	46
3	Greek solidarity statistics	50
4	Water commons	91
5	The meaning of <i>minga</i>	130
6	Flores Rancho, 19 April 2010	159
7	Their parking, our park	164
8	No free water if you free-ride	248
9	School trespassing and temporary boundary commoning	266
10	Food sovereignty	284
11	The co-op village, 26 March 2010	318
12	The point of struggles	350

## Acknowledgements

This book is the creation of many discontinuous encounters, with people, books, situations and life processes. Each of these encounters brought home to me a confirmation or a dissonance, a question or an exclamation mark. To search for the commons meant to leave the normalised part of me sitting silently in its cynical sulk about the world's condition, and to open out for the warmth of human commoning. This was the only way for me to do research on the commons. As this work is not a literary piece, this warmth will not be greatly expressed through the book. But I would never have been able to carry out this research without having experienced the love, the friendship and the experience of community with many of the people who taught me about the commons. In the first place, unlike with many other subjects in science, the student of the commons cannot avoid examining also the position in which he or she, the author and researcher, is located in much of daily life and their immediate circle of affects and love. The micro-commons of my family, and the commoners therein, became the most immediately approachable mirror for my ongoing internal dialogue on the system, on aspects such as the properties of the commons and the aporias of the process of commoning. I must therefore thank Dagmar and our two sons Leonardo and Nicola for their support in critical times and for their patience in having to deal with my never-ending



Comment construire autrement? Comment faire plus avec moins? C'est la question qui sous-tend tout le travail de l'architecte et scénographe Patrick Bouchain, et à laquelle il répond, entouré, comme à son habitude, d'artistes, paysagistes, architectes, cinéastes ou philosophes.

*L'Impensé*, série dirigée par Patrick Bouchain et Claire David située au carrefour entre le citoyen, l'élus, l'architecte et le chantier, propose une autre façon de penser l'architecture et le paysage. Ces récits exemplaires, racontés par des constructeurs des lieux ou des journalistes concernés par une réalisation, requalifient des espaces délaissés par l'urbanisme, l'industrie ou l'économie, et révèlent le dysfonctionnement ou les blocages de notre société.

*Né en 1945, Patrick Bouchain a enseigné dans plusieurs écoles de 1974 à 1983. On lui doit la réhabilitation de nombreuses friches industrielles, dont le Magasin à Grenoble, le Lieu Unique à Nantes et la Condition Publique à Roubaix, ainsi que la création de chapiteaux et de salles de spectacle. Il collabore avec de grands artistes pour des projets in situ. Il est aussi le chef d'orchestre du spectacle des Grandes Roues en 2000 sur les Champs-Élysées, de Jours de Fêtes au Grand Palais en décembre 2005, et l'architecte invité du pavillon de la France à la Biennale de Venise de 2006.*



Dépot légal : septembre 2006 / ISBN : 978-2-7427-6388-7 / 32 € TTC FRANCE

9

782742 763887

Patrick Bouchain

# Construire autrement

COMMENT FAIRE?



EPF-BIB (Lausanne)



EM000008734042

L'IMPENSÉ  
ACTES SUD

## Sommaire

Préface, par Patrick Bouchain	7
A l'œuvre et à l'ouvrage, par Laurent Le Bon	9
Construire autrement	
par Patrick Bouchain	12
Annexe : Le 1 % scientifique, par Joseph Confavreux	126
Paroles constructives	
Principes de contre-renardie, par Michel Onfray	130
Architectures organiques ?, par Lucien Kroll	144
L'art public, par Daniel Buren	150
Le jardin en mouvement, par Gilles Clément	162
L'impensé de la ville,	
par Patrick Degeorges et Antoine Nochy	170
La valeur des délaissés, par Romain Paris	176
Les marchands ont envahi nos rues, par Otar Iosseliani	184
Remerciements	192
Crédits photographiques	192



Né à Gênes en 1919, l'auteur est un des architectes italiens les plus connus et appréciés dans le monde, notamment pour la finesse de l'insertion de ses réalisations modernes dans des centres anciens comme ceux d'Urbino, Pavie, Catane et Venise.

Témoin attentif et critique du Mouvement moderne en architecture, il est resté fidèle à son esprit, mais en étudiant toujours préalablement et minutieusement le contexte social et géographique dans lequel il intervient et en y adaptant ses projets, ce qui l'en a fait bannir par les « gardiens du temple ».

Rigoureux et ouvert comme peuvent l'être ceux qui approchent de la pensée anarchiste, il est l'auteur d'innombrables essais et articles. Il livre ici sa réflexion sur le métier d'architecte, indissociable selon lui, de son engagement social.



9 782910 342272

ISBN 2-910342-27-1

23 €



GIANCARLO DE CARLO

## Architecture et liberté

ÉDITIONS

DU LINTÉAU





Ses principaux projets architecturaux sont illustrés dans les livres : Fabrizio Brunetti et Fabrizio Gesi, *Giancarlo De Carlo*, Florence 1981 ; Lamberto Rossi, *Giancarlo De Carlo*, *Architettura*, Milan, 1988 ; Benedict Zucchi, *Giancarlo De Carlo*, Londres 1992 ; Angela Mioni et Etra C. Occhialini (éditeurs), *Immagini e frammenti*, Milan 1995.

## Table

Introduction de Franco Buncuga .....	5
Introduction à l'édition française par Luciana Miotto .....	21
I. De l'enfance à la Résistance : une traversée rapide	
Retour de Grenade .....	27
Le lynx sur le palier .....	32
Le fascisme vu de Tunisie .....	37
De l'académie navale à l'université .....	39
La croix gammée sur le Parthénon .....	42
Dans la Résistance à Milan .....	48
Giuliana .....	51
Le fascisme et la nouvelle architecture .....	54
Du Mup aux Sap .....	56
À Milan avec Pagano .....	64
La guerre est finie .....	72
II. Après la guerre	
Avec la libération, on a recommencé à parler .....	77
Le Corbusier et Frank Lloyd Wright .....	80
La découverte de la pensée anarchiste .....	82
Carrare .....	85
Canosa .....	89
Être architecte .....	91
Les premiers projets .....	98

Les navires .....	104
La rencontre avec Fernand Léger .....	108
La Triennale de Milan .....	114
L'université .....	119
À <i>Casabella</i> avec Ernesto N. Rogers .....	121
Les vacances à Bocca di Magra .....	125

### III. Les années 1970 : voyage dans ma première maturité

Les Ciam .....	135
Les cubes de Roquebrune .....	143
Le <i>Team X</i> .....	147
L'Ilaud .....	156
Les projets de la première maturité .....	162
Bologne .....	163
Sienna .....	166
Pavie .....	168
Fragments de la longue histoire avec Urbino .....	171
Les maisons de l'Annunziata et la résidence universitaire del Colle .....	175
Des résidences universitaires à la mesure de la ville ...	178
La ville et l'université; comment Urbino a changé ....	189

### IV. Les grands thèmes de l'architecture

Quand le désordre de la ville était fertile .....	195
Le temps des grilles .....	199
Après le logement, l'université .....	201
Gardes rouges, hippies et 1968 .....	210
Des projets pour l'université .....	214
Anna et Andrea De Carlo .....	224
La participation à Terni, Rimini et dans l'île de Mazzorbo	226
Nous sommes tous des handicapés .....	234
Participation indirecte, lecture et «projets tentatifs» ...	237
Le second plan d'Urbino, 1990-1994 .....	241

V. L'élan anarchiste .....	245
Un laboratoire de projets .....	250
<i>Sapzio e Società</i> , une façon partisane de penser l'architecture .....	256
Mon agence est un laboratoire .....	264
Les années 1980-1990 : une nouvelle maturité .....	267
Maturité ou solitude .....	294
Les decarliens existent-ils ? .....	298
Notice biographique .....	301



## Architecture & Participation

Peter Blundell Jones is Professor of Architecture at the University of Sheffield and a frequent contributor to *The Architectural Review*.

Doina Petrescu is lecturer in architecture at the University of Sheffield and member of Atelier d'Architecture Autogérée in Paris. She has written, lectured and practised individually and collectively on issues of gender, technology, geopolitics and poetics of space.

Jeremy Till is Professor of Architecture and Head of the School of Architecture, University of Sheffield. He is also a Director of Sarah Wigglesworth Architects, an award-winning practice. With degrees in both philosophy and architecture, his writings interrogate the relationship of theory to practice.

As government policies throughout the world call for more involvement by people in the making of their environment, the issue of participation has become of central concern to architects, clients, funders, users and government officers. But too often it remains a token gesture. This book investigates how the user can be included in the design process, revealing at the same time how a participative approach can generate new spatial conditions and new types of architectural practice. Participation also challenges many of the normative values of traditional architecture, from issues of authorship and control to aesthetics. While many architectural books concentrate on formal and visual issues, this one opens up the social and political aspects of our built environment, discovering some ways in which users may shape it.

*Architecture & Participation* brings together leading international practitioners and theorists in the field, ranging from the 1960s pioneers to some major contemporary figures. Mixing theory and practice, it provides both a theoretical background and direct examples of application. The first section, *Politics of Participation*, explores the broad social context, outlining themes that should be taken into account in any participatory process. The second, *Histories of Participation*, includes work by some seminal European figures. The third, *Practices of Participation*, provides examples of how leading practitioners have put their ideas into action. The book is illustrated throughout. *Architecture & Participation* will be useful to students, academics and practitioners, as well as to policy makers in the field.

Edited by

# ARCHITECTURE & PARTICIPATION

Peter Blundell Jones, Doina Petrescu, Jeremy Till

 **Spon Press**  
Taylor & Francis Group

[www.sponpress.com](http://www.sponpress.com)  
Printed in Great Britain

ISBN 0-415-31746-9



9 780415 317469



First published 2005 by Spon Press, 2 Park Square,  
Milton Park, Abingdon, Oxon OX14 4RN.

Simultaneously published in the USA and Canada by  
Spon Press, 270 Madison Ave, New York, NY 10016.

*Spon Press is an imprint of the Taylor & Francis Group.*

© 2005 Peter Blundell Jones, Doina Petrescu and Jeremy  
Till, selection and editorial material; individual chapters,  
the contributors.

Designed and typeset by Ben Weaver.

Typeset in Fedra.

Printed and bound in Great Britain by TJ International,  
Padstow, Cornwall.

All rights reserved. No part of this book may be  
reprinted or reproduced or utilised in any form or by  
any electronic, mechanical, or other means, now known  
or hereafter invented, including photocopying and  
recording, or in any information storage or retrieval  
system, without permission in writing from the  
publishers.

*British Library Cataloguing in Publication Data*

A catalogue record for this book is available from the  
British Library.

*Library of Congress Cataloging in Publication Data*

A catalog record for this book has been applied for.

ISBN 0-415-31745-2 (Hb.)

ISBN 0-415-31746-0 (Pb.)

## Contents

Contributors vii

Introduction xiii

Peter Blundell Jones, Doina Petrescu and Jeremy Till

### **Politics of participation**

01 Architecture's public 3

Giancarlo De Carlo

02 The negotiation of hope 23

Jeremy Till

03 Losing control, keeping desire 43

Doina Petrescu

04 Mass housing cannot be sustained 65

Jon Broome

05 Reinventing public participation: 77

planning in the age of consensus

Tim Richardson and Stephen Connelly

06 How inhabitants can become collective developers: 105

France 1968–2000

Anne Querrien

07 City/democracy: retrieving citizenship 117

Teresa Hoskyns

### **Histories of participation**

08 Sixty-eight and after 127

Peter Blundell Jones

09 Fragments of participation in architecture, 1963–2002: 141

Craz and Berlin

Eilfried Huth

10 Notes on participation 149

Peter Sulzer

11	Kemal Özcül's acceptance speech Peter Hübner	161
12	Özcül postscript: the Gelsenkirchen school as built Peter Blundell Jones	173
<b>Practices of participation</b>		
13	Animal town planning and homeopathic architecture Lucien Kroll	183
14	What if?.. A narrative process for re-imagining the city Prue Chiles	187
15	Politics beyond the white cube Marion von Osten	207
16	Rights of common: ownership, participation, risk Muf	211
17	We need artists' ways of doing things: a critical analysis of the role of the artist in regeneration practice Katherine Vaughan Williams	217
18	Stalker and the big game of Campo Boario Stalker	227
19	Points, spirals and prototypes Raoul Bunschoten	235
20	Your place, or mine...? A study on participatory design, youth, public space and ownership Fluid	247
	Index	275

## Contributors

**Peter Blundell Jones** is Professor of Architecture at the University of Sheffield and a frequent contributor to *The Architectural Review*. His books include *Hans Scharoun* (Phaidon 1995), *Dialogues in Time: New Graz Architecture* (HdA Graz 1998), *Hugo Häring* (Menges 1999), *Günter Behnisch* (Birkhäuser 2000) and *Modern Architecture through Case Studies* (Architectural Press 2002). A monograph, *Gunnar Asplund* (Phaidon) is in press.

**Jon Broome**, after studying at the Architectural Association, worked in the housing department for Lewisham Council. In the 1980s he collaborated with Walter Segal on social self-build groups. From 1984 to 2000 he was director of Architype, which specialised in low-energy design, timber frame construction and sustainable building. He now runs his own consultancy mixing theory and practice. Projects include low environmental impact housing and the Sustainability Works website for the Housing Corporation. His publications include *The Self-Build Book* (1991) and a contribution to *Housing and the Environment*, published by the Chartered Institute of Housing in 1994.

**Raoul Bunschoten** is director of CHORA-urbanism and architecture and of CHORA-research, the latter a not-for-profit organisation. CHORA-research is involved in a planning project for Peterhead, Aberdeenshire, and in a programming study for the so-called Future Centre of the Rijkswaterstaat (the Netherlands National Department of Water and Infrastructure). CHORA architecture and urbanism is planning two buildings in Ireland, and is a partner in a commission for a masterplan study for Homerton Cross, Hackney, east London. Raoul Bunschoten has taught for 13 years at the Architectural Association in London, most of that time as Diploma Unit Master, and for eight years as thesis tutor at the Berlage Institute in Rotterdam. Currently he is focusing on projects and research.

**Giancarlo De Carlo** was born in 1919 and studied engineering at Milan polytechnic. During the Second World War, he joined the



63

As Deleuze notes: 'Philosophy refers to common sense as its implicit presupposition... Common sense is thus taken to be a determination of pure thought... Common sense shows every day – unfortunately – that it is capable of producing philosophy in its own way.' G. Deleuze, *Difference and Repetition*, New York: Columbia University Press, 1994, pp. 132–35. Deleuze contrasts common sense (which identifies and recognises) with good sense (which foresees), but sees them both as complementary in their attachment to pure thought. 'Good sense and common sense complete each other in the image of thought.' See also G. Deleuze, *The Logic of Sense*, New York: Columbia University Press, 1990, pp. 78–79.

64

'Kant's notion of "sensus communis" is ultimately cognitive and formal rather than social and cultural.' M. Shapiro, *Cinematic Political Thought*, Edinburgh: University of Edinburgh Press, 1999, p. 14.

65

C. Taylor, *Sources of the Self: The making of the modern identity*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 1989, p. 57.

66

As John Shotter notes: 'Joint action... gives rise to unintended consequences, that is: outcomes which are not intended either by you or me, but which in fact are our outcomes.' Shotter, *Cultural Politics*, p. 47.

67

B. Arditi and J. Valentine, *Polemization: The contingency of the commonplace*, Edinburgh: Edinburgh University Press, 1999, p. 135.

68

*Ibid.*, p. 124.

proposition that sense can be arrived at through commonly agreed principles presupposes that universal structures of thought can be erected,<sup>63</sup> and with these universal solutions can be found. In the context of participation, such universal structures clearly suppress the development of particular desires. In addition, by identifying common sense with the realm of the detached intellect, one removes it from the social world: common sense in this light becomes formal and prescriptive rather than social and cultural.<sup>64</sup>

Therefore, instead of seeing participation as the move towards the establishment of common sense, it may be better to posit it in terms of making best sense. The philosopher Charles Taylor argues that best sense aims at 'not an absolute best but a partial best... (it offers) the more realistic orientation about the good, but also allows us to best understand and make sense of the actions of others'.<sup>65</sup> The idea of making best sense thus acknowledges three things: first, that that no one perfect solution exists; second, that others are involved in the process, it is not the work of the lone intellect or expert; third, and crucially, it identifies the very contingency of architectural practice. Architecture is open to forces beyond the direct control of the architect. In participation, this contingency is represented first through the desires of the users, and the architect has to face up to the often conflicting status of these desires. It is not a matter of attempting to find a consensus among these competing positions, but of using one's judgement to make best sense of them. The process, whilst potentially leading to unintended consequences, thus still has intentionality.<sup>66</sup> This inevitably leads to the acceptance of difference rather than the imposition of a false equality, even if this might grate with accepted liberal norms of participation, in which the search for a solution acceptable to all is paramount. The spaces arising out of the contingency of participation are thus not necessarily those of static harmony; 'a common space that is also a fissured space is not an oxymoron'.<sup>67</sup> Instead a different notion of equality arises, not one based on principles of absolute universality, but one which 'as a contingent outcome of a conflicts and strategic calculation is a sedimented moment in a fluctuating equilibrium'.<sup>68</sup> The hope, therefore, is that a participatory process that is based on the principle of making the best sense will lead to architecture capable of accepting difference and architecture that is responsive to change over time, since it avoids the stasis of any universalizing tendency.

### The negotiation of hope

In this chapter I have attempted to formulate an approach to participation that moves beyond the token involvement of users towards a

more transformative model. In order for this to happen, architects need to accept changes to the standard methods and values of practice, and in particular to see that the issues that participation brings to the fore present not a threat but an opportunity, leading to a more empowering form of architecture. This is achieved through an acceptance – or let us hope a welcoming – of the political aspects of space, of the vagaries of the lives of users, of different modes of communication and representation, of an expanded definition of architectural knowledge and of the inescapable contingency of practice. This acceptance leads not only to a revitalised, and more relevant, form of participatory practice, but also to a revitalised, and more relevant, form of architectural practice. For too long architecture has isolated itself in the vain pursuit of the incompatible bedfellows, innovation and timelessness. Participation challenges these values, and brings an awakening of the virtues of engagement: an awakening that might come as a shock to architects more used to a deluded detachment, but one which is necessary if architecture is to have any future relevance.

Participation is not a worthy sop to our political masters; nor is it an excuse for mediocrity; it is not a distraction from supposedly higher values. Participation is the space in which hope is negotiated.<sup>69</sup> What is clear is that this hope refers not just to a better future for the users of the built environment, but also to a better future for architectural practice.

69

I purposely use the word hope to challenge the despair of Manfredo Tafuri who talks of the 'anachronistic "hopes in design"'. Whilst Tafuri's critique of the naivety of architects in the face of capitalist forces is compelling, it behoves us all to suggest alternative methods of architectural production which are politically aware and transformative. See M. Tafuri, *Architecture and Utopia*, Cambridge, MA: MIT Press, 1976.

La Chapelle is one of the areas in Paris with the highest immigration rate (more than 30 per cent of its 30,000 residents are 'foreigners'). Geographically, it is an urban island, bordered by the major train tracks of the Gare du Nord and Gare de l'Est, and the ring road of Paris that isolate the area and constitute a real break within the city. A number of abandoned industrial buildings and left-over spaces (*friches* or *terrain vagues*) are also located in the area. They represent a reserve for potential urban development, but at present, because of their degradation, they are perceived negatively by the residents.

The lines of flight are a metaphoric construction issuing from the critical analysis of the capitalist system drawn by analogy with schizophrenic behaviour. It is what Deleuze and Guattari have called schizo-analysis. They consider that 'schizophrenia is undissociable from the capitalist system, itself conceived as primary leakage (*'fuite'*) and exclusive malady. The capitalist economy proceeds by decoding and deterritorialization; it has its extreme cases, i.e. schizophrenics, who decode and deterritorialise themselves to the limit; but also it has its extreme consequences – revolutionaries.' 'Capitalism, a very special delirium', in Felix Guattari, *Chaosophy*, New York: Semiotext(e), 1995, pp.72-73.

'There is a third type of line, even stranger still, as if something were carrying us away, through our segments but also across our thresholds; toward an unknown destination neither foreseeable nor pre-existent' G. Deleuze and F. Guattari, *On the Line*, New York: Semiotexte, 1998, pp.70-71.

G. Deleuze and F. Guattari, *Anti-Oedipus: Capitalism and schizophrenia*, London: Athlone Press, 1984. was written just after the events of 1968 and published in 1972. Guattari was a political activist at that time and was personally involved in the organisation of May 1968 in Paris.

urban creativity curated by the *aaa* members, residents and external collaborators, catalysing activities at the level of the whole neighbourhood. The garden became as such the metonymy of the whole *aaa* project, functioning as social and cultural space, both utopian and real, nomadic and multiple, through a continual process of fabrication and self-redefinition according to its users' desires. The root *eco* is used here in its original Greek sense of *oikos*, that is 'house, domestic property, habitat, natural milieu'. ECObox is a tool for making the city habitable without domestication and control through official policies or private bodies, but by desiring, claiming, making its memory and its inhabitants' imaginings more intimate.

Guattari and Deleuze's 'lines' challenge the usual designer thinking about lines. They are an abstract and complex enough metaphor to map the entire social field, to trace its shapes, its borders, its becoming. They can map the way 'life always proceeds at several rhythms and at several speeds'. They map individual cracks and collective breaks within the segmentation and heterogeneity of power.<sup>3</sup> The 'line of flight', *ligne de fuite*, is defined not only as a simple line, but as the very force of a tangle of lines flung out, transgressing thresholds of established norms and conventions, towards unexpected manifestations, both in terms of socio-political phenomena and in individual destinies.<sup>4</sup>

By choosing to follow 'lines of flight' rather than mainstream examples, we propose a schizoanalytical reading of this type of approach and take an unusual, abnormal, deterritorialising path that flees from the usual framing of a neo-capitalist architectural practice.

The 'line of flight' occurs in Guattari and Deleuze's work soon after 1968.<sup>5</sup> May 1968 was itself such a line of flight: a non-historical manifestation of a heterogeneous 'Outside' – the eruption of 'a pure becoming', within the social field.<sup>6</sup> It is around 1968 that the participative approach emerges also as a 'line of flight'; not as a historical accumulation, but as a becoming, a 'revolutionary' drive of a critical practice, searching for a new freedom within the architectural profession.<sup>7</sup>

'Ce qui se construit dans la temporalité et n'est pas là pour rester.'<sup>8</sup>

### Desire and bricolage

A schizoanalytical approach to 'participation' should start with desire, by considering the participative process as a way of assembling a collective economy of desire, articulating persons, gestures, economic and relational networks, etc.<sup>9</sup> The participation process

'Becoming isn't part of history; history amounts only the set of preconditions, however recent, that one leaves behind in order to "become", that is, to create something new. This is precisely what Nietzsche calls the Untimely. May 1968 was a demon-stration, an eruption, of a becoming in its pure state.' G. Deleuze, 'Control and becoming', in *Negotiations*, New York: Columbia University Press, 1995.

For more details about the English context of the 1968 events and the emerging of participative approaches in architecture and urban planning, see Peter Blundell Jones's chapter in this book. See also Ben Franks 'New right/new-left: An alternative experiment in freedom', in S. Sadler and J. R. T. Hughes, *Non-Plan: Essays on freedom, participation and change in modern architecture and urbanism*, Oxford: Architectural Press, 2000. In France also, there is a link between the 1968 events and participation in architecture, for former revolutionary students were involved in the first participative projects in the 1970s such as the 'auto-rehabilitation' experiences in the Saint Laurent district in Grenoble, the 'ateliers communautaires d'aménagement du cadre de vie' in Cergy Pontoise or the reconstruction of Alma-Gare neighbourhood in Roubaix that is discussed by A. Querrien in Chapter 6 of this book. Nevertheless participation was not the main concern of the French radical practices, who were more concerned after 1968 with the deconstruction of institutions that exerted a centralised control over practice. They sought the introduction of a regulatory competition system in architecture in order to guarantee a democratic access to project commissions, and also the reorganising of the professional education system. Many of these French radical practices were started during a period of research and experiment when, under the Situationist influence, they refused to build; but by the late 1970s and early 1980s they were building a lot, and frequently leaving behind their former interest in working with users. This is the case with Roland Castro, Antoine Stinco, Christian de Portzamparc, Paul Chemetoff, etc. Amongst the few exceptions are Yona Friedman, Paul Virilio and Michel Ragon, who continued in their concern with questions of self-management and participation of users in decision-making in architectural and urban planning processes.

depends on participants' desire.

But if this desire doesn't manifest itself, how can one make it visible? And if it is visible, then how does one welcome it? How could different desires coexist and operate together? And above all, how should we think about desire, about the concept of desire itself, within a participative process?

If we understand participation as a process, as the 'labour of desire', it is because desire itself is processual. There is no desire, says Deleuze, that does not flow into an assemblage of desires, and for him:

Desire has always been a constructivism, constructing an assemblage (*agencement*), an aggregate: the aggregate of the skirt, of a sun ray, of a street, of a woman, of a vista, of a colour... constructing an assemblage, constructing a region, assembling.<sup>10</sup>

Desire always relates to the 'multiple', the 'different', and the 'other'. It is:

A collaging process that seeks to include and to affirm as a way of multiplying possibilities and thus power. It stems not from a lack but on the contrary from an overflowing plenum. Desire is a 'production'; it 'creates situations'... Desire is an energetic bricolage that uses whatever is at hand in perverse ways: transvaluating the context, letting its parts fly free to connect in diverse ways. To desire is to collage one's collage onto another collage.<sup>11</sup>

'Cela me donne une force qui me fait sortir de chez moi...'<sup>12</sup>

Driven by desire, participatory design is a 'collective bricolage' in which individuals (clients, users, designers) are able to interrogate the heterogeneity of a situation, to acknowledge their own position and then go beyond it, to open it up to new meanings, new possibilities, to 'collage their own collage onto other collages', in order to discover a common project. As in bricolage,<sup>13</sup> in participative projects, the process is somehow more important than the result, the assemblage more important than the object, the deterritorialisation more important than the construction of territories.

ECObox is a bricolage project resulted from an assemblage of desires. From the very beginning, the collective production of desires has been understood as a process shaping the project. The project started in June 2001 with a consultation on community spaces and a Post-it board where 'gardens of words' were drawn by inhabitants of



## Introduction

This book arose out of a lecture series that we jointly coordinated at the School of Architecture, University of Sheffield, in 2002. The three of us shared an interest in the subject of architecture and participation, but had different perspectives on the subject. We hoped that the lecture series would provide a forum for the discussion of ideas, as well as a basis for informing our teaching and research. Our initial aim for the lectures was quite modest; we wanted to introduce our students to an issue that we thought might have a lasting benefit on the way they thought about and went about architecture in the future. We also felt that the time was right for a re-evaluation of participation, particularly given a European political context in which ‘participation’ had become a buzzword, but with little thought given to what the word actually meant. We decided to keep the word but to question its meaning. To this end we invited speakers from a wide range of backgrounds to explore the general issue of architecture and participation. We were exceptionally fortunate in attracting people who had been at the vanguard of participation in the 1960s, together with some of the contemporary leaders in the field. When we went over the transcripts from the lectures we realised that, viewed together, the contributions presented an important set of insights on the subject. We were also conscious that the literature to date was scant and included little theorising of the subject. We therefore invited our lecturers to develop their contributions for this book, and also asked other people to make contributions where we felt an area had not been covered.

What is immediately striking about the collection of essays is that they offer alternatives to widely accepted approaches to participation. At the level of the lowest common denominator, architectural participation can be defined as the involvement of the user at some stage in the design process. Too often this involvement is token, bringing a degree of worthiness to the architectural process without really transforming it. Recently, government policy in Europe and the USA has made participation a necessary part of public work; it has thus effectively been institutionalised, another box among many to tick in order to get approval and funding.

Participation becomes an organised (and potentially manipulated) part of any regeneration project, in which users are meant to be given a voice, but the process stifles the sounds coming out. The problem is that the term participation is accepted uncritically, and idealised notions which centre on concepts of consensus are implied. Many of the essays in this book present a challenge to that uncritical acceptance of participation and of the role of the user. Instead they open up discussion about the politics of participation, accepting, and in some cases enjoying, the contested conditions of the participatory process, its conflictual possibilities and unpredictable nature. As such, participation is not always regarded as the guarantee of sustainability within a project but as an approach that assumes risks and uncertainty.

Participation needs to differentiate between the demands of the clients and the desires of the users. Architects, needing clients with power and money, are usually on the side of those in power and willing to embrace and express in built terms the ideology and economics of these clients, to the exclusion of the desires of the potential users. There is thus a removal of the general public from the processes of architectural production, which in turn leads to a sense of alienation of the users from their environment. Modernisation has meant the removal of people from decisions, as layers of bureaucracy and specialist procedures compel experts to intervene between the user and the building. These experts bring with them their own value systems that are often at odds with those of the users. A gap thus opens up between the world as built and the world as needed and desired: to see the effects of this gap we need look no further than the mass housing projects of the mid-twentieth century, when a standardised version of living and abstract notions of 'community' were imposed statically by a supposedly benevolent bureaucracy, rather than being allowed to grow more spontaneously according to people's wishes. Participation effectively addresses this gap through involving the user in the early stages of architectural production, leading to an environment that not only has a sense of ownership but is also more responsive to change.

Passing beyond the technical and economic frameworks of architecture, participation inevitably engages with the political, a term often denied by architects in the assessment of their work. In contemporary global politics, where issues of democracy are so contested, true participation in the processes of change is becoming increasingly rare but at the same time is increasingly needed. If people are to feel a sense of belonging to the world in which they live, an involvement in the spaces they inhabit is a good starting point. This is reflected in most of the chapters in the book, and leads to a

reading of architecture as the occupation of space by sensate, politicised beings, not architecture as technically determined process or rarefied aesthetic. The political dimension is too often avoided by differentiating between the functional and the aesthetic, treating the former as a purportedly objective terrain of ergonomics and efficiency, and seeing the latter as a kind of private language supposedly above the political debate. Many chapters in the book indicate that the functional and the aesthetic are not isolated, neutral terms but must be placed within a more complex politicised world. The introduction of politics takes participation beyond the expedient and pragmatic, forcing it to engage with issues that in the long term will make architecture more responsive and responsible.

It may be argued that with the rise of media coverage of architecture, especially the multitude of populist television programmes, there is a concomitant rise in public engagement with architecture. But the media, with its emphasis on image and surface, can lead to false participation, turning us into passive consumers and not active doers and makers; the drama on the screen takes over from the actual lived-in product. By providing snapshots of lifestyles the media panders to the public's wishes, but in a way that is completely circumscribed by the dominance of taste and consumer technologies – both of which exhibit built-in obsolescence. The public thus become fixated on a superficial and transient version of architecture, losing sight of the transformative potential of the built environment and the way in which they might become properly engaged in the transformation. Architecture needs to be understood within a broader framework than the surface of image, both in terms of engaging with context and in terms of engaging with all the senses, through time and experience of use.

Because true participation concerns real engagement rather than a grazing of the image, it can provide a counterpoint to the image-fuelled world of the media. But of course mainstream architectural culture is equally obsessed with the image – we can see how participation is not merely a means to engage users more fully in the production of space, but also a means to criticise and redirect architectural culture. Many contributors to this book demonstrate that participation, through introducing alternative means of production, leads to alternative aesthetics and spatialities. It is too easy to dismiss some of these aesthetics as 'crude' or 'dirty', because that simply reinforces the presumed superiority of the standard architectural categories of refined and clean. Instead, we should recognise that the products of participation have their own value system that stands alongside that of conventional architecture – and that this value system is perhaps more relevant and appropriate to

the democratic transformation of the built environment. The inclusion throughout the book of artists, planners and curators in inventing creative processes for participation, both individually and collaboratively, is suggestive of the way that participation leads to an expanded field for architectural practice; it is a means of reinvigorating architecture, bringing benefit for users and architects alike.

Indeed, a common theme throughout the book is that participation is not just a catalyst for transformation of the role (and eventual lives) of users, but also for the transformation of architectural practice. It comes as no surprise that many contributors have been consistent irritants to the architectural establishment, in so far as they have consistently highlighted the limits of that establishment. Unfortunately the normal reaction is to marginalise or dismiss the actions of the irritants as perverse behaviour, and with this, participation, by association, is also labelled a marginal activity. Our contention is that, as with all things sitting on the margins, participation is a good means of identifying the strengths and weaknesses of the centre. From this critical view flows a more positive reformulation, in which participation can be seen as a means of making architectural practice more relevant to, and more engaged with, the everyday world.

To accomplish this transformation, we do not present a standard version of participation; we even contest that a standard, unique, version of participation could ever be possible. The danger with a normative technique is that it sees the user (once again) as standard, there to be subjected to common methods. Instead, one has to accept that with multiple users, multiple desires and multiple contexts, multiple forms of participation are necessary. The book covers a wide range of users, situations and methods, reflected to some extent in the differing modes of presenting the work. These range from the informal recording of a lecture, through illustrated essays, to structured texts. We have also consciously mixed up history, theory and practice, in an attempt to see one aspect always informing another. The construction of the book itself was also participative, including different visions and different voices of men and women, of professionals and users, of academics and practitioners, with whom we had many discussions and exchanges. In preparing the bibliography, we were astonished at how little of the available literature on architecture and participation presented any kind of theoretical context. It was our intent to fill this gap, but at the same time to provide useful pointers for future practice. Clearly the book is therefore not a primer, but nor is it a remote academic text. At a time when participation is so played-up by politicians but also greatly misunderstood, we hope that the contributions will

inform and inspire future participatory practice in architecture and other fields. Driving all the contributors is a belief that participation can make a difference to the way that we all, users and experts alike, engage with our built environment. If this book makes a small difference to the future quality, and relevance, of that environment, it will have served its purpose. If it succeeds in provoking questions about the procedures and values of standard architectural practice, so much the better.





## Architecture's public

### *Editor's note* <sup>(PBJ)</sup>

*This milestone in architectural history began life as a lecture given at a conference in Liège in 1969, and was published in extended form with an English translation the following year in the Italian periodical Parametro.<sup>1</sup> It carries both the optimistic and egalitarian spirit of 1968 and the anger of a younger modernist generation discovering that the social ideals of the Modern Movement had been lost or betrayed. Its strongly political tone recalls a time when the impact of global capitalism was beginning to be felt, and the political implications of the aesthetic were being exposed. Thirty-four years on, much remains relevant, and many of the problems identified are still with us: the tendency for academic architecture to isolate itself in its own discourse, for example, has increased. This remains a key text for anyone concerned with participation.*

<sup>1</sup>

As the original translation in *Parametro* was somewhat literal and unclear in places, this version has been re-edited, and includes some improvements added by Benedict Zucchi in the version published in his *Giancarlo De Carlo*, Oxford: Butterworth, 1992.

### **The revolt and the frustration of the school of architecture**

When the university protest exploded – the most important event since the end of the Second World War – the architecture faculties found themselves immediately in the vanguard. In many universities in Europe and in the wider world, students of architecture were the first to demand a radical renewal of organisational structures and teaching methods.

#### Why?

Because the faculties of architecture, more than any other faculty, had long been dominated by an academic body interested only in preventing new ideas from penetrating into the school (in architecture new ideas are at least 50 years old). Since the School was the last refuge into which new ideas had to penetrate, the conflict was radical at the beginning. The limits of the conservative position were solid and precise, so the prospects of renewal seemed equally solid and precise. But after an initial period of obstinate resistance, the academic body began to wonder if the new ideas were really so dangerous, especially since they were now accepted by everyone – at all levels of power, even by the state bureaucracy and property speculators. Precisely because of this universal acceptance, the suspicion grew that new ideas and young people had lost their aggressiveness. And so having reasonably accepted this idea, the academic

body made an admirable pirouette, changing its previous routine without moving the axis of rotation. By accepting the most innocuous elements of a new language – and possibly by introducing a few new personages chosen from among the most innocuous proponents of these innocuities – it was possible to continue defending something of the old position. The operation promised to be a success, and property speculation – given more time and different circumstances – had already carried it through. But instead it was a total failure. Why?

Because in the meantime the students, matured by their struggle, had changed their outlook. They had realised that it was not just a matter of organisational structures and teaching methods, but a more fundamental question about the purpose of their training and social role. The objective of their struggle could no longer be simply to substitute one symbol for another, or one person for another. It was a question of rediscovering the reasons for being an architect in a world which the academics and power brokers, men of apparently opposing sides, had long accepted and which they, the students, for good reasons had refused. They sought a different way of doing architecture for the edification of a different world (perhaps best defined negatively: not classist, not racist, not violent, not repressive, not alienating, not specialising, not totalising). For architecture to regain a progressive role, it was necessary first to verify how much new material was included in that passed off as new: then to build something truly new, wholly new in content as well as in expressive forms. This has not come about, however, and perhaps it has not even begun. And so the excellent premises which fed the revolt shaded off into a state of confusion which has removed the faculty of architecture from its avant-garde position to a frustrating and inconclusive place at the rear. Why?

Because there was nothing either in the faculty or in architectural practice that could nourish a courageous exploration. There was no line of thought or collection of facts coherent enough with reality to provide a matrix of concrete alternatives for the modification of reality. The field of architecture remained amorphous and impalpable, lacking structure. Not only was it incapable of regenerating itself: it even remained insensitive to the stimuli of its own contradictions.

### **The ambiguity of the architect's role**

Any discussion of the credibility (and of the historical legitimacy) of architecture in the contemporary world must begin with an acknowledgement of this situation, acknowledging it as the origin of any investigation of architecture's future or past. We shall begin

defining the inconsistency between the field of architecture and the facts of reality by examining the behaviour of its protagonist, the architect. No other connotation of a human craft has had such wide and ambiguous meanings. The term has been applied to figures ranging from head-bricklayer to God (supreme 'architect' of the universe), and this unlimited latitude of meaning has weighed enormously on the destiny of those claiming the title, because it has trapped them between the frustrating suspicion of not achieving the minimum and the exalted vanity of arriving at the maximum.

In different historical epochs, depending on the use to which political power put him, the architect has been more a head-bricklayer or more a god. If not exactly head-bricklayer, he was certainly head builder at the end of the Middle Ages and the beginning of the Renaissance. If not exactly God, then he was high priest and custodian of state secrets in ancient Egypt from the First Dynasty to the conquest of Alexander. In all epochs, whatever the importance of his role, the architect has been subject to the world view of those in power. Since money, materials, land and authority to act were necessary, and since the ruling power was the only force capable of furnishing him with these means, the architect by definition had to identify himself with it, even transforming himself into its operative appendage. Bourgeois society, famous for taking care of everything and leaving little room for manifestations of independence to insinuate themselves, also tried to classify the role of the architect, situating it within the more general concept of the profession. As a professional, the architect became a representative of the class in power. His duties were limited to the study and application of building technology (later also urban planning, later still environmental planning). In carrying out his duties he found both his dignity and his payment, as long as he did not worry about motivations or consequences: that is, as long as he did not refer his activity to a more general political condition. So with the rise of bourgeois professionalism, architecture was driven into the realm of specialisation, where only the problems of 'how' are important, because the problems of 'why' are considered solved once and for all. But the subjugation which succeeded so well with most human activities could not succeed with architecture. This was not because architecture had a conceptual and operative structure able to resist instrumentalisation, but precisely the opposite: because it lacked structure. We must not forget that when the sacred programme of specialisation began to succeed in a world shaken by the tremors of the industrial revolution, militant architecture remained obsessed with styles, proposing a mere manipulation of signs when what was really required was a profound subversion of concepts and methods.

But in any case, how and in what could architecture have specialised? The very school for the preparation of architects was born out of an ambiguous coupling of art and technology, destined inevitably to generate a sterile species. Its composition – still almost intact today – was derived from the grafting of a few peripheral branches of the Polytechnical School onto the old trunk of the Academy of Fine Arts, a combination of irreconcilable opposites. The academic artistic background was destined systematically to annul the formation of any concrete proposition connected with technology, while the technical was destined in turn to render commonplace any abstract expressive proposition connected with art. Forced into an inorganic coexistence, both academic art and applied technology retarded the scientific transformation of the architectural discipline and interrupted its contacts with social transformations. Thus the lack of a disciplinary structure saved architecture from specialisation but threw it into the state of vagueness and confusion which persists as the core of its contemporary trouble.

### **The Modern Movement:**

#### **Between commitment and uncommitment**

Obviously at this point one could object that there was the Modern Movement, a movement which produced many ideas and many heroes. And it is a pertinent objection: the Modern Movement represented an important chance for cultural renewal in architecture. But we need to question architecture's 'credibility', i.e. its capacity to have a 'public'. And therefore we must start by addressing a fundamental question: what is architecture's public? The architects themselves? The clients who commission the buildings? The people – all the people who use architecture? If the third hypothesis is true – that all the people who use architecture are its public, and today this seems hard to resist – then the presence and the work of the Modern Movement and its heroes must emerge in a different perspective from that allowed by its own publicity machine. We cannot escape the fact that the Modern Movement has preserved substantial defects of the amorphous condition from which it emerged. For example, it preserved the ambiguity of role assumed when it became a bourgeois profession, and it sought to reconcile art and technology by simple qualitative modification of the first of these 'two factors', merely substituting modern art for academic art. Instead, it should have set aside the whole superfluous dilemma, questioning architecture's objectives and methods, both to allow it to become scientific and to allow it a radical expressive renewal.

But this was only the consequence of a more serious failing that the Modern Movement inherited from the amorphous matrix



in which it was generated: the deliberate programmatic attitude of an elite. I do not criticise the size of the group – the fact that only small groups can set off processes of real renewal seems unquestionable – but rather the group's choices in defining its field of operation. The field which the Modern Movement intended to conquer (and did in fact conquer) was that already occupied by academic or business architecture; a field restricted to relations between clients and entrepreneurs, land owners, critics, connoisseurs, and architects; a field built on a network of economic and social class interests and held together by the mysterious tension of a cultural and aesthetic class code. This was a field that excluded everything in economic, social, cultural and aesthetic terms that was not shared by the class in power. It is true that a few 'heroes' had intentions and produced works beyond these limits, but always leaning out of their elite positions, never stepping out to stand on the other side: the side of the people – those who use and bear architecture. The ideas and accomplishment of such 'heroes' – for example a Loos or a Le Corbusier or a few others (mostly different, though official criticism bunches them together) – have an inestimable value which architecture cannot do without. Nevertheless they represent only a tiny speck in the great mountain of unsolved problems in the contemporary human environment. By distancing itself from the real context of society and its most concrete environmental needs, the elite attitude of the Modern Movement just accentuated the superfluity of architecture. The old gulf due to an ambiguous professional condition was widened by a further estrangement from reality, isolating architecture in a floating condition. This has favoured the formation of a few great free spirits projecting a daring search for newness, but it has also encouraged the formation of their opposite; a multitude of walk-ons destined to nullify the novelties of the former, reducing them to inert symbols completely commensurate with the requirements of the ruling class.

There is no need to describe these walk-ons in detail: they form the artichoke of cultural activity, layer after layer: philosopher, economist, sociologist, politician, historian, educator, technologist, artist, decorator, designer, builder, city planner, etc. Under the hundredth leaf you find the consultants to those in power – the expert exploiters of floor-space, the manipulators of building codes, the cultural legitimators of the sack of the city, and the territory organised by financiers, politicians and bureaucrats to the detriment of ordinary people. To describe this character further is superfluous, because he is already familiar, if only at the literary level, through novels, comedies, films, and television sketches, which present him as a stereotype of intellectual alienation in our

neo-capitalist age. Although this serves to explain why architecture is no longer credible, it is more worthwhile to analyse the phenomenon in its trunk than in its branches, even if the latter are substantial and diversified. The point is that credibility disappeared when modern architecture chose the same public as academic or business architecture; that is, when it took an elite position on the side of the client rather than on the side of the user. Historical experience has taught us that elites, even when claiming neutrality, get caught in fields of force that benevolently concede neutrality because they know that in conceding it they exploit it, simply through the effect of their interest. Conditioning arrives on cue at the very moment when it is expected: for when 'neutrally' dealing with the problems of 'how', the problems of 'why' are forgotten.

### **Faith in 'how' and ignorance about 'why'**

Two examples selected from the history of the Modern Movement will illustrate this failure of memory. The first is the CIAM Frankfurt Congress of 1929 devoted to 'Minimum Housing'; the second the CIAM Hoddesdon Congress of 1951 on the 'Heart of the City'. Certainly the former was more important than the latter in terms of seriousness of commitment, but both were equally important for the prospects they opened up (and closed down). At Frankfurt, the architects addressed the problem of how to manage the great demand for housing that exploded after the First World War in every city of the world. They were right to take up the problem, but wrong to believe that it was their invention. It had already been invented and dramatised by the capitalist system, which having urbanised masses of farmers to generate manpower for industry without providing for their settlement in the city, now found itself in a tight spot, caught in the web of its own contradictions. The alarm expressed itself in the slogan 'more housing or less production' (and in the architects' more strident echo 'architecture or revolution'). The remedy prescribed was the construction, possibly in series, of the cheapest possible housing. It was reduced to the absolute minimum tolerable in terms of floor area, a minimum referred to as 'existential'. The architects of the Congress offered a series of brilliant solutions, competing to see who could most reduce not only the square metres and cubic metres per person, but everything superfluous to an abstract calculation of essential physiological behaviour. Concentrating on the problems of 'how', they played into the hands of the power structure. In neglecting the problems of 'why', they lost track of the most important reasons for their cultural commitment.

Today, forty years later, we find that those proposals have

become houses and neighbourhoods and suburbs and then entire cities, palpable manifestations of an abuse perpetrated first on the poor, and then on the not-so-poor. The proposals became cultural alibis for the most ferocious economic speculation and the most obtuse political inefficiency. Nevertheless, those 'whys' so nonchalantly forgotten at Frankfurt still have trouble coming to the surface. But we have a right to ask 'why' housing should be as cheap as possible and not, for example, rather expensive; 'why' instead of making every effort to reduce it to minimum levels of floor area, space, of thicknesses, of materials, etc, we should not try to make dwellings spacious, protected, insulated, comfortable, well-equipped, rich in opportunities for privacy, communication, exchange, personal creativity, etc. Nobody can be satisfied with an answer that appeals to the scarcity of available resources when we know how much is spent on wars, missiles and anti-missile systems, on moon projects, on research to defoliate forests inhabited by partisans or to paralyse demonstrators emerging from ghettos, on hidden persuasion, on inventing artificial needs, etc. The priority scale established by the power structures has no sense except that of its own self-preservation, and therefore no one can or should accept the low priority assigned to housing, the city and the landscape. Nor can or should any one go on believing, according to the dogmas established at Frankfurt, that it is a good idea to define spatial limits in order to cook omelettes faster.

Working on 'how' without rigorous control of 'why' inevitably excludes reality from the planning process. Proposals for the solution of problems necessarily stand between the definition of goals and the evaluation of effects. The refusal to correlate one's contribution with the two poles of motivation and control is a typical manifestation of the idiocy of forced specialisation, which also influences the quality of the proposals and their capacity to resist interference. In fact, all the compensation which the Frankfurt architects introduced to counterbalance their minimum dimensions – more air, more light, more sun, more green areas, more formal rigour – were eliminated in practice as useless accessories or frills just like the 'abominable' decoration. These things were not included among those 'concrete goals' which the architects had examined, nor did they appear within the 'concrete controls' which neither the architects nor the users could object to. Not only had the problem been badly defined, but its solutions were destined to cause the disaster with which we are now all familiar. It had been so badly defined that today, forty years later, although it is universally accepted that housing for the poorer classes can be the cheapest and therefore the most squalid product on the market,

the demand for housing is still far from satisfied. On the contrary, it represents the most serious scarcity of our time.

### **At Hoddesdon, as at Frankfurt, but less intelligently**

At the Congress of Hoddesdon of 1951 the architects thought they had invented the problem of the rehabilitation of urban centres. Confronted with the squalor of peripheral neighbourhoods and the demoralisation caused by the criteria of functional specialisation which they themselves had proposed with the idea of 'zoning', they conceived the notion that the centre should be given back those opportunities for exchange, communication, choices, and emotions that the city as a whole had lost by now; it should be transformed into a 'heart' capable of pumping blood back into the exhausted and disjointed limbs of the city. At Hoddesdon, as at Frankfurt, but to tell the truth in a weary tone, numerous proposals were made: to concentrate the most important administrative activities in the centre, to place the most attractive leisure activities near the centre, to pedestrianise the centre, to construct huge car parks in the centre, to preserve the historic character of the centre, to concentrate tertiary activities in the centre, to make parks in the centre, etc, etc. But as at Frankfurt, the invention had already been made elsewhere; and in any case, without stopping to investigate motives and consequences, action was decided on superficially. Already at that period landowning capital and state bureaucracy had combined interests, preparing the brutal operation known as 'urban renewal'. In American cities, where the wealthy classes had moved to the suburbs, the excessive commuting distances over congested roads and isolation in an environment that offered nothing but a monotonous repetition of itself began to weigh heavily. In European cities the wealthy classes had remained in the valuable central zones, so it was the obsolete state of the surrounding quarters that began to weigh heavily, increasingly occupied by poorer classes who became ever more numerous. But in both cases the most irresistible attraction was the potential value of the building areas, well located in the centre of the region, the outskirts and the city, and therefore highly profitable once cleared of everything poor and socially unbecoming: negroes or southerners, immigrants or lumpen proletariat, foreign workers, or indeed workers of any kind.

The architectural exercises of Hoddesdon thus once again gave cultural justification to an operation of political and economic plunder. The theories and proposals about the 'heart of the city' gave rise to all that was said and done in the following years to transform urban centres into management centres, commercial centres, recreational centres, or simply historic centres, destined – with

mournful rhetoric – to preserve the patrimony of values, together with the privileges of environmental well-being, of the ruling classes. The unconsciousness – or rather congenital irresponsibility – of architecture about motivations and consequences, had contributed decisively to the expansion of social iniquity in its most ferocious and shameful aspect: the segregation of classes in physical space. The centre was reserved for the houses of the rich, for the most profitable economic activities, for bureaucracy and politics. Excluded to the edge in their minimum housing, the poor were cut off from the real life of the city.

### **Good reasons for the non-credibility of architecture**

The two examples of Frankfurt and Hoddesdon are taken from the history of the best architectural movement, and we could easily uncover more serious arguments if we took a look at the history of secondary movements or professional associations. But the point of this analysis is not to accumulate proof but rather to discover the reasons for the crisis of credibility that has hit architecture today, and to demonstrate that they have deep roots to be exposed and eradicated. For the time being it is sufficient to observe and describe, and we can summarise as follows:

1 — The period of the heroes, of the born-again, of the universal solutions is over. Function no longer automatically generates form, 'less' has ceased to be 'more' and there is little probability that 'more' will again become 'less': utility and beauty are no longer two halves of the same apple. But the effort to unite research and action in a coherent whole is also over. On the one hand there is Business, obtuse, repetitive and uncritical; on the other the Academy is regrouping its forces, presumptuous, pompous, and full of phoney ambitions. There are opinions circulating in favour of architecture as pure technology or pure fantasy; of the architect as an industrious functionary of the land registry office or as an inspired creator of monuments. Solutions are awaited from sociologists, economists or geographers; and since they are not forthcoming, in the pathos of an improbable social position, there is much verbal self-negation. But usually those who negate themselves in public, work for property speculation in private, so earning the means to negate themselves without losing their peace of mind. In architecture's ideological sphere, therefore, there is much confusion.

2 — There is just as much confusion in its practical sphere, where planning is as empirical, inspired, intuitive and makeshift as ever, and construction remains as crude, imprecise and inefficient as it was in Roman times. Since the problems of mass production and prefabrication have yet to be solved, a leap has been made



into 'science fiction', and since it has not been possible to deal with the quality/quantity dilemma, the whole problem of planning for the great number has been eluded, simply by slipping into monumentalism or formal utopia, with a great production of 'hypotheses' for mausolea, megastructures, universal systems, futurables etc. designed mostly for art galleries, current events magazines, and in certain cases as ornaments for the demagogical programmes of administrative boards and state bureaucracies. In the meantime, problems of territorial organisation – of urban reorganisation, transport, housing, facilities, the workplace – remain unsolved, and many decision-makers already consider industry the only force capable of dealing with the most pressing demands.

3 — Still more confusion is widespread in the schools, where the students' revolt uncovered once and for all the stupidity and indolence of the academic bodies. The crisis has been profound and serious, but seemingly without decisive consequences. The rapidity with which the professors ran for the lifeboats, leaving the students in the sinking ship, is only equalled by the shrewdness of their return to power on the bridge to resume the voyage for destinations so unknown as to be none of their business.

4 — There is still criticism, and as a vehicle for propaganda the journalism of reviews and weekly magazines. Overfed by the crisis of ideas and action, criticism travels a tangled network of roads (which for the most part, as in a maze, end up at the starting point). But two main lines of development emerge. The first analyses the vicissitudes of architecture through the behaviour of its heroes, and, if lacking heroes, tends to invent them, causing misunderstandings that are troublesome to demythologise. The second creates models of simulation borrowed from the figurative arts, the humanities or literature, sometimes even from the jungle of intellectual paradoxes. This creates even more serious misunderstandings, which not only mystify the cultural content and social responsibility of architecture, but also cause monstrous mutations in the habits of the architect. A symptom is the transformation of the language of architecture, now often incomprehensible and lacking in syntax, and playing on the terroristic effect of its incommunicability to hide the underlying confusion of ideas and purposes.

5 — The decisive function of journalism in estranging architecture from its real context is well-known. There is hardly a magazine or newspaper column that illustrates architecture taking the user into account; that furnishes news about how architecture really functions in its daily existence; that publishes images, photographs or articles in which the people who use, transform, and recompose the three-dimensional physical organism which they have been

given are actually present. It is as if architecture were merely a potential space and not an actual place, concrete, made of real materials, and inhabited by people in a permanent and continually changing relationship.

So why should architecture be credible today? It is not necessary for the user nor even for the client. As in the period of the first industrial transformation, in this new period of obscure forebodings and intense hopes, architects dissertate on trifles and lose themselves in the vacuum of a reassuring lack of commitment.

### **Architecture is too important to be left to architects**

Nevertheless, the world cannot do without architecture. As long as a group of humans in physical space exists, the physical organisation of space will continue not only as a fundamental necessity of existence, but also as the most direct and concrete means of communicating via materialised systems of self-representation. Besides, the main *raison d'être* of human beings in this stage of their evolution is the destiny of making conscious transformations of their environment. It is precisely in dealing with the contradictions as these transformations develop that a role for architecture can emerge. The process, in fact, degenerates in the coils of an intricate paradox. While human activities multiply, becoming diversified and omnipresent, decisions about where and how they should take place are increasingly concentrated in the spheres of economic, bureaucratic and technological power. The role of architecture could be to contribute to the freezing or thawing out of this paradox, according to the stand it chooses to take – on the side of the power structure, or on the side of those overwhelmed and excluded by it. While it is certain that only the second choice can allow a concrete renewal, it is also certain that this choice can never be made by what passes for 'architects' architecture'.

In reality, architecture has become too important to be left to architects. A real metamorphosis is necessary to develop new characteristics in the practice of architecture and new behaviour patterns in its authors: therefore all barriers between builders and users must be abolished, so that building and using become two different parts of the same planning process. Therefore the intrinsic aggressiveness of architecture and the forced passivity of the user must dissolve in a condition of creative and decisional equivalence where each – with a different specific impact – is the architect, and every architectural event – regardless of who conceives it and carries it out – is considered architecture. The metamorphosis, in other words, must coincide with the subversion of the present condition, where to be an architect is the result of power delegated in a

repressive fashion, and to be architecture is the result of a reference to class codes which legitimate only the exception, with an emphasis proportional to the degree to which it is cut off from its context. The expedient of 'not reading the surroundings' (used so well by official criticism through the technique of uninhabited, edited, or even trick photographs; or through linguistic analysis excluding all judgement on the use and consumption of the event under analysis) corresponds, in fact, to an ideological, political, social and cultural falsification with no counterpart in other disciplines.

### **Architecture alters the context in which it is placed**

It is improbable that a radical renewal of behaviour and characteristics in architecture will occur quickly, nor can it take place outside a more general renewal of the structures of society. Architecture, a typical superstructural activity, 'depends' on transformations in the structures of society. It is important, however, to clarify the dialectical terms of this dependence, to defend against it being oversimplified and used as an alibi for conservatism or despair. Structural transformations can create space for the renewal of superstructures. But in order for such renewal to become a reality, it must be produced within the superstructures themselves, creating room for yet further structural transformations. The new infrastructural realities feed back into the new structural realities, giving their motivations concrete tangibility. In this respect architecture has an incalculable advantage over other activities, for it produces concrete images of what the physical environment could be like if the structure of society were different. In other words, it allows the wedging of physically perceptible and experienceable facts into the narrow margins of choice (or into the wounds opened up by contradictions) of the structure as it exists today. Nothing new can happen in architecture which has not been first invented and elaborated within architecture and in architecture's own terms. But this new occurrence, if it is really new, really projected toward structural transformation, becomes the 'material cause' of the situation in which it is placed, feeding back into the structure of society and contributing to society's transformation. Therefore we cannot just sit passively in the cave of architecture as-it-exists, waiting for social rebirth to generate architecture as-it-will-be automatically. We must change the whole range of objects and subjects which participate in the architectural process at present. There is no other way to recover architecture's historical legitimacy, or indeed, restore its credibility.

### **Participation and scientific method**

Unlike all proposals for stylistic renewal formulated up to now, to

change the whole range of objects and subjects would open a process in architecture which has no prescribed itinerary and no final solutions. Collective participation introduces a plurality of objectives and actions whose outcomes cannot be foreseen. Initially it is possible only to prefigure a line of behaviours and tendencies to set the process on its way. The evolution of society toward abolition of classes, the population explosion, and the continuing development of technology, pose enormous problems in the organisation of the physical environment, and to preserve its role, architecture must clarify its ideological position respecting these issues. The discipline and its ideology are connected by a reciprocal necessity, for just as the vagueness of exploration based on inspiration and taste reflected dependence on the client's whimsical power, so the rigour of scientific method corresponds to an identification of users' real needs. But identifying with the users' needs does not mean planning 'for' them, but planning 'with' them. In other words it means enlarging the field of participation through the definition and use of the plan, introducing into the system a whole set of complex variables which could never be composed into balanced situations except with procedural systems based on a continual alternation of observations, propositions, and evaluations; i.e. the use of scientific method. On this point we must be clear. Therefore we must start by clarifying the basic differences between planning 'for' users and planning 'with' them.

### **Quality of consensus and quality of plan**

The first fundamental difference lies in the quality of consensus on which the architectural event must be based. When we plan 'for' people – even if we overcome the alienation due to deciding and operating externally – we tend, once consensus is reached, to freeze it into permanent fact. Consultation thus influences the conception of the plan but not its subsequent use, in other words the concrete life of the planned event. So unfortunately, the consensus is denied at the very moment when it is received. But if we plan 'with' people, consensus remains permanently open; it is renewed by confrontation with the planned event along the whole arc of its existence and, reciprocally, it renews the planned event by adapting it to the demands of a supporting apparatus which keeps redefining itself. In the case of planning 'for', the act of planning remains forever authoritarian and repressive, however liberal the initial intentions. In the case of planning 'with', the act becomes liberating and democratic, stimulating a multiple and continuous participation. This not only gives the planned event political legitimisation: it also makes it resistant to the wear and tear of adverse circumstances and

changing times. For example, we know from experience that large-scale planning of cities and regions tends to fail even when drawn up according to the most conscientious analyses and accurate forecasts, and even when collective interests have been carefully considered. This failure is usually attributed to the intervention of forces opposed to the organic development of the collectivity and therefore hostile to the 'wise plans', a credible but not an exhaustive explanation. The 'wise plans' fail, in fact, because the collectivity has no reason to defend them. Since it did not participate in their formulation, it is perfectly within its rights not to consider them 'wise' and therefore not to support them. We all know of neighbourhoods or buildings planned 'for' the users which have suffered a refusal from within which corrupted and disintegrated them in a short period. Usually this refusal is attributed to immaturity or misunderstanding, and once again this is a credible but incomplete explanation. The neighbourhoods and buildings planned 'for' the users decay because the users, not having participated in their planning, are unable to appropriate them and therefore have no reason to defend them.

Following a conventional line of argument, it might be objected that changing one's point of view does not influence the object, that inverting one's view has no effect on what is perceived. But on the contrary, it is precisely the point of view that counts, and the fate of objects changes according to the point from which they are considered. Many recent events show how easily conservative positions can be upset when their hidden mechanisms are exposed, revealing both a condition of abuse and a prospect for progress. When the community becomes conscious of its state, it moves to direct action and takes up arms for change.

The second fundamental difference between planning 'for' and planning 'with' the users, a corollary of the first, lies in the quality of the planning. Here it is perhaps necessary to add that by 'participation of the users' we do not mean that the users should work at the drawing board or that they should dictate while the architects transcribe, transforming aspirations into images. Some people seem to believe in this more literal interpretation of 'participation', or without believing it promote it anyway to turn their frustration into populist jubilation. But in reality, participation needs to transform architectural planning from the authoritarian act which it has been up to now, into a process. This process begins with the discovery of the users' needs, passing through the formulation of formal and organisational hypotheses before entering the phase of use. Here, instead of reaching its usual full stop, the process must be reopened in a continuous alternation of controls and reformula-



tions, feeding back into the earlier phases. The three phases – discovery of needs, formulation of hypotheses, and actual use – not only follow sequentially but also have a cyclical relationship. Each phase, though, has its specific character, and the possibility of relationships being consequent and well-correlated depends on the ways in which each is carried out.

### **The discovery of the users' needs**

The discovery of the users' needs is not only the prerequisite of the process but also a matter of focusing basic choices. We can opt for an abstract idea of the user: the universal human being, with different symbolic connotations that the purposes and tastes of the dominant cultures of every epoch may attribute to him. In this case the discovery becomes a technical operation which intends to select and classify physiological and perhaps even 'spiritual' needs. An alternative is to opt for a concrete condition of society identifying a particular type of user, for example those belonging to a social underclass, and in this case the discovery becomes a political operation. We know where the first hypothesis, adopted to a large extent by the Modern Movement, takes us: to the illusory formulation of a universal scale intended to include all human needs but which instead, just because of the a priori contraction of reality on which it is based, ends up mirroring the interests, values and codes of the power structure. The four functions of the Charter of Athens provide a good instance of this result. A classification of needs calculated in relation to an imaginary 'average man' opens up no prospects of substantial renewal because it does not take into account the fact that work, dwelling, traffic and leisure, which are completely different activities and in many ways opposed, can be of primary or secondary importance depending on whether they are considered from the point of view of those with power or those without.

The latter viewpoint requires more complex research, for if we want to refer to a concrete social condition – for example, that of the underclass – an identification of needs requires the concrete presence of those who have them. This on the one hand requires a gathering of information and criticism to expose the imposed value system, dissipating the century-old alienation which it has produced, and stimulating a consciousness keen enough to bounce back with fresh information and criticism. On the other hand, it means an acceptance of confrontation: in other words risking the very cultural structures (experiences, values and codes) of those who set off the process. What will emerge in terms of new information and criticism is unforeseeable: it cannot be fed into old models without risking ridiculing the whole process by falling back into mirroring

the values of the power structure.

In fact, those excluded from the use of power – and therefore from what is officially recognised as culture, art, architecture – are not larvae waiting for a metamorphosis which will permit them to benefit from the legitimate values of the power structure. They are bearers of new values which already exist potentially, manifested sporadically in the margins not already controlled by institutional power. These are the manifestations of ‘disorder’ which always leak out into the region, in the city, in neighbourhoods, in buildings, mixing with the pathological dregs of ‘order’ with which they are usually confused. But while the pathological dregs of ‘order’ are the result of the exasperation of an authoritarian and repressive condition which outruns its own rules, spreading in a state of amorphous violence, the ‘disorder’ opposed to it has a complex branching structure of its own which, not being institutionalised, renews itself continually, constantly reinventing images of a reality in transformation.

To discover the real needs of the users therefore means exposing and acknowledging their rights to have things and their rights to express themselves; it means provoking a direct participation and measuring oneself with all the subversive consequences that this implies; it means questioning all the traditional value systems which, since they were built on non-participation, must be revised or replaced when participation becomes part of the process, unleashing energies that have not yet been explored.

### **The formulation of the hypotheses**

The phase of formulating the hypotheses corresponds technically to what is called in authoritarian planning ‘the project’. But in authoritarian planning this means translating into organisational and morphological structures, functional and expressive objectives that have been defined once and for all – or which are easily frozen because they follow an institutional, and therefore predictable, logic of behaviour and representation. In process planning, by contrast, the objectives find their definition in the course of the process itself: they are defined through continual interaction between the pressure of real needs and images of spatial configurations. In this process, needs are refined and configurations perfected until they reach a condition of equilibrium, even if some instability remains due to the innate mobility of the process. Thus the function of planning is not to block further interpretation of reality with a permanent and immobile form but, on the contrary, to open up a dialectical process in which reality expands continuously, solicited by images, which in turn become increasingly diversified through

new expansions of reality. In other words, unlike authoritarian planning, which imposes final solutions from the start, process planning formulates a sequence of hypotheses aiming at (and launched by) participation. Each hypothesis enlarges the field of forces already created by the preceding hypothesis, and therefore brings about its own replacement by a successive and yet more appropriate hypothesis. The sequence is suspended when a point of equilibrium is reached which permits the putting into effect – the materialisation in physical space – of the last hypothesis considered satisfactory. Afterwards it starts up again, along a further line of experience, in the phase of use.

The difference between the two ways of planning is so great, both in concept and in practice, that more explanation is necessary. Authoritarian planning cannot question the basic choices of the event it produces because it takes them as read, as already pre-decided by higher authority. In the case of a residential unit, for example, the resources assigned are considered invariable, so the standards corresponding to those resources are considered insurmountable. If designed for a rich social group, it will be planned to high standards, while for a poor social group it will follow low standards – as if the human needs of the two groups were not absolutely identical. The residential unit for the rich will follow high quality urban and building typologies, the unit for the poor low quality and depressing ones.

Observing the phenomenon from an explicitly superstructural point of view, (which deliberately proposes to unhinge the connections between structure and superstructure, finding reasons and leaving room for transformation of the structures) we can disregard the whole series of objections concerning the ineluctable mechanisms of the free market. After all, it is well known that the phenomenon manifests itself in the same fashion even when the market is regulated, where the logic of the capitalistic system is replaced by that of a state bureaucracy. And, in any case, what interests us here is the definition of new procedures for the transformation of the human environment that are based on direct action and therefore independent, by definition, of all the alienating automatisms of the productive system and the power structure. Returning, therefore, to the example of a residential unit for a poor social group, authoritarian planning accepts unhesitatingly the senseless axiom that resources should be scarce and standards poor. At best, technical shrewdness will be applied to the manipulation of the addenda which do not change the balance of the calculation: more green space, but greater construction density, more useful surface, but less subsidiary surface; more service space but less internal

refinishing; or vice versa, etc. These manoeuvres are carried out within a supinely accepted cage, and the negotiation of choices between various obligatory paths goes on between client and planner with total disregard for the users.

Process planning instead introduces the user as the fundamental protagonist of the operation and thus questions at the outset the legitimacy of the constraints which are imposed, including those on resources and standards. The job of the planner is to expand the sequence of hypotheses, enlarging the image beyond the margins of the framework imposed by the client: to show what we could (should) achieve if, instead of obeying a condition of preordained subjection, we allowed an objective confrontation with real rights. In the case of an architectural or urbanistic programme involving poor social groups – the most frequent and anyway the most urgent case – the job of the planner must start by re-establishing the clean terms of the class struggle. The sequential hypotheses which he or she has to propose must first reveal to the consciousness of the users the brutality of the authoritarian models which have brought about their present subjugation. This will involve comparison with models we would have a right to, if the economic, scientific and technological means available today were used to satisfy users' real needs. Successive hypotheses should begin to involve the user directly as protagonist in a progressive action of selection and definition of needs which the operation must satisfy, until a precise definition is reached of the architectural or urbanistic image that is to be achieved.

### **Administration and use**

In process planning, the plan does not end with the construction of the architectural object. Instead, from that moment a new line of development begins which is consistent with the preceding one but characterised by different qualities. The client and architect leave the stage and the conflicts are shifted to the relationship between the architectural object and those who use it. For this relationship to be dialectical, it is necessary for each side to possess aptitudes for change through a continuous alternation of reciprocal identification and disassociation. The architectural object changes with the transformations which the user imposes on it as he or she adapts it to varying practical and creative needs; but the user also changes with the stimulation which the intrinsic quality of the architectural object transmits to him or her. In authoritarian planning, only this second line of influence functions, and it does so repressively, because the plan is usually conceived assuming that it is easier, quicker and more profitable to condition people than to

condition the environment. Therefore in the phase of use the user must normally adapt him or herself to the architectural object as to an inflexible cage and all tensions are resolved in superficial alterations that contradict the pre-established morphological order, without being able, however, to modify it substantially. At this point, we find manifestations of 'disorder' which originate in the creative pressure of the users and are blocked, deplored and even punished by those who create, support and even guarantee 'order'. The architectural object becomes a material representation of the institutional motivation that has created it, and turns into an institution.

In process planning the carrying out in three-dimensional physical terms of the plan is a tentative hypothesis. Its verification comes about through use and is therefore entrusted to the user who confronts the built environment in experiencing it. This phase which adjusts, subtracts, adds to, or modifies the design is still part of the project: it continues until the point of physical and technical obsolescence, which occurs when the motivation which set it in motion is exhausted or when the building's tissues are exhausted and have lost their regenerative capacity. Through process planning the teleological assumptions which have diverted architecture from its most concrete material causes are exposed.

An architectural work has no sense if dissociated from use, and the way in which it is used, or can be used, is one of the fundamental factors contributing to the definition of its quality. As an empty vessel, it cannot represent itself or establish purposeful relations with nature and history; because its purpose lies in its 'fullness' – in the whole set of relationships established with those for whom it was designed. Following the movement of these relationships, it continues both to modify and to be modified by the user; integrating itself in this way with nature and producing history, becoming itself, through the use that is made of it, part of nature and history.

Following this point of view, some of the subconscious tensions which have agitated recent architectural culture, such as problems of growth and flexibility, take on clearer meaning. Faced with the problem of rapid consumption to which architectural organisms are subjected today because of the change in the circumstances which dictated their initial programmes, an effort has been made to find a solution by contriving their morphological and organisational systems to permit additions and adaptations. But in the framework of authoritarian planning, these devices are immediately blocked at the point at which they contradict a structural and formal order which is by definition pre-established and



unalterable. The quality of the object is locked into a tangle of exclusive and private codes which permit exceptions only at the price of enlarging a network of communications which it is precisely their job to restrict. If an authoritarian plan were really flexible and open to growth, it would become possible for everyone to manipulate and understand it: thus it would lose those characteristics of ineffableness and immaculateness which sustain and hide its classist purpose.

Growth and flexibility in an architectural organism are not really possible except under a new conception of architectural quality. This new conception cannot be formulated except through a more attentive exploration of those phenomena of creative participation currently dismissed as 'disorder'. It is in their intricate context, in fact, that we shall find the matrix of an open and self-generating formal organisation which rejects a private and exclusive way of using land, and through this rejection, delineates a new way of using it on a pluralistic and inclusive basis. In giving the user a creative role, we implicitly accept this basis. At the same time, the morphological and structural conceptions and the operative tools which until now governed architectural production are thrown into question. A vast set of variables which institutional culture and practice had suppressed come back into play, and the field of reality in which architecture intervenes becomes macroscopic and complex. Therefore only the assumption of clear ideological positions and the application of rigorously scientific procedure can guarantee a legitimate political and technical framework. Then new objectives can be set and new practical instruments be developed to produce a balanced and stimulating physical environment.

## LA VILLE EN COMMUNS

Une ressource, une communauté et des règles de gouvernance établies afin de gérer équitablement la ressource: l'alliance de ces trois éléments constitue ce que l'on nomme aujourd'hui «le commun».

Nous assistons ces dernières années à une véritable explosion des expérimentations et des réflexions autour de ce thème, qui est devenu une référence centrale de la lutte et de l'action politique, sociale, économique et urbaine. Toutefois, si l'on passe de la notion générale à son application à des cas concrets, nous nous apercevons que peu de travaux sont consacrés à la place que prennent les communs dans la ville et à la manière dont ils contribuent à la transformation de ses formes matérielles.

Les communs sont des espaces d'actions collectifs, mais aussi des lieux et des formes spatiales et paysagères: il peut s'agir d'une cour africaine, de la cage d'escalier d'un immeuble collectif, d'une friche industrielle ou d'un potager urbain. Cet ouvrage étudie les modalités d'appropriation de ces espaces par celles et ceux qui les pratiquent et met en résonance l'approche des sciences sociales avec celle de l'urbanisme, pour tenter de répondre à la question: en quoi et sous quelles conditions les communs contribuent-ils à mettre en rapport harmonieux la cité et la ville, les formes matérielles et les modes d'habiter?

Avec la collaboration de Mathieu Berger, Valentin Bourdon, Bénédicte Grosjean, Christian Laval, Roselyne de Lestrang, Claire Simonneau et Issa Sory.



vuesDensemble  
MētisPresses

30 €



Image de couverture: Fountain in frog pond, the Common, Boston, Mass. Detroit Publishing Co., ca. 1890-1899.



## LA VILLE EN COMMUNS

Récits d'urbanisme

B. Declève, M. Declève, V. Kaufmann  
A. M. Mezoued & C. Salembier

MētisPresses

**AVERTISSEMENT AUX LECTRICES ET AUX LECTEURS**

La rédaction de MétisPresses tient à préciser que le choix de renoncer à une écriture épiciène a été pris après avoir constaté l'impossibilité de garantir une lisibilité satisfaisante de l'ouvrage et une appréhension suffisamment claire de ses contenus.

**ACCÈS À LA VERSION NUMÉRIQUE**

Accédez au site internet de MétisPresses et rendez-vous sur la page de l'ouvrage. Cliquez sur le bouton «Version numérique», et vous pourrez télécharger le livre numérique en ligne.

La version numérique enrichie donne notamment accès, en complément à l'édition imprimée, à des vidéos et des textes supplémentaires.

Le lecteur rencontrera, tout au long du présent livre, les symboles (M) qui renvoient à des enrichissements dans la version numérique de l'ouvrage.



MétisPresses ©2022  
<http://www.metispresses.ch>

ISBN: 978-2-94-0711-10-9

Reproduction et traduction, même partielles, interdites.  
 Tous droits réservés pour tous les pays.

9	<b>INTRODUCTION</b>	117	Les déchets urbains comme biens communs à Ouagadougou Issa Sory
11	<b>PARTIE 1 DES COMMUNS AU TERRITOIRE</b>	125	Communs d'habitation et économie sociale Bernard Declève & Marine Declève
13	De la renaissance des communs aux communs urbains. Éléments de définition Aniss M. Mezoued	143	<b>INTERLUDE</b> MISE EN RÉCIT VIDÉOGRAPHIQUE DES COMMUNS URBAINS
23	Les sorcières, les communs et le care Chloé Salembier	159	<b>PARTIE 3 (R)APPORTS DES COMMUNS AU PROJET D'URBANISME ET DE PAYSAGE</b>
35	Les communs, la cité et la ville Bernard Declève	161	Les communs comme opérateurs d'espace public Bernard Declève
57	<b>CONTROVERSE</b> LE COMMUN COMME PRINCIPE D'ACTION	181	Prospective des modes de vie: vers un retour des mobilités collectives? Vincent Kaufmann & Aniss M. Mezoued
59	Le commun comme phénomène, comme concept et comme projet Christian Laval	193	Communs et paysage Roselyne de Lestrangle
67	Malentendus autour du commun Mathieu Berger	205	Commun agro-urbain et ville-jardin. Généalogie croisée d'une troisième voie Valentin Bourdon
71	Réponse au commentaire de Mathieu Berger Christian Laval	217	Repenser l'urbanisme au prisme des communs. Une «troisième voie» pour la ville diffuse? Bénédicte Grosjean
75	<b>PARTIE 2 LES COMMUNS URBAINS COMME FORMES D'HABITER</b>	227	<b>CONCLUSION GÉNÉRALE</b>
77	Vies artisanales, habitation du territoire et communalité Marine Declève	231	Bibliographie générale
91	Le foncier comme ressource commune et rapport social Claire Simonneau	242	Table des enrichissements numériques
99	Nourrir les villes par les communs. Filières d'acteurs et rapport au territoire Aniss M. Mezoued	244	Biographies des auteurs
109	Communs et modes de vie Vincent Kaufmann & Aniss M. Mezoued	246	Remerciements
		247	Crédits



Dans ce premier chapitre, je vous propose une brève introduction à la notion de communs et de communs urbains, qui nous permettra de poser des balises définitionnelles pour la suite de l'ouvrage.

Je reviendrai d'abord sur les causes de la renaissance des communs dans les débats contemporains de disciplines aussi variées que l'environnement, l'économie et l'urbain. Plus largement, c'est la préoccupation pour la chose commune et le bien commun, qui fait l'objet aujourd'hui de discussions sur les enjeux présents et à venir de l'humanité.

Je ferai ensuite un petit détour historique pour un point de vue un peu plus large sur les origines des communs, leurs permanences et leurs évolutions. Il est important de mesurer leur ancrage dans différents contextes et à différents moments de l'histoire pour prendre conscience de toute la portée des tensions et imbrications des modèles sociétaux, économiques et de gouvernance au cœur desquelles ils se trouvent.

J'aborderai également l'apport incontournable d'Elinor Ostrom à la question à travers les définitions économiques qu'elle apporte et qui ont permis la diffusion contemporaine de la notion. Ses critères de définition des communs, ainsi que les classements des biens économiques en fonctions de leurs caractéristiques, constitueront des repères auxquels se référeront de nombreux auteurs de cet ouvrage.

Enfin, je reviendrai sur la question fondamentale qui nous préoccupe, à savoir celle des communs urbains et de l'urbanisme des communs. J'essayerai ici aussi d'apporter des éléments de lecture et de poser certaines hypothèses sur lesquelles nous reviendrons à la fin du livre.

Ce texte ne se veut pas disciplinaire, ni analytique et encore moins exhaustif. Il sert avant tout de cadrage et de repère.

#### LA RENAISSANCE DES COMMUNS

Les communs, au pluriel, sont la traduction du terme anglais *commons*, traduit également par certains auteurs par «communaux», ou encore par «biens communs». Même si ces termes peuvent porter de légères différences, tous partagent l'idée d'un «bien» partagé par les membres d'une communauté, aux sens spirituel, moral, matériel et pratique. Héritée de la philosophie d'Aristote (CHOMSKY 2013), «la notion de bien commun est née de la prise de conscience de l'existence d'un patrimoine commun de l'humanité et donc de la nécessité de préserver certains biens matériels (eau, air, sols, matières premières) et aussi des biens immatériels (climat, connaissance, culture, santé, stabilité financière, paix, etc.)» (HARRIBEY 2011). Ces «biens» ou ressources, créations de la nature ou des sociétés, dont les enjeux sont partagés par un groupe, deviennent des communs lorsque leur exploitation ou gestion se fait de manière collective (OSTROM 1990). Comme le rappellent Dardot et Laval (2010, 2014), «les communs ne sont pas des biens au sens strict du terme, mais plutôt des systèmes de règles régissant des actions collectives, des modes d'existence et d'activités de communautés qui, ces communautés, ne sont pas réductibles à un agrégat d'individus intéressés» (DARDOT & LAVAL 2014).

Le commun au sens large connaît une résurgence dans les débats contemporains. D'après Jean-Marie Harribey, celle-ci est due «à la perte de légitimité des catégories marchandes, censées

résumer la totalité des modes de coordination des sociétés capitalistes modernes» (HARRIBEY 2011), les logiques privatives ayant pris le dessus depuis plusieurs décennies sur d'autres formes de rapport aux biens, à la propriété et à la gouvernance.

La théorie des communs, quant à elle, est née dans les années 1980, de la rencontre des problématiques économiques avec la mobilisation écologique (DARDOT & LAVAL 2014). Elle puise ses racines dans un article de Garrett Hardin de 1968, intitulé «La tragédie des communs», dans lequel il tente de démontrer l'incompatibilité de la surpopulation mondiale avec la finitude des ressources. Il y explique, à travers la problématique des communs, que l'intérêt privé égoïste prédomine sur l'intérêt collectif. Il prend pour exemple les terres communales réservées aux pâturages en Angleterre avant l'apparition des enclosures, qui correspondent aux processus historiques de privatisation des terres communes rapportés notamment par Marx et Foucault (KOCKELMAN 2007) (voir aussi le chapitre 2). Dans sa démonstration, Hardin explique dans le cas des pâturages que la logique de rentabilité individuelle, accompagnée de la pratique du «passager clandestin» qui profite de la situation collective pour son intérêt propre, fait que les éleveurs rajoutent progressivement des animaux pour augmenter leur rentabilité. Cette logique engendre une surexploitation des ressources, qui provoque un manque de nourriture pour l'ensemble des troupeaux et, par conséquent, un manque de rentabilité pour l'ensemble des éleveurs. Pour y remédier, Hardin ne voit que trois voies possibles: réduire la population, nationaliser ou privatiser (HARDIN 1968).

Cet article trouvera un écho favorable auprès des tenants de la propriété privée, qui considèrent que la liberté d'action dans les communs mène à leur ruine et que la gestion individuelle induirait une meilleure gestion des ressources. De nombreux travaux, notamment ceux d'Elinor Ostrom, viendront par la suite approfondir la question et démontrer que certaines formes d'organisations

permettent de dépasser cette tragédie des communs (OSTROM 1990, 2014; DARDOT & LAVAL 2010, 2014; SABEL & VICTOR 2017; DIETZ 2018).

À la croisée des préoccupations écologiques et économiques, le commun apparaît aussi comme un enjeu majeur des nouveaux phénomènes d'enclosures, notamment autour de la marchandisation et de la standardisation de certaines denrées ou ressources alimentaires (WHORF 1956; KOCKELMAN 2007). C'est le cas, notamment, du monopole créé autour des semences et de leur marchandisation par certains grands groupes et firmes multinationales, qui repoussent sans cesse les limites de «l'espace de valorisation du capital» (HARRIBEY 2011). C'est le cas également des processus de standardisation des produits de l'alimentation, qui induisent une uniformisation des goûts et une perte progressive des savoir-faire locaux, des produits du territoire et de la biodiversité. Ces nouveaux phénomènes ont créé des mouvements de résistance et d'oppositions qui font des communs des leviers de la préservation de la diversité biologique et alimentaire, ainsi que des spécificités locales (voir le chapitre 6).

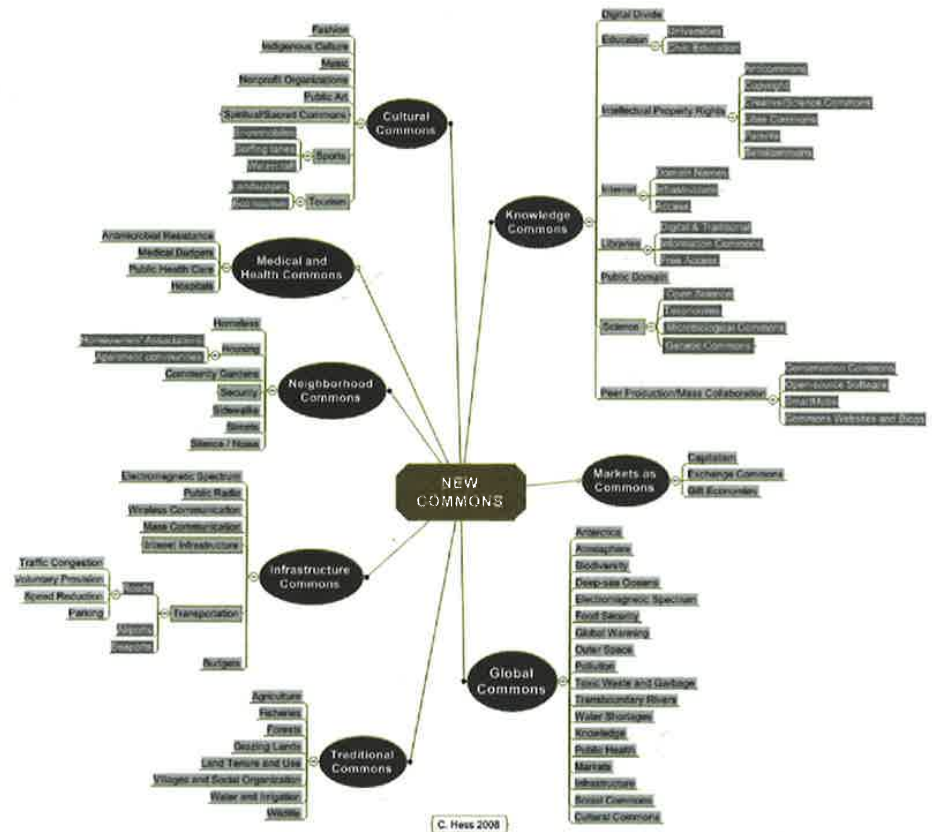
Enfin, la question des communs est également revenue au goût du jour avec l'apparition et la diffusion d'internet et des ressources numériques en libre accès. Ceci a donné naissance à des mouvements de préservation de ce qu'on appelle les «communs de la connaissance» et les «creative commons». Ces mouvements s'opposent à la privatisation et à la marchandisation de la connaissance, mais aussi à la privatisation des masses de données collectées par les géants du web. Ils tentent d'éviter, ici aussi, sortes de «nouvelles enclosures» (LE CROSNIER 2011; HARRIBEY 2011; KOCKELMAN 2007).

Pendant longtemps, les communs étaient l'apanage du local, du petit et du maîtrisable. La complexité du système décisionnel et de gouvernance qui leur est propre rendait difficile son appréhension à des échelles plus grandes. Cependant, on assiste depuis quelques années

à leur apparition par exemple dans le domaine des politiques climatiques à l'échelle de la planète. La mise en avant de l'échec des approches *top-down* dans la gouvernance des problèmes globaux liés au climat ont fait émerger, depuis la conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques, de nouvelles approches plus *bottom-up* dans lesquels les communs trouvent toute leur place. Sous l'appellation *building blocks*, ces approches font la promotion d'une gouvernance décentralisée, mais en réseau, visant ainsi à renforcer l'auto-organisation et la coopération au sein de petits groupes d'acteurs: clubs de pays, politiques décentralisées au sein des

gouvernements, groupe de pollueurs de même type, etc. (SABEL & VICTOR 2017).

Il existe aujourd'hui plusieurs bases de données qui tentent de répertorier l'ensemble des nouvelles configurations possibles, notamment la «digital library of the commons» initiée par l'Université d'Indiana. Certains auteurs ont également tenté de classer les communs en plusieurs types [A]: les communs traditionnels; les communs naturels qui représentent la biosphère, l'eau et les créations de la nature dont nous partageons tous les enjeux et qui peuvent être gérés



A Map of the new commons (HESS 2008).



ou non de manière commune; les constructions humaines, comme les routes, les espaces publics et les hôpitaux; les nouveaux communs comme internet et les communs de la connaissance (HESS 2008).

#### AUX ORIGINES DES COMMUNS

Les communs se basent sur des systèmes d'association, de solidarité et de mutualisation. C'est une forme d'organisation qui permet à des groupes une meilleure gestion de leurs ressources, une mutualisation des moyens, une répartition de la force de travail et surtout, qui permet d'assurer une durabilité de la ressource et une équité d'usage (DARDOT & LAVAL 2014). Historiquement, on les retrouve notamment dans la gestion de l'eau [B], la pêche et l'agriculture, mais aussi dans la production de l'habitat, voire même dans la gestion des ressources financières. C'est le cas par exemple des associations collectives d'épargne, regroupées en Afrique sous le terme de «tontines»,

qui connaissent aujourd'hui un essor au-delà du continent.

Si les principales sources écrites et documentées des communs remontent au XIII<sup>e</sup> siècle en Angleterre, leur présence historique se retrouve dans de nombreux autres contextes et sous des formes variées et diverses (EIDELMAN & SAFRANSKY 2020). Le phénomène même d'enclosures, attribué souvent aux processus d'accumulation primitive du capital dès 1600 en Angleterre, semble être contemporain des processus de colonisation et d'expropriation de communs en Afrique, Irlande, Barbade et Virginie (LINEBAUGH & REDIKER 2000; EIDELMAN & SAFRANSKY 2020). La permanence dans le temps semble, quant à elle, être caractéristique des sociétés précapitalistes «dans lesquels l'économie est encore encastrée, où la dynamique d'accumulation n'a pas vraiment commencé» (HARRIBEY 2011).

Dans les pays musulmans par exemple, il est possible de distinguer historiquement deux types de propriétés foncières. Le premier concerne les

terres dites «appropriées» qui sont cultivées ou habitées par des personnes, une communauté ou une localité. Le second concerne les «terres non appropriées» sur lesquelles existe un droit d'usage accordé à des personnes non issues de ladite localité, et sur lesquelles elles peuvent ramasser du bois, faire paître leurs troupeaux, établir leur campement, etc. (DE BELLEFONDS 1959). À ces formes de communs s'ajoutent dans le droit musulman des biens particuliers que sont les *Wakf* et *Habous*. Il s'agit de donations à une œuvre d'utilité publique, pieuse ou charitable, ou à un ou plusieurs individus. Ils ont été historiquement gérés par la communauté religieuse (GAUDIOSI 1988; KHALFOUNE 2005; MARWAH & BOLZ 2009; CHERGUI 2009).

Les communs ont pris du recul, ou du moins n'ont pas trouvé leur place dans le système de règles en vigueur, depuis la généralisation, en Occident et ailleurs, du droit dit «romain» (DARDOT & LAVAL 2014). Ce dernier a évolué de manière à n'offrir que deux configurations possibles à la propriété, à savoir: la propriété privée, qu'elle soit individuelle ou collective; et la propriété publique. Ceci a entraîné des conflits d'ordre divers, notamment dans la gestion foncière. Dans des contextes traditionnels où le droit dit «coutumier» est encore d'usage, l'imposition du droit romain, avec les colonisations et son maintien à l'indépendance de la majorité des pays, provoque une série de conflits avec les usages collectifs d'une part, et avec les droits traditionnels, coutumiers ou religieux d'autre part. On retrouve par exemple des conflits d'héritages autour du foncier lorsque ce dernier devient propriété d'une famille ou d'une personne alors que les arbres, oliviers, palmiers, et autres continuent à être exploités collectivement par plusieurs familles, voire une tribu tout entière. Aussi, dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, il est commun que le chef coutumier attribue un droit d'usage sur le sol qui ne correspond pas au droit pratiqué par les pouvoirs publics. Cet usage traditionnel devient par conséquent informel et source de conflits, particulièrement lorsqu'il en-

gendre une urbanisation et une extension non contrôlée de la ville (RAYNAUD 2012; SIMONNEAU 2018) (voir le chapitre 5).

#### LA THÉORIE ÉCONOMIQUE DES COMMUNS

L'opposition privée/public issue du droit romain est renforcée par les théories économiques classiques, qui distinguent les biens en fonction de leurs caractéristiques intrinsèques: l'exclusivité et la rivalité.

Un bien est exclusif «lorsque son détenteur ou son producteur peut empêcher, par l'exercice du droit de propriété sur ce bien, l'accès à toute personne qui refuse de l'acheter au prix qu'il en exige» (DARDOT & LAVAL 2010). C'est le cas de n'importe quel bien de consommation dont je peux bénéficier des avantages uniquement si je l'achète au prix demandé par le vendeur qui en est le propriétaire.

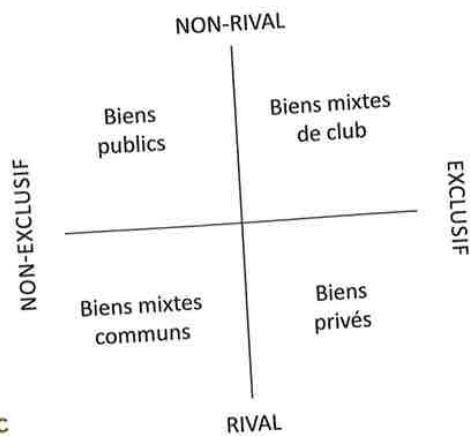
Un bien est rival «lorsque son achat ou son utilisation exclut toute consommation par une autre personne» (DARDOT & LAVAL 2010). Quand j'achète ce bien, je suis le seul à en bénéficier et j'exclus toute autre personne de sa consommation, sauf si cela est convenu, mais il reste ma propriété.

Par rapport à ces deux caractéristiques intrinsèques, les économistes classent les biens en plusieurs catégories. D'une part, les biens privés qui sont exclusifs et rivaux. D'autre part, les biens publics qui sont non exclusifs et non rivaux, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent être réservés par leurs détenteurs à ceux qui sont prêts à payer et qui peuvent être consommés ou utilisés par un grand nombre de personnes sans coûts de production supplémentaire, car la consommation des uns ne diminue en rien la quantité disponible pour les autres (DARDOT & LAVAL 2010).

**B** Système d'irrigation et de répartition de l'eau dans les palmeraies du désert, connue sous le nom de «foggaras». Elles sont construites par les communautés et gérées collectivement permettant une répartition équitable de l'eau en fonction de la taille des champs. Photographie de l'auteur, Timimoun, Algérie.







À ces deux catégories, les théories économiques récentes, notamment celle des communs, rajoutent les biens dits hybrides ou mixtes qui se distinguent en deux types: les biens exclusifs et non rivaux et les biens non exclusifs et rivaux [C]. Dans les premiers dits «biens de club», nous pouvons classer «les ponts et les autoroutes à péage, les clubs, les spectacles artistiques ou les manifestations sportives payantes, qui sont exclusifs, mais dont la consommation individuelle n'est pas diminuée par celle des autres usagers». Ils sont par conséquent non rivaux. Dans les seconds, nous pouvons classer «les zones de pêche, les pâturages, les systèmes d'irrigation et autres». Ce sont des biens «dont on peut difficilement interdire ou restreindre l'accès», mais qui peuvent faire l'objet d'une exploitation individuelle pour une utilité personnelle. Ils sont de ce fait non exclusifs, mais rivaux (DARDOT & LAVAL 2010, 2014).

Ces biens mixtes, dits communs, sont définis par le prix Nobel d'économie Elinor Ostrom (1990), comme des «common-pool ressources». Ils donneront naissance à la théorie économique des communs et au regain d'intérêt pour cette notion dans différents domaines. Dans ses travaux,

Ostrom montre à travers des exemples d'auto-organisation, de management coopératif de ressources de petite taille, naturelles ou produites par l'homme, notamment dans la gestion des ressources hydriques en Californie, mais aussi dans la pêche, les terres non cultivées, les forêts communes et autres, qu'il est possible de dépasser la tragédie des communs à travers la mise en place de règles communes dans des situations d'absence de gouvernement, de coercition et de propriétés. Aux deux options de la tragédie des communs, elle offre une troisième option qui est celle de la gestion commune. Contrairement aux théories économiques classiques, la théorie des communs introduit une dimension fondamentale qui est celle du rôle des institutions dans la gestion des communs. Elle souligne le fait que ce n'est pas la qualité intrinsèque du bien qui peut déterminer cette nature, mais le système organisé de gestion qui institue une activité comme un commun (OSTROM 1990, 2010; DARDOT & LAVAL 2010, 2014). D'après Elinor Ostrom (1990):

Ce qu'il y a de commun dans les communs, le point commun de tous les communs, est le fait qu'ils sont toujours utilisés collectivement et gérés par des groupes qui peuvent être de tailles variées et obéir à des logiques différentes.

Pierre Dardot et Christian Laval (2010), rajoutent:

Seul l'acte d'instituer les communs fait exister les communs, à rebours d'une ligne de pensée qui fait des communs une donnée préexistante qu'il s'agirait de reconnaître et de protéger, ou encore un processus spontané et en expansion, qu'il s'agirait de stimuler et de généraliser.

En un mot, ce sont les institutions qui structurent la gestion commune.

Du moment où le commun n'existe que par son mode d'organisation et sa gestion, ces deux paramètres deviennent des éléments clés de sa

définition et de son identification. Dès lors, la théorie des communs permet de souligner le caractère construit de ces derniers, qui doit plutôt être pensé comme la construction d'un cadre réglementaire et d'institutions démocratiques qui organisent la réciprocité afin d'éviter les comportements de type «passager clandestin» mis en évidence par Garrett Hardin. Il existe une grande variété de systèmes de gestion, mais un certain nombre de questions fondamentales doivent être traitées et résolues par le système de règles pour faire exister le commun et le rendre pérenne. Ostrom (1990) identifie huit points importants qui permettent d'assurer cette pérennité:

- (1) Avoir des limites clairement définies: les individus [...] doivent être clairement définis, ainsi que les limites de la ressource commune en tant que telle.
- (2) Les concordances entre les règles d'appropriation et de fourniture et les conditions locales: les règles qui restreignent, en termes de temps d'espace, de technologie et/ou de quantité l'appropriation des unités de ressource sont liées aux conditions locales et aux obligations en termes de main-d'œuvre, de matériel et/ou d'argent.
- (3) Des dispositifs de choix collectif: la plupart des individus concernés par les règles opérationnelles peuvent participer à la modification des règles opérationnelles.
- (4) La surveillance: les surveillants, qui examinent les conditions de la ressource commune et le comportement des appropriateurs, rendent compte aux appropriateurs ou sont les appropriateurs eux-mêmes.
- (5) Des sanctions graduelles: les appropriateurs qui transgressent les règles s'exposent à des sanctions graduelles par les autres appropriateurs et/ou par des agents travaillant pour le compte des appropriateurs.
- (6) Des mécanismes de résolution des conflits: les appropriateurs et leurs représentants disposent d'un accès rapide à des arènes locales bon marché pour résoudre les conflits entre appropriateurs ou entre les appropriateurs et leurs représentants ou agents.
- (7) Une reconnaissance minimale des droits d'organi-

sation: les droits des appropriateurs d'élaborer leurs propres institutions ne sont pas remis en cause par des autorités gouvernementales externes.

(8) Des entreprises imbriquées: les activités d'appropriation, de fourniture, de surveillance, d'application des règles, de résolution des conflits et de gouvernance sont organisées par de multiples niveaux d'entreprises imbriquées.

Depuis les travaux d'Ostrom, de nombreuses études et recherches multidisciplinaires ont montré que la gouvernance des communs était possible aussi bien à l'échelle locale, qu'à des échelles plus grandes, mais qu'elle constituait une lutte permanente (DIETZ 2018).

#### LES COMMUNS URBAINS

Les communs sont souvent abordés à travers leurs aspects économiques et sociaux, mais font l'objet d'un intérêt de plus en plus croissant dans une diversité de domaines et notamment en urbanisme. L'exercice de comparaison du nombre de publications sur Google Scholar avec l'occurrence *urban commons*, réalisé par Eidelman et Sfransky (2020), montre combien l'intérêt pour le sujet est grandissant. Le nombre de publications est passé de 140 articles référencés avant les années 2000, à 3700 entre 2000 et 2018. Dans ce travail, Eidelman et Sfransky montrent également que le discours sur les communs urbains est multiple et parfois paradoxal. Il est déployé à des fins contradictoires, mais généralement tourne autour de questions de propriété, d'accès aux ressources et de relations sociales dans la cité (EIDELMAN & SFRANSKY 2020).

Du fait que les habitants des villes ont accès et partagent un certain nombre d'espaces, certains auteurs considèrent donc ces derniers comme des ressources de la théorie des communs. C'est le cas notamment de Sheila Foster pour qui les communs urbains sont les rues, les parcs, les espaces publics et une variété de services et d'équipements de proximité qui sont partagés au sein de la ville, du quartier, du voisinage, de la rue, de l'îlot

C Classement des biens en fonction de leur rivalité et exclusivité.



ou de la parcelle (FOSTER 2013). Ce qui les distingue des communs «ruraux» sont l'intensité/densité des interactions et relations sociales au sein de ces espaces, ainsi que le fait d'avoir transformé les «common pool ressources» en «travaux publics» (infrastructure, gestion des déchets, etc.), créant par là des imbrications entre commun et public (EIDELMAN & SAFRANSKY 2020). De ce fait, parmi les difficultés des communs urbains, il y a celle de distinguer ce qui fait l'objet d'un intérêt et d'enjeux communs, souvent qualifiés de biens communs dans la littérature francophone (HARRIBEY 2011), et ce qui est de l'ordre du commun au sens de mode d'organisation et de gouvernance collective.

Plusieurs types ou catégories d'espaces, de lieux et/ou d'objets urbains, sont appréhendés comme étant, ou pouvant être, des communs urbains :

- Les espaces publics tels que les espaces verts, les parcs, les aires de jeux, les promenades et autres. Leur statut est généralement celui de bien public et ils sont souvent gérés par les autorités dites publiques. Ils sont communément catégorisés comme «biens communs».
- Les zones industrielles, les parkings, la gestion des déchets et autres qui bénéficient à l'ensemble des habitants d'une ville, mais dont la gestion peut être entièrement publique ou privée.
- Les potagers urbains, l'habitat collectif, les squats, la gestion commune des déchets ou de la sécurité qui sont probablement les communs qui correspondent le plus à ceux de la théorie des communs, à savoir des ressources qui font l'objet d'une auto-organisation collective.

Sur ces derniers, Sheila Foster (2013, 2019) précise que les communs urbains sont souvent des espaces dégradés ou abandonnés, qui sont restaurés et gérés collectivement par des groupes d'usagers en l'absence de coercition des autorités compétentes et sans transfert de propriété vers le privé. Ils trouvent, encore aujourd'hui, que très peu de place dans la réalité du droit, des régimes territoriaux, et des jeux d'acteurs de la production de la ville. Et cela même s'ils font l'objet d'un in-

térêt croissant, qui mène certaines villes comme Bruxelles à reconnaître l'occupation temporaire transitoire dans son cadre légal (VAN REUSEL 2020); ou comme Séoul qui fait des communs un manifeste pour le développement futur de la ville (HEJUNG CHOI & PAI 2017). Cependant, dans la majorité des cas, s'ils ne sont pas intégrés dans un système de privatisation ou de tutelle de la part des autorités publiques; ils sont souvent considérés comme des situations informelles contre lesquelles il faut lutter, éradiquer ou régulariser d'une manière ou d'une autre. Cette régulation des communs urbains, lorsqu'elle passe par la sphère publique, ou à travers des partenariats publics-privés, peut donner naissance par exemple à des configurations de type *Business Improvement Districts*, qui sont des initiatives de villes visant à développer les commerces et les affaires en déléguant la gestion de certains quartiers aux commerçants et aux résidents. Lorsque cette régulation passe par la privatisation exclusive, elle peut donner naissance à des cas extrêmes comme les résidences fermées, *Gated Communities*, qui s'apparentent davantage à l'enclosure qu'au commun.

L'influence de la théorie économique des communs et des travaux d'Elinor Ostrom sur la théorisation des communs urbains et leurs études est évidente, comme c'est le cas dans d'autres domaines où la question du commun est abordée. Les huit critères qu'elle définit reviennent souvent comme grille d'analyse et comme repère, mais peuvent être problématiques à plusieurs égards, comme le rappellent Parker et Johansson (2011).

- Premièrement, la définition de ce qui constitue une ressource, de comment elle est valorisée et par qui, est en soi problématique dans le contexte urbain dense et complexe;
- Deuxièmement, la définition de la communauté/les appropriateurs, de ses limites en nombre de personnes et du degré d'ouverture ou de fermeture du commun n'est pas chose aisée dans un contexte de forte mobilité pouvant être un frein à l'organisation collective nécessitant du temps,

et également dans un contexte de forte densité et de limites souvent marquées entre ce qui est totalement public (ouvert) et ce qui est privé (fermé); – Troisièmement, la collaboration intersectorielle semble être plus grande et nécessaire pour assurer une pérennité et une gestion de la complexité des interactions et des jeux d'acteurs. Elle induit souvent une implication des pouvoirs locaux dans la gestion des communs urbains (PARKER & JOHANSSON 2011).

Les nombreuses études et réflexions sur les communs urbains, rapportent souvent l'idée qu'ils peuvent constituer une réponse aux crises financières et politiques que nous vivons, «résultant des mesures d'austérité et accompagnée par la perte de confiance en la capacité des marchés et des états d'assurer une distribution équitable des ressources matérielles et sociales, soumises aujourd'hui à de nouvelles formes d'enclosures». Dans ce contexte, «les communs urbains se présentent comme des alternatives pour un futur plus équitable, environnementalement soutenable et radicalement démocratique» (EIDELMAN & SAFRANSKY 2020). Dans l'article remarquable d'Eidelman et Safransky (2020), qui retrace la mobilisation du terme *urban commons* dans la littérature scientifique, les communs urbains sont catégorisés différemment de celle liée aux types d'espaces présentés ci-avant. Les trois catégories qu'ils identifient permettent de sortir des configurations matérielles des communs urbains, pour les inscrire dans des référentiels de pensée et, indirectement, dans des logiques d'actions:

- Autour du «droit à la ville» (LEFEBVRE 1968), dans lequel l'espace urbain est vu comme un commun urbain, c'est-à-dire un espace qui doit être gouverné par ses habitants eux-mêmes à travers l'autogestion et l'auto-organisation, donnant la primauté aux valeurs d'usage plutôt qu'à la valeur marchande.
- Autour d'analyses «biopolitiques», qui portent l'attention sur la production des savoirs, les subjectivités et les relations sociales. Les communs

n'y sont pas limités aux aspects matériels, au foncier et aux ressources, mais intègrent de manière plus substantielle les résultats des productions sociales nécessaires aux interactions et aux futures productions, comme les savoirs, les langages, les codes, les informations, les affects, etc. (HARDT & NEGRI 2009). Autrement dit, aborder les communs sous l'angle biopolitique suppose d'établir le focus sur les relations sociales qui produisent le commun, plus que sur les communs en tant qu'espace physique ou ressource. Les processus de mises en commun, *commoning practices*, y tiennent une place déterminante.

– Autour de l'économie du partage et de la consommation collaborative. À contre-pied des théories sur les communs urbains considérés comme non-capitalistes ou anticapitalistes, ces approches décrivent un changement culturel et de politique publique au sein des systèmes économiques (capitalistes) et de propriété existante. Ils envisagent les communs urbains comme des leviers d'inclusion sociale grâce à la mobilisation de la technologie et de nouvelles pratiques de gouvernance qui peuvent concerner les budgets participatifs, l'investissement dans des quartiers à bas revenus, la réappropriation de l'espace public, la piétonnisation des rues, la régulation de l'économie du partage (Airbnb, véhicules partagés, et autres) (EIDELMAN & SAFRANSKY 2020).

#### DES PISTES POUR PENSER UN URBANISME DES COMMUNS

Ce bref aperçu des ressorts des communs et des communs urbains n'est certainement pas suffisant à ce stade pour appuyer une théorie ou un argumentaire autour de l'urbanisme des communs, posé comme question de recherche dans cet ouvrage. Cependant, les différents éléments présentés ici me semblent permettre de soulever certaines hypothèses supplémentaires, ou du moins d'ouvrir de nouvelles questions, sur l'urbanisme en tant qu'action publique visant l'organisation de l'espace, le bien-être humain et l'équité



sociale, dans lequel les communs occuperaient une plus grande place.

Il me semble important de penser le système de régulation, ou les régimes territoriaux (voir le chapitre 3), de manière à ce qu'ils puissent faire exister les communs sans entrer forcément dans une régulation exclusive de la part des autorités publiques, ni dans un système de privatisation qui peut les isoler de la réalité de la ville et leur ôter leur urbanité. Ce système devrait permettre de penser, d'agir (sur) et de transformer les communs à la fois sur le temps court comme objet de transition, et sur le temps long en tant que configurations urbaines et organisationnelles pérennes.

Ensuite, la question de l'échelle me semble cruciale. Les communs de manière générale et les communs urbains plus particulièrement sont encore l'apanage du local et du petit. Or, un zoom out sur des échelles territoriales plus importantes me semble pertinent, à l'image des approches par *Building blocks* développées pour les questions environnementales (SABEL & VICTOR 2017). La mise

en réseau de communs peut constituer un support d'organisation territoriale (voir le chapitre 13), voire même de planification.

Enfin, la dimension biopolitique (EIDELMAN & SAFRANSKY 2020) qui met en avant les processus de *commoning* semble être également une piste de recherche intéressante. La médiation urbanistique (DECLÈVE 1994; DECLÈVE & FORRAY 1996; MEZOUE 2017), la participation citoyenne, la définition de visions territoriales communes (MEZOUE 2020), etc., contribuent aujourd'hui à fabriquer des processus de mise en communs, qui sont encore peu analysés en tant que tel. Penser les communs urbains à partir des acteurs et des processus qui pourraient les rendre «non-rivaux entre eux et dont aucun n'est exclu» (HARRIBEY 2011) dans les processus de fabrication de la ville, me semble être également une piste de réflexion. Cependant, il existe un enjeu fondamental qui est celui de lier la dimension spatiale à celle des acteurs et des processus. L'urbanisme en tant que discipline peut y contribuer en fabriquant des imbrications entre les approches spatiales, politiques et sociales.

ANISS M. MEZOUE  
est architecte-urbaniste, docteur UCLouvain en art de bâtir et urbanisme. Il est chercheur en urbanisme et chargé de cours invité à l'UCLouvain.

## INTRODUCTION

Dans ce chapitre, nous introduisons une perspective féministe dans les pratiques et les analyses des *commoning*. Nous commençons par revenir sur les trois conditions de l'accumulation primitive posées par Marx dans le *Capital* (2008). Nous faisons ensuite référence aux travaux historiques de l'anthropologue Silvia Federici (2014), qui décrit la «chasse aux sorcières» et la dépossession du pouvoir des femmes concernant les soins apportés aux corps et de leur retrait de la vie économique et politique. Federici fait de cette dépossession une quatrième condition du passage des sociétés féodales aux sociétés capitalistes. Dans un troisième temps, nous analyserons l'évolution de cet engouement pour la figure archétypale de la sorcière en retraçant l'historique des mouvements féministes contemporains ayant contribué à mettre en évidence l'analogie entre l'asservissement de la nature et celui des femmes. Dans un quatrième temps, nous reviendrons sur la thématique des *communs* et questionnerons la place de la perspective de genre dans les travaux d'Elinor Ostrom. En conclusion, nous ouvrirons sur la question de la place des *communs* dans l'affinité historique entre les sorcières de jadis, exécutées, et les sorcières contemporaines; et nous proposerons de relire les *communs* au travers d'une perspective féministe et une d'éthique du *care*.

## LES CONDITIONS DE L'ACCUMULATION PRIMITIVE SELON MARX

Dans le livre premier du *Capital*, aux chapitres 26 à 33, Marx développe l'idée selon laquelle le passage de la société féodale à la société capitaliste s'est réalisé grâce à «l'accumulation primitive du

capital». Il s'agit d'un principe économique ayant permis aux acteurs de la révolution industrielle d'accumuler du capital pour investir et transformer les sociétés européennes à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Selon Marx, trois leviers ont permis de métamorphoser l'économie européenne: le mouvement des enclosures et la dépossession des terres, la punition du vagabondage, et enfin l'esclavage et le colonialisme.

La première condition, «le mouvement des enclosures» a débuté au XVI<sup>e</sup> siècle et s'est prolongé jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle avec l'avènement de la société industrielle. Pour comprendre l'ampleur de ce mouvement, il est nécessaire de définir et démontrer l'importance des terrains communaux pour les sociétés paysannes du Moyen Âge.

Les communaux représentaient cette partie du territoire d'un village qui, n'étant pas l'objet d'actes (formels ou non) de propriété privée, était de ce fait réputée commune à tous les habitants. Ces espaces pouvaient être des chemins, des fossés, des haies, des bois, des rivières et des étangs. (MOYEN 2021)

Ces territoires sont spécifiques aux communautés rurales telles qu'elles existèrent en Occident du IX<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle au moins. Dans les domaines seigneuriaux de la période féodale, apparaissent des terrains réservés à la «pâturage commune». Ces espaces, ainsi que leurs ressources (bois, fruits, plantes, eau, etc.) sont gérés et protégés par les membres d'une communauté: «Les communaux sont par définition des *rei publicae*, c'est-à-dire des espaces sur lesquels pèse une possession des droits d'usages collectifs.» (LETURCO 2018) Les membres de la communauté s'organisent pour jouir d'une

# **simone & lucien kroll**

## **ordre et désordres**

### **une architecture habitée**

[textes & dessins]

tout est paysage 3

ZHAW Bibliothek

**AB**  
**720.92**  
**KROLL**  
Krol Ord

ZHAW-HSB-WIN (Winterthur)



EM000009004429

**sens&tonka**



**Simone & Lucien Kroll**

**Ordre et désordres  
Une architecture habitée**

**Tout est paysage [3]**



**sens&tonka**  
**Cité de l'architecture & du patrimoine**

Jeanne-Marie Sens & Hubert Tonka  
(éditeurs)

Création Typo-graphique  
de Jeanne-Marie Sens & Hubert Tonka

Hubert Tonka & Emmanuel Caroux  
(fabricants)

Cet ouvrage a été composé en  
utopia (1989) de Robert Slimbach  
et en block (1908)  
de Hermann Hoffmann

Il a été achevé d'imprimer  
en juin 2015  
sur les presses de  
la *Nouvelle imprimerie Laballery*  
à Clamecy (France),  
[titulaire du label *Imprim'vert*]  
la couverture sur du sirio color lime  
et l'intérieur sur du bouffant arcoprint  
milk des papeteries *Fedrigoni*  
à Vérone (Italie)  
Façonné par *NIL*.

Numéro d'impression : 506339  
Imprimé en France  
Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2015

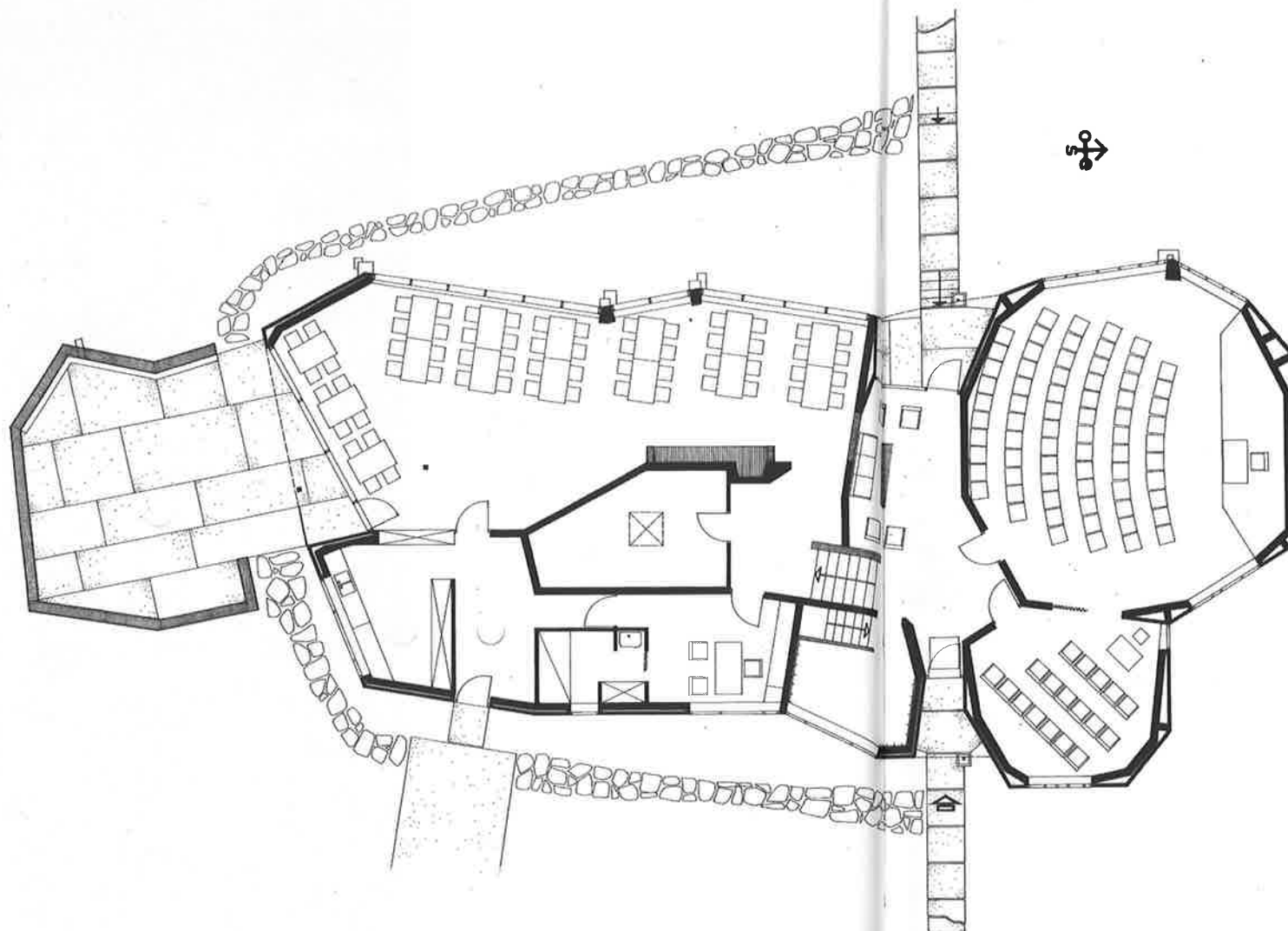
© 2015, Lucien Kroll (textes & dessins)  
© 2015 Sens&Tonka, éditions  
en partenariat avec  
la Cité de l'architecture et du patrimoine  
(édition livre)

ISBN 9782845342606

*D'un côté, des citations extraites  
des textes de Lucien Kroll :  
un concentré d'idées.*

*De l'autre, des dessins (croquis,  
simulations et plans) :  
un raccourci dans son imaginaire.*

*Patrice Goulet & Hubert Tonka*

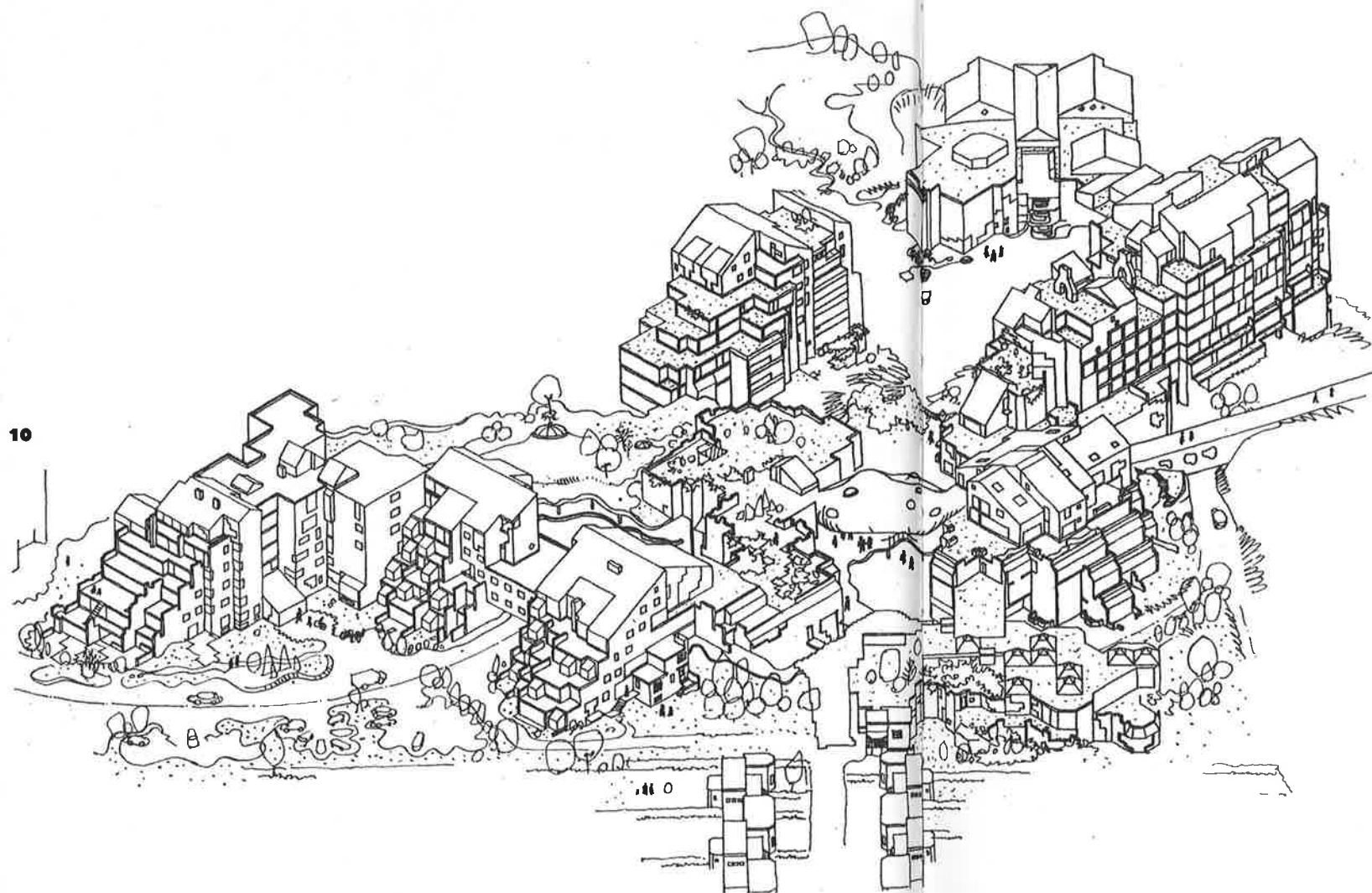


## 1.

J'ai personnellement décidé de ne plus ressentir d'émotion devant aucune architecture, objet ou paysage qui ne procède pas de l'écologie, de l'éthologie, de l'ethnologie, du communautaire, de la complexité populaire, de l'auto-organisation des groupes ou bien qui ne soit en relation avec des convictions désordonnées et unanimes de personnes indépendantes.

Malgré quelques complaisances inavouables devant la « chose bien faite... »

J'ai aussi décidé de ne plus croire un mot des discours de responsables lorsque ceux-ci se proposent de réaménager des quartiers ou d'en construire de neufs sans le minimum d'action participative d'habitants ou encore sans une complicité chaude, même discrète et désordonnée, d'habitants réels, de laïcs. C'est-à-dire, sans leur complexité, sans leur évolution, sans relation avec leur culture, leur réseau social, leurs aspirations personnelles, etc.



## 2.

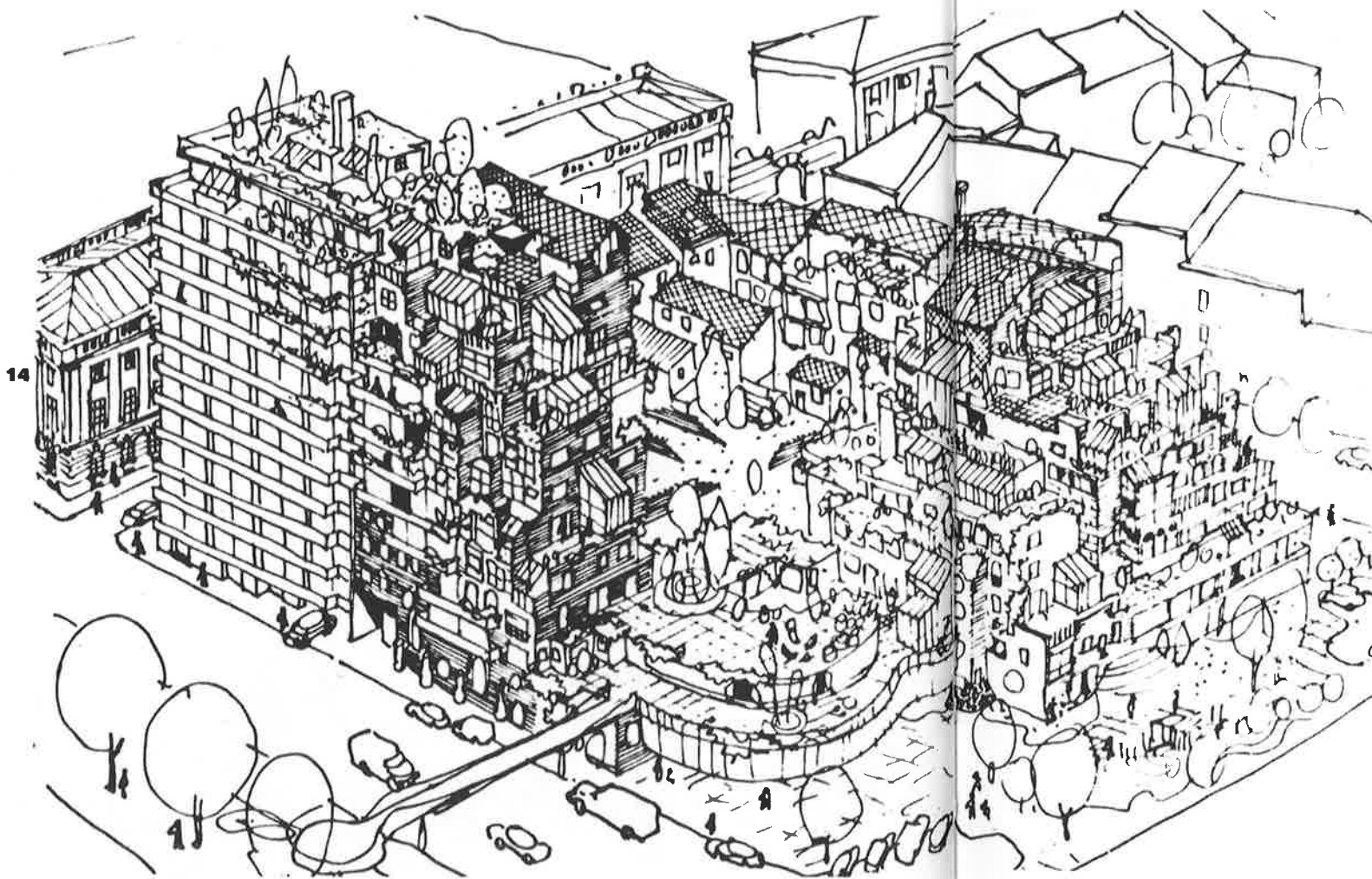
Deux politiques d'habitat sont possibles.

L'une est celle de l'autorité maternelle dont les spécialistes calculent les besoins, fabriquent des objets à habiter, rationnels, confortables, hygiéniques, et renforcent la division industrielle des rôles et le désintérêt des étudiants.

L'autre est participative, pluraliste, elle englobe chaque interlocuteur comme une personne et non comme une fonction, elle suppose une compréhension, une pédagogie, un échange des responsabilités, un partage des rôles. Elle est contagieuse par avance.

En vue d'accueillir les décisions des habitants, elle doit rester mobile, ouverte, transformable et amorcer la créativité sans la contraindre.

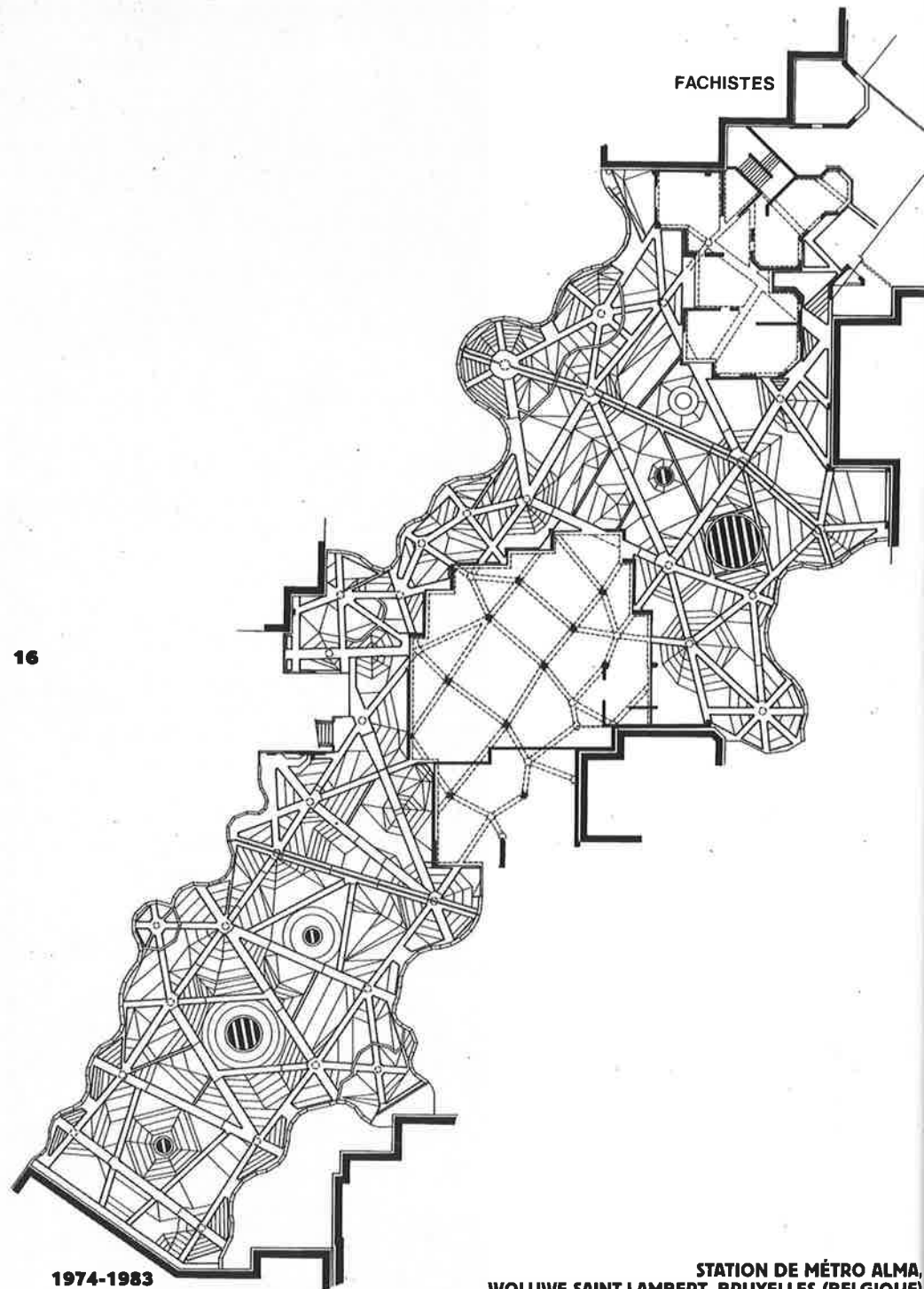




### 3.

Notre approche est surtout paysagère, donc globale, relationnelle et de longue durée. Nous disons « paysage » dans le sens de milieu complexe construit par des décisions entrecroisées, multiples, tissées, jamais par des règles rigides, droites et simplificatrices. Elle est de longue durée puisqu'elle considère le passé, l'existant, le non-dit, comme la trame sur laquelle se propose le nouveau projet qui n'est qu'un moment dans l'histoire et qui continue à évoluer sans nous.

FACHISTES



STATION DE MÉTRO ALMA,  
WOLUVE-SAINT-LAMBERT, BRUXELLES (BELGIQUE)

1974-1983

#### 4.

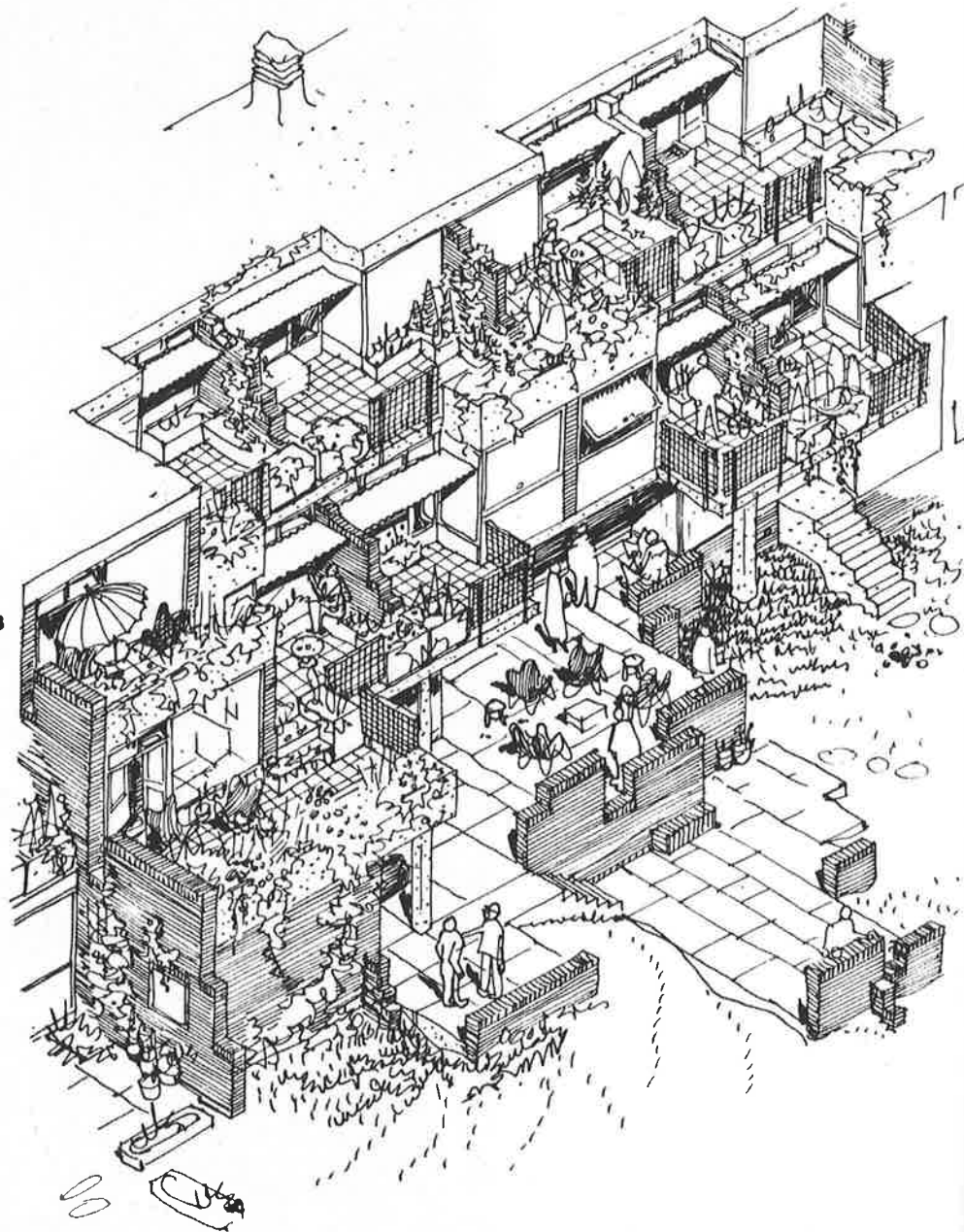
Pourquoi questionner et suivre  
les habitants ?

Pour atteindre une complexité  
vivante.

Et pourquoi cette complexité ?  
Réponse négative : par horreur  
d'encaserner.

Réponse positive : par passion  
de laisser naître l'image aimable  
d'un réseau de relations, d'une  
fertilité urbaine.

Réponse plus personnelle : en  
prenant les habitants pour des  
amis, ils le deviennent, non pas  
personnellement – encore que ?  
En les prenant pour des civilisés,  
ils le deviennent aussi et je ne  
les supporte que sous cette  
forme-là...



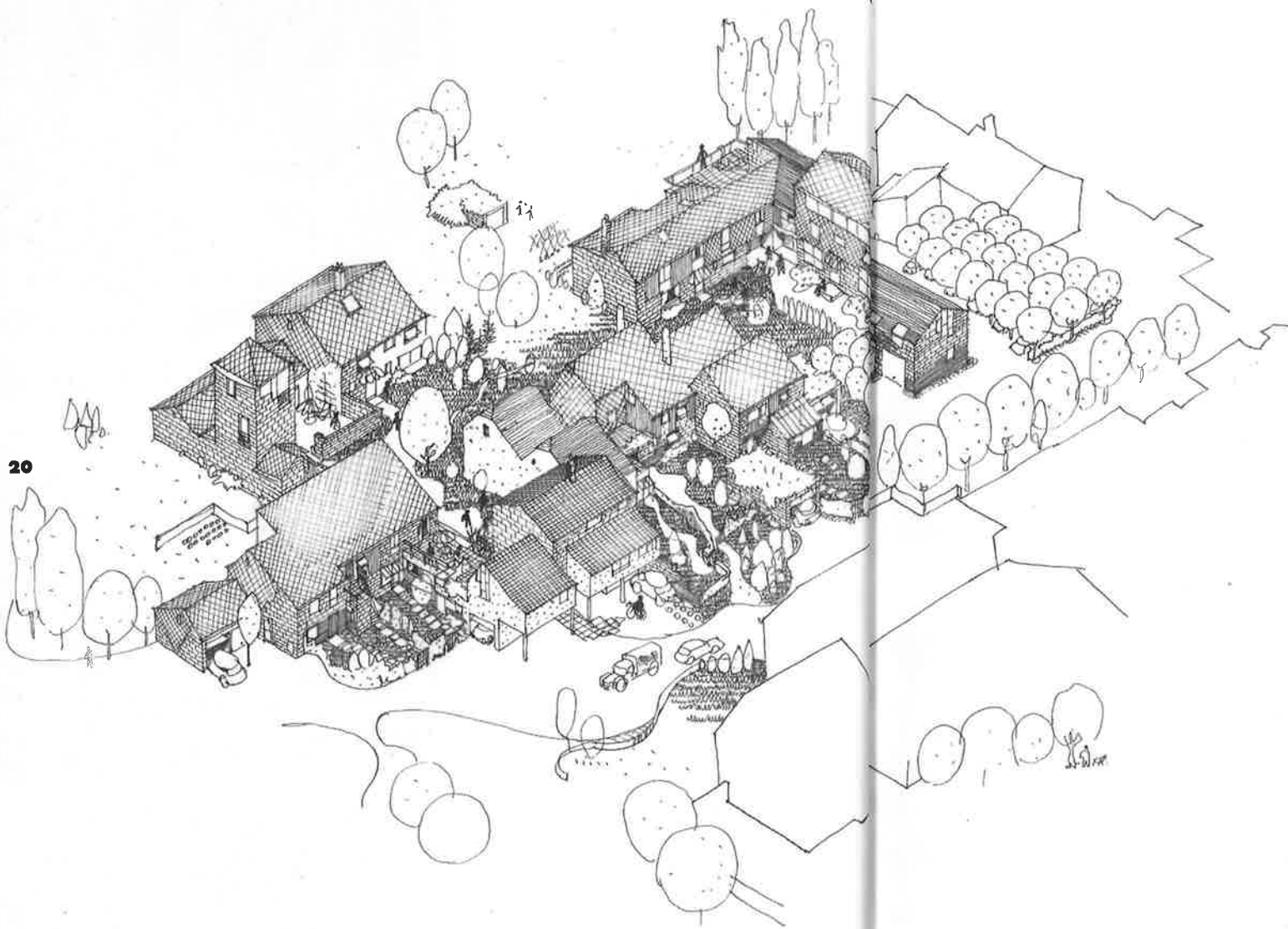
1975

MONASTÈRE DOMINICAIN, FERME DE FROIDMONT, RIXENSART (BELGIQUE)

## 5.

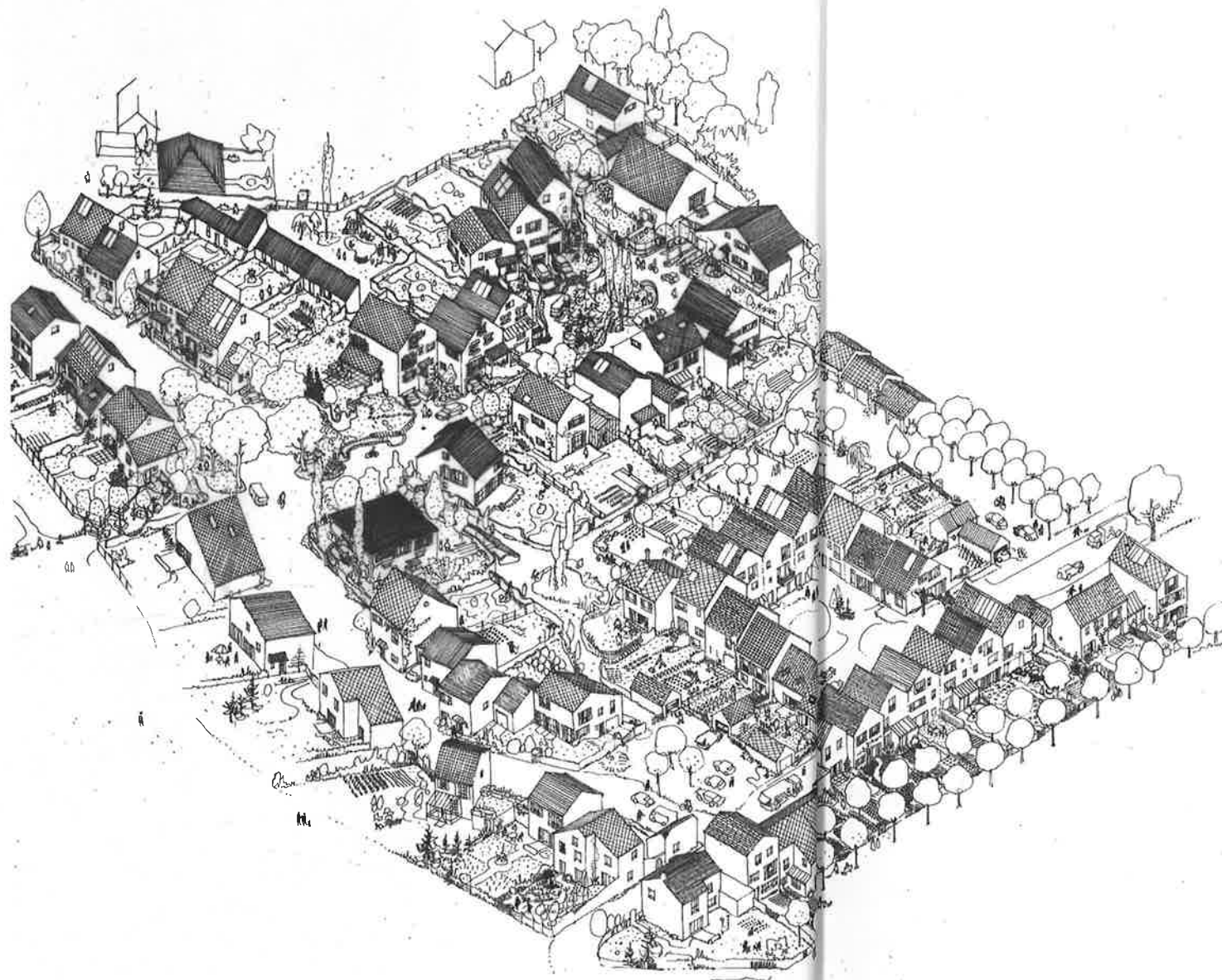
L'habitant possède toujours un trésor perdu par les architectes: une culture de l'échelle domestique et de la complexité, une bonhomie qui fait les paysages aimables.

Les architectes mettent de l'ordre et de la grandeur et stérilisent le tout...



6.

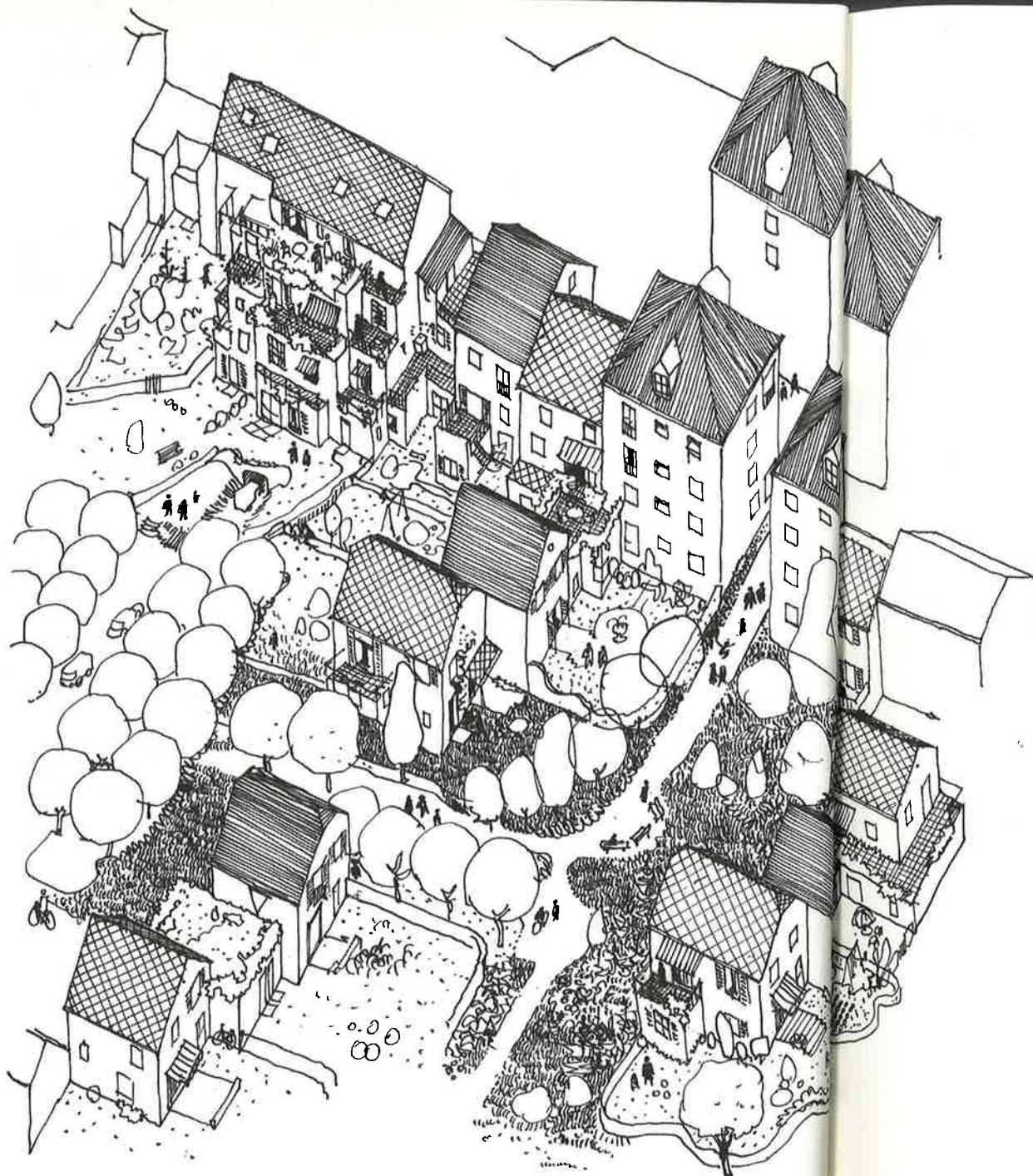
Tant que l'architecture recherchera l'homogénéité, la répétition d'éléments identiques, la discipline des matériaux, la symétrie, les caractères immuable et intransformable, elle restera « militaire » et ne saura exprimer une société complexe, créative, mobile et démocratique : elle ne pourra être, par définition, que totalitaire.



# 7.

Voici les seules règles urbaines que je connaisse : lorsqu'on marche, ça devient une rue; lorsqu'on s'arrête, ça devient une place; on flâne, c'est un jardin, on s'assied, c'est une cour. Ces formes sont des actions profondément inscrites dans l'inconscient de l'habitant. Il nous faut avouer que nous haïssons cet urbanisme de rangement sans forme accueillante et que nous revendiquons le désordre vivant comme le seul moyen rationnel de laisser se produire un *paysage*.





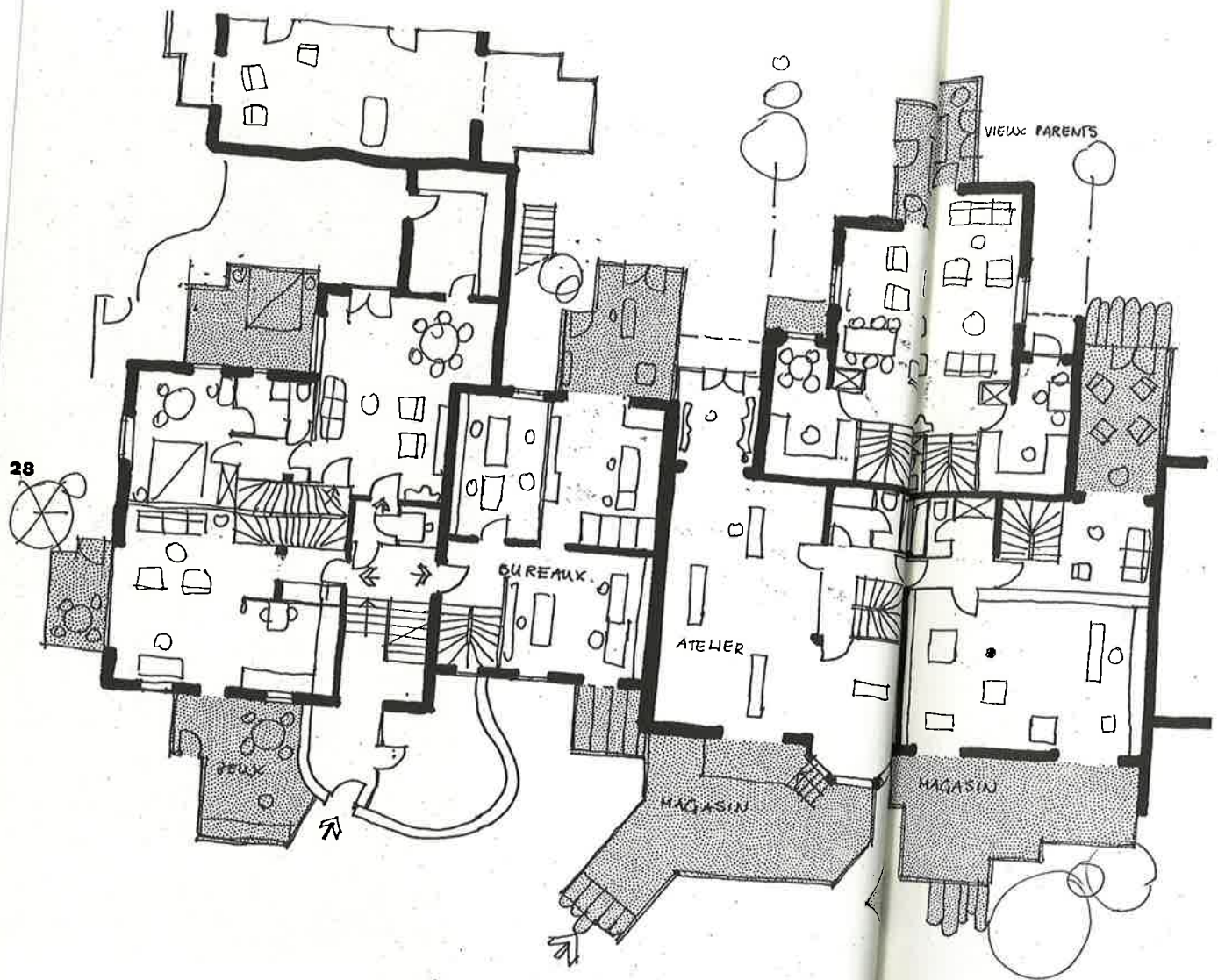
1978

IMMEUBLES DE VILLE, PUISEUX, CERGY-PONTOISE (FRANCE)

8.

Il nous semble légitime de conserver, au travers des réactions maladroites des groupes, les contradictions, les hésitations, les ratés, les multiplications, les superpositions, les piratages, les atavismes, les non-sens, les juxtapositions, les inégalités, enfin tout ce qui forme une texture urbaine, tout ce dont l'absence n'engendre que le modèle du pensionnat ou celui de la caserne enjolivée.

27



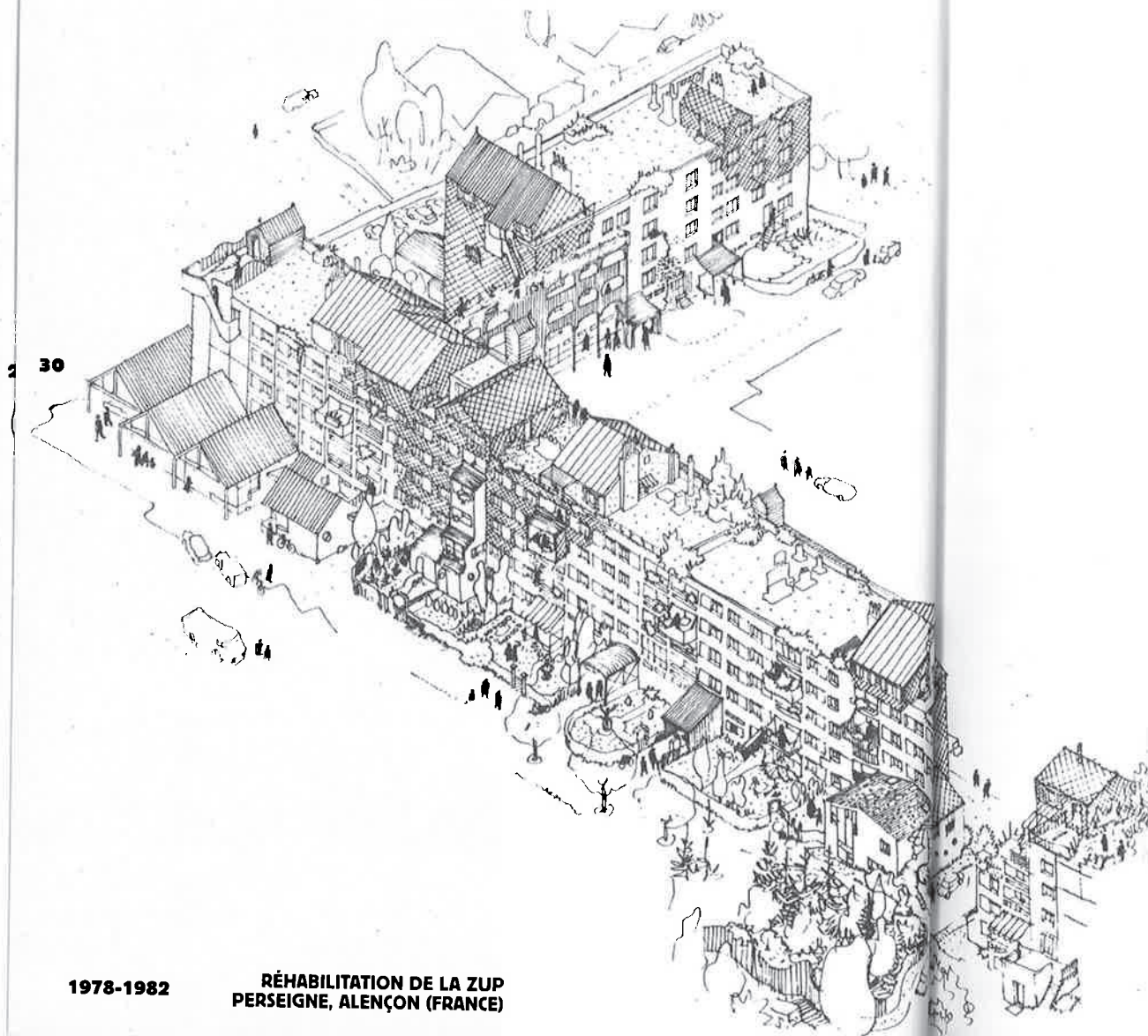
1978

LOGEMENTS SOCIAUX EXPÉRIMENTAUX, BERNALMONT, LIÈGE, (BELGIQUE)

9.

L'écologie n'est pas une nouvelle mécanique mais une attitude empathique.





1978-1982

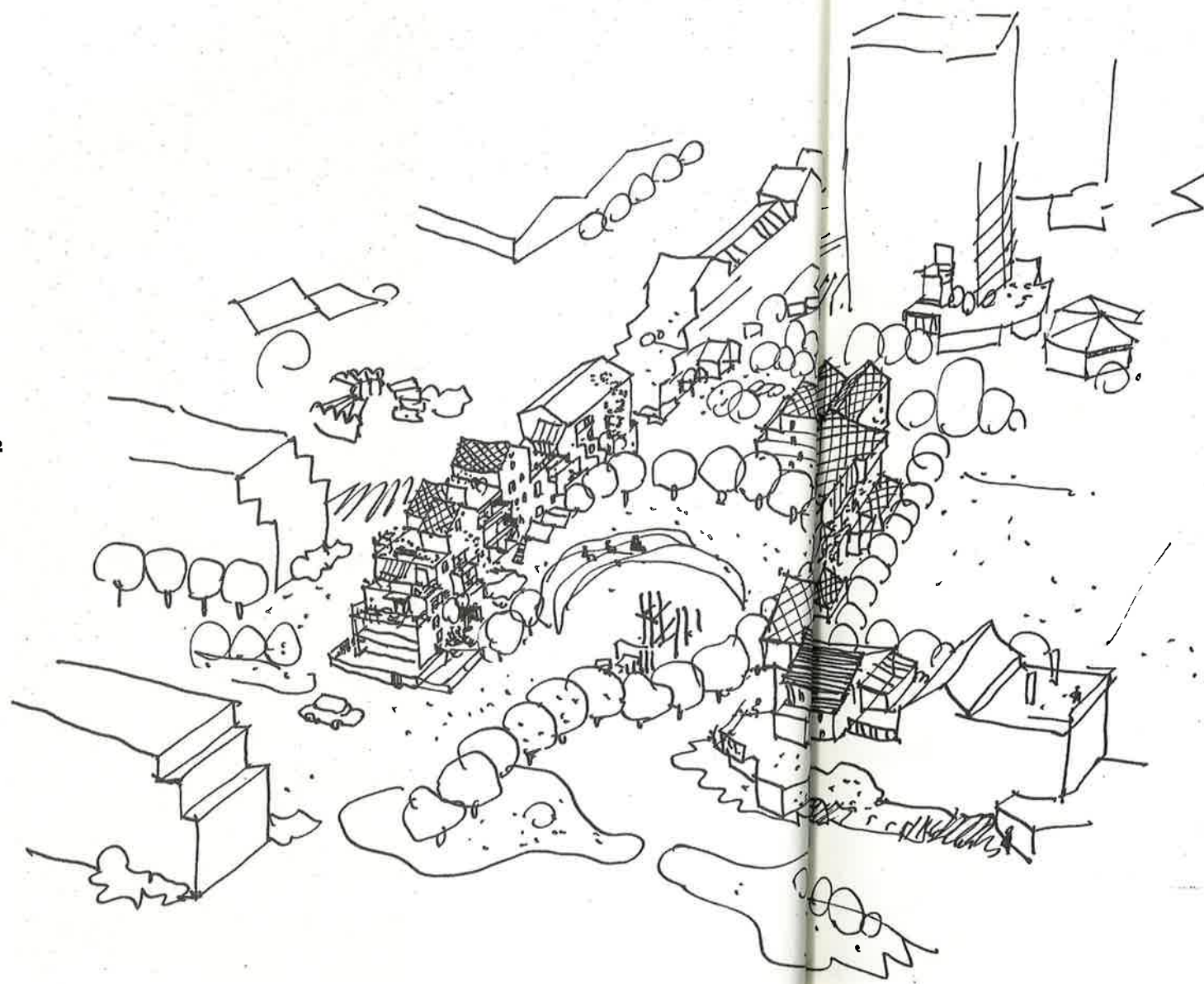
RÉHABILITATION DE LA ZUP  
PERSEIGNE, ALENÇON (FRANCE)

## 10.

L'incrémentalisme, c'est refuser que la fin soit définie dès le début, c'est décider chaque étape quand on l'aborde et en regardant en arrière, c'est ne pas figer trop tôt les étapes suivantes ni surtout la totalité de l'opération.

L'incrémentalisme, c'est une façon écologique de décider : par la participation continue de toutes les informations et de tous les informateurs qui surgissent au cours de l'opération. « On apprend à marcher en marchant ».

L'incrémentalisme, c'est ajouter un élément après l'autre, sans cohérence, c'est la science de la débrouillardise, une méthode intuitive, « darwinienne » à l'image des tâtonnements de la nature...



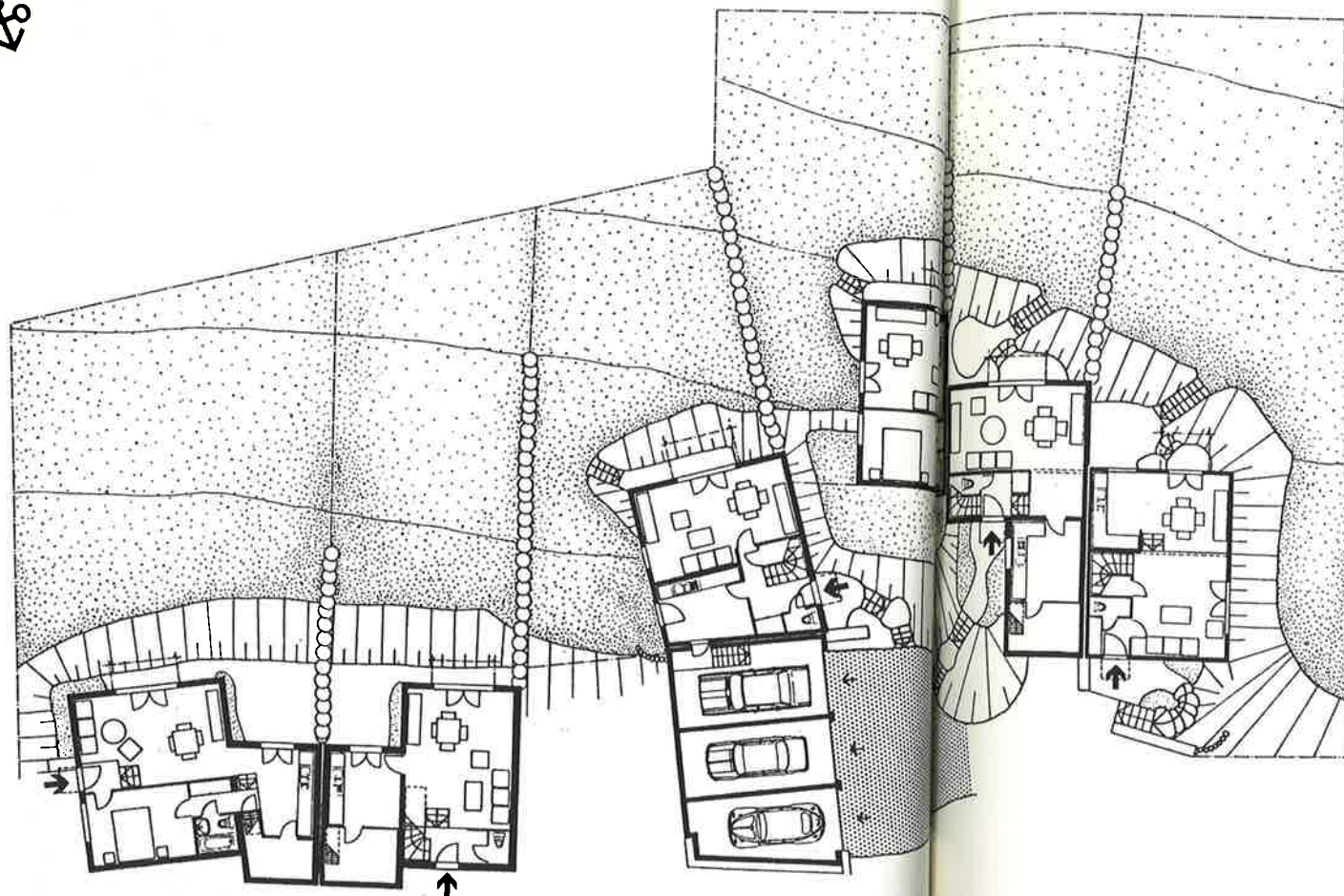
1978-1982

RÉHABILITATION DE LA ZUP PERSEIGNE, ALENÇON (FRANCE)

11.

Pour durer, un objet abritant  
une activité humaine toujours  
instable doit être transformable :  
c'est l'enfance de la logique  
du durable.

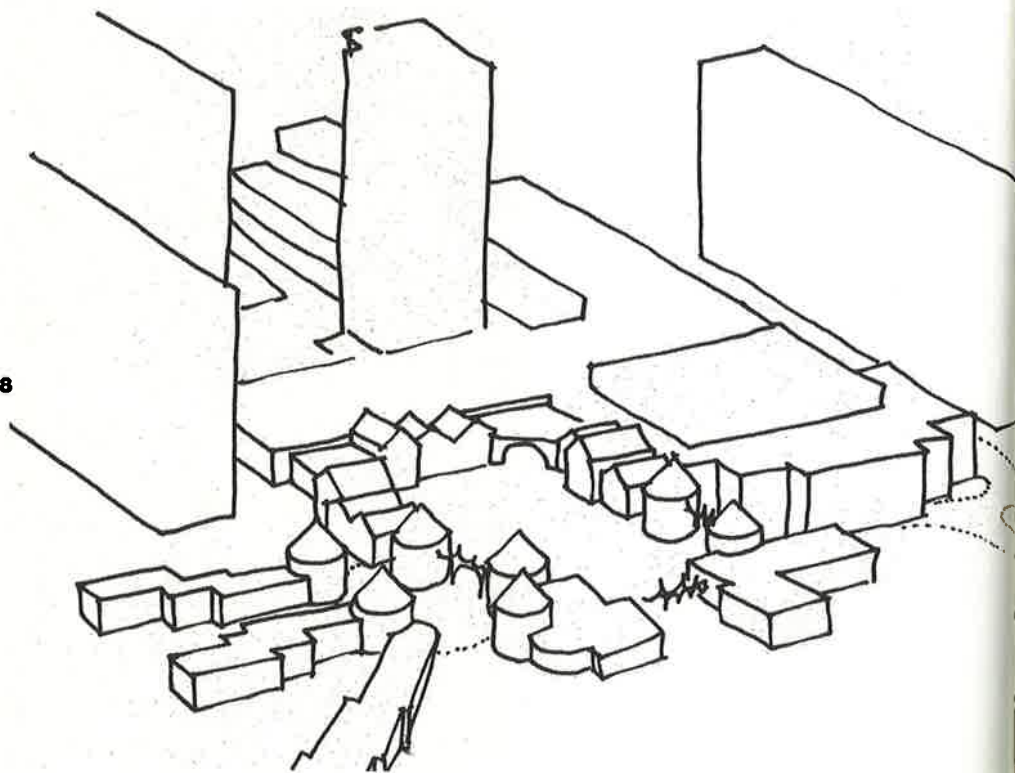




12.

Il faut être clair ! Les grandes machines à déraciner qu'ont été les HLM sont si puissantes, imposent si durement un comportement que nous croyons que seul celui du « petit-bourgeois » sera assez enraciné pour s'y opposer : les nains de plâtre des jardins contre les préfabriqués géants !

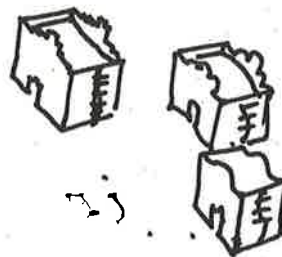
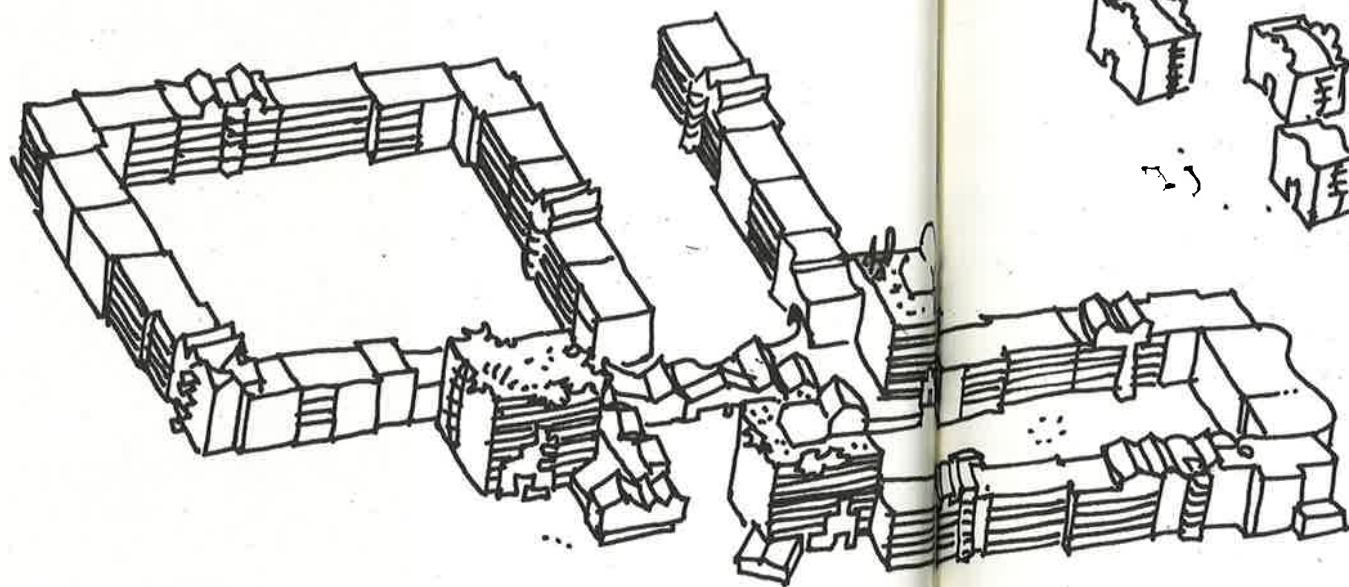




## 13.

La répétition, c'est le crime.

La diversité entraîne la créativité,  
la répétition l'anesthésie.



## 14.

La rationalité stérilise.

Plus c'est fonctionnel,  
moins cela fonctionne.

Tout paysage est un fait  
de civilisation, une mixture  
de naturel et de culturel, à la fois  
volontaire et spontané, ordonné  
et chaotique, chaud et froid,  
savant et banal.



## 15.

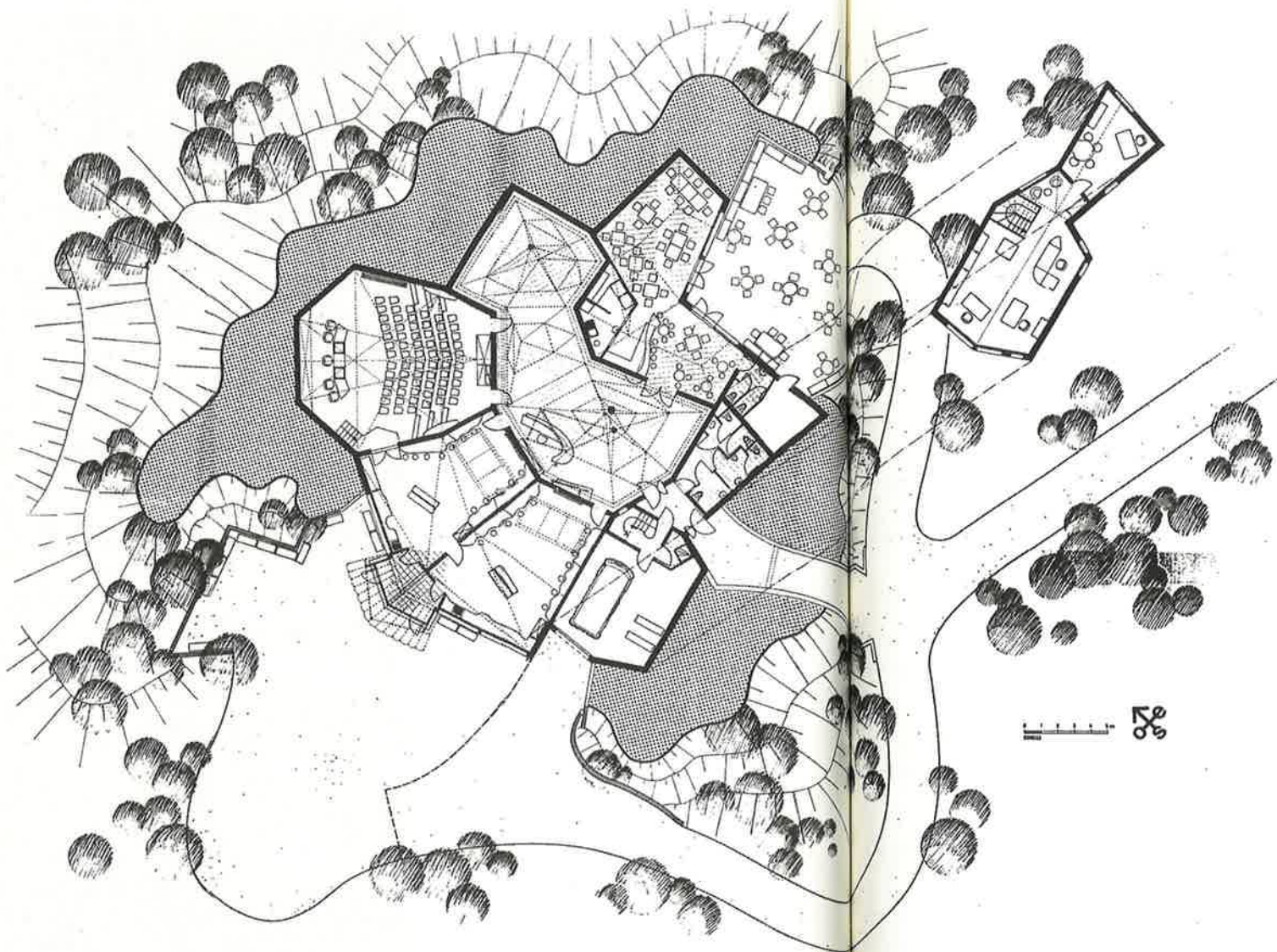
La table rase est par définition soit  
une plaisanterie, soit un crime  
contre la civilisation.

L'histoire, l'usure, l'entretien  
donne une valeur,  
une profondeur, un vécu que  
la nouveauté nie anxieusement.

Les habitants sont toujours  
les grands absents de tous  
les projets d'architectes !

Modernité : la mayonnaise  
a tourné. Plus aucun élément  
ne touche son voisin.

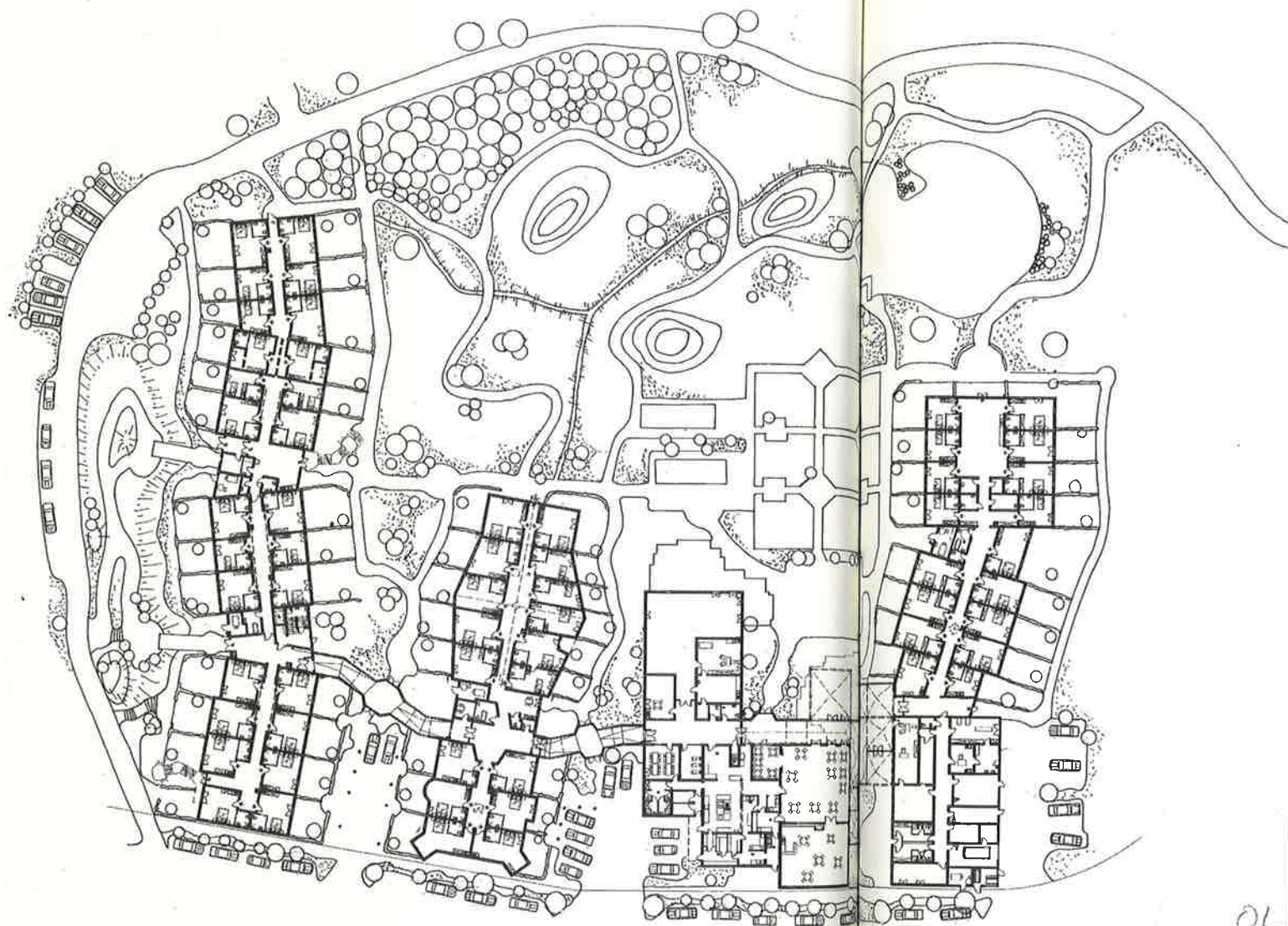




## 16.

La procédure crée l'agglomération. Celle-ci rassemble des objets qui n'ont en commun que la distance qui les sépare. Elle obéit à une planification rationnelle, aveugle et donc inhumaine. La procédure est fermée et intransformable. Le processus aboutit à une autre forme d'ouvrage : le conglomérat... Celui-ci rassemble des sujets qui se lient par empathie. Leur vie évolue avec naturel : le processus transforme donc sans cesse les lieux et les hommes !

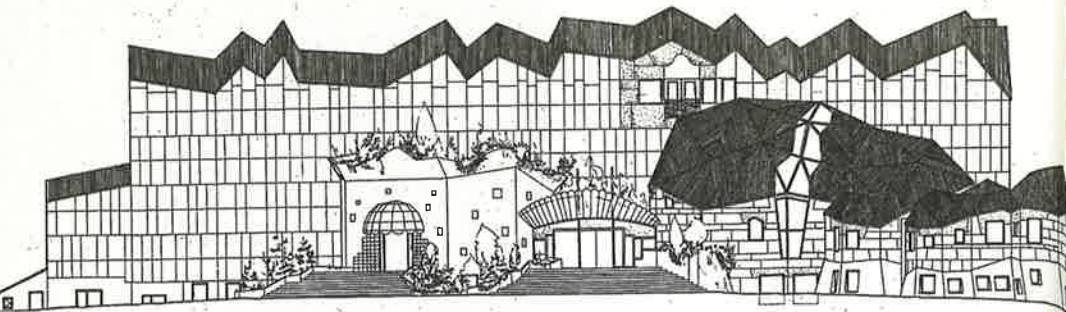




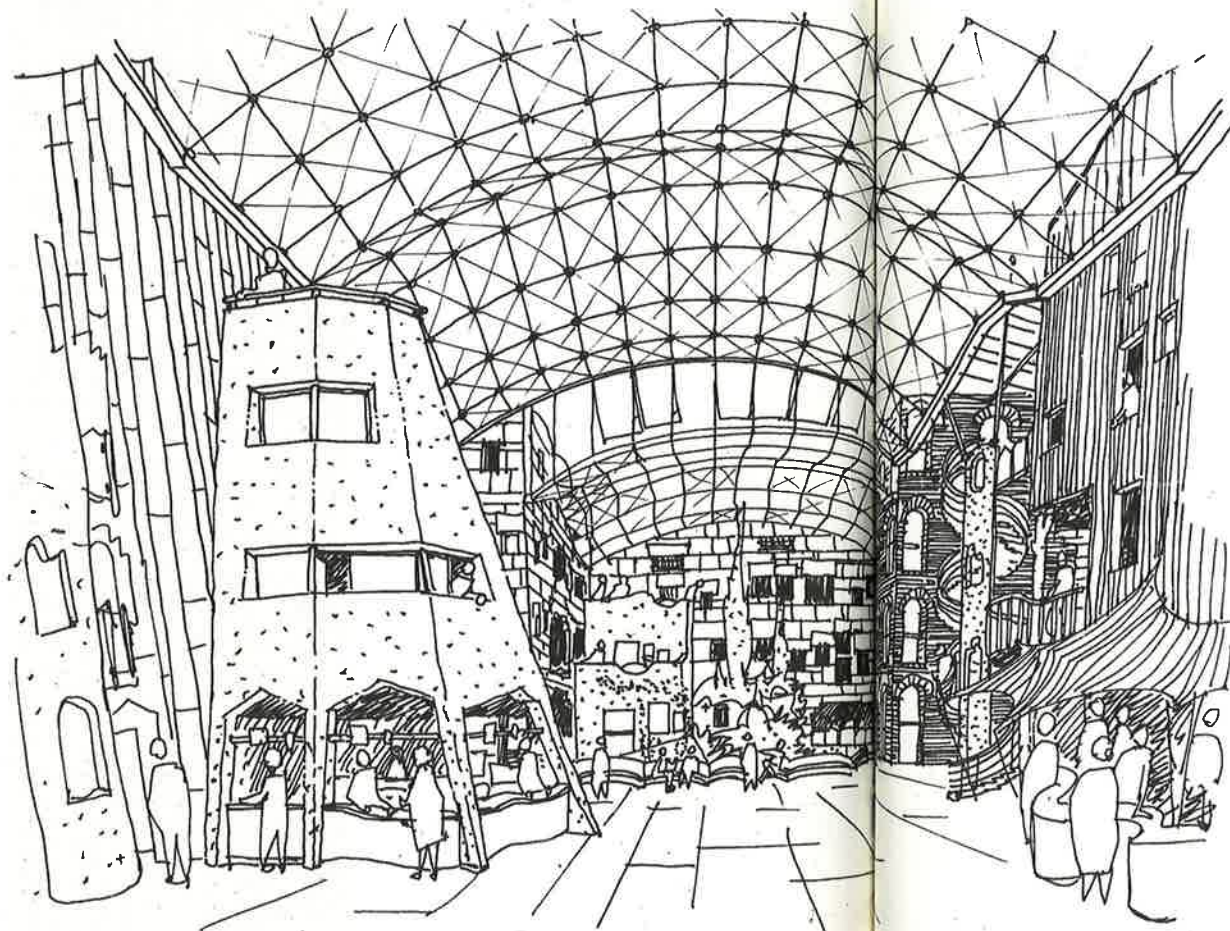
## 17.

l'appelle « vicinitude »,  
 approximativement l'inverse  
 de « solitude urbaine » :  
 la relation minimale  
 de proximité, de distance,  
 de voisinage, le coefficient  
 de proximité, impossible  
 à provoquer mais possible  
 à « induire » au moyen de formes  
 d'architectures et de dispositifs  
 juridiques qui suggèrent ces  
 relations.





48



HÔTEL DE VILLE, ARGENTEUIL (FRANCE)

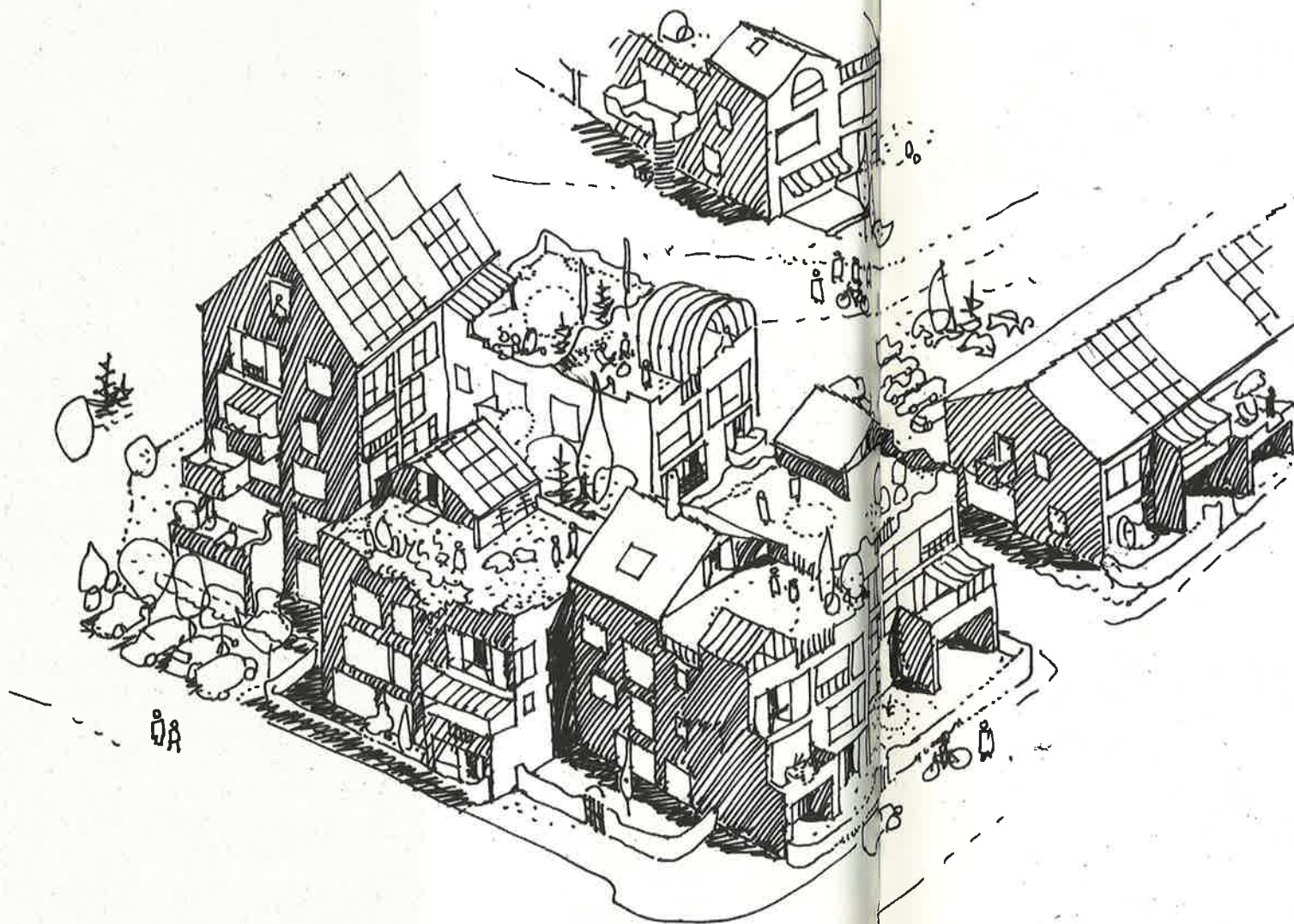
1991

# 18.

On a rétabli la peine de mort pour les bâtiments : debout, les yeux bandés on les foudroie en musique et en spectacle après les avoir exécutés pour l'exemple. Les bâtiments s'effondrent dans eux-mêmes (comme des autistes...) en un petit tas. Quelques habitants pleurent. Il n'y avait pas plus d'architecte à la construction qu'à la démolition...

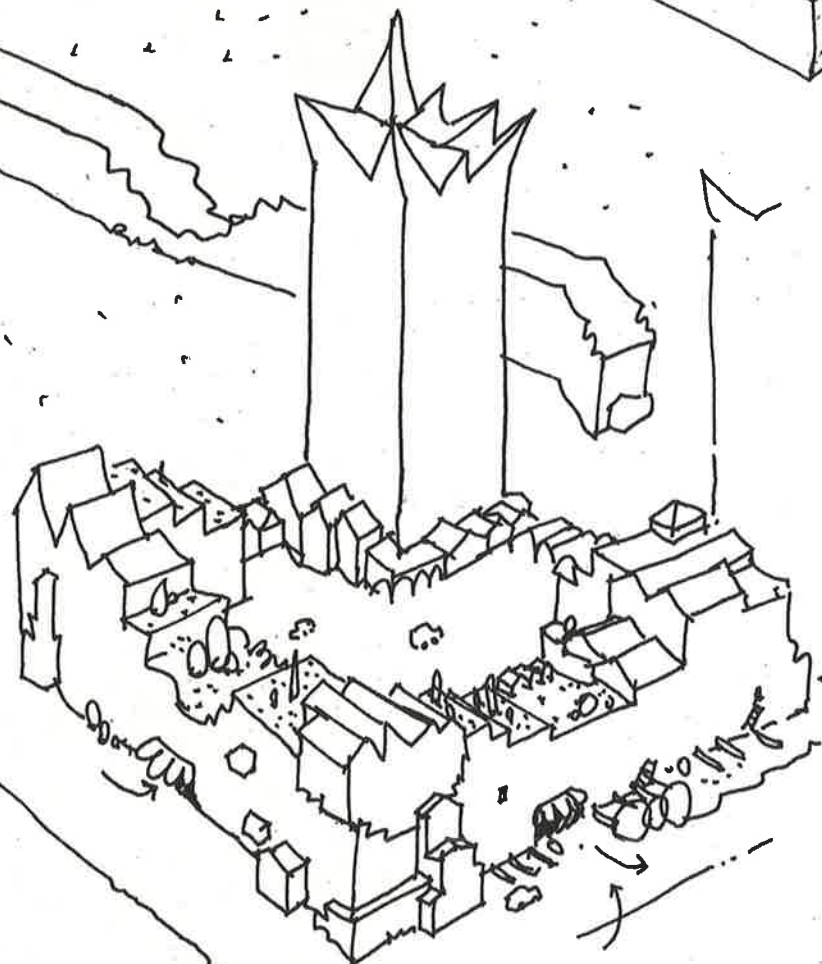
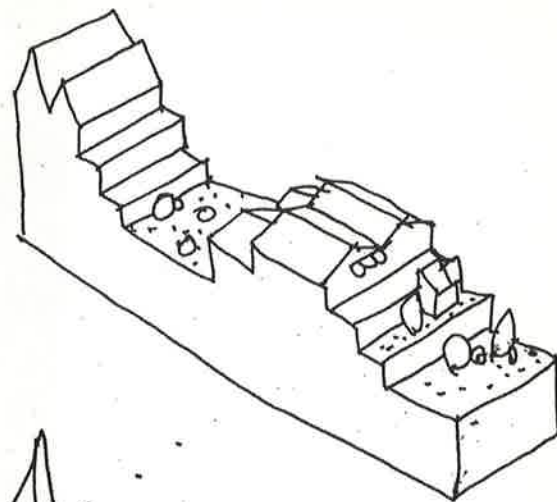
49





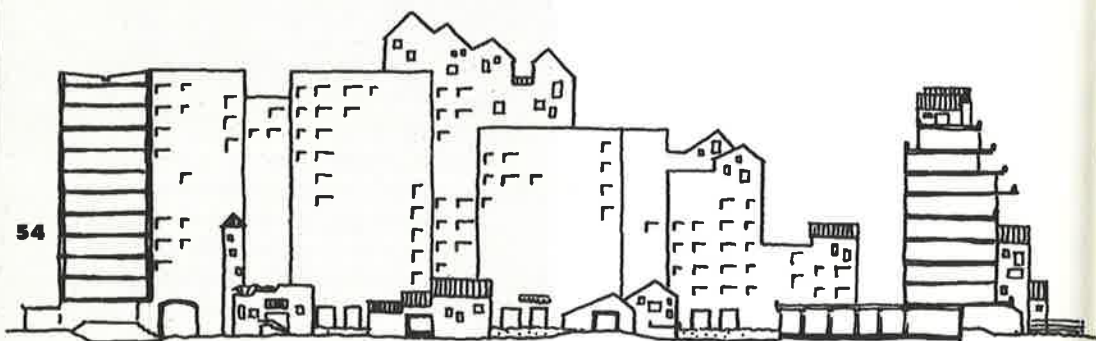
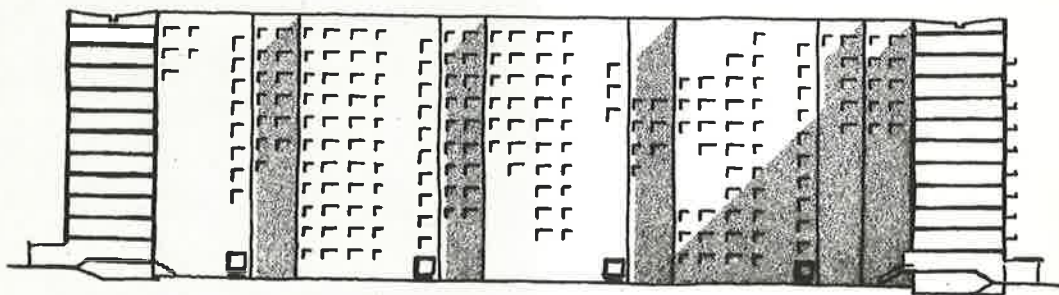
## 19.

Aux habitants-participants,  
je ne donne rien : au contraire,  
je leur demande de m'aider  
à trouver des formes qui  
les représentent et avec lesquelles,  
je cherche à faire une architecture.  
C'est un service que je leur  
demande : je ne viens pas leur  
imposer des schémas à ma mode.



## 20.

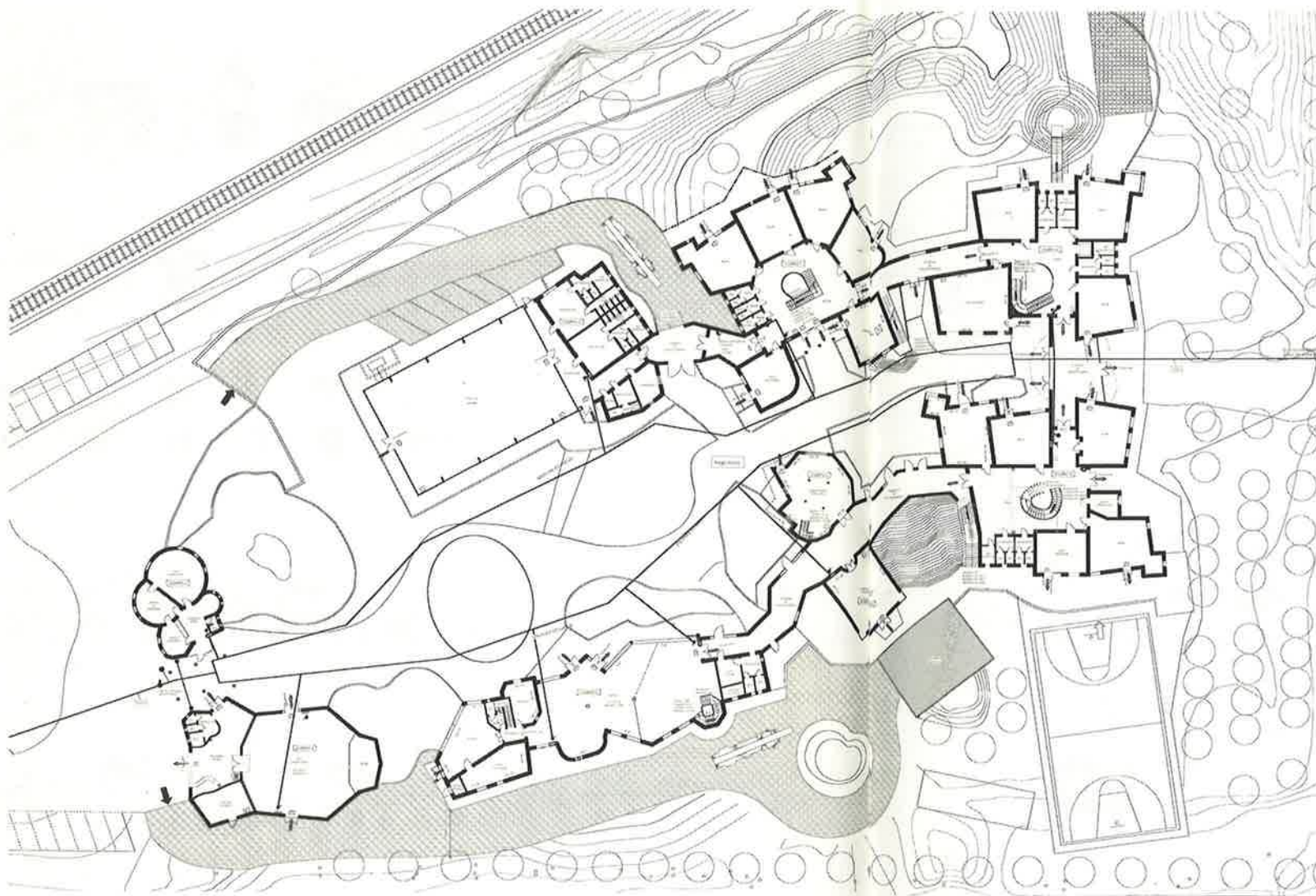
L'humanité, est la qualité active d'un milieu conçu pour encourager les habitants porteurs de projets à prendre spontanément des initiatives d'humanisation à toutes les occasions qu'ils vivent : économie, vie commune, dépenses, urbanisme, architecture ou paysage.



## 21.

L'humanité, officiellement,  
n'est ni un mode de vie,  
une religion ou un apostolat,  
elle est simplement une empathie  
active, logique, une tendance  
à se projeter vers les autres,  
un désir de survie avec eux.  
Nous ne pourrions jamais  
humaniser la violence ni pactiser  
avec elle : nous ne pouvons  
que la discréditer, poliment  
et en persuader des personnes...



**22.**

C'est obstinément le même but que mon atelier poursuit, à travers les diverses missions qu'il a pu réaliser : déstabiliser les certitudes qui font les architectes héroïques, démontrer qu'un milieu aimable ne peut se constituer qu'en dehors des schémas d'autorités et que les outils modernes (organisation méthodique, industrie du bâtiment, informatique, etc.) peuvent aussi bien être utilisés à produire des milieux diversifiés.



# A LADDER OF CITIZEN PARTICIPATION

Sherry R. Arnstein

The heated controversy over "citizen participation," "citizen control," and "maximum feasible involvement of the poor," has been waged largely in terms of exacerbated rhetoric and misleading euphemisms. To encourage a more enlightened dialogue, a typology of citizen participation is offered using examples from three federal social programs: urban renewal, anti-poverty, and Model Cities. The typology, which is designed to be provocative, is arranged in a ladder pattern with each rung corresponding to the extent of citizens' power in determining the plan and/or program.

The idea of citizen participation is a little like eating spinach: no one is against it in principle because it is good for you. Participation of the governed in their government is, in theory, the cornerstone of democracy—a revered idea that is vigorously applauded by virtually everyone. The applause is reduced to polite handclaps, however, when this principle is advocated by the have-not blacks, Mexican-Americans, Puerto Ricans, Indians, Eskimos, and whites. And when the have-nots define participation as redistribution of power, the American consensus on the fundamental principle explodes into many shades of outright racial, ethnic, ideological, and political opposition.

There have been many recent speeches, articles, and books<sup>1</sup> which explore in detail *who* are the have-nots of our time. There has been much recent documentation of *why* the have-nots have become so offended and embittered by their powerlessness to deal with the profound inequities and injustices pervading their daily lives. But there has been very little analysis of the content of the current controversial slogan: "citizen participation" or "maximum feasible participation." In short: *What* is citizen participation and what is its relationship to the social imperatives of our time?

## *Citizen Participation is Citizen Power*

Because the question has been a bone of political contention, most of the answers have been purposely buried in innocuous euphemisms like "self-help" or "citizen involvement." Still others have been embellished with misleading rhetoric like "absolute control" which is something no one—including the President of the

United States—has or can have. Between understated euphemisms and exacerbated rhetoric, even scholars have found it difficult to follow the controversy. To the headline reading public, it is simply bewildering.

My answer to the critical *what* question is simply that citizen participation is a categorical term for citizen power. It is the redistribution of power that enables the have-not citizens, presently excluded from the political and economic processes, to be deliberately included in the future. It is the strategy by which the have-nots join in determining how information is shared, goals and policies are set, tax resources are allocated, programs are operated, and benefits like contracts and patronage are parceled out. In short, it is the means by which they can induce significant social reform which enables them to share in the benefits of the affluent society.

## EMPTY RITUAL VERSUS BENEFIT

There is a critical difference between going through the empty ritual of participation and having the real power needed to affect the outcome of the process. This difference is brilliantly capsulized in a poster painted last spring by the French students to explain the student-worker rebellion.<sup>2</sup> (See Figure 1.) The poster highlights the fundamental point that participation without redistribution of power is an empty and frustrating process for the powerless. It allows the power-holders to claim that all sides were considered, but makes it possible for only some of those sides to benefit. It maintains the status quo. Essentially, it is what has



FIGURE 1 French Student Poster. In English, I participate; you participate; he participates; we participate; you participate . . . They profit.

Sherry R. Arnstein is Director of Community Development Studies for The Commons, a non-profit research institute in Washington, D.C. and Chicago. She is a former Chief Advisor on Citizen Participation in HUD's Model Cities Administration and has served as Staff Consultant to the President's Committee on Juvenile Delinquency, Special Assistant to the Assistant Secretary of HEW, and Washington Editor of *Current Magazine*.



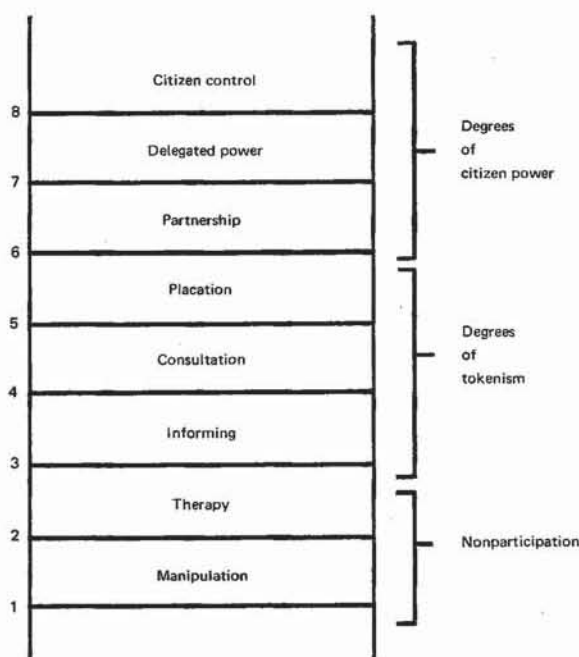


FIGURE 2 *Eight Rungs on a Ladder of Citizen Participation*

been happening in most of the 1,000 Community Action Programs, and what promises to be repeated in the vast majority of the 150 Model Cities programs.

#### *Types of Participation and "NonParticipation"*

A typology of eight *levels* of participation may help in analysis of this confused issue. For illustrative purposes the eight types are arranged in a ladder pattern with each rung corresponding to the extent of citizens' power in determining the end product.<sup>3</sup> (See Figure 2.)

The bottom rungs of the ladder are (1) *Manipulation* and (2) *Therapy*. These two rungs describe levels of "non-participation" that have been contrived by some to substitute for genuine participation. Their real objective is not to enable people to participate in planning or conducting programs, but to enable powerholders to "educate" or "cure" the participants. Rungs 3 and 4 progress to levels of "tokenism" that allow the have-nots to hear and to have a voice: (3) *Informing* and (4) *Consultation*. When they are proffered by powerholders as the total extent of participation, citizens may indeed hear and be heard. But under these conditions they lack the power to insure that their views will be *heeded* by the powerful. When participation is restricted to these levels, there is no followthrough, no "muscle," hence no assurance of changing the status quo. Rung (5) *Placation*, is simply a higher level tokenism because the groundrules allow have-nots to advise, but retain for the powerholders the continued right to decide.

Further up the ladder are levels of citizen power with increasing degrees of decision-making clout. Citizens

can enter into a (6) *Partnership* that enables them to negotiate and engage in trade-offs with traditional powerholders. At the topmost rungs, (7) *Delegated Power* and (8) *Citizen Control*, have-not citizens obtain the majority of decision-making seats, or full managerial power.

Obviously, the eight-rung ladder is a simplification, but it helps to illustrate the point that so many have missed—that there are significant gradations of citizen participation. Knowing these gradations makes it possible to cut through the hyperbole to understand the increasingly strident demands for participation from the have-nots as well as the gamut of confusing responses from the powerholders.

Though the typology uses examples from federal programs such as urban renewal, anti-poverty, and Model Cities; it could just as easily be illustrated in the church, currently facing demands for power from priests and laymen who seek to change its mission; colleges and universities which in some cases have become literal battlegrounds over the issue of student power; or public schools, city halls, and police departments (or big business which is likely to be next on the expanding list of targets). The underlying issues are essentially the same—"nobodies" in several arenas are trying to become "somebodies" with enough power to make the target institutions responsive to their views, aspirations, and needs.

#### LIMITATIONS OF THE TYPOLOGY

The ladder juxtaposes powerless citizens with the powerful in order to highlight the fundamental divisions between them. In actuality, neither the have-nots nor the powerholders are homogeneous blocs. Each group encompasses a host of divergent points of view, significant cleavages, competing vested interests, and splintered subgroups. The justification for using such simplistic abstractions is that in most cases the have-nots really do perceive the powerful as a monolithic "system," and powerholders actually do view the have-nots as a sea of "those people," with little comprehension of the class and caste differences among them.

It should be noted that the typology does not include an analysis of the most significant roadblocks to achieving genuine levels of participation. These roadblocks lie on both sides of the simplistic fence. On the powerholders' side, they include racism, paternalism, and resistance to power redistribution. On the have-nots' side, they include inadequacies of the poor community's political socioeconomic infrastructure and knowledge-base, plus difficulties of organizing a representative and accountable citizens' group in the face of futility, alienation, and distrust.

Another caution about the eight separate rungs on the ladder: In the real world of people and programs, there might be 150 rungs with less sharp and "pure" distinctions among them. Furthermore, some of the characteristics used to illustrate each of the eight types might be



applicable to other rungs. For example, employment of the have-nots in a program or on a planning staff could occur at any of the eight rungs and could represent either a legitimate or illegitimate characteristic of citizen participation. Depending on their motives, powerholders can hire poor people to coopt them, to placate them, or to utilize the have-nots' special skills and insights.<sup>4</sup> Some mayors, in private, actually boast of their strategy in hiring militant black leaders to muzzle them while destroying their credibility in the black community.

#### *Characteristics and Illustrations*

It is in this context of power and powerlessness that the characteristics of the eight rungs are illustrated by examples from current federal social programs.

##### **1. MANIPULATION**

In the name of citizen participation, people are placed on rubberstamp advisory committees or advisory boards for the express purpose of "educating" them or engineering their support. Instead of genuine citizen participation, the bottom rung of the ladder signifies the distortion of participation into a public relations vehicle by powerholders.

This illusory form of "participation" initially came into vogue with urban renewal when the socially elite were invited by city housing officials to serve on Citizen Advisory Committees (CACs). Another target of manipulation were the CAC subcommittees on minority groups, which in theory were to protect the rights of Negroes in the renewal program. In practice, these subcommittees, like their parent CACs, functioned mostly as letterheads, trotted forward at appropriate times to promote urban renewal plans (in recent years known as Negro removal plans).

At meetings of the Citizen Advisory Committees, it was the officials who educated, persuaded, and advised the citizens, not the reverse. Federal guidelines for the renewal programs legitimized the manipulative agenda by emphasizing the terms "information-gathering," "public relations," and "support" as the explicit functions of the committees.<sup>5</sup>

This style of nonparticipation has since been applied to other programs encompassing the poor. Examples of this are seen in Community Action Agencies (CAAs) which have created structures called "neighborhood councils" or "neighborhood advisory groups." These bodies frequently have no legitimate function or power.<sup>6</sup> The CAAs use them to "prove" that "grassroots people" are involved in the program. But the program may not have been discussed with "the people." Or it may have been described at a meeting in the most general terms; "We need your signatures on this proposal for a multiservice center which will house, under one roof, doctors from the health department, workers from the welfare department, and specialists from the employment service."

The signators are not informed that the \$2 million-per-year center will only refer residents to the same old waiting lines at the same old agencies across town. No one is asked if such a referral center is really needed in his neighborhood. No one realizes that the contractor for the building is the mayor's brother-in-law, or that the new director of the center will be the same old community organization specialist from the urban renewal agency.

After signing their names, the proud grassroots dutifully spread the word that they have "participated" in bringing a new and wonderful center to the neighborhood to provide people with drastically needed jobs and health and welfare services. Only after the ribbon-cutting ceremony do the members of the neighborhood council realize that they didn't ask the important questions, and that they had no technical advisors of their own to help them grasp the fine legal print. The new center, which is open 9 to 5 on weekdays only, actually adds to their problems. Now the old agencies across town won't talk with them unless they have a pink paper slip to prove that they have been referred by "their" shiny new neighborhood center.

Unfortunately, this chicanery is not a unique example. Instead it is almost typical of what has been perpetrated in the name of high-sounding rhetoric like "grassroots participation." This sham lies at the heart of the deep-seated exasperation and hostility of the have-nots toward the powerholders.

One hopeful note is that, having been so grossly affronted, some citizens have learned the Mickey Mouse game, and now they too know how to play. As a result of this knowledge, they are demanding genuine levels of participation to assure them that public programs are relevant to their needs and responsive to their priorities.

##### **2. THERAPY**

In some respects group therapy, masked as citizen participation, should be on the lowest rung of the ladder because it is both dishonest and arrogant. Its administrators—mental health experts from social workers to psychiatrists—assume that powerlessness is synonymous with mental illness. On this assumption, under a masquerade of involving citizens in planning, the experts subject the citizens to clinical group therapy. What makes this form of "participation" so invidious is that citizens are engaged in extensive activity, but the focus of it is on curing them of their "pathology" rather than changing the racism and victimization that create their "pathologies."

Consider an incident that occurred in Pennsylvania less than one year ago. When a father took his seriously ill baby to the emergency clinic of a local hospital, a young resident physician on duty instructed him to take the baby home and feed it sugar water. The baby died that afternoon of pneumonia and dehydration. The overwrought father complained to the board of the local



Community Action Agency. Instead of launching an investigation of the hospital to determine what changes would prevent similar deaths or other forms of malpractice, the board invited the father to attend the CAA's (therapy) child-care sessions for parents, and promised him that someone would "telephone the hospital director to see that it never happens again."

Less dramatic, but more common examples of therapy, masquerading as citizen participation, may be seen in public housing programs where tenant groups are used as vehicles for promoting control-your-child or cleanup campaigns. The tenants are brought together to help them "adjust their values and attitudes to those of the larger society." Under these groundrules, they are diverted from dealing with such important matters as: arbitrary evictions; segregation of the housing project; or why is there a three-month time lapse to get a broken window replaced in winter.

The complexity of the concept of mental illness in our time can be seen in the experiences of student/civil rights workers facing guns, whips, and other forms of terror in the South. They needed the help of socially attuned psychiatrists to deal with their fears and to avoid paranoia.<sup>7</sup>

### 3. INFORMING

Informing citizens of their rights, responsibilities, and options can be the most important first step toward legitimate citizen participation. However, too frequently the emphasis is placed on a one-way flow of information—from officials to citizens—with no channel provided for feedback and no power for negotiation. Under these conditions, particularly when information is provided at a late stage in planning, people have little opportunity to influence the program designed "for their benefit." The most frequent tools used for such one-way communication are the news media, pamphlets, posters, and responses to inquiries.

Meetings can also be turned into vehicles for one-way communication by the simple device of providing superficial information, discouraging questions, or giving irrelevant answers. At a recent Model Cities citizen planning meeting in Providence, Rhode Island, the topic was "tot-lots." A group of elected citizen representatives, almost all of whom were attending three to five meetings a week, devoted an hour to a discussion of the placement of six tot-lots. The neighborhood is half black, half white. Several of the black representatives noted that four tot-lots were proposed for the white district and only two for the black. The city official responded with a lengthy, highly technical explanation about costs per square foot and available property. It was clear that most of the residents did not understand his explanation. And it was clear to observers from the Office of Economic Opportunity that other options did exist which, considering available funds, would have brought about a more equitable distribution of facilities. Intimidated by futility, legalistic jargon, and prestige of

the official, the citizens accepted the "information" and endorsed the agency's proposal to place four lots in the white neighborhood.<sup>8</sup>

### 4. CONSULTATION

Inviting citizens' opinions, like informing them, can be a legitimate step toward their full participation. But if consulting them is not combined with other modes of participation, this rung of the ladder is still a sham since it offers no assurance that citizen concerns and ideas will be taken into account. The most frequent methods used for consulting people are attitude surveys, neighborhood meetings, and public hearings.

When powerholders restrict the input of citizens' ideas solely to this level, participation remains just a window-dressing ritual. People are primarily perceived as statistical abstractions, and participation is measured by how many come to meetings, take brochures home, or answer a questionnaire. What citizens achieve in all this activity is that they have "participated in participation." And what powerholders achieve is the evidence that they have gone through the required motions of involving "those people."

Attitude surveys have become a particular bone of contention in ghetto neighborhoods. Residents are increasingly unhappy about the number of times per week they are surveyed about their problems and hopes. As one woman put it: "Nothing ever happens with those damned questions, except the surveyer gets \$3 an hour, and my washing doesn't get done that day." In some communities, residents are so annoyed that they are demanding a fee for research interviews.

Attitude surveys are not very valid indicators of community opinion when used without other input from citizens. Survey after survey (paid for out of anti-poverty funds) has "documented" that poor housewives most want tot-lots in their neighborhood where young children can play safely. But most of the women answered these questionnaires without knowing what their options were. They assumed that if they asked for something small, they might just get something useful in the neighborhood. Had the mothers known that a free prepaid health insurance plan was a possible option, they might not have put tot-lots so high on their wish lists.

A classic misuse of the consultation rung occurred at a New Haven, Connecticut, community meeting held to consult citizens on a proposed Model Cities grant. James V. Cunningham, in an unpublished report to the Ford Foundation, described the crowd as large and "mostly hostile:"<sup>9</sup>

Members of The Hill Parents Association demanded to know why residents had not participated in drawing up the proposal. CAA director Spitz explained that it was merely a proposal for seeking Federal planning funds—that once funds were obtained, residents would be deeply involved in the planning. An outside observer who sat in



the audience described the meeting this way:

"Spitz and Mel Adams ran the meeting on their own. No representatives of a Hill group moderated or even sat on the stage. Spitz told the 300 residents that this huge meeting was an example of 'participation in planning.' To prove this, since there was a lot of dissatisfaction in the audience, he called for a 'vote' on each component of the proposal. The vote took this form: 'Can I see the hands of all those in favor of a health clinic? All those opposed?' It was a little like asking who favors motherhood."

It was a combination of the deep suspicion aroused at this meeting and a long history of similar forms of "window-dressing participation" that led New Haven residents to demand control of the program.

By way of contrast, it is useful to look at Denver where technicians learned that even the best intentioned among them are often unfamiliar with, and even insensitive to, the problems and aspirations of the poor. The technical director of the Model Cities program has described the way professional planners assumed that the residents, victimized by high-priced local storekeepers, "badly needed consumer education."<sup>10</sup> The residents, on the other hand, pointed out that the local storekeepers performed a valuable function. Although they overcharged, they also gave credit, offered advice, and frequently were the only neighborhood place to cash welfare or salary checks. As a result of this consultation, technicians and residents agreed to substitute the creation of needed credit institutions in the neighborhood for a consumer education program.

#### 5. PLACATION

It is at this level that citizens begin to have some degree of influence though tokenism is still apparent. An example of placation strategy is to place a few hand-picked "worthy" poor on boards of Community Action Agencies or on public bodies like the board of education, police commission, or housing authority. If they are not accountable to a constituency in the community and if the traditional power elite hold the majority of seats, the have-nots can be easily outvoted and outfoxed. Another example is the Model Cities advisory and planning committees. They allow citizens to advise or plan ad infinitum but retain for powerholders the right to judge the legitimacy or feasibility of the advice. The degree to which citizens are actually placated, of course, depends largely on two factors: the quality of technical assistance they have in articulating their priorities; and the extent to which the community has been organized to press for those priorities.

It is not surprising that the level of citizen participation in the vast majority of Model Cities programs is at the placation rung of the ladder or below. Policy-makers at the Department of Housing and Urban Development (HUD) were determined to return the genie of citizen power to the bottle from which it had escaped

(in a few cities) as a result of the provision stipulating "maximum feasible participation" in poverty programs. Therefore, HUD channeled its physical-social-economic rejuvenation approach for blighted neighborhoods through city hall. It drafted legislation requiring that all Model Cities' money flow to a local City Demonstration Agency (CDA) through the elected city council. As enacted by Congress, this gave local city councils final veto power over planning and programming and ruled out any direct funding relationship between community groups and HUD.

HUD required the CDAs to create coalition, policy-making boards that would include necessary local powerholders to create a comprehensive physical-social plan during the first year. The plan was to be carried out in a subsequent five-year action phase. HUD, unlike OEO, did not require that have-not citizens be included on the CDA decision-making boards. HUD's Performance Standards for Citizen Participation only demanded that "citizens have clear and direct access to the decision-making process."

Accordingly, the CDAs structured their policy-making boards to include some combination of elected officials; school representatives; housing, health, and welfare officials; employment and police department representatives; and various civic, labor, and business leaders. Some CDAs included citizens from the neighborhood. Many mayors correctly interpreted the HUD provision for "access to the decision-making process" as the escape hatch they sought to relegate citizens to the traditional advisory role.

Most CDAs created residents' advisory committees. An alarmingly significant number created citizens' policy boards and citizens' policy committees which are totally misnamed as they have either no policy-making function or only a very limited authority. Almost every CDA created about a dozen planning committees or task forces on functional lines: health, welfare, education, housing, and unemployment. In most cases, have-not citizens were invited to serve on these committees along with technicians from relevant public agencies. Some CDAs, on the other hand, structured planning committees of technicians and parallel committees of citizens.

In most Model Cities programs, endless time has been spent fashioning complicated board, committee, and task force structures for the planning year. But the rights and responsibilities of the various elements of those structures are not defined and are ambiguous. Such ambiguity is likely to cause considerable conflict at the end of the one-year planning process. For at this point, citizens may realize that they have once again extensively "participated" but have not profited beyond the extent the powerholders decide to placate them.

Results of a staff study (conducted in the summer of 1968 before the second round of seventy-five planning grants were awarded) were released in a December 1968 HUD bulletin.<sup>11</sup> Though this public document uses much more delicate and diplomatic language, it



attests to the already cited criticisms of non-policy-making policy boards and ambiguous complicated structures, in addition to the following findings:

1. Most CDAs did not negotiate citizen participation requirements with residents.

2. Citizens, drawing on past negative experiences with local powerholders, were extremely suspicious of this new panacea program. They were legitimately distrustful of city hall's motives.

3. Most CDAs were not working with citizens' groups that were genuinely representative of model neighborhoods and accountable to neighborhood constituencies. As in so many of the poverty programs, those who were involved were more representative of the upwardly mobile working-class. Thus their acquiescence to plans prepared by city agencies was not likely to reflect the views of the unemployed, the young, the more militant residents, and the hard-core poor.

4. Residents who were participating in as many as three to five meetings per week were unaware of their minimum rights, responsibilities, and the options available to them under the program. For example, they did not realize that they were not required to accept technical help from city technicians they distrusted.

5. Most of the technical assistance provided by CDAs and city agencies was of third-rate quality, paternalistic, and condescending. Agency technicians did not suggest innovative options. They reacted bureaucratically when the residents pressed for innovative approaches. The vested interests of the old-line city agencies were a major—albeit hidden—agenda.

6. Most CDAs were not engaged in planning that was comprehensive enough to expose and deal with the roots of urban decay. They engaged in "meetingitis" and were supporting strategies that resulted in "projectitis," the outcome of which was a "laundry list" of traditional programs to be conducted by traditional agencies in the traditional manner under which slums emerged in the first place.

7. Residents were not getting enough information from CDAs to enable them to review CDA developed plans or to initiate plans of their own as required by HUD. At best, they were getting superficial information. At worst, they were not even getting copies of official HUD materials.

8. Most residents were unaware of their rights to be reimbursed for expenses incurred because of participation—babysitting, transportation costs, and so on.

9. The training of residents, which would enable them to understand the labyrinth of the federal-state-city systems and networks of subsystems, was an item that most CDAs did not even consider.

These findings led to a new public interpretation of HUD's approach to citizen participation. Though the requirements for the seventy-five "second-round" Model City grantees were not changed, HUD's twenty-seven page technical bulletin on citizen participation repeatedly advocated that cities share power with residents.

It also urged CDAs to experiment with subcontracts under which the residents' groups could hire their own trusted technicians.

A more recent evaluation was circulated in February 1969 by OSTI, a private firm that entered into a contract with OEO to provide technical assistance and training to citizens involved in Model Cities programs in the northeast region of the country. OSTI's report to OEO corroborates the earlier study. In addition it states:<sup>12</sup>

In practically no Model Cities structure does citizen participation mean truly shared decision-making, such that citizens might view themselves as "the partners in this program. . . ."

In general, citizens are finding it impossible to have a significant impact on the comprehensive planning which is going on. In most cases the staff planners of the CDA and the planners of existing agencies are carrying out the actual planning with citizens having a peripheral role of watchdog and, ultimately, the "rubber stamp" of the plan generated. In cases where citizens have the direct responsibility for generating program plans, the time period allowed and the independent technical resources being made available to them are not adequate to allow them to do anything more than generate very traditional approaches to the problems they are attempting to solve.

In general, little or no thought has been given to the means of insuring continued citizen participation during the stage of implementation. In most cases, traditional agencies are envisaged as the implementors of Model Cities programs and few mechanisms have been developed for encouraging organizational change or change in the method of program delivery within these agencies or for insuring that citizens will have some influence over these agencies as they implement Model Cities programs. . . .

By and large, people are once again being planned *for*. In most situations the major planning decisions are being made by CDA staff and approved in a formalistic way by policy boards.

## 6. PARTNERSHIP

At this rung of the ladder, power is in fact redistributed through negotiation between citizens and powerholders. They agree to share planning and decision-making responsibilities through such structures as joint policy boards, planning committees and mechanisms for resolving impasses. After the groundrules have been established through some form of give-and-take, they are not subject to unilateral change.

Partnership can work most effectively when there is an organized power-base in the community to which the citizen leaders are accountable; when the citizens group has the financial resources to pay its leaders reasonable honoraria for their time-consuming efforts; and when the group has the resources to hire (and fire) its own technicians, lawyers, and community organizers. With these ingredients, citizens have some genuine bargain-



ing influence over the outcome of the plan (as long as both parties find it useful to maintain the partnership). One community leader described it "like coming to city hall with hat on head instead of in hand."

In the Model Cities program only about fifteen of the so-called first generation of seventy-five cities have reached some significant degree of power-sharing with residents. In all but one of those cities, it was angry citizen demands, rather than city initiative, that led to the negotiated sharing of power.<sup>13</sup> The negotiations were triggered by citizens who had been enraged by previous forms of alleged participation. They were both angry and sophisticated enough to refuse to be "conned" again. They threatened to oppose the awarding of a planning grant to the city. They sent delegations to HUD in Washington. They used abrasive language. Negotiation took place under a cloud of suspicion and rancor.

In most cases where power has come to be shared it was *taken by the citizens*, not given by the city. There is nothing new about that process. Since those who have power normally want to hang onto it, historically it has had to be wrested by the powerless rather than proffered by the powerful.

Such a working partnership was negotiated by the residents in the Philadelphia model neighborhood. Like most applicants for a Model Cities grant, Philadelphia wrote its more than 400 page application and waved it at a hastily called meeting of community leaders. When those present were asked for an endorsement, they angrily protested the city's failure to consult them on preparation of the extensive application. A community spokesman threatened to mobilize a neighborhood protest *against* the application unless the city agreed to give the citizens a couple of weeks to review the application and recommend changes. The officials agreed.

At their next meeting, citizens handed the city officials a substitute citizen participation section that changed the groundrules from a weak citizens' advisory role to a strong shared power agreement. Philadelphia's application to HUD included the citizens' substitution word for word. (It also included a new citizen prepared introductory chapter that changed the city's description of the model neighborhood from a paternalistic description of problems to a realistic analysis of its strengths, weaknesses, and potentials.)

Consequently, the proposed policy-making committee of the Philadelphia CDA was revamped to give five out of eleven seats to the residents' organization, which is called the Area Wide Council (AWC). The AWC obtained a subcontract from the CDA for more than \$20,000 per month, which it used to maintain the neighborhood organization, to pay citizen leaders \$7 per meeting for their planning services, and to pay the salaries of a staff of community organizers, planners, and other technicians. AWC has the power to initiate plans of its own, to engage in joint planning with CDA committees, and to review plans initiated by city agen-

cies. It has a veto power in that no plans may be submitted by the CDA to the city council until they have been reviewed, and any differences of opinion have been successfully negotiated with the AWC. Representatives of the AWC (which is a federation of neighborhood organizations grouped into sixteen neighborhood "hubs") may attend all meetings of CDA task forces, planning committees, or subcommittees.

Though the city council has final veto power over the plan (by federal law), the AWC believes it has a neighborhood constituency that is strong enough to negotiate any eleventh-hour objections the city council might raise when it considers such AWC proposed innovations as an AWC Land Bank, an AWC Economic Development Corporation, and an experimental income maintenance program for 900 poor families.

#### 7. DELEGATED POWER

Negotiations between citizens and public officials can also result in citizens achieving dominant decision-making authority over a particular plan or program. Model City policy boards or CAA delegate agencies on which citizens have a clear majority of seats and genuine specified powers are typical examples. At this level, the ladder has been scaled to the point where citizens hold the significant cards to assure accountability of the program to them. To resolve differences, powerholders need to start the bargaining process rather than respond to pressure from the other end.

Such a dominant decision-making role has been attained by residents in a handful of Model Cities including Cambridge, Massachusetts; Dayton, and Columbus, Ohio; Minneapolis, Minnesota; St. Louis, Missouri; Hartford and New Haven, Connecticut; and Oakland, California.

In New Haven, residents of the Hill neighborhood have created a corporation that has been delegated the power to prepare the entire Model Cities plan. The city, which received a \$117,000 planning grant from HUD, has subcontracted \$110,000 of it to the neighborhood corporation to hire its own planning staff and consultants. The Hill Neighborhood Corporation has eleven representatives on the twenty-one-member CDA board which assures it a majority voice when its proposed plan is reviewed by the CDA.

Another model of delegated power is separate and parallel groups of citizens and powerholders, with provision for citizen veto if differences of opinion cannot be resolved through negotiation. This is a particularly interesting coexistence model for hostile citizen groups too embittered toward city hall—as a result of past "collaborative efforts"—to engage in joint planning.

Since all Model Cities programs require approval by the city council before HUD will fund them, city councils have final veto powers even when citizens have the majority of seats on the CDA Board. In Richmond, California, the city council agreed to a citizens' counter-



veto, but the details of that agreement are ambiguous and have not been tested.

Various delegated power arrangements are also emerging in the Community Action Program as a result of demands from the neighborhoods and OEO's most recent instruction guidelines which urged CAAs "to exceed (the) basic requirements" for resident participation.<sup>14</sup> In some cities, CAAs have issued subcontracts to resident dominated groups to plan and/or operate one or more decentralized neighborhood program components like a multipurpose service center or a Headstart program. These contracts usually include an agreed upon line-by-line budget and program specifications. They also usually include a specific statement of the significant powers that have been delegated, for example: policy-making; hiring and firing; issuing subcontracts for building, buying, or leasing. (Some of the subcontracts are so broad that they verge on models for citizen control.)

#### 8. CITIZEN CONTROL

Demands for community controlled schools, black control, and neighborhood control are on the increase. Though no one in the nation has absolute control, it is very important that the rhetoric not be confused with intent. People are simply demanding that degree of power (or control) which guarantees that participants or residents can govern a program or an institution, be in full charge of policy and managerial aspects, and be able to negotiate the conditions under which "outsiders" may change them.

A neighborhood corporation with no intermediaries between it and the source of funds is the model most frequently advocated. A small number of such experimental corporations are already producing goods and/or social services. Several others are reportedly in the development stage, and new models for control will undoubtedly emerge as the have-nots continue to press for greater degrees of power over their lives.

Though the bitter struggle for community control of the Ocean Hill-Brownsville schools in New York City has aroused great fears in the headline reading public, less publicized experiments are demonstrating that the have-nots can indeed improve their lot by handling the entire job of planning, policy-making, and managing a program. Some are even demonstrating that they can do all this with just one arm because they are forced to use their other one to deal with a continuing barrage of local opposition triggered by the announcement that a federal grant has been given to a community group or an all black group.

Most of these experimental programs have been capitalized with research and demonstration funds from the Office of Economic Opportunity in cooperation with other federal agencies. Examples include:

1. A \$1.8 million grant was awarded to the Hough Area Development Corporation in Cleveland to plan economic development programs in the ghetto and

to develop a series of economic enterprises ranging from a novel combination shopping-center-public-housing project to a loan guarantee program for local building contractors. The membership and board of the non-profit corporation is composed of leaders of major community organizations in the black neighborhood.

2. Approximately \$1 million (\$595,751 for the second year) was awarded to the Southwest Alabama Farmers Cooperative Association (SWAFCA) in Selma, Alabama, for a ten-county marketing cooperative for food and livestock. Despite local attempts to intimidate the coop (which included the use of force to stop trucks on the way to market), first year membership grew to 1,150 farmers who earned \$52,000 on the sale of their new crops. The elected coop board is composed of two poor black farmers from each of the ten economically depressed counties.

3. Approximately \$600,000 (\$300,000 in a supplemental grant) was granted to the Albina Corporation and the Albina Investment Trust to create a black-operated, black-owned manufacturing concern using inexperienced management and unskilled minority group personnel from the Albina district. The profit-making wool and metal fabrication plant will be owned by its employees through a deferred compensation trust plan.

4. Approximately \$800,000 (\$400,000 for the second year) was awarded to the Harlem Commonwealth Council to demonstrate that a community-based development corporation can catalyze and implement an economic development program with broad community support and participation. After only eighteen months of program development and negotiation, the council will soon launch several large-scale ventures including operation of two supermarkets, an auto service and repair center (with built-in manpower training program), a finance company for families earning less than \$4,000 per year, and a data processing company. The all black Harlem-based board is already managing a metal castings foundry.

Though several citizen groups (and their mayors) use the rhetoric of citizen control, no Model City can meet the criteria of citizen control since final approval power and accountability rest with the city council.

Daniel P. Moynihan argues that city councils are representative of the community, but Adam Walinsky illustrates the nonrepresentativeness of this kind of representation:<sup>15</sup>

Who . . . exercises "control" through the representative process? In the Bedford-Stuyvesant ghetto of New York there are 450,000 people—as many as in the entire city of Cincinnati, more than in the entire state of Vermont. Yet the area has only one high school, and 80 per cent of its teen-agers are dropouts; the infant mortality rate is twice the national average; there are over 8000 buildings abandoned by everyone but the rats, yet the area received not one dollar of urban renewal funds



during the entire first 15 years of that program's operation; the unemployment rate is known only to God.

Clearly, Bedford-Stuyvesant has some special needs; yet it has always been lost in the midst of the city's eight million. In fact, it took a lawsuit to win for this vast area, in the year 1968, its first Congressman. In what sense can the representative system be said to have "spoken for" this community, during the long years of neglect and decay?

Walinsky's point on Bedford-Stuyvesant has general applicability to the ghettos from coast to coast. It is therefore likely that in those ghettos where residents have achieved a significant degree of power in the Model Cities planning process, the first-year action plans will call for the creation of some new community institutions entirely governed by residents with a specified sum of money contracted to them. If the ground-rules for these programs are clear and if citizens understand that achieving a genuine place in the pluralistic scene subjects them to its legitimate forms of give-and-take, then these kinds of programs might begin to demonstrate how to counteract the various corrosive political and socioeconomic forces that plague the poor.

In cities likely to become predominantly black through population growth, it is unlikely that strident citizens' groups like AWC of Philadelphia will eventually demand legal power for neighborhood self-government. Their grand design is more likely to call for a black city hall, achieved by the elective process. In cities destined to remain predominantly white for the foreseeable future, it is quite likely that counterpart groups to AWC will press for separatist forms of neighborhood government that can create and control decentralized public services such as police protection, education systems, and health facilities. Much may depend on the willingness of city governments to entertain demands for resource allocation weighted in favor of the poor, reversing gross imbalances of the past.

Among the arguments against community control are: it supports separatism; it creates balkanization of public services; it is more costly and less efficient; it enables minority group "hustlers" to be just as opportunistic and disdainful of the have-nots as their white predecessors; it is incompatible with merit systems and professionalism; and ironically enough, it can turn out to be a new Mickey Mouse game for the have-nots by allowing them to gain control but not allowing them sufficient dollar resources to succeed.<sup>16</sup> These arguments are not to be taken lightly. But neither can we take lightly the arguments of embittered advocates of community control—that every other means of trying to end their victimization has failed!

#### NOTES

<sup>1</sup> The literature on poverty and discrimination and their effects on people is extensive. As an introduction, the following will be

helpful: B. H. Bagdikian, *In the Midst of Plenty: The Poor in America* (New York: Beacon, 1964); Paul Jacobs, "The Brutalizing of America," *Dissent*, XI (Autumn 1964), p. 423-8; Stokely Carmichael and Charles V. Hamilton, *Black Power: The Politics of Liberation in America* (New York: Random House, 1967); Eldridge Cleaver, *Soul on Ice* (New York: McGraw-Hill, 1968); L. J. Duhl, *The Urban Condition: People and Policy in the Metropolis* (New York: Basic Books, 1963); William H. Grier and P. M. Cobbs, *Black Rage* (New York: Basic Books, 1968); Michael Harrington, *The Other America: Poverty in the United States* (New York: Macmillan, 1962); Peter Marris and Martin Rein, *Dilemmas of Social Reform: Poverty and Community Action in the United States* (New York: Atherton Press, 1967); Mollie Orshansky, "Who's Who Among the Poor: A Demographic View of Poverty," *Social Security Bulletin*, XXVII (July 1965), 3-32; and Richard T. Titmuss, *Essays on the Welfare State* (New Haven: Yale University Press, 1968).

<sup>2</sup> The poster is one of about 350 produced in May or June 1968 at Atelier Populaire, a graphics center launched by students from the Sorbonne's École des Beaux Arts and École des Arts Decoratifs.

<sup>3</sup> This typology is an outgrowth of a more crude typology I circulated in March 1967 in a HUD staff discussion paper titled "Rhetoric and Reality." The earlier typology consisted of eight levels that were less discrete types and did not necessarily suggest a chronological progression: Inform, Consult, Joint Planning, Negotiate, Decide, Delegate, Advocate Planning, and Neighborhood Control.

<sup>4</sup> For an article of some possible employment strategies, see, Edmund M. Burke, "Citizen Participation Strategies," *Journal of the American Institute of Planners*, XXXIV, No. 5 (September 1968), 290-1.

<sup>5</sup> U.S., Department of Housing and Urban Development, *Workable Program for Community Improvement, Answers on Citizen Participation*, Program Guide 7, February, 1966, pp. 1 and 6.

<sup>6</sup> David Austin, "Study of Resident Participants in Twenty Community Action Agencies," CAP Grant 9499.

<sup>7</sup> Robert Coles, "Social Struggle and Weariness," *Psychiatry*, XXVII (November 1964), 305-15. I am also indebted to Daniel M. Fox of Harvard University for some of his general insights into therapy being used as a diversion from genuine citizen participation.

<sup>8</sup> See, Gordon Fellman, "Neighborhood Protest of an Urban Highway," *Journal of the American Institute of Planners*, XXXV, No. 2 (March 1969), 118-22.

<sup>9</sup> James V. Cunningham, "Resident Participation, Unpublished Report prepared for the Ford Foundation, August 1967, p. 54.

<sup>10</sup> Interview with Maxine Kurtz, Technical Director, Denver CDA.

<sup>11</sup> U.S., Department of Housing and Urban Development, "Citizen Participation in Model Cities," *Technical Assistance Bulletin*, No. 3 (December 1968).

<sup>12</sup> Organization for Social and Technical Innovation, *Six-Month Progress Report to Office of Economic Opportunity, Region 1*, February 1, 1969, pp. 27, 28, and 35.

<sup>13</sup> In Cambridge, Massachusetts, city hall offered to share power with residents and anticipated the need for a period in which a representative citizens group could be engaged, and the ambiguities of authority, structure, and process would be resolved. At the request of the mayor, HUD allowed the city to spend several months of Model Cities planning funds for community organization activities. During these months, staff from the city manager's office also helped the residents draft a city ordinance that created a CDA composed of sixteen elected residents and eight appointed public and private agency representatives. This resident-dominated body has the power to hire and fire CDA staff, approve all plans, review all model city budgets and contracts, set policy, and so forth. The ordinance, which was unanimously passed by the city council also includes a requirement that all Model City plans must be approved by a majority of residents in the neighborhood through a referendum. Final approval power rests with the city council by federal statute.

<sup>14</sup> U.S., Office of Economic Opportunity, *OEO Instruction, Participation of the Poor in the Planning, Conduct and Evaluation of Community Action Programs* (Washington, D.C.: December 1, 1968), pp. 1-2.

<sup>15</sup> Adam Walinsky, "Review of *Maximum Feasible Misunderstanding*" by Daniel P. Moynihan, *New York Times Book Review*, February 2, 1969.

<sup>16</sup> For thoughtful academic analyses of some of the potentials and pitfalls of emerging neighborhood control models, see, Alan Altshuler, "The Demand For Participation in Large American Cities," An Unpublished Paper prepared for the Urban Institute, December 1968; and Hans B. C. Spiegel and Stephen D. Mittenenthal, "Neighborhood Power and Control, Implications for Urban Planning," A Report prepared for the Department of Housing and Urban Development, November 1968.



### **III    Législations et Politiques Publiques**

## **En Suisse**

### **Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT)**

Art. 4                      Information et participation

## **Dans le canton de Genève**

### **Constitution de la République et canton de Genève**

Art. 11                      Information

Art. 134                    Participation

Art. 135                    Concertation

[participer.ge.ch](http://participer.ge.ch)

## **À Lausanne**

Démarches participatives

Le participatif, un guide pour accompagner vos démarches participatives

Lausanne participe

Budget participatif

Politiques des quartiers

## **Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT)**

### **Art. 4 Information et participation**

1 Les autorités chargées de l'aménagement du territoire renseignent la population sur les plans dont la présente loi prévoit l'établissement, sur les objectifs qu'ils visent et sur le déroulement de la procédure.

2 Elles veillent à ce que la population puisse participer de manière adéquate à l'établissement des plans.

3 Les plans prévus par la présente loi peuvent être consultés.

## **Constitution de la République et canton de Genève**

### **Art. 11 Information**

1 L'Etat informe largement, consulte régulièrement et met en place des cadres de concertation.

2 Les règles de droit sont publiées. Les directives s'y rapportant sont publiées, à moins qu'un intérêt public prépondérant ne s'y oppose.

### **Art. 134 Participation**

Les communes encouragent la population à participer à l'élaboration de la planification et des décisions communales. Les autorités en rendent compte dans la motivation de leurs décisions.

### **Art. 135 Concertation**

1 Le canton tient compte des conséquences de son activité pour les communes.

2 Il met en place un processus de concertation avec les communes, dès le début de la procédure de planification et de décision.

LA PLATEFORME PUBLIQUE DE  
PARTICIPATION CITOYENNE  
POUR GENÈVE ET SA RÉGION

[participer.ge.ch](https://participer.ge.ch)





## 4. DÉMARCHES PARTICIPATIVES

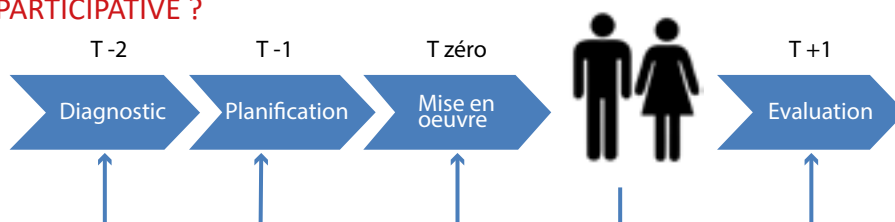
Les démarches participatives associent les publics cibles aux décisions et/ou projets qui les concernent, indépendamment du domaine de ces derniers (sécurité, qualité de vie).

Elles permettent aux autorités de prendre en compte, de manière plus ou moins contraignante, l'expertise d'usage des personnes concernées par une décision et/ou un projet.

L'action publique en est améliorée puisque les décisions prises résultent à la fois du savoir expert et de celui des usagers.

### QUAND UTILISER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE ?

Une démarche participative peut être utilisée durant toutes les étapes d'un processus décisionnel (ou d'un cycle de projet), ou uniquement pour certaines d'entre elles.



### LES NIVEAUX DE PARTICIPATION

Le degré de participation choisi par les autorités publiques est important.

S'agit-il simplement d'informer?, demander l'avis de la population?, ou associer la population à la définition des objectifs?, ou associer la population aux prises de décision?, ou encore déléguer le processus de décision aux habitants?<sup>2</sup> (page 11).

#### L'ÉCHELLE DE PARTICIPATION

##### Non participation / Manipulation

Donner des informations et récolter des opinions sur des projets ou décisions déjà entérinés.

##### A - Information

Donner accès et expliquer une manière de faire, un projet, un résultat.

##### B - Consultation

Récolter des opinions, avis, attentes (souvent avant de prendre une décision).

##### C - Concertation

Se mettre d'accord à plusieurs avant d'entamer une action et aboutir à un accord ou à un arrangement entre acteurs ayant des intérêts communs et opposés.

##### D - Coproduction

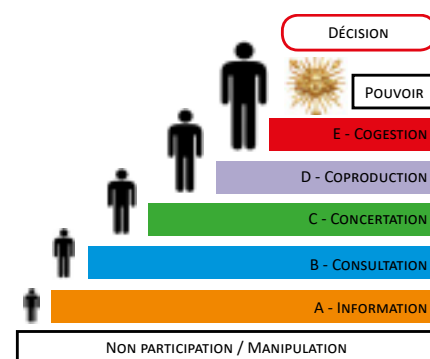
Concevoir de manière conjointe une manière d'agir, le résultat étant une idée du collectif et pas d'un acteur prédominant.

##### E - Cogestion

Associer les différents acteurs ou partenaires à toutes les étapes d'un processus (conception, décision, mise en œuvre, évaluation).

Pour plus de détails voir <sup>4</sup> (page 13).

Il est à noter que S. Arnstein va plus loin que la cogestion et évoque « le contrôle citoyen » comme dernier échelon de la participation.



Selon Sherry Arnstein<sup>3</sup>, on distingue différents degrés de participation (schéma ci-dessus)

### PARTICIPATION DES GROUPES VULNÉRABLES

#### DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Plusieurs expériences de démocratie de quartier démontrent que ce sont les classes les plus aisées, disposant d'un capital culturel important, qui prennent part à ce type de dispositif.

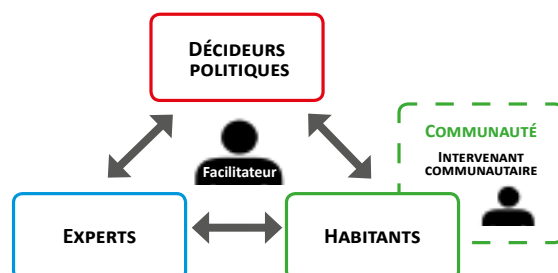
Dans les quartiers populaires, les groupes démunis et les étrangers sont très largement absents de ces mécanismes participatifs (ou présents mais muets), tandis que les jeunes désertent tout simplement ces structures<sup>1</sup> (page 6).

Voir aussi dossier 5.  
Intervention communautaire

#### QUELLES SONT LES PRINCIPALES SOLUTIONS ?

Durant la démarche, le savoir-faire d'un accompagnateur professionnel (facilitateur) peut garantir un équilibre au niveau des échanges et éviter des captations particularistes du processus.

Selon la thématique abordée, et les publics concernés, une intervention communautaire en amont de la démarche peut s'avérer nécessaire pour mobiliser et améliorer le pouvoir d'agir (empowerment) des publics les plus démunis et/ou les plus éloignés culturellement.



### CADRE LÉGAL

La consultation formelle des milieux intéressés est une chose courante sur le plan fédéral (phase pré-parlementaire).

- Le Canton de Vaud procède également à la consultation formelle des milieux intéressés et, comme les communes, dispose de bases légales pour les diverses instances consultatives qu'il a mises en place (Parlement des jeunes, Chambres consultatives des étrangers).
- Certaines lois sectorielles invitent également à l'élargissement de la prise de la décision aux publics concernés. Comme par exemple, la Loi sur le soutien aux activités de la jeunesse (LSAJ).

La participation des publics concernés fait l'objet de nombreuses recommandations tant sur le plan national qu'international.

### MISE EN OEUVRE

#### VOLONTÉ POLITIQUE

Une démarche participative sans véritable volonté de prendre en compte les résultats de celle-ci est vouée à l'échec.

#### PRÉPARATION ET SOUTIEN

Pour fonctionner, les démarches participatives doivent être accompagnées d'un véritable soutien à la mobilisation des habitants (appui d'un professionnel ou personnel dédié).

#### BONNES PRATIQUES

##### Appui professionnel

L'intervention d'un médiateur/facilitateur professionnel peut empêcher les captations particularistes et l'enlèvement des processus participatifs.

##### Soutien au tissu associatif

Un appui des autorités au mouvement associatif est de nature à faciliter indirectement les approches participatives. Elle permet aux autorités qui désirent mettre en place une démarche participative de se

retrouver en face d'un interlocuteur déjà constitué.

##### Travail social

Comme indiqué ci-dessus, lorsqu'une démarche participative cible des groupes « vulnérables », il peut être utile de préparer la démarche projetée en prévoyant, en amont de celle-ci, une intervention communautaire (qui vise l'empowerment des publics les plus démunis).

Voir aussi dossier 5. Intervention communautaire

### RESSOURCES NÉCESSAIRES

Les ressources sont trop diverses, elles dépendent du projet à budgétiser.

### OPPORTUNITÉS et LIMITES

#### OPPORTUNITÉS

Les démarches participatives améliorent l'action publique puisque les décisions prises résultent à la fois du savoir faire expert et de celui de l'utilisateur. En prenant en compte les groupes qui pourraient faire échouer un projet (vote négatif du législatif, lancement d'un référendum), elles renforcent sa faisabilité politique<sup>2</sup> (page 6).

Par ailleurs, elles sont de nature à <sup>7</sup> (page 7) :

- renforcer les capacités de la société civile;
- élaborer et proposer des programmes de manière efficace et efficiente;
- construire la confiance du public dans les décisions prises;
- générer une meilleure compréhension des questions, préoccupations, priorités et solutions des politiques publiques;
- s'assurer que les décisions et les représentants politiques intègrent des connaissances et des compétences qui risqueraient d'être négligées;
- refléter un éventail plus large de préoccupations et de valeurs dans la prise de décision;
- identifier rapidement les éventuels aspects controversés d'une question et contribuer à réunir différents points de vue pour parvenir à un consensus dans le cadre d'une collaboration.

#### LIMITES

- La participation est en général plus faible que souhaitée et les participants ne sont pas toujours ceux qui étaient visés<sup>1</sup> (pages 7-8).
- Certains projets peuvent renforcer des phénomènes d'exclusion (les publics vulnérables ne s'impliquant pas à l'inverse des groupes culturellement et économiquement favorisés)<sup>8</sup>.
- Si la mobilisation des habitants se heurte à l'autoritarisme du pouvoir local et ne débouche pas rapidement sur des réalisations visibles, elle frustre les habitants et les porte vers l'apolitisme ou l'antipolitisme<sup>9</sup> (page 38).

### OBTENIR DE L'AIDE

#### CONTACTS

Pour associer les jeunes:  
CVAJ- Centre vaudois d'aide à la jeunesse  
[www.cvaj.ch](http://www.cvaj.ch)  
Ch. de Pré-Fleuri 6, 1006 Lausanne  
021 613 40 40  
[info@cvaj.ch](mailto:info@cvaj.ch)  
[www.cvaj.ch](http://www.cvaj.ch)

Pour impliquer des groupes vulnérables  
Rel'aids:  
Grand-Rue 82, CP, 1110 Morges 1  
079 212 78 87 / 079 233 30 06 /  
079 210 58 13 / 079 798 05 50  
[relaids@relais.ch](mailto:relaids@relais.ch)  
[www.relais.ch/structures/relaids](http://www.relais.ch/structures/relaids)

Pour une participation dans le domaine  
de l'urbanisme voir:

**dossier 7. Urbanisme vivre ensemble**

#### MANUELS

- Carmine Cioffi et Pierre Corajoud, Guide pratique n°6: Pour favoriser la participation [des jeunes] dans sa commune, Centre vaudois d'aide à la jeunesse (CVAJ). Lausanne: Groupe d'intérêt jeunesse (GIJ), 2011.
- Association internationale pour la participation du public, « La boîte à outils pour la participation du public ». [www.iap2.org](http://www.iap2.org), 2006.
- Fédération canadienne des municipalités, Manuel sur les pratiques participatives dans la gouvernance locale. Canada, 2007.
- Pour la Solidarité (asbl), Vade-mecum de la démocratie participative à destination des pouvoirs locaux. Bruxelles, 2008.

#### SITES WEB

Pages thématiques sur la participation citoyenne:  
[www.urbansecurity.be](http://www.urbansecurity.be)

#### MOTS CLÉS

Démocratie participative, démocratie de quartier, phase pré-parlementaire, échelle de participation, gouvernance, consultation, processus participatif.

#### SOURCES

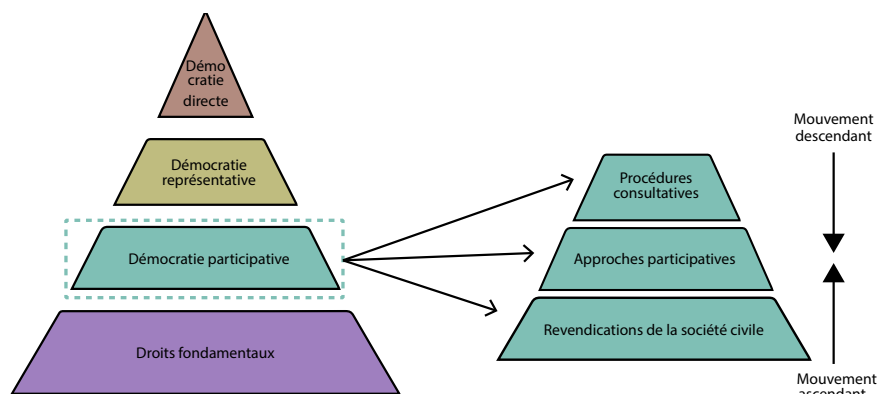
1. F. Cools, « La démocratie participative, une opportunité pour encourager la participation des personnes en situation d'exclusion », Think tank européen Pour la Solidarité (asbl), Bruxelles, janv. 2012.
2. M. Hurard, « La participation citoyenne au développement durable à l'échelle locale en Europe », Think tank européen Pour la Solidarité (asbl), Bruxelles, août 2011.
3. S. Arnstein et CES (Traduction), « Une échelle de participation citoyenne ». [www.anru.fr](http://www.anru.fr), mars-2006.
4. Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine, « Agir ensemble sur le sentiment d'insécurité: Manuel pratique pour les acteurs locaux », avr-2009. Disponible en ligne sur: [www.pourlasolidarite.be](http://www.pourlasolidarite.be)
5. P. Sciarini, « Le processus législatif », in Manuel de la politique suisse, NZZ Verlag., vol. 4, Zürich: Klöti, Ulrich et al., 2006, p. 491-525.
6. Y. Sintomer, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », Raisons politiques, vol. n° 31, no 3, p. 115-133, sept. 2008.
7. Fondation Roi Baudouin, Méthodes participatives. Un guide pour l'utilisateur. Bruxelles, 2006.
8. FAO- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Groupe de travail informel sur les approches et méthodes participatives, « La formulation participative des projets [Cours en ligne] ». [En ligne]. Disponible sur: <http://www.fao.org/Participation>.
9. G. Poquet, « Démocratie de proximité et participation des habitants à la politique de la ville », CREDOC- Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (France), Paris, Cahier de la recherche N° 156, juill. 2001.

### DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

En Suisse, la démocratie participative inclut sur le plan local: la démocratie représentative (élection), la démocratie semi-directe (référendum / initiative) et l'exercice des droits fondamentaux (par ex. liberté d'expression)<sup>5</sup>.

La participation ne peut s'épanouir réellement que s'il y a rencontre équilibrée entre un mouvement descendant (le mouvement initié par les pouvoirs locaux et qui va vers les habitants: c'est l'offre de participation ou «la démocratie octroyée»-) et un

mouvement ascendant (le mouvement initié par les habitants et qui va vers les pouvoirs publics: c'est la demande de participation ou «la démocratie conquise»)<sup>9 (page 38)</sup>.



### EXEMPLES...

#### DÉVELOPPEMENT DURABLE

La déclaration de Rio (1992) précise que « la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qu'il convient »<sup>2 (page 6)</sup>.

Depuis cette date, de très nombreuses villes suisses ont mis en place des Agendas 21 et des projets urbanistiques impliquant une participation des habitants: par ex. le projet Quartiers 21 à Lausanne. [www.lausanne.ch/quartiers21](http://www.lausanne.ch/quartiers21).

Voir aussi dossier 7. Urbanisme vivre ensemble

#### SÉCURITÉ

Plusieurs villes vaudoises (Gland, Yverdon, Villeneuve, etc.) ont mis en place un diagnostic local de sécurité qui, en plus de recenser les crimes et délits, prend en compte – via des sondages – la perception des habitants en termes de sentiment de sécurité.

#### DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

De plus en plus de projets visent le développement de liens de solidarité à l'échelle locale (généralement le quartier). Plus qu'une consultation des habitants, ces projets impliquent une véritable cogestion.

A titre d'exemple:

- La méthodologie Quartiers solidaires développée par la Fondation Leenaards et Pro Senectute Vaud est mise en œuvre dans les communes d'Ecublens, Prilly, Pully, et autres. [www.quartiers-solidaires.ch](http://www.quartiers-solidaires.ch)
- Le Programme « [Projets urbains- Intégration sociale dans des zones d'habitation](#) » initié par la Confédération.

#### INSTANCES CONSULTATIVES

##### Pour les jeunes

Plusieurs communes et le Canton de Vaud ont instauré des parlements, conseils ou commissions de jeunes pour renforcer les démarches participatives sur leur territoire.

- Commission de Jeunes du canton de Vaud [www.cdjvaud.ch](http://www.cdjvaud.ch)
- Conseil des jeunes de Lausanne [www.cdjl.ch](http://www.cdjl.ch)
- Conseil des Jeunes Yverdon [www.facebook.com/conseildesjeunes](https://www.facebook.com/conseildesjeunes)

##### Pour les immigrés

- Commissions Intégration Suisses-Etrangers (CISE) dans certaines communes
- VD- Chambre cantonale consultative des immigrés (CCCI)





Ville de Lausanne

# Le participatif

un guide  
pour accompagner  
vos démarches  
participatives



# Table des matières

<b>LAUSANNE, UNE VILLE PARTICIPATIVE</b>	<b>5</b>
<b>1. POURQUOI CE GUIDE ?</b>	<b>7</b>
<b>2. LA PARTICIPATION C'EST QUOI ?</b>	<b>9</b>
2.1 Brève définition	9
2.2 Chaque voix compte	9
2.3 À quoi sert la participation ?	11
<b>Les 10 règles d'or de la participation</b>	<b>13</b>
<b>3. BIEN DÉMARRER EN SIX QUESTIONS</b>	<b>15</b>
3.1 Pourquoi souhaitez-vous faire de la participation ?	15
3.2 Quelles sont vos ambitions participatives ?	17
3.3 Quelles sont vos marges de manœuvre ?	18
3.4 Quelles sont vos ressources financières ?	18
3.5 De quel temps disposez-vous ?	18
3.6 Quelles sont les responsabilités des parties prenantes ?	19
<b>4. QUI INCLURE ?</b>	<b>21</b>
4.1 Délimiter le territoire de la démarche	21
4.2 Identifier tous les publics concernés	21
<b>5. QUAND FAIRE PARTICIPER ?</b>	<b>25</b>
5.1 Diagnostic participatif	25
5.2 Co-conception	25
5.3 Co-décision	29
5.4 Co-construction	29
5.5 Co-gestion	31
<b>6. COMMENT MOBILISER ?</b>	<b>33</b>
6.1 Prévoir du temps	33
6.2 Donner envie de participer	33
6.3 Vulgariser le propos et adapter les supports	33
6.4 Mettre en place des partenariats	35
6.5 Diffuser l'information de manière ciblée	35
<b>7. COMMENT CONCEVOIR SA DÉMARCHE ?</b>	<b>37</b>
7.1 Planifier avec souplesse	37
7.2 Combiner plusieurs méthodes	38
<b>8. COMMENT LANCER SA DÉMARCHE ?</b>	<b>43</b>
8.1 Soigner l'organisation	43
8.2 Bien choisir le lieu	43
8.3 Bien choisir la date et l'horaire	44
8.4 Garantir la dynamique	45
8.5 Prendre en compte les spécificités des publics mobilisés	45
<b>9. COMMENT RESTITUER SA DÉMARCHE ?</b>	<b>49</b>
9.1 Synthétiser les résultats	49
9.2 Diffuser largement les résultats	49
9.3 Tester les résultats et effectuer un suivi	51
9.4 Prendre soin des données	51
<b>10. COMMENT ÉVALUER SA DÉMARCHE ?</b>	<b>53</b>
10.1 Faire un premier bilan à l'interne	54
10.2 Demander l'avis aux participantes et participants	55
<b>IMPRESSUM</b>	<b>57</b>

## **Et si la participation devenait un complément indispensable à la démocratie représentative ?**

En tant qu'élue, mon rôle est de renforcer la démocratie locale et la participation. En mettant l'individu – son expertise d'usage, ses besoins et ses préoccupations – au cœur des projets et politiques publiques, les démarches participatives favorisent le dialogue, le débat et l'intelligence collective. Elles permettent également de renforcer l'intérêt et la confiance de la population envers le monde politique. Ancrer la participation au sein de l'administration permet sans aucun doute d'accompagner la transition vers une ville plus durable, résiliente, inclusive et collaborative. C'est en ce sens que Lausanne développe une stratégie en matière de participation.

**Natacha Litzistorf**

Conseillère municipale en charge du Logement, de l'environnement et de l'architecture

## **À Lausanne, la participation n'est pas uniquement l'apanage des adultes.**

Depuis leurs créations, les délégations à la jeunesse et à l'enfance développent des actions pour, mais également par et avec leurs publics. Au cœur de ces démarches : une volonté de donner une voix aux enfants et aux jeunes et la possibilité de réaliser des projets auxquels elles et ils croient. La participation des enfants et des jeunes pose donc des enjeux qui dépassent largement ces publics. D'une part, elle nous rappelle que les dispositifs participatifs doivent toujours s'adapter à la manière de réfléchir, de débattre, de décider et de s'engager des destinataires – en somme à leur manière de vivre en société. D'autre part, la participation ne se limite pas à donner son opinion dans le cadre de décisions des pouvoirs publics, elle concerne aussi toutes leurs contributions au tissu social.

**David Payot**

Conseiller municipal en charge de l'Enfance, de la jeunesse et des quartiers

## Lausanne, une ville participative

La participation et la confiance des habitantes et des habitants sont au cœur de l'action municipale. Ainsi, la Ville de Lausanne organise plus d'une trentaine de démarches participatives chaque année dans divers domaines et à des échelles variées allant de la place de jeux, à la ville entière, en passant par les parcs, les places, les rues et les quartiers.

Chaque Direction s'engage en la matière. Citons par exemple la vaste démarche participative pour la révision du Plan d'affectation communal portée par Grégoire Junod, syndic et directeur de la Culture et du développement urbain. Avec sa stratégie de valorisation des espaces publics et de modération du trafic, Florence Germond, conseillère municipale en charge des Finances et de la mobilité, favorise la convivialité des espaces publics, sécurise les itinéraires vélos et les chemins


piétons, notamment aux abords des écoles et lutte contre le bruit, véritable enjeu de santé publique dans nos villes. Pour soutenir des projets visant à favoriser la biodiversité et débêtonner Lausanne, Natacha Litzistorf, conseillère municipale en charge du Logement, de l'environnement et de l'architecture, invite la population à participer au Concours Nature en Ville. Pour David Payot, conseiller municipal en charge de l'Enfance, jeunesse et quartiers, avec le Budget participatif, chaque année, une enveloppe est allouée à des projets portés par les Lausannoises et Lausannois qui veulent s'investir dans leur quartier et réaliser une action collective.

Avec ses démarches participatives, la Ville de Lausanne souhaite donner la parole à tous les publics.

**Mettre  
l'humain  
au centre**


**Une volonté  
de donner une  
voix aux plus  
jeunes**





**« Ce guide offre un soutien pratique à celles et ceux qui souhaitent intégrer de manière claire et transparente la population à leurs projets ainsi qu'aux politiques publiques. »**

Muriel Sanchez Solorzano  
Coordinatrice participation de la Ville de Lausanne



**« Cette publication permet de rappeler l'existence des enfants et des jeunes comme des habitantes et habitants à part entière. Elle nous invite ainsi à considérer plus systématiquement leurs réalités, leurs expériences, leurs points de vue. »**



Florence Godoy  
Déléguee à l'enfance de la Ville de Lausanne

# 1. Pourquoi ce guide ?

Né d'une collaboration entre le Pôle d'expertise participation et le Groupe de référence de l'enfance de la Ville de Lausanne, ce guide souhaite encourager les administrations publiques à davantage intégrer la société civile à leurs projets. La participation nous embarque dans un processus riche en surprises, en résultats inattendus et parfois en résistances. Elle est toutefois essentielle car elle permet à la population, dans son ensemble, de donner son avis et d'agir sur son cadre de vie.

Doté de nombreux conseils pratiques et exemples, ce guide vous aidera à vous poser les bonnes questions de départ et à mettre sur pied des démarches participatives qui soient les plus inclusives possibles. Il a également pour but de créer un référentiel commun du terme «participatif», qui fait l'objet de représentations et de compréhensions parfois très diverses.

Nous espérons que ce guide vous donnera envie de tenter cette magnifique expérience, car nous en avons la conviction : les contributions émergeant de la participation sont autant de manières de mieux saisir et de penser la ville – notre ville – telle qu'elle est vécue et rêvée par sa population.

À vous d'ajouter votre pierre à l'édifice !

**Ce guide propose des conseils, des bonnes pratiques et des exemples concrets pour vous aider à élaborer votre démarche participative.**

**Légende des exemples :**



Temps de mise en place et de réalisation



Budget dépensé



Nombre de personnes impliquées



Dispositif participatif (voir chapitre 5)

**Ce guide est complété par un schéma des étapes clés à suivre pour organiser une démarche participative.**

Bien que ce guide vise à promouvoir la participation de toutes et de tous, certains contenus concernent tout particulièrement la participation des enfants et des jeunes afin de vous inciter à les prendre davantage en considération à travers des démarches adaptées. Ces focus sont signalés au moyen d'une petite icône :



À noter que penser leur participation n'a pas d'abord pour objectif d'optimiser les adultes de demain. Mais bel et bien de donner place et de valoriser ce qu'elles et ils sont aujourd'hui. En effet, les enfants et des jeunes possèdent de nombreuses compétences et connaissances qui ne se limitent pas uniquement aux domaines auxquels on les associe généralement (cour d'école, place de jeux, terrains de sports, etc.).

## 2. La participation c'est quoi ?

### 2.1 Brève définition

La participation, c'est mobiliser et intégrer toutes les personnes concernées par un sujet donné. Encadrée par un processus précis, elle permet d'aboutir à des décisions partagées et/ou des actions communes.

Toute personne est dotée de connaissances sur un lieu ou de compétences sur une thématique donnée, acquises au fil de ses expériences. Cette expertise, appelée aussi « expertise d'usage » ou « expertise du vécu », est centrale dans un projet participatif. Elle est complémentaire et considérée comme tout aussi importante que l'expertise professionnelle des administrations publiques.

Lors de la réalisation du projet participatif, articuler les besoins des expertes et experts d'usage aux contraintes techniques, financières ou légales peut représenter un véritable défi. Toutefois, le jeu en vaut la chandelle : les projets d'intérêt public qui parviennent à le relever sont davantage en adéquation avec les besoins de la population et sont plus mobilisateurs.

La participation peut être aussi initiée par la société civile, qui se mobilise et s'engage dans le but d'influencer son cadre de vie, sa communauté ou sa ville.

**Par exemple, la participation permet d'inviter la population à :**

- › formuler des propositions
- › prendre part à des décisions
- › exposer sa vision de l'avenir
- › donner son opinion lors de débats
- › établir des priorités d'actions
- › exprimer son avis sur les politiques publiques
- › participer activement à un changement
- › s'impliquer dans la gouvernance d'un quartier
- › gérer collectivement des biens communs

### 2.2 Chaque voix compte

La participation est non seulement un pilier de la durabilité, mais aussi le fondement d'une société démocratique et inclusive. Nul besoin d'être de nationalité suisse ou d'avoir 18 ans !

Le droit de participation de l'enfant est notamment garanti par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concrétisé par le droit d'exprimer librement son opinion (art. 12) et celui d'être entendu sur toute question la ou le concernant (art. 13).

Lausanne y est particulièrement sensible. Elle est d'ailleurs labélisée « Commune amie des enfants » par l'UNICEF depuis 2012 et s'engage pour la participation des enfants et des jeunes.

Par ailleurs, la participation est une exigence légale en matière d'aménagement du territoire, tant au niveau fédéral (LAT art. 4) que dans certains cantons comme celui de Vaud (LATC art. 2, 5 et 6). De plus, selon la Loi vaudoise sur le soutien aux activités de la jeunesse (art. 11), les communes se doivent de favoriser des expériences participatives « en mettant sur pied et développant des expériences participatives pour les enfants et les jeunes domiciliés ou résidant sur leur territoire ».

### 2.3 À quoi sert la participation ?

La participation encourage le dialogue entre la population, l'administration publique et le monde politique. Elle permet de créer ou de solidifier des liens de confiance et surtout d'assurer une plus grande transparence ainsi qu'une meilleure communication des processus, et ce, à chaque étape d'un projet.

La participation est l'un des fondements de la démocratie. Elle donne accès aux voix et aux points de vue de personnes qui sont éloignées de la pratique démocratique pour diverses raisons : elles ne disposent pas de certains droits citoyens (vote, éligibilité), ne se sentent pas légitimes de les exercer ou ont une toute autre expérience du politique.

Si, à l'origine, les institutions – et donc les administrations publiques – existent pour représenter les habitantes et habitants, l'évolution démographique a pour effet de renforcer l'écart entre certaines catégories de la population et ces institutions. La participation s'inscrit dans cet espace pour raviver le sentiment d'appartenance à la société et renforcer la cohésion sociale.

Pour les administrations, les outils de la participation permettent de cadrer et d'organiser les échanges en s'appuyant sur l'intelligence collective. Car les projets enrichis de l'avis et des idées des personnes directement concernées créent un élan positif et renforcent l'appropriation des résultats.

Par ailleurs, grâce à un effort accru de vulgarisation et une communication claire et maîtrisée, cette approche favorise la compréhension des projets, des politiques publiques ainsi que de leurs enjeux et contraintes.

Pour la population, participer, c'est se sentir partie prenante et décider de s'investir dans une réflexion ou un dialogue. C'est une manière de gagner en compétences, de devenir actrice ou acteur de sa ville. C'est aussi accepter que les regards se croisent et s'enrichissent mutuellement, sans perdre de vue l'intérêt général. Mais cela suppose avoir confiance dans le fait que son avis sera entendu et considéré au même titre que celui des autres.

#### Une démarche participative permet aux autorités :

- › d'impliquer les personnes concernées
- › d'être à l'écoute de la population et des différents points de vue
- › de vulgariser les enjeux
- › de recueillir des propositions
- › d'associer divers publics aux prises de décisions
- › de renforcer le sens des projets menés en les rapprochant des personnes concernées
- › de réorganiser les priorités
- › d'optimiser les moyens par un ciblage plus pertinent et plus adapté aux attentes et besoins de la population



## Les dix règles d'or de la participation

1

Avant de vous lancer, réfléchissez soigneusement au cadrage de la démarche

2

Définissez clairement votre intention de départ et vos objectifs, sans anticiper les résultats

3

Explicitez aux personnes concernées les contraintes et les marges de manœuvre (préciser l'étape dans laquelle on se situe et le degré de participation visé)

4

Adaptez la méthode aux publics concernés

5

Simplifiez au maximum votre communication

6

Mobilisez largement et donnez envie de participer

7

Soignez l'accueil et établissez un lien de confiance

8

Prenez en compte les résultats obtenus

9

Organisez une restitution transparente

10

Gardez le lien et communiquez régulièrement, y compris lorsque la démarche est terminée

# J'ai des idées pour ma ville

Une plateforme de participation  
pour imaginer et réaliser ensemble!



- 1 -

Imaginer



- 2 -

Participer



- 3 -

Décider



- 4 -

Réaliser

**Budget  
participatif  
Lausanne**

# VOTRE VILLE, VOS PROJETS.

Imaginez. Votez. Créez.

Secrétariat général de la  
Direction de l'enfance,  
de la jeunesse et des quartiers  
Place Chauderon 9  
CP 5032, 1002 Lausanne

+41 21 315 68 51

[budget-participatif@lausanne.ch](mailto:budget-participatif@lausanne.ch)





Concrétisez vos idées grâce  
au Budget participatif sur  
[www.lausanne.ch/budget-participatif](http://www.lausanne.ch/budget-participatif)

## Le Budget participatif, c'est quoi ?

C'est un dispositif qui permet aux Lausannoises et aux Lausannois de décider de la répartition d'une partie des ressources financières de la Ville en choisissant, par un vote, quels projets seront financés parmi ceux proposés par la population.

Concrètement, les Lausannoises et les Lausannois ont deux manières de participer :

- En proposant un projet pour leur quartier.
- En votant pour leurs projets de quartier préférés.

## Proposer un projet



**Une idée de projet pour votre quartier ?**  
Remplissez le formulaire et le budget\* sur [www.lausanne.ch/budget-participatif](http://www.lausanne.ch/budget-participatif). Vous devez être minimum trois personnes pour déposer un projet.



**Vous avez déposé votre projet.**  
Les services de la Ville sont consultés pour assurer sa faisabilité ainsi que sa conformité technique et légale.



**Vous voulez faire financer votre projet ?**  
Faites-en la promotion auprès des Lausannoises et Lausannois. Ceux-ci voteront pour leurs projets préférés (minimum 3).



**Votre projet a reçu assez de voix ?**  
Signez la convention avec la Ville, recevez la subvention et commencez la mise en œuvre !

\* Vous avez des questions ?  
Écrivez à [budget-participatif@lausanne.ch](mailto:budget-participatif@lausanne.ch) ou appelez le 021 315 68 51.

## Accompagnement

Pour les phases de dépôt de projet et de mise en œuvre, la Ville met en place un accompagnement. N'hésitez pas à demander de l'aide en vous adressant à [budget-participatif@lausanne.ch](mailto:budget-participatif@lausanne.ch) ou en consultant les dates d'accompagnement sur le site internet [www.lausanne.ch/budget-participatif](http://www.lausanne.ch/budget-participatif)

## Voter pour les Projets

### Qui peut voter ?

Toutes les Lausannoises et tous les Lausannois peuvent voter sans condition d'âge ni de nationalité.

### Comment voter ?

Vous pouvez voter pour autant de projets que vous souhaitez mais au minimum trois. Modalités de vote :

- En ligne sur le site [www.lausanne.ch/budget-participatif](http://www.lausanne.ch/budget-participatif)
- Dans l'une des urnes déployées sur l'ensemble du territoire lausannois, dont la liste et les localisations peuvent être consultées, pendant la période de vote, sur le site [www.lausanne.ch/budget-participatif](http://www.lausanne.ch/budget-participatif)
- En renvoyant par la Poste le bulletin de vote que vous avez reçu dans votre boîte aux lettres à l'aide de l'enveloppe pré-affranchie.

### Enjeu de la votation

Les projets ne sont pas choisis par décision politique ou stratégique. Ce sont toutes les Lausannoises et tous les Lausannois qui décident de comment répartir une enveloppe de CHF 175 000.- entre les projets (chaque projet peut recevoir au maximum CHF 20 000.-).

### Résultat de la votation

Les projets sont classés selon le nombre de votes obtenus. Le premier de la liste se voit attribuer le montant estimé pour sa réalisation. Le solde des ressources permet de financer le deuxième projet sur la liste et ainsi de suite jusqu'à épuisement de l'enveloppe à disposition.



## **Directive relative au fonctionnement du Budget participatif de la Commune de Lausanne**

Du : 27.03.2023

Entré en vigueur le : 27.03.2023

Etat au : 27.03.2023



# Vie de quartier: Faire ensemble pour mieux vivre ensemble

Participez, imaginez, créez votre quartier. Différents outils sont à votre disposition pour vous aider à concrétiser vos idées plus facilement. La ville est à vous, prenez-y part.



oi  
-on?

er est bien plus  
rtion de territoire  
e. C'est avant  
personnes qui vont  
iter, s'y croiser,  
er, se parler et  
écient non seulement  
rvice de proximité  
mais aussi parce que  
ier représente un  
échange, de partage  
contre qui donne  
u fait de vivre  
ce.

s engagements  
en dix points

venir les avancées démocra-  
veau local, Lausanne parti-  
ue internationale des Villes  
cratie.

La Municipalité a fait du quartier son premier niveau d'intervention pour le renforcement du lien social tout en reconnaissant que ce sont les habitant-e-s, les associations et les acteurs privés qui sont en son centre. Une collectivité publique ne peut dès lors que venir soutenir et encourager les acteurs qui s'engagent quotidiennement dans le but d'être, de vivre et de faire ensemble.

En stimulant de différentes manières le pouvoir d'agir dans les quartiers, la Ville favorise la compréhension mutuelle, l'information et soutient les initiatives citoyennes que portent les Lausannois-es afin d'améliorer la qualité des liens qui les unissent et leur cadre de vie.

**Démocratie locale n.f.** 1. Principe ancré dans le Conseil de l'Europe et la Charte européenne de l'autonomie locale, ratifiée par la Suisse en 2004. 2. Permet aux habitant-e-s d'une ville de participer à l'organisation de leur cadre de vie au-delà des moments d'élections ou de votations en prenant part à des projets ou des débats. 3. Ensemble d'actions donnant la parole aux gens et incluant de manière transparente tous les acteurs concernés jusqu'à l'émergence de solutions construites en commun et portées par le plus grand nombre.

**Politique des quartiers n.f.** 1. Elle réunit des outils permettant à ses habitant-e-s de développer et de co-décider des projets urbains de manière concertée. 2. Vise à créer des liens et faciliter la participation des habitant-e-s dans le but d'améliorer la qualité de vie et le bien-être de toutes et tous. 3. Propose une autre forme de dialogue entre la Municipalité et les habitant-e-s.

**Citoyenneté n.f.** 1. Représente l'engagement des personnes qui prennent part à l'organisation du fonctionnement et des structures de la société. 2. Elle concerne la population dans son ensemble qui est invitée à s'impliquer durablement dans des processus politiques.

## Autres démarches à votre disposition

### Fête des voisin-e-s

L'occasion de passer un moment convivial, chaleureux et célébrer les liens de bon voisinage. Chaque année, la Fête des voisin-e-s a lieu le dernier vendredi du mois de mai.

### Bureau lausannois pour les immigrés

Le centre de compétences de la Ville dans les domaines de l'intégration et de la prévention du racisme. Son objectif est de favoriser la cohésion sociale et l'égalité des chances.

### Éducation à la citoyenneté

La Ville de Lausanne propose des séances d'information sur le droit de vote ainsi que des visites permettant au public ainsi qu'aux élèves des classes lausannoises de découvrir les institutions de la ville.

### Les Conseils des enfants

Ils favorisent et relaient la parole des jeunes Lausannois-e-s de 6 à 12 ans qui viennent librement partager des idées, s'interroger et mener des actions en faisant l'expérience de réfléchir en groupe et d'être soi au milieu des autres.

### Le Conseil des jeunes

Il réunit 60 jeunes âgé-e-s de 13 à 25 ans qui débattent de la vie de la cité et mènent à bien des projets pour leur ville, sous l'égide de la Délégation à la jeunesse.

### Lausanne participe

Une plateforme qui complète l'éventail des possibilités de s'engager dans les démarches participatives de la Ville avec, par exemple, des débats, enquêtes ou consultations virtuelles.

## Contact

Secrétariat général  
de la Direction de  
l'enfance, de la jeunesse  
et des quartiers

Place Chauderon 9  
CP 5032  
1002 Lausanne

+41 21 315 67 07

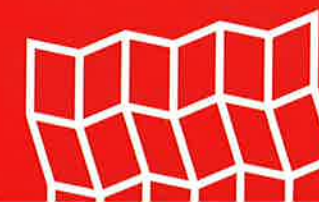
Lundi – vendredi  
08h30 – 16h30



[www.lausanne.ch/quartiers](http://www.lausanne.ch/quartiers)

 Ville de Lausanne

## Vie de quartier





besoin  
de soutien  
pour vos  
initiatives ?

ns les quartiers  
Lausanne, la dé-  
mocratie locale ce  
st pas que voter  
élire des élu·e·s  
is également  
poser des idées,  
primer des opi-  
ns et participer  
es projets.

est avant tout une  
ture spécifique  
vivre-ensemble  
nt les caractéris-  
ues sont la  
olution non vio-  
te des conflits,  
echerche  
consensus ainsi  
e l'inclusion  
s minorités  
des personnes  
favorisées.



## Boîte à idées virtuelle

### Quoi ?

La Boîte à idées est un moyen simple, pour chaque Lausannois·e, de suggérer des idées à sa ville afin de la rendre plus agréable à vivre. Ces idées peuvent concerner un quartier spécifique ou toute la ville et doivent poursuivre un but d'amélioration de la qualité de vie.

### Pourquoi ?

Ce portail offre la possibilité à la population lausannoise de proposer des idées à l'administration communale pour rendre sa ville ou son quartier plus agréable à vivre.

La Boîte à idées permet à chacun·e de faire des propositions et aussi de suivre leur évolution de manière transparente et interactive, en collaboration avec l'ensemble des services communaux. Une fois déposée, chaque idée pourra être commentée et discutée par la population lausannoise. Les idées doivent être sans but lucratif, relever des compétences communales et ne pas concerner l'obtention de subvention. La Ville communiquera ensuite de manière régulière sur le traitement des propositions qui lui sont faites, que ce soit pour expliquer les obstacles à leur mise en œuvre, les actions déjà existantes et similaires ou les futures actions qui pourront être entreprises.

### Quand ?

En tout temps.

### Comment ?

1. Allez sur le site [participer.lausanne.ch](http://participer.lausanne.ch)
2. Créez un compte
3. Sélectionnez « Boîte à idées » et déposez vos idées
4. Suivez les propositions, discutez-en et découvrez les réponses apportées par la Ville.

## Budget participatif

### Quoi ?

Le Budget participatif est une démarche lancée en 2019 qui encourage le développement de projets de quartier et donne l'opportunité aux habitant·e·s de décider de l'allocation de ressources financières de la Ville à l'aide d'une enveloppe mise à disposition par la Municipalité.

### Pourquoi ?

Les projets sont proposés par des groupes de minimum trois personnes habitant à Lausanne. Des permanences d'accompagnement au dépôt de projet sont mises en place afin de faciliter la concrétisation d'idée en projet. Ensuite, les projets sont étudiés par les services de la Ville pour s'assurer de leur conformité technique et légale. L'attribution des montants aux projets (max. CHF 20 000.- par projet) ne se fait pas par décision politique ou choix stratégique mais par les Lausannois·es. Ce sont les habitant·e·s qui sont appelé·e·s à voter pour leurs projets préférés. Les projets récoltant le plus de voix sont ensuite réalisés par les lauréat·e·s eux·elles-mêmes.

### Quand ?

Le dépôt de projet est ouvert chaque année.

### Comment ?

Chaque Lausannois·e, sans condition d'âge ni de nationalité, peut participer dans la mesure où chaque projet est représenté par un minimum trois habitant·e·s, une association ou un collectif. Votre projet doit également être parrainé par 10 personnes habitant ou ayant un lien avec le périmètre géographique concerné.

[lausanne.ch/budget-participatif](http://lausanne.ch/budget-participatif)

## Caravane des quartiers

### Quoi ?

La Caravane des quartiers c'est votre événement créatif, interculturel et citoyen, pour rassembler et animer votre quartier. Un appel est lancé chaque année aux habitant·e·s, commerçant·e·s et associations lausannoises qui souhaiteraient organiser une Caravane dans leur quartier. N'hésitez pas, contactez-nous !

### Pourquoi ?

La Caravane des quartiers a été créée en 2010 pour soutenir l'animation des quartiers et mettre en place un nouvel événement interculturel à Lausanne. À son origine, se trouvent des associations (unions des sociétés locales et de développement, associations d'immigré·e·s, Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise), ainsi que des représentant·e·s du Conseil communal et de la Municipalité. Depuis 2010, la Caravane visite les quartiers au gré d'événements mémorables pour les habitant·e·s, avec des animations pour tous les âges, performances, ateliers créatifs, visites de quartier, forums, émissions radio, et bien sûr des repas en commun.

### Quand ?

Chaque année dans deux quartiers différents, au printemps et à l'automne.

### Comment ?

Et si la prochaine Caravane passait par votre quartier ? Contactez-nous pour en parler. Selon les projets, les partenaires de la Caravane pourront apporter un soutien.

[lausanne.ch/caravane-des-quartiers](http://lausanne.ch/caravane-des-quartiers)

## Contrat de quartier

### Quoi ?

C'est un contrat de confiance de trois ans entre l'administration de la Ville, les habitant·e·s et usager·ère·s, qui a pour but de réfléchir ensemble à l'amélioration de la vie de quartier et de participer à sa mise en place. Il s'agit de réaliser des projets communs de proximité liés à la vie quotidienne. L'approche vise ainsi à valoriser l'expertise d'usage des habitant·e·s, de même qu'à renforcer les contacts entre administration et habitant·e·s.

### Pourquoi ?

Après les quartiers de Montelly, des Boveresses et de Prélaz-Valency, c'est à présent dans le quartier d'Entre-Bois qu'un Contrat de quartier a été initié en 2020. Une véritable opportunité à saisir pour donner une voix à votre quartier et accompagner sa mutation en lien étroit avec son tissu associatif et ses habitant·e·s. Selon vos envies et disponibilités, vous avez le choix entre plusieurs possibilités de participation :

- Représenter votre quartier dans la commission de quartier une fois par mois.
- Prendre part à un groupe de travail sur un thème particulier.
- Assister aux conférences (une fois par an pour vous informer de l'état des discussions et donner votre avis).

### Quand ?

Le Contrat de quartier s'installe pour trois ans dans un quartier et vit au rythme des délibérations et rencontres qui l'anime.

### Comment ?

Il est possible de rejoindre la commission et les groupes de travail tout au long du projet.

## Animation socioculturelle

### Quoi ?

Les activités socioculturelles rassemblent, mobilisent et accompagnent les habitant·e·s afin de leur permettre de développer leur tissu relationnel et d'œuvrer à l'amélioration de leur environnement de vie. Les Lausannois·es ont ainsi une occasion privilégiée de faire vivre leurs quartiers grâce aux associations qui portent les lieux d'animation de la Ville et qui bénéficient de l'appui de nombreux·ses bénévoles et de professionnel·le·s encadré·e·s par une fondation.

### Pourquoi ?

Lorsqu'en 1953 un premier lieu d'animation se crée afin de combler un manque d'espaces publics permettant de développer une socialisation positive de la jeunesse, Lausanne fait figure de pionnière. Cette politique n'a ensuite jamais cessé de se développer et, en plus du centre socioculturel de la Permanence Jeunes Borde et de lieux comme le Cazard ou le Centre pluriculturel et social d'Ouchy, il existe près de 17 centres d'animation au service desquels la Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise, subventionnée par la Ville, dédie ses compétences.

### Quand ?

Les lieux d'animation sont ouverts toute l'année.

### Comment ?

Chaque lieu développe un programme qui lui est propre, en fonction du rythme et des besoins du quartier, et il suffit de se rendre dans la maison de quartier la plus proche pour participer.